



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

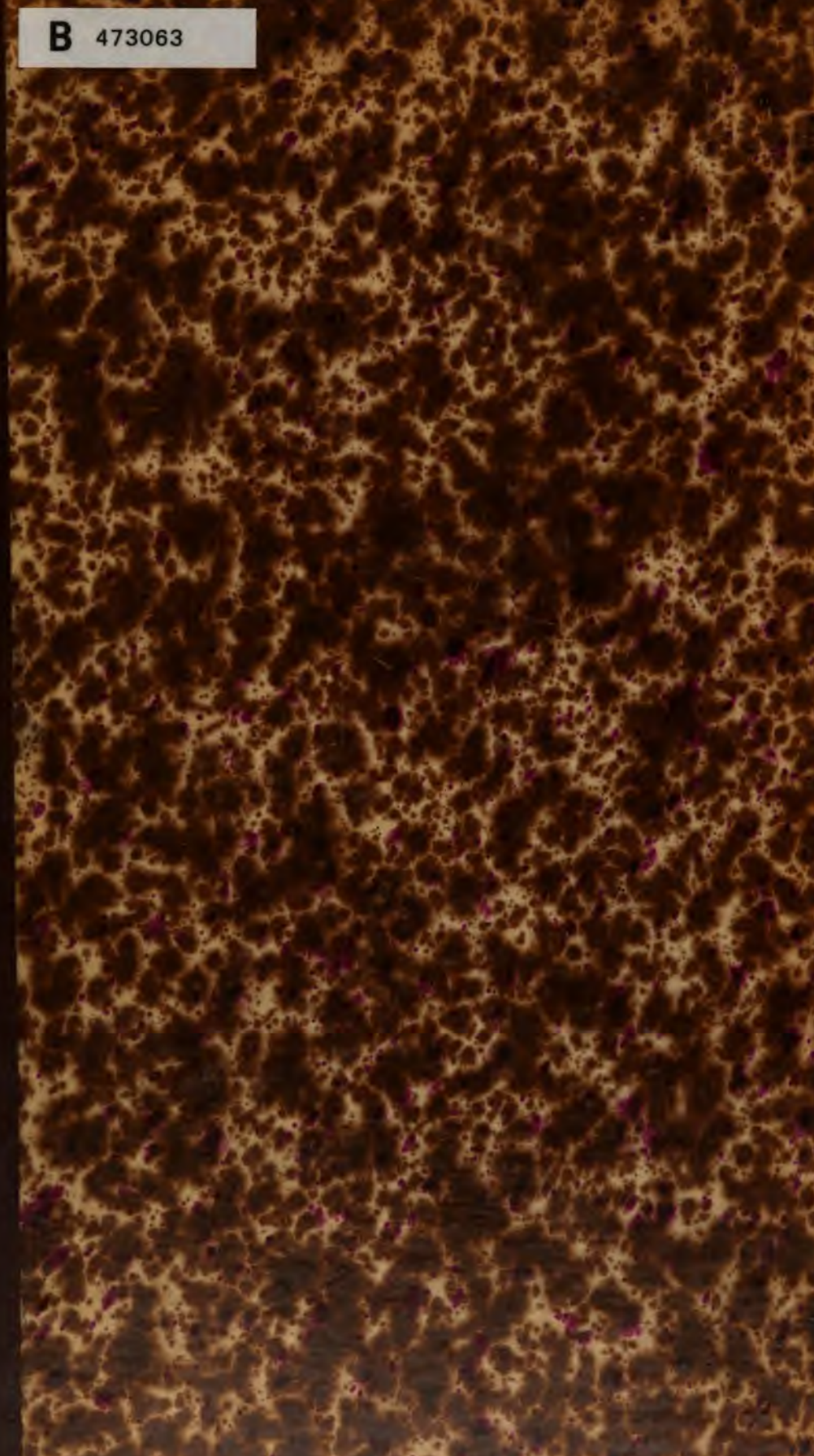
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

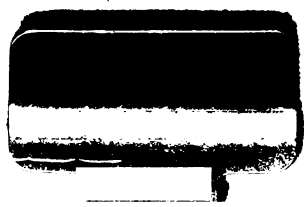
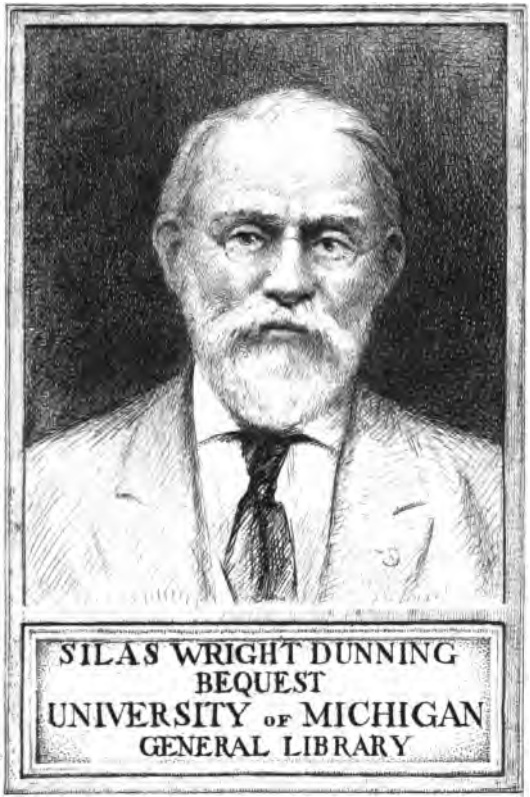
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

B 473063



5
ravée : KO
ayon : fh
arton :
IBLIOTHEQUE

*100
com
h*



DC
611
L731
S8

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE
ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

TOME XXI

LIMOGES

CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ

Rue Montant-Manigne, 7

— PARIS, 4, RUE HONORÉ-CHEVALIER —

—
1872



Dunning
Nighth
2-4-28
14847

M. ALLOU.

Je veux vous parler d'un Limousin qui nous a quittés presque au lendemain de sa naissance, et qui ne songe guère à son pays. Mais il est à nous, et il faut le lui dire, pour qu'il n'oublie pas la province où il est né. Molière, qui se moquait de tout avec privilège du roi, a ri du Limousin comme tant d'autres. Ses railleries n'enlèveront rien de ses grands souvenirs à cette terre forte et féconde qu'Arthur Young appelait la plus belle contrée de la France. On peut aujourd'hui, sans craindre les comédies de Molière, avouer qu'on est du pays de d'Aguesseau et de Vergniaud, surtout quand on est avocat.

Ce n'est pas d'un vieil avocat que je vais parler : il est au milieu du chemin de la vie. Nous fouillons assez souvent le passé pour qu'on me permette de regarder au soleil un homme vivant. Notre société troublée est trop libre, trop impatiente et trop curieuse pour ne s'en prendre qu'à des ombres et ne s'occuper que des générations ensevelies. Si on ne parle pas des avocats pendant leur vie, quand pourra-t-on en parler? Le bruit de leur voix, qui nous a émus et charmés, ne nous laisse bien des

fois qu'un confus et lointain souvenir. Hâtons-nous de les prendre au passage, d'écouter leur parole retentissante, et de leur donner quelques louanges qui ne sont pas la gloire, mais qui la font espérer.

Le règne des avocats n'est pas d'ailleurs près de finir. Les rancunes qu'ils ont soulevées n'ont pu prévaloir contre les traditions et la fortune de leur ordre. Depuis saint Bernard jusqu'à Michel Menot, et de Plaute à Voltaire, les sermons ou les satires ne leur ont pas été épargnés; il semblait que les anciennes sociétés eussent le pressentiment qu'elles seraient un jour détruites et renouvelées par cette légion plébéienne, qui remuait les âmes en secouant des plis de sa robe les merveilleuses promesses de l'égalité, de la tolérance et de la liberté. La Révolution française les avait abolis : ils ne tardèrent pas à renaître plus nombreux et plus forts que jamais, et il y aura toujours des avocats, parce que nous aurons toujours des misères, des passions, des froissements et des crimes. Le moment n'est pas venu où, selon le vœu de Napoléon, on pourra couper la langue aux avocats qui s'en serviraient contre le gouvernement. Les avocats d'ailleurs sauraient bien se défendre, et montrer à ceux qui les attaquent que, depuis qu'il y a une tribune en France, tous les gouvernements en médisent et s'en servent, sans pouvoir s'en passer.

Limoges se souvient encore d'un homme qui écrivit pour elle, en 1821, la « *Description des monuments des différents âges dans le département de la Haute-Vienne* ». En partant, M. Allou vous laissa son livre, mais il vous prit son fils, qui devait être, à quarante années de distance, un des bâtonniers du barreau de Paris. Avant d'arriver à cette royauté du barreau, il a traversé bien

des audiences : suivons-le de loin, dans les chambres de ce palais de Paris où, depuis des siècles, se retrouve une partie de l'histoire de notre pays.

Au milieu de l'année 1843, à l'audience de la cour d'assises, un jeune homme grand, d'une figure fine et froide, et portant presque pour la première fois sa robe d'avocat, se leva à la barre, dans un procès auquel ne manquaient ni le bruit, ni les tristesses, ni les émotions. L'association des frères Mérentié tenait du merveilleux. Le père avait commencé sa fortune à Marseille par la rude vie des portefaix ; les enfants étaient allés à Paris fonder une grande maison, et s'établir en manieurs d'argent. Pour se procurer d'immenses ressources, ils avaient jeté à profusion sur toutes les places de France et d'Europe vingt millions d'effets de complaisance. Leur habileté à faire usage de ces valeurs chimériques et à les répandre partout avait été pleine d'audace. Le monde financier avait salué leur fortune. De même qu'ils maîtrisaient l'argent par la ruse, ils avaient cru pouvoir changer les lois de la probité ; mais la Fortune leur renvoya les démentis qu'ils lui avaient jetés. Ce fragile édifice s'écroula sur eux, au moment où il semblait qu'aucune puissance humaine ne pût l'atteindre. Notre pays, qui a vu tant de désastres en quelques années, n'était pas encore habitué à ces jeux du sort et à ces scandales de l'industrie. Notre génération a vu sortir des couloirs bruyants de la Bourse tant d'aventuriers malfaisants et tant de victimes qu'elle s'est lassée de les clouer au pilori de l'histoire, ainsi qu'on l'avait fait, au siècle dernier, pour les agiotages de la rue Quincampoix. La spéculation, descendue des banques et des comptoirs, a été parmi nous une fièvre populaire, et les fils des paysans aussi bien que les fils des croisés

s'étaient faits courtiers d'affaires, avec l'ardeur que leurs aïeux avaient mise à féconder la terre de leur sueur ou à la conquérir par leur épée. En 1843, la nation commençait à devenir une société marchande, et à abaisser les âmes par les convoitises désordonnées et l'amour des richesses.

Les frères Mérentié avaient descendu ce courant qui devait bientôt les emporter. La justice s'en émut. Le passif était de huit millions; leur ruine en entraîna d'autres à Paris, à Londres, à Marseille et à Cuba. On les traduisit en cour d'assises : M. Allou défendait Edouard Mérentié.

Ce n'était pas une tâche sans péril que de plaider à côté des avocats qui défendaient Marius et Guillaume Mérentié; mais, quand on eut entendu cet avocat de vingt ans, dont la parole ne trahissait ni précipitation, ni souci, ni crainte, on put vite lui prédire qu'il saurait conquérir au barreau la place que nul aujourd'hui ne songe à lui disputer. Il se garda de surfaire son client, livré tout entier non aux spéculations frauduleuses, mais aux joies et aux fêtes de la jeunesse. L'accusation en avait fait un complice d'un crime de banqueroute et de faux : l'avocat rendit à ce jeune homme amoureux des plaisirs son ignorance des choses criminelles et sa bonne foi. Le jury l'acquitta. Dans cette première plaidoirie de M. Allou, il y avait déjà la résolution, la clarté, le trait vigoureux et la confiance qui sert à frayer l'avenir.

Ses compagnons d'âge et de travail, qui ne furent jamais de mauvais juges en fait d'avenir et de prochains triomphes, lui prouvèrent bien qu'ils avaient reconnu en lui un de ceux qui étaient une promesse de l'avenir et devaient marcher en tête. M. Allou, aux derniers jours de cette année 1843, fut choisi par eux pour écrire le

discours de rentrée de la conférence, la plus belle et la plus enviée des couronnes du stage.

C'est la sagesse des anciens qui a légué aux jeunes avocats cette association heureuse où tout est mis en commun, les aspirations généreuses, l'ardeur de la jeunesse, les vieilles traditions, l'étude des lois et l'art de la parole, et ces premiers feux de la gloire que Vauvenargues appelait plus doux que l'amour; communauté sérieuse et charmante, pleine de travail, de nobles soucis et de beaux rêves, où les amitiés naissent à côté des rivalités, et se fortifient et s'épurent par des luttes qui n'ont jamais de défaites. Les anciens sont toujours là pour tempérer la fougue des impétueux et des ambitieux, et pour les plier au joug de la discipline salutaire. A cette conférence d'où partent les premiers bruits de la renommée, les générations pressées que chaque année amène au barreau apprennent à regarder le travail comme un besoin et un bonheur, et la science du droit comme la science de la vie universelle. C'est l'usage de l'ouvrir, tous les ans, par la publique manifestation des devoirs et des traditions de l'ordre, et par l'éloge de quelque homme du palais. M. Allou écrivit, pour la conférence, l'éloge de Ferey.

Trente ans avant lui, M. Bellart, dans la bibliothèque du lycée Charlemagne, au milieu des avocats en robe et d'une foule nombreuse, avait raconté, avec toute la pompe de son langage, la vie de Ferey, que la mort venait de frapper. Ce double hommage était rare dans les souvenirs du barreau; mais, — c'est M. Allou qui le disait, — à une époque de fiévreuses ambitions et de dévorantes espérances, il fallait réveiller le nom d'un homme simple, sans ambition, sans orgueil, et dévoué au culte de sa

profession ; belle leçon pour ceux qui désertent le barreau et se jettent dans les régions troublées de la politique, sans savoir, comme Ferey, rester toujours avocats.

En lisant le récit de cette vie douce et laborieuse, on croirait être en plein seizième siècle, à ces temps héroïques du palais, dont les traditions resteront comme un des plus précieux souvenirs de notre histoire nationale. Ferey travaillait seize heures par jour, entouré de ses livres, qu'il appelait ses amis, répandus dans sa chambre, sur sa table, sur le plancher et sur son lit. Dans notre temps si agité, l'imagination se reporte vers ces existences graves et pures qui s'écoulaient dans la retraite et le travail. Ferey quitta la province pour Paris au moment où le chancelier Maupeou renversait le Parlement. Il voulut suivre le sort des parlementaires, et ferma sa porte aux clients. On a beaucoup calomnié le coup d'État du chancelier de Louis XV : je l'ai défendu quelquefois, et je relève avec bonheur ce sentiment de M. Allou, qu'il y avait au fond de ces ébranlements des compagnies judiciaires quelque chose de grand et comme un pressentiment des larges réformes de l'Assemblée constituante. Quand le parlement Maupeou fut tombé sous les rancunes publiques et sous les railleries de Beaumarchais, la maison de Ferey se rouvrit ; mais il n'était pas avocat plaidant : il était, avant tout, avocat consultant.

L'heure était arrivée où le parlement de Louis XVI, assis sur les fleurs de lis, allait être à son tour emporté par la Révolution, entraînant avec lui l'ordre des avocats. Au travers de cette furieuse tempête qui passait sur la nation, le cabinet de Ferey devint le foyer de l'ordre détruit. Ces glorieux débris du barreau s'appelaient « les avocats du Marais ». M. Allou, en écrivant l'histoire de

ces maîtres généreux qui avaient gardé la foi en des jours meilleurs, a parlé d'eux avec cette émotion qu'on éprouve en retrouvant la trace d'ancêtres illustres. La figure calme de Ferey n'était pas facile à peindre : il y avait en elle quelque chose de froid, de timide et d'austère qu'il fallait mettre en lumière. M. Allou, en remplissant cette tâche, montra que le jeune barreau n'entendait jamais perdre le goût des études sérieuses, l'amour des lettres et le talent d'écrire.

Au palais, les discours ne sont qu'une courte trêve aux plaidoiries de l'audience, et c'est vite à l'audience qu'il faut revenir. M. Allou défendait, au mois de janvier 1844, devant la cour d'assises, la concubine de Poulman. Ce serait une curieuse et sombre histoire que celle des associations de malfaiteurs du xix^e siècle. Paris, par ses richesses et ses mystères, offre une attraction singulière à ces existences vouées à toutes les violences et à toutes les infamies ; on est saisi d'épouvante en voyant surgir ainsi de cette grande ville une sorte de puissance occulte en révolte contre les lois. Aucun de ces bandits ne déclara plus cruellement la guerre à la société que Poulman, pour qui l'idée du vol était inséparable de l'assassinat. Il vécut longtemps dans toutes les souillures du vice et dans la haine de Dieu et des hommes, jusqu'au jour où il paya sa rançon par l'échafaud. Sa concubine fut condamnée à vingt ans de travaux forcés.

Quelques mois après, la bande Courtot tombait sous la main de la justice avec ses quarante complices, qui avaient jeté la terreur dans Paris, s'embusquant dans les rues désertes, guettant les passants, les volant et les étran-
glant avec la ruse et la hardiesse des sauvages. M. Allou plaidait pour un de ces bandits, à côté d'un avocat qui

semblait alors promis à la vie et aux triomphes de la parole, Charles Dubréna, mort avant le temps.

A ces premières années, on ne trouve guère le nom de M. Allou qu'à la cour d'assises. Quand on est enfant de ses œuvres, au palais moins qu'ailleurs. on ne parvient à se faire une place au soleil qu'à force de patience et de travail. Ceux qui sont heureux et à qui tout sourit sont rares : c'est la destinée de presque tous les avocats jeunes et sans autre soutien que leur parole de plaider obscurément quelques petits procès, et d'attendre le jour éloigné des grandes causes. Il est arrivé à beaucoup d'entre eux de se décourager, et de quitter le palais, comme si quelque chose était facile à conquérir en ce monde, où les violents et les patients peuvent seuls toucher le but. M. Allou s'arma de travail et de courage ; il était de l'âge et de l'opinion de l'abbé de Bernis : il attendit.

Dans cette ville de Paris, où les fraudes se trament et se dénouent sous tant de formes diverses, chaque jour amène devant la justice des hommes qui ont spéculé sur la santé publique. Vers la fin de l'année 1851, parmi ceux qui buvaient le cidre, beaucoup avaient succombé : le plomb qui entraît dans la fabrication du cidre les avait empoisonnés. Sept brasseurs furent traduits devant la police correctionnelle. M. Allou défendait Hénon, sur qui pesait la plus lourde responsabilité dans cette prévention. Il ne chercha pas à l'innocenter : il ne pouvait qu'appeler sur lui l'indulgence de la justice, et il le fit dans une plaidoirie sévère et simple, comme il convenait à ce triste procès.

La raison et la clarté donnaient à la parole de M. Allou quelque chose de puissant et d'animé. On le vit bien dans un procès plaidé, en audience solennelle, devant la Cour

de Paris, au mois de juillet de l'année 1853. Une de ces aventurières qui vont de château en château donner des leçons de musique, et qui marchent à la recherche d'un mari, entra, un jour, dans une grande maison de Paris avec les séductions et l'ingénuité de Rousseau chez M^{me} de Warens. Mais cette candeur était doublée d'audace et d'adresse : elle ne tarda pas à attirer dans le piège un enfant de dix-sept ans, qui s'enflamma de toute la passion d'un écolier. Les coquetteries de cette fille de trente ans l'avaient jeté dans une sorte de désespoir : elle mit en œuvre tout ce qu'elle avait de perfidie, entourant sa naissance d'une origine romanesque, et disant même qu'elle descendait d'un ancien roi d'Irlande. Le mariage si habilement poursuivi eut lieu en Angleterre ; mais les illusions du mari furent vite évanouies ; sa famille déchira tous les voiles, et demanda la nullité du mariage pour défaut de publications et de consentement paternel. La femme se défendit vaillamment par des difficultés de procédure ; elle alla jusqu'à s'adresser au cardinal Wiseman, pour lui demander secours et protection. Le tribunal de la Seine lui avait donné raison : devant la Cour, M. Allou combattit ce jugement au nom de la famille ; Paillet se joignit à lui au nom du mari. La Cour brisa ce lien frauduleux, et rendit l'aventurière à sa liberté.

On ne rencontre guère plus M. Allou à la cour d'assises : il plaidait pourtant en 1847, à Versailles, dans l'affaire du duel de Saint-Cyr ; mais il semble qu'il ait redouté les entraînements et les séductions périlleuses de l'éloquence criminelle : il aimait mieux les audiences civiles, où il apprit de bonne heure à mettre les choses à leur place, les faits, les raisonnements, l'esprit et l'émotion. L'exposition de 1854 avait attendu vainement une madone

promise par le ciseau de Clesinger : les praticiens qui devaient ébaucher le marbre ne l'avaient pas donné au maître assez vite pour y mettre la dernière main. Les querelles des artistes finissent comme toutes les querelles des hommes, par des procès. M. Allou défendait le praticien contre les réclamations avides du maître. Quelques jours après, il soutenait une importante question industrielle au nom de l'administration des douanes; il traitait, contre M. Duvergier, une difficile thèse de régime dotal; il plaidait dans le procès de la succession de Bonnetterre; dans un curieux procès contre Alexandre Dumas, qui cherchait à reprendre par la ruse son mobilier saisi, et plus tard pour une élève de Saint-Denis, dont la fortune avait été compromise par un tuteur infidèle. Il eut à défendre, une autre fois, devant la police correctionnelle, un ancien conseiller de la Martinique, prévenu d'avoir frappé des agents de police qui poussaient le peuple de Paris à acclamer le Président de la République rentrant triomphalement à l'Élysée, au lendemain de ce discours de Bordeaux qui nous avait, hélas! tant promis la paix.

Le bruit de ces procès n'a pas dépassé le seuil du palais de justice; mais il en est un qui se plaida au commencement de l'année 1856, et dont le retentissement fut grand dans le pays. Les hommes demandant aux Dieux de convertir en or tout ce qu'ils touchent n'ont pas vécu seulement dans les siècles passés : le temps présent en a vu qui croyaient pouvoir changer les lois de ce monde, remplacer à leur gré la vertu par l'argent, et vaincre du même coup les choses divines et humaines. La Providence, souvent tardive en ses justices, finit par trouver son heure pour détruire les fortunes élevées sans elle et contre elle. C'est l'histoire de la fortune des Michel, sous les millions

de laquelle se cachait quelque chose de mystérieux et de sinistre. La conscience publique n'avait pas oublié que ce nom des Michel était attaché à d'effroyables souvenirs : elle cherchait sous leurs riches dépouilles des enseignements et des révélations. Cette fortune tenait du rêve : cinq terres seigneuriales en Berry et en Touraine, d'immenses forêts, une île sur le Rhin, à quelques pas de Clèves, avec les fameuses prairies d'Or et vingt-cinq fermes, dix millions de capitaux sur des valeurs privées ou publiques, deux cent mille francs sur la Banque de France, un million d'autres valeurs, et trente-un millions sur le roi d'Espagne. Les frères Michel, par une prodigieuse dépense d'activité, d'ambition et de force, étaient arrivés, sans jamais s'arrêter et sans se laisser jamais abattre, à amasser ces trésors gigantesques, n'ayant foi qu'à la puissance de l'or, dédaigneux de l'opinion et des flétrissures de leur mémoire, et croyant, ainsi que le disait M. Pinard, dans ses magnifiques conclusions, que l'opulence à elle seule dispensait de toutes les grandeurs.

Cette passion de l'or leur fermait l'horizon du côté des nobles choses, de l'âme, de l'honneur, du sacrifice et du dévouement. En 1832, le plus jeune se faisait faire, à trois fois, l'opération de la cataracte, non pour voir les siens ou pour jouir de l'air et de la liberté, mais pour mieux regarder ses millions. Puis il se fit moribond pour vendre une de ses terres, moyennant une énorme rente viagère, et, quand le contrat fut passé, il se releva dans un éclat de rire, et dans sa fierté d'avoir déloyalement gagné des millions. Afin d'entasser richesses sur richesses, les deux frères s'étaient institués réciproquement héritiers ; et, comme si tout devait les aider à élever ce montument à leur orgueil, l'aîné mourait le premier, en laissant au plus

jeune, qui était aussi le plus adroit, le soin de perpétuer son œuvre et d'accomplir sa tâche colossale.

Le drame de Vitry-sur-Seine avait éclaté sur eux vers la fin du siècle dernier. La voix publique accusait les frères Michel d'avoir assassiné un vieillard auquel ils devaient des millions. Un faussaire s'était levé, en cour d'assises, pour leur jeter cette accusation à la face. A chaque étape de leur fortune, des malédictions s'élevaient contre eux, et, à mesure que grandissaient leurs richesses, les représailles de l'opinion devenaient plus menaçantes, et la foule leur infligeait les plus terribles surnoms.

Mais les millions n'avaient pu leur donner une famille. Michel aîné était resté célibataire. Michel jeune s'était marié, et n'avait pas tardé à se séparer de sa femme, et à la remplacer par une concubine. Un enfant était né de ce commerce adultérin avec la fille Lejeune : on l'appela Marc-Antoine-Michel Lejeune. Ce nom révélait assez son origine véritable. En mourant, Michel jeune avait transmis sa succession à ce fils de la concubine, qui tenait ainsi dans ses mains la fortune des deux frères. Par un codicille, Michel aîné avait laissé pourtant divers legs à sa sœur, à ses neveux et aux pauvres de Vitry. On dénia l'écriture et la signature du codicille. Déjà, au mois de juillet 1855, le tribunal de la Seine avait eu à se prononcer sur une demande en nullité du testament fait au profit de Lejeune; mais, la loi défendant la preuve de la filiation adultérine, la demande avait été rejetée. Cette fois, les héritiers légitimes, qui vivaient de leur travail au pied des Pyrénées, demandaient à la justice leur part de l'héritage des Michel.

Voilà, selon ce qui fut dit alors, la cause qui était confiée aux rois du barreau. M. Crémieux et Berryer soute-

naient les droits des héritiers légitimes; M. Dufaure était l'avocat de Lejeune; M. Allou plaida pour Charles Casse, un des héritiers qui avaient transigé avec l'enfant adultérin. Son rôle était un peu effacé; mais il faut détacher de sa plaidoirie un portrait, peint sur le vif, d'un homme qui avait longtemps vécu dans la maison des Michel, et qui avait été mêlé d'une manière étrange à la découverte du codicille : c'était Lafont d'Ayssonne. « Ce n'était pas un prêtre, disait M. Allou : depuis longtemps il avait quitté la vie ecclésiastique régulière. Cynique, sceptique, comme ses lettres le montrent, il tenait plus du neveu de Rameau que de l'homme de Dieu chargé de conduire vers le Créateur l'âme repentante. Placé quelque temps chez Michel jeune dans une position voisine de la domesticité, jamais il n'avait été dans l'intimité de Michel aîné, et ce n'était qu'en écoutant aux portes qu'il avait pu savoir ce qui se passait dans la maison. Réduit à une extrême misère, il empruntait à tous. »

On sait comment se termina le procès de cette succession, sur laquelle s'étaient abattues des bandes d'hommes d'affaires qui soufflaient la discorde et envenimaient les passions des héritiers; « ces êtres malfaisants » que M. Allou appelait « des intermédiaires pareils à des oiseaux de proie, avoués sans robe, et notaires sans panonceaux ». Son client était entré malgré lui dans la cause. M. Allou y entra à son tour, les mains pleines de vérités, et laissa ensuite aux prises le bâtard et les héritiers.

Les procès de succession se renouvellent sans cesse au palais : dès qu'une tombe est fermée, les vivants se disputent les dépouilles de celui qui a disparu dans la mort, en dévoilant les secrets de son existence, sans pitié pour ses faiblesses. Si les rumeurs humaines peuvent arriver

jusqu'aux âmes de ceux qui ont quitté la terre, leur tristesse doit être profonde. Les plus étranges révélations sortirent d'un procès plaidé par M. Allou devant le tribunal de Tours. Un homme ardent, plein d'imagination et d'ambition, avait terminé par le suicide une vieillesse malade et tourmentée. Il servait, presque enfant, dans les armées du premier Empire; couvert de blessures, il avait, de bonne heure, renoncé aux rêves de gloire, pour se contenter du commandement d'un corps de réserve. Il se maria; mais de cruelles douleurs morales étaient venues assombrir sa vie. Il s'éloigna de sa femme pour vivre et s'exalter dans la solitude. Dans cette tête où tourbillonnaient des projets de vengeance, un dernier plan fut arrêté: il n'en dévia pas un seul jour. Son but, qu'il poursuivit de toute l'énergie de sa volonté, fut de s'enrichir, et de pouvoir anéantir son opulence d'un seul coup et avec lui. Il voulait ainsi châtier celle qui portait son nom, et empêcher sa fortune de passer aux mains d'un enfant adultérin. On le vit alors aborder les placements en viager, ne reculant devant aucune privation pour augmenter le chiffre de ses rentes. Il s'était promis que, lorsqu'il sentirait les approches de la mort, il irait au-devant d'elle, afin de trouver dans le suicide le couronnement de sa vengeance.

De bonnes pensées avaient traversé parfois ces résolutions terribles: l'irritation et l'amertume reprenaient bientôt le dessus, avec un cynisme qui faisait songer, ainsi que le disait M. Allou, à l'esprit de Scarron et de Vadé. Il appelait sa femme « la comtesse de Fourbini, Bambochini et Libertini, marquise de Villaviciosa ». A ses moments de colère, il faisait des vers parfois comparables aux Iambes de Barbier. Ses héritiers demandèrent à la compagnie d'as-

surances *la Nationale* la restitution des sommes ayant servi à constituer la rente. M. Bourbeau, que Limoges a souvent envié à Poitiers, soutenait, en leur nom, que les conventions signées par un homme poussé par la monomanie du suicide étaient viciées dans leur essence.

M. Allou n'apercevait la folie ni dans le désespoir du mari trompé, ni dans la combinaison des placements viagers, ni dans cette mort violente. Je m'en voudrais de ne pas citer ce passage sur le suicide : « Chez les anciens, c'était un dogme, une croyance. Ils regardaient la mort comme un affranchissement et une délivrance. Ils disaient qu'elle était couleur de pourpre, entendant par là que l'asile qu'elle nous offre est éclatant et splendide. Leurs prêtres célébrent partout le bonheur de ceux qui meurent jeunes, et qu'ils regardent comme les favoris des Dieux. Pour eux, il est faible et lâche celui qui, las de la vie, n'a pas le courage de rejeter loin de lui le fardeau, et l'histoire est semée de ces morts stoïques où l'homme fatigué de vivre s'affranchit et se délivre de ses propres mains. Si l'idée du suicide n'apparaît guère dans le monde moderne, aux premiers jours, chez les races barbares dont l'énergique vitalité se répand toute au dehors, et qui ne connaissent point ces maladies morales qui conduisent toutes au dégoût de l'existence, elle reparait dès que le travail de l'esprit recommence, et que l'homme, de nouveau, se replie sur lui-même. La mort volontaire c'est le rêve de René et d'Obermann ; elle a été peut-être le refuge suprême de Rousseau. Que de noms célèbres je pourrais rappeler ! Combien ont succombé, sans égarement de la raison et sans affaiblissement de l'intelligence, à la fatigue et au dégoût de la vie !..... Où est le remède ? Il est dans le sentiment

instinctif de la conservation qui est en nous ; il est surtout dans le respect de Dieu. Nous avons tous, ici-bas, notre tâche à remplir : si humble qu'elle puisse être, nous devons nous y attacher avec courage. La bien remplir c'est prendre sa part dans l'harmonie universelle. Quelles que soient les épreuves, il faut lutter, et le devoir de l'homme est de combattre vaillamment, jusqu'au bout, dans la bataille de la vie. »

Le suicide n'est pas le dernier mot du genre humain corrompu et affaibli : la société s'écroule bien autrement sous les coups des hommes qui soutiennent que le firmament est vide et que les cieux sont déserts. Si le suicide touche à la folie, de quel nom faut-il appeler ceux qui renient Dieu et l'âme immortelle, et qui ont pris cette effroyable devise : « Crêver la voute du ciel » ? Notre époque si tourmentée a vu arborer un jour cette orgueilleuse chimère, complice de toutes les passions du cœur et de toutes les aberrations de l'esprit. N'avons-nous pas entendu une voix s'écrier, en plein xix^e siècle, que la propriété c'était le vol, que Dieu c'était le mal, et chercher, dans ce bouleversement des religions et des croyances, à entraîner à sa suite l'art, la poésie, le courage et le génie ? Proudhon avait mis au service de ces doctrines impies une vigoureuse intelligence et une langue simple, sobre et ferme, qui avait d'étonnantes séductions.

Pendant que la pensée publique était asservie et étouffée sous le second Empire, Proudhon laissait violemment éclater ses blasphèmes et ses colères. Il sembla même longtemps que les rigueurs de la police se fussent adoucies pour lui, et que l'originalité de ses idées philosophiques lui eût attiré, dans les sphères les plus

hautes, des admirateurs, et presque des amis. On le laissait toucher à tout, à la religion, à la politique et au prince. C'est au prince qu'il avait osé dire un jour : « A peine entré dans le labyrinthe, vous avez perdu le fil : comment donc espérez-vous de vaincre le Minotaure ? Prenez garde que le sang des martyrs du 2 décembre ne s'élève contre vous ! car, dit la loi des Douze-Tables, interprète de l'éternelle Providence, « quiconque manquera à » la loi sera sacré, c'est-à-dire, dans le langage antique » imité plus tard par l'Eglise, dévoué aux Dieux infernaux, anathème. *Sacer esto !* »

Proudhon ne devait pas échapper à la loi commune : les temps de la tolérance étaient passés. En 1858, parut son livre : *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*. Il y disait qu'il fallait éliminer Dieu comme inutile ; que la religion était immorale, et semblable à la femme adultère, qui avait perdu le sentiment de son immoralité ; que son paradis était un brigandage, et son Dieu un démon. Il y avait dans ce livre tous les renversements et toutes les apostasies, l'apologie de la débauche et de la bigamie, tous les mépris des lois divines et humaines, et d'ardentes invocations à la révolte. C'est par de tels déchirements que nous allions vers les malheurs qui allaient bientôt fondre sur nous. Proudhon et Garnier, son libraire, furent condamnés à la prison par le tribunal de la Seine. Gustave Chaudey, qui devait, à quelques années de là, tomber sous les balles des scélérats de la commune, défendait Proudhon ; M. Allou plaidait pour Garnier.

Le libraire n'était pas, comme l'auteur du livre, l'apôtre d'une foi nouvelle, et n'aspirait pas au martyre. M. Allou se hâta de le dégager de toute solidarité d'idées

avec Proudhon. Je veux citer son opinion sur ce livre, qui remuait alors tant de choses nouvelles : « L'érudition y est pesante ; les citations grecques, latines, hébraïques, y abondent ; Kant, Hegel, toute l'exégèse allemande, s'y retrouvent avec le positivisme d'Auguste Comte, le saint-simonisme d'Enfantin et le druidisme de Jean Reynaud... Ce n'est pas un livre courant : c'est un pamphlet. Vous vous rappelez la définition ravissante de Courier, un de ces prévenus anciens de la presse, un de ces condamnés du passé dont tout esprit délicat dévore les élégances exquises, dont les successeurs du ministère public d'autrefois étudiaient assurément le fin langage pour poursuivre aujourd'hui avec éclat ceux qui s'asseoient à la place où on l'a fait asseoir : Courier disait de l'acétate de morphine : « Un grain dans une cuve se perd, n'est point » senti, dans une tasse de lait fait vomir, dans une » cuillerée tue ; et voilà le pamphlet ! »

M. Allou ajoutait : « Ce côté du procès est le côté étroit et mesquin des choses : c'est au nom de la libre-pensée et de ses franchises que je viens défendre l'ouvrage de Proudhon et justifier celui qui a consenti à en devenir l'éditeur. Je ne partage pas les doctrines de Proudhon ; mais j'aime comme lui, plus que lui, je le crois, la liberté ; j'aime cet épanouissement fécond de la pensée sans entraves, sans limites. Les leçons du passé semblent toujours perdues pour nous : nous nous irritons au spectacle de ces poursuites que les gouvernements tombés infligeaient à Châteaubriand, à Courier, à Béranger, à La Mennais, et nous subissons, comme la chose du monde la plus simple, des persécutions semblables, que l'avenir raillera à son tour ! Prenez garde ! est-ce que vous ne laisserez au second Empire, comme au premier

de gloire littéraire que celle des écrivains qu'il aura proscrits?... C'est à la pensée à combattre la pensée. J'aime ce choc des idées où sérieusement, honnêtement, se rencontrent des esprits opposés; j'aime cette élaboration, même téméraire, des difficiles problèmes que l'homme se pose incessamment; je réclame pour cette grande activité intellectuelle le droit de se produire, sous toutes ses faces, au grand jour : est-ce que ce n'est pas revendiquer en même temps le droit de la combattre? Il est cruel d'avoir, à soixante-quinze ans de la généreuse émancipation du ^{xviii}^e siècle, à défendre encore de semblables principes. »

M. Allou analysait ce livre, empreint d'une philosophie triste et desséchante, qui chassait de l'esprit de l'homme le sentiment de l'idéal, et où courait parfois un souffle généreux contre le régicide. Mais y avait-il délit de presse dans la publication de ces doctrines? Il les regardait alors dans leurs grands aspects, en laissant de côté les bouffonneries et les paroles toutes pénétrées du vieux sel gaulois de Mathurin Régnier et de Rabelais. Le ministère public avait relevé avec indignation cette singulière invocation adressée à Satan, au sortir d'une page émue sur la religion et la charité :

« Viens ! Satan, viens, le calomnié des prêtres et des rois, que je t'embrasse, que je te serre sur ma poitrine ! Il y a longtemps que je te connais, et que tu me connais aussi. Tes œuvres, ô le béni de mon cœur, ne sont pas toujours belles et bonnes ; mais elles seules donnent un sens à l'univers, et l'empêchent d'être absurde. Que serait sans toi la justice ? un instinct ; la raison ? une satire ; l'homme ? une bête. Toi seul animes et fécondes le travail, tu ennoblis la richesse, tu sers d'excuse à l'au-

torité, tu es le sacré et la vertu. Espère encore, proscrit ! Je n'ai à ton service qu'une plume ; mais elle vaut des millions de bulletins, et je fais vœu de ne la poser que lorsque les jours chantés par le poète seront revenus. »

M. Allou s'écriait alors : « Il semble, en vérité, à voir l'indignation que soulève ce passage, que Proudhon, comme Dante, revienne de l'enfer ! Le ministère public lui-même signale cette page. Est-ce bien sérieux ? Mais qu'on lise seulement la phrase qui précède tout ce morceau d'un si beau mouvement : « La liberté pour vous, c'est le diable ! » Est-ce que c'est à Lucifer que l'auteur parle ? est-ce que c'est lui qu'il serre sur son cœur ? C'est la liberté qu'il invoque, et le mot de la fin accentue bien la pensée :

» Ah ! rendez-moi les jours de mon enfance,
Déesse de la liberté ! »

La tâche de M. Allou n'était pas de défendre les doctrines du livre : il ne plaidait que pour l'éditeur, et soutenait que cette publication n'excédait pas les droits de la libre-pensée seule, et que la théologie, et non la justice, devait la réfuter. La prison fut le dernier mot de ce procès.

C'est le privilège de certains noms d'être un glorieux héritage de famille. La fortune et les trônes s'écroulent, mais les noms restent avec le souvenir de leur grandeur. Quand on les prononce au palais, rien ne fait mieux comprendre à tout un pays la mission et la haute autorité de la justice : ils provoquent partout une curiosité inquiète, et animent les débats judiciaires de tout le feu des passions politiques. Le nom des Bonaparte allait, en

l'année 1861, retentir dans une cause où s'agitaient les plus grands intérêts.

A la fin de l'année 1802, Jérôme Bonaparte, qui n'avait pas encore dix-neuf ans, s'était embarqué, comme enseigne de vaisseau, dans l'expédition de la Martinique. Quelle pensée le conduisait ? Le nom de son frère remplissait déjà le monde, mais personne n'avait pu se méprendre sur le but de ce voyage. Le premier-consul n'aurait pas confié à ce jeune homme les secrets de la politique et les destinées de la patrie. Jérôme allait au loin chercher le plaisir. Il s'arrêta à Baltimore. La colonie de Baltimore ne descend pas, à la différence de beaucoup d'autres, des pères pèlerins au puritanisme austère, c'est M. Allou qui le disait. Sur les bords du Potomac, et sous les souffles tièdes du midi, le Maryland avait dans ses habitudes et ses mœurs plus d'abandon et d'entraînement que les contrées du nord ; la vie mondaine y était plus élégante et plus facile. C'est là que, au milieu d'une société jeune et ardente, Jérôme rencontra Elisabeth Paterson, âgée de dix-huit ans et d'une beauté éclatante. Il conçut aussitôt l'idée de l'épouser. Il n'y avait là rien de politique : l'amour seul les avait rapprochés. Le ministre de France aux Etats-Unis, effrayé de ce projet, adressa à l'enseigne de vaisseau et à M. Paterson des représentations énergiques. Un moment, Jérôme sembla se refroidir, et la rupture fut même annoncée. On apprit tout à coup que le mariage avait été célébré par l'évêque de Baltimore, suivant le rite de l'Eglise romaine, en présence du ministre d'Espagne et d'un agent consulaire français.

L'ivresse des premiers entraînements passée, il devint impossible aux époux de se faire illusion sur la gravité

de leur situation. S'ils avaient rêvé à Baltimore que le consentement qu'on n'avait pas demandé avant le mariage pourrait être accordé après, leur illusion ne fut pas de longue durée : la mère et les frères de Jérôme furent inflexibles. Chaque lettre de France apportait des reproches nouveaux et de nouvelles menaces. Le premier-consul, dont l'irritation était des plus vives, était devenu empereur : il ordonna à son frère de revenir seul.

Au printemps de 1805, Jérôme quitta Baltimore, emmenant avec lui sa jeune femme. Arrivé à Lisbonne, il y trouva cette lettre de l'empereur : « M. Jérôme est arrivé à Lisbonne ; M^{lle} Paterson, sa maîtresse, doit se rendre à Bordeaux par mer : faites-lui signifier l'ordre que l'on ne lui accorde pas de pratique, qu'elle ne descende pas à terre, et faites connaître que, en quelque endroit de France et de Hollande qu'elle débarque, elle ne trouvera point pratique, et qu'il est indispensable qu'elle retourne en Amérique. J'ai donné ordre à cet officier de se rendre près de moi par Barcelone, Toulouse, Grenoble, Turin et Milan, et de l'arrêter s'il s'écarte le moins de cette route. »

Jérôme Bonaparte débarqua seul, et le bâtiment reprit la mer. La jeune femme s'en alla, à travers l'Océan, chargée du fardeau de sa maternité naissante, et finit par aborder en Angleterre, où elle accoucha d'un fils, au mois de juillet 1805. Pendant ce temps, la mère de Jérôme protestait contre ce mariage, contracté sans son consentement, au mépris de la loi, et un décret impérial brisait le lien civil. L'empereur avait même demandé au pape de rompre les liens religieux : le saint-père s'y refusa. Il fallut se contenter d'une décision de l'officialité de Paris. Elisabeth Paterson retourna en Amé-

rique, et entretenit avec Jérôme une correspondance pleine d'espérance et d'affection. Peu à peu les exigences de la politique effacèrent les souvenirs de Jérôme, et affaiblirent ses tendresses. Au mois d'août 1807, il épousait la princesse Catherine de Wurtemberg; quelques mois après, il était proclamé roi de Westphalie.

Ce mariage ne laissait plus aucun espoir à M^{lle} Paterson. Pourtant elle avait accepté de l'empereur une pension, et son fils recevait de Jérôme et de la famille impériale les témoignages d'une vive sympathie; on ne lui refusait même pas le nom de Bonaparte. Ce n'est que plus tard que la mère se résolut à faire prononcer son divorce par la cour de l'état de Maryland.

Les choses allaient prendre une face nouvelle en l'année 1851, au moment où il fut permis de pressentir la renaissance politique des Bonaparte. Le fils d'Elisabeth Paterson vint en France, et, au lendemain du second Empire, un décret le déclara réintégré dans sa qualité de Français. Ce décret excita l'inquiétude du roi Jérôme et des enfants de son mariage avec la princesse Catherine. Un conseil de famille convoqué à la demande du prince Napoléon et de la princesse Mathilde maintint au premier fils de Jérôme le nom de Bonaparte, sans lui reconnaître aucun autre droit. Jérôme mourut en 1860. Elisabeth Paterson et son fils s'opposaient à la levée des scellés : le conseil de famille s'assembla de nouveau, et repoussa cette prétention. C'est alors qu'ils formèrent devant le tribunal civil de la Seine, contre le prince Napoléon et la princesse Mathilde, une demande en partage de la succession du roi Jérôme. Au nom de la bonne foi, de la possession d'état et de la publicité du mariage aux Etats-Unis, Berryer soutint les droits des

Paterson avec cette passion oratoire qui remua les adversaires eux-mêmes. M. Allou plaidait pour le prince Napoléon et la princesse Mathilde.

Autour de cette union aventureuse, il s'était formé une sorte de légende romanesque : M. Allou dissipa la légende, et refit la véritable histoire de ce mariage de Baltimore. En le suivant dans sa plaidoirie, on voit qu'il ne s'attache pas seulement à raconter des choses presque oubliées : il raconte de manière à mêler ensemble la puissance de la parole, la passion oratoire et la vérité. Cette passion oratoire qui fait l'honneur de l'avocat, il l'avait reprochée à Berryer, et il l'eut à son tour pour lui répondre. Sous la discipline de son esprit, on sent la flamme contenue ; mais la raison y domine, ce qui n'est donné qu'à ceux qui ont la force. Nul ne se paie moins de mots : la trame de ses plaidoiries est faite de précision et de sobriété ; il n'y a pas d'amertume, mais il y a l'entraînement et le mouvement. Quel était le vrai caractère du mariage de Baltimore, et quel valeur avait-il conservée ? M. Allou soutenait que ce mariage était clandestin et vicié dans son principe. Au travers de tous les documents du procès, il avait pu saisir la pensée intime de l'empereur, qui écrivait à l'archichancelier :

« Il n'y a pas plus de mariage qu'entre des amants qui se marient dans un jardin, sur l'autel de l'Amour, en face de la lune et des étoiles. Ils se disent mariés ; mais, l'amour fini, ils s'aperçoivent qu'ils ne le sont pas..... J'ai renvoyé la demoiselle, et je suis content du jeune homme, qui a de l'esprit, qui sait qu'il a fait une sottise, et veut la réparer autant qu'il dépend de lui. »

Pour mieux défendre le décret qui brisait cette union, M. Allou rappela le mariage du duc de Berry avec une

Anglaise. Lui aussi avait demandé aux affections du cœur un bonheur romanesque ; mais, quand l'exil cessa, la volonté de Louis XVIII rompit ce mariage des mauvais jours. La raison d'État le voulait ainsi. Après avoir repoussé les prétentions d'Elisabeth Paterson, M. Allou disait du roi Jérôme :

« Nous connaissons mal ces grandes figures que nous apercevons dans l'attitude solennelle, dans le lointain des honneurs, ou voilées à demi par les nuages de l'esprit de parti. Quand arrivent les documents intimes, la figure se détache plus vraie et plus humaine. Il me semble que Jérôme Bonaparte n'a rien à craindre des révélations de ce procès. Au début, les lettres de 1805 et 1806 sont pleines de passion vraie et touchante : il lutte pour défendre ses amours, il ne s'incline pas devant la loi de son pays. Depuis un nouveau mariage, l'amitié, la protection, remplacent un sentiment plus tendre : il aime passionnément son enfant, il n'épargne rien pour assurer son sort. Mais, à partir de ce moment, d'autres droits sont nés ; il les défend dans sa correspondance d'Italie, il les défend encore en France, à la dernière heure, en présence des nouveaux décrets. Il est impossible, avec plus de noblesse et plus de cœur, de concilier ces difficultés d'une situation plus délicate. »

Ce que M. Allou cherchait avant tout, c'était d'éclairer l'opinion qu'on avait cherché à passionner. Il pensait que le débat, dans sa grandeur, se suffisait à lui même, et sa plaidoirie eut une modération et une mesure qui tranchèrent avec les ardeurs de parole de Berryer. Il terminait ainsi :

« Maintenant, que les esprits droits prononcent ! Il est impossible, en présence des faits complètement connus,

de ne pas demeurer convaincu que, si les formes suivies dans tout ce qui se rattache à la nullité du mariage de 1803 ont pu emprunter quelque chose d'exceptionnel à la situation du jeune officier de marine sur lequel rejaillissaient l'éclat et la grandeur qui environnaient son frère, les grands principes de la morale, du droit, les lois du pays, sont restés véritablement à l'abri de toute atteinte ; et, pour tout dire en un mot, s'il y a eu un instant déplacement de juridiction, il n'y a jamais eu rien de changé à la justice. » — On sait que la justice repoussa les prétentions de Paterson.

C'est un des signes du temps présent que la fortune, presque autant que la gloire, donne l'éclat et la renommée. Qui a fait plus de bruit que Mirès, qu'on a appelé le Samuel Bernard du XIX^e siècle ? M. Allou a dit un jour de lui : « Nous l'avons vu intelligent, énergique, plein d'initiative, s'élever, grandir, et s'asseoir enfin hardiment parmi les princes de la finance, qui sont devenus les princes du monde ; nous l'avons vu, maître, à la Bourse, du crédit public, conduire et diriger de haut les plus vastes, les plus honnêtes et les plus utiles entreprises ; nous l'avons vu traverser les salons de Paris, entouré de sa cour, de ses flatteurs ; le journalisme, les arts, lui faisaient cortège, et les âmes timides et modestes elles-mêmes lui pardonnaient jusqu'à l'éclat de son opulence, à la pensée de beaucoup d'actions généreuses ; l'Etat le couvrait de son patronage. C'était le temps où, à la face d'une population tout entière, le chef de l'État, aux applaudissements d'une ville transformée par ses efforts, plaçait sur sa poitrine la décoration de la Légion-d'Honneur, en témoignage de ses services publics. »

Cet homme, dont la vie avait été remplie de secousses,

de ruses et d'audaces, fut un prodigieux manieur d'argent, et celui qui poussa le plus aux entraînements, aux vertiges de la spéculation et à la démoralisation du siècle. Les millions passaient par ses mains; et lui servaient de levier pour remuer le monde industriel et financier. Rien n'égalait son énergie et sa souplesse; il portait légèrement un lourd fardeau, et n'en avait jamais assez. Telle était sa force, qu'il était parvenu à amasser une somme de huit cent millions dans la caisse des fonds sociaux, et à s'allier à un des plus grands noms de France. A peine arrivé au sommet de la fortune, il en fut tout-à-coup renversé.

L'écrroulement se fit avec fracas, et les actionnaires crièrent à la spoliation et à la fraude. Mirès fut arrêté : ce fut un événement public, et la justice, pour être sage, eut besoin d'oublier toutes les rumeurs qui s'élevaient autour de ce procès. Partout l'émotion était profonde : de grands intérêts avaient été atteints, et l'inquiétude était d'autant plus vive que les révélations déjà faites semblaient inachevées et laissaient entrevoir de nouveaux mystères. Mirès protestait de son innocence, sans embarras et sans honte, écrivant mémoires sur mémoires, gardant toujours le luxe altier de sa maison, se raidissant contre les revers, et répondant aux accusations par la colère et l'arrogance. Il fallait que la lumière se fit.

Chaque époque est ainsi marquée par quelque grand abaissement et par un procès où se reflètent les mœurs de notre pays. Ce mouvement qui précipitait les hommes vers les jouissances matérielles n'allait pas tarder à les pousser aux abîmes. Avant d'être vaincue par la guerre, la société s'énervait par le goût effréné des richesses. Les nations qui se laissent ainsi corrompre par l'amour de l'or sont

préparées à tous les genres de servitude. C'est là que doivent aboutir fatalement les peuples oublieux de la vie morale, et tenant la société pour une arène où, à tout prix et par tous les moyens, il faut arriver à la fortune. Le procès Mirès n'était pas seulement fait à un homme, mais aux doctrines malsaines de l'agiotage et aux ravages produits par elles dans le monde. Mirès avait été condamné en police correctionnelle à cinq ans de prison, pour escroquerie, abus de confiance et répartition frauduleuse de dividendes non acquis. Le comte Siméon, président du conseil de surveillance, avait été condamné, avec Mirès et Solar, comme civilement responsable, aux dépens. Le procès alla devant la Cour.

Le comte Siméon était le fils d'un homme dont il a été dit qu'en mourant tout un siècle mourait avec lui. C'était le parlement d'Aix, c'étaient Portalis et Mirabeau, c'étaient le Code civil, le tribunat et tous les glorieux souvenirs de son temps qui s'éteignaient du même coup. La vie publique avait attiré son fils, qui n'avait pas cru que son nom lui fît une sorte de nécessité du repos. M. Allou disait en le défendant devant la Cour : « Je demande qu'on n'impose point comme un devoir absolu, comme une règle de conduite invariable, à nos grandes familles, à ce qui nous reste encore d'aristocratie, l'obligation de demeurer à l'écart, loin de ce mouvement incessant qui entraîne, dans l'activité féconde et progressive de l'industrie et du commerce, notre société moderne. Ce mouvement est réel, ce développement en lui-même est grandiose, et enfante chaque jour de nouvelles merveilles : pourquoi s'en isoler, et l'abandonner comme l'attribut et l'apanage exclusif d'une sorte de caste au milieu de nous ? Est ce que l'égalité où se sont fondues toutes les classes ne doit pas ici

les rapprocher encore ? est ce qu'il n'y a pas place pour un digne et noble rôle au profit des notabilités sociales aidant à la direction de ces intérêts nouveaux ? est-ce bien le moyen de les moraliser que de les abandonner à elles-mêmes ? »

Au travers de cette mêlée confuse des convoitises et de l'amour de l'argent, on avait, un peu trop, oublié le passé. On condamnait surtout les catastrophes présentes, sans regarder en arrière, et sans tenir compte des grandes choses sorties de l'industrie. M. Allou exposa à grands traits ce mouvement financier, et mit à son vrai jour le rôle du comte Siméon dans ce développement de notre activité nationale. Cette plaidoirie, qui fut, au rapport de l'avocat général, d'un sobre et noble langage, eut une argumentation serrée, où s'enchaînaient la vigueur et la raison. Pour décharger le comte Siméon de sa responsabilité, M. Allou trouva des paroles qui dûrent paraître à son client un soulagement pour sa conscience et une force pour l'avenir ; mais il ne put, cette fois encore, échapper aux sévérités de la justice. M. Allou allait être plus heureux devant une autre Cour. On n'a pas oublié cet arrêt de Douai qui amena tant de surprises et de soulèvements.

J'oublie de curieux procès : celui de la succession d'un sujet toscan et celui de la propriété de l'hôtel de Bellevue à Constantinople, l'affaire de la Biographie universelle, où les Didot agitaient, en police correctionnelle, une importante question de propriété littéraire, le procès plaidé à Lyon où deux branches se disputaient le nom de Châteaurenard, des procès de succession et de nullité de mariages semés de difficultés, et le procès fait à l'im-

pératrice Eugénie par le consul général de Suède, qui s'opposait à la destruction des jardins de l'hôtel d'Albe.

Une curieuse affaire fut celle de M^{me} de Civry contre le duc de Brunswick. M^{me} de Civry racontait que, en 1825, Charles II, duc régnant de Brunswick, se trouvant à Londres, avait enlevé une jeune fille à laquelle il avait promis mariage. Lady Colville, installée dans un château voisin de la cour de Brunswick, y accoucha d'une fille, dont le baptême s'était fait en grande pompe. Le bassin d'or des princes de la famille régnante avait servi à la cérémonie, et le duc lui même avait été le parrain, avec son frère le duc Guillaume. La révolution de 1830 enleva ses états au duc régnant, mais rien ne manqua à l'éducation de l'enfant qui grandissait. A Nancy elle rencontre le Père Lacordaire, et elle abjure le protestantisme. Le duc, irrité, l'abandonne; elle alla à Londres, où elle épousa le comte de Civry. C'était là le roman.

Le duc protestait. Lady Colville n'avait jamais été pour lui qu'une vulgaire maîtresse, dont il n'entendait pas reconnaître la fille. Celle-ci, après avoir mené une vie errante, et à bout de ressources, demandait au duc une pension de 35,000 francs. Ce duc de Brunswick avait une opulence presque sans égale; il se donnait le royal plaisir d'avoir plus de vingt millions de diamants. C'était un prince de la maison d'Este allié à la maison d'Autriche et à la maison d'Angleterre. La curiosité publique, avide de mystères et de scandales, était en éveil, et M. Marie, avocat de la comtesse de Civry, avait eu des amertumes de langage dont le duc de Brunswick s'était ému. Il fallait bien que M. Allou touchât à tous ces récits : il le fit avec sa raison tranchante, et ramena le procès, égaré dans les faits romanesques, à une pure discussion de droit. Ce jour-

là, plus que tout autre, il montra qu'il savait prendre les affaires par le côté décisif. Si M^{me} de Civry avait cherché une glorification vaniteuse de sa naissance, elle avait fait fausse route : la plaidoirie de M. Allou la fit brusquement descendre de ces hauteurs imaginaires. L'illusion n'était plus possible, et, pour déchirer les voiles, la main ne trembla pas à l'avocat du duc. La comtesse de Civry perdit son procès.

Ces procès nés des querelles intérieures et des discordes des familles n'ont pas les émotions et les retentissements des procès politiques. Il y a des crimes qui ne blessent la société que de loin ; il y en a d'autres qui la frappent à la tête et au cœur. Sous tous les régimes, les partis sont lents à désarmer. L'Empire, qui étouffa longtemps, sous sa main jalouse, la presse et la libre parole, n'avait pu anéantir les complots, ni chasser de France les assassins. La liste serait longue de ceux qui attentèrent à la vie de l'empereur ; l'échafaud ne les arrêtait point, et, en 1863, Mazzini avait préparé un vaste mouvement révolutionnaire dont le signal devait être l'assassinat de Napoléon. Mazzini avait enrôlé quatre Italiens, qui passèrent la frontière armés de poignards et de bombes : la police ne leur laissa pas le temps de s'en servir. Les portes de la cour d'assises s'ouvrirent pour les juger. M. Allou défendait Greco, le premier accusé.

Ce Greco était le fils d'un soldat italien qui avait aidé le roi Murat à débarquer au Pizzo, au moment où, en cherchant à reprendre sa couronne, il ne trouva que la mort. Il avait même couvert le roi de son corps, et harangué la foule. Plus tard, on l'avait condamné à être fusillé. Le général Filangieri le sauva. La vie de son fils avait été pleine de hasards et de misères. Entré au séminaire de

Nicotera et de Mileto, il en sortit pour aller chez les Barnabites de Ponte-Corvo ; plus tard, il donna des leçons de musique, et se livra même à l'étude de la médecine, jusqu'à l'année où éclata la guerre d'Italie. Il en avait subi les premiers ébranlements, et s'était mis à la suite de Garibaldi. A partir de ce moment, il entra en relations avec Mazzini, et fut de toutes les associations secrètes et de tous les conciliabules.

Il y a dans la plaidoirie de M. Allou un portrait de Mazzini qu'il faut en détacher : « C'est un type étrange que celui de cet homme qu'on a appelé le grand Italien, dévoré par la fièvre des passions intérieures ; ascète politique, concentrant toute la puissance de son intelligence dans une seule pensée, dans une seule idée, comme une sorte de fakir indien, usé, malade, impuissant, en apparence, à se mouvoir, et se déplaçant sans cesse, hier ici, là demain. Son énergie, la persistance de sa volonté, un espoir indomptable dans l'avenir, ont fait beaucoup pour l'affranchissement de l'Italie. Il a été un moment, qui n'est pas encore bien lointain, où ce but qu'il poursuivait obstinément n'était guère que le rêve de sa pensée et de celle de quelques adeptes. Mais, quand le moment de la délivrance est venu, il a voulu, sur l'heure, sans tarder, l'achèvement de son œuvre ; il n'a tenu compte d'aucune difficulté, d'aucun obstacle. Il a oublié que le temps n'épargnait rien de ce qu'on fait sans lui, et, s'exaltant dans une frénésie emportée, il a cherché, dans le bouleversement général de toutes choses, l'espérance de ses projets et de ses calculs. Les conjurations sont venues : il a vu dans l'agitation de la France l'agitation probable du monde, et c'est vers la France qu'il a dirigé ses coups. A ses côtés, se sont groupés de jeunes hommes ardents, excités par ces passions poli-

tiques qui fermentaient autour d'eux, par le spectacle des événements auxquels ils venaient d'assister, éniivrés par le langage mystique et coloré de ce prophète qui n'a plus de force que pour maudire !

» Étranges hallucinés, qui se croient les héros et les martyrs de la liberté italienne ! Ce n'est rien que de sacrifier sa vie : il faut la sacrifier noblement, en vrai martyr. Les vrais apôtres de la cause que vous croyez servir, ce n'est pas vous : c'est ce noble et pur Manin, qui descend d'une dictature toute-puissante, ne laissant derrière lui le souvenir d'aucune violence et d'aucun excès, qui vient s'asseoir, exilé, au foyer d'une hospitalité étrangère, sans amertume et sans colère ; qui gagne noblement, dans un travail obscur, le pain de chaque jour, et qui tombe en recommandant à ses compatriotes la concorde et la modération..... Voilà les héros, voilà les martyrs, voilà les défenseurs devant le monde et devant Dieu de la nationalité italienne ! C'est le dévouement, c'est le sacrifice, c'est l'abnégation sans tâche qui convertit et qui fonde : ce n'est pas l'assassinat ! C'est à Lugano, au printemps de 1863, que Greco se trouva en rapports intimes et journaliers avec Mazzini, qui avait là des amis dévoués, un cercle de femmes enthousiastes. On faisait autour de lui de la musique chaque soir, et c'est dans cette belle retraite si riante, au milieu de cette harmonie, que venaient aboutir les fils de toutes les trames européennes, et que la main de Mazzini ouvrait ou fermait à son gré l'outre des tempêtes. »

La tempête une fois déchaînée, Mazzini se tenait dans l'ombre, et protestait contre les accusations de ceux qu'il envoyait ainsi aux assassinats et à l'échafaud. M. Allou, au travers de ces dénégations et de ces mensonges, cher-

cha la lumière, et fit à chacun sa part dans ce complot. « Ah ! s'écriait-il vers la fin, je voudrais bien savoir quel est l'honnête industriel d'Angleterre qui se livre, sans scrupules, à cette fabrication de bombes ! La responsabilité morale des hommes qui préparent de semblables instruments de mort est aussi grande que celle des accusés qui sont là. Dans l'ombre, à l'abri, on dispose ces appareils meurtriers : qui frapperont-ils ? combien de victimes tomberont sur la route ensanglantée ? Qu'importe ! Par entraînement politique et lâchement, car celui-là ne risque rien, ou par spéculation seulement, ce qui est peut-être plus odieux encore, ces armes sont mises à la disposition des hommes d'action, terribles, épouvantables ! » Utiles et sages paroles dans un temps où il nous a été donné de voir la tumultueuse armée des brûleurs de villes qui ont couvert Paris de sang et de ruines.

Il y a loin de ces furieuses colères des meurtriers aux douces chimères des rêveurs et de ceux qui s'égarent dans les chemins des folies heureuses. La part de vérité qu'il a plu à Dieu de nous laisser ne suffit pas à certaines imaginations avides de soulever les derniers voiles de la science. Il semble que Dieu veuille les punir de leur audace à vouloir ainsi franchir les limites de l'intelligence humaine, et qu'il les trouble et les enveloppe aussitôt d'une nuit de tristesse et d'erreurs. Ce fut le châtimement d'un homme élevé dans les leçons de la philosophie du XVIII^e siècle, et qui s'était passionnément épris de la nature. Il avait voulu, lui aussi, ajouter sa théorie à toutes celles qui se flattent d'expliquer l'œuvre divine, et, dans cette périlleuse entreprise, il avait mêlé les plus étranges aberrations à d'ingénieuses découvertes saluées par la science.

Ce gentilhomme de la chambre du roi de Portugal pas-

sait sa vie, à Paris, au milieu des oiseaux ; il avait la plus belle volière de l'Europe. Un sansonnet auquel il avait appris à dire le nom d'une femme aimée était son oiseau favori. Il lui avait fait élever un tombeau magnifique. Les rapports mystérieux des oiseaux entre eux étaient devenus l'étude permanente et la joie de son existence. Un singulier livre était né de ses patientes recherches ; mais toutes les saines croyances avaient sombré chez le commandeur Gama da Machado, qui avait fini par mettre les oiseaux bien au-dessus de l'homme, et qui ne reconnaissait ni l'âme, ni la liberté humaine. Cét épicurien était mort à quatre-vingt-sept ans, invitant les corbeaux du Louvre à ses funérailles, et en laissant un testament que les héritiers du sang voulaient faire briser pour cause d'insanité.

La première chambre de la cour se vit transformée tout-à-coup en académie, où furent traités les plus difficiles problèmes des sciences naturelles. M. Sénart y montrait le commandeur s'aventurant vers des hauteurs inaccessibleles aux faiblesses terrestres, saisi de vertige et tombant dans la folie. M. Léon Duval, à l'aide d'une raillerie puissante, le vengeait de cette accusation, et le justifiait par d'ingénieux souvenirs d'histoire. M. Nicolet parla aussi d'Epicure escorté de ses atômes, de Socrate conversant avec son démon familier, de Christophe Colomb qui écoutait la voix intérieure lui annonçant un nouveau monde, des tourbillons de Descartes, du précipice de Pascal, et de toutes ces immortelles hallucinations, allant ainsi de siècle en siècle, comme pour mieux attester notre misère à côté de notre grandeur. A la différence de ces privilégiés du génie poussés vers les écueils par l'orgueilleux besoin de tout expliquer et de

tout comprendre, le commandeur avait-il perdu la raison? Était-ce l'insanité qui lui avait inspiré les legs bizarres de son testament? M. Allou plaida pour les exécuteurs testamentaires, et défendit la mémoire du commandeur, bafouée par les héritiers du sang. Il pesa, dans son ensemble, cette longue vie où ne s'était jamais trahie la fermeté des actions extérieures. A ses yeux, le savant seul avait pu être compromis, mais l'homme était resté intact, et, c'est M. Allou qui le disait, « dans le pays des systèmes, il y a bien des folies qui ne sont pas de la folie ».

Quand il en vint au reproche de matérialisme, M. Allou le repoussa par ce mouvement oratoire : « Ah ! que vous connaissez mal les savants et leurs inconséquences ! Il y a toujours un côté par lequel la nature humaine s'échappe et reprend le dessus, et les instincts généreux de l'homme sont plus forts que les systèmes ! Quel est l'incrédule qui ne dit pas : Mon Dieu ! au chevet de sa mère mourante ? Je me rappelle cette page charmante d'un homme qui en a surtout écrit beaucoup de terribles : Proudhon, non pas celui que nous citons d'ordinaire ici, l'autre, a écrit quelque part, dans son livre *de la Révolution et de l'Eglise* : « Est-ce que vous croyez qu'un jour » de Pâques fleuries je n'envoie pas aussi les œufs consacrés à ma petite famille ? Est-ce que vous croyez que » j'ai arraché du chevet de ma femme le Christ qui » étend les bras au-dessus de nous, comme pour nous » bénir ? » Voilà les hommes à système, et M. Machado » a fait comme les autres ! »

Le commandeur n'avait-il pas, un jour, écrit dans son testament cette phrase touchante, et qui laissait voir les sources vives de son âme : « Il fait bien triste aujourd'hui ;

je ne puis sortir : il faut que je fasse un peu de bien » ? La figure du commandeur Gama da Machado se dégagea, dans cette plaidoirie, originale, bizarre, mais souriante, bonne et maîtresse d'elle-même. L'image de ce vieillard reparut ainsi dans tout son relief et sa vraie couleur. La justice respecta ses dernières volontés. Son buste est encore dressé dans le palais de l'Université de Coïmbre, comme un hommage de gratitude et d'attachement.

Le palais donne audience à toutes les querelles, et les noms les plus frivoles y retentissent à côté des noms les plus fameux. Au lendemain de ce procès, M. Allou plaidait contre une célébrité du vice, Rigolette, dont le vrai nom était Virginie Gautier, et qui passait sa vie à ruiner ses amants. Un autre jour, il demandait la nullité du singulier testament d'un franc-maçon. Vers la même époque, une querelle s'étant élevée entre la princesse de la Moskowa et la société des artistes peintres, M. Allou soutint la cause de la princesse. Il était dans le procès de Louis Blanc contre l'éditeur de son *Histoire de la Révolution française illustrée*. C'est encore lui qui, au nom des compagnies d'assurances sur la vie, demandait la nullité des contrats que M^{me} de Pauw avait transférés à La Pommerais. Les émotions de ce drame, qui avait fini sur l'échafaud, étaient à peine calmées que les héritiers de Pauw avaient réclamé devant la justice la nullité de ces cessions consenties par la mère. Les compagnies n'hésitèrent pas à soutenir à leur tour que les polices étaient nulles. Entre ces enfants défendus par leur détresse autant que par le souvenir du crime épouvantable qui les avait rendus orphelins, et les compagnies se débattant contre la fraude habilement ourdie par l'assassin et

la victime, il y avait le droit et la loi. Ces sortes de contrats avaient réveillé les plus vives discussions sur leur moralité et leur utilité. On pouvait se fier à M. Allou du soin de faire à chacun sa part, et d'apprendre au pays le jeu de ces institutions, qui ont leurs abus inhérents à toute œuvre humaine, mais qui fécondent l'épargne et développent dans la famille l'idée du devoir.

Il y a ainsi des procès qui sont plaidés devant l'opinion publique avant d'être portés devant la justice, et jamais procès ne remua l'opinion autant que celui de la succession du duc de Gramont-Caderousse. Ce ne fut pas sans une profonde tristesse qu'on entendit alors le récit de la vie aventureuse de celui qu'on appela le dernier des Abencerrages. Était-ce bien la peine d'avoir eu pour ancêtre le comte de Guiche et les maréchaux de Gramont pour mourir, à vingt-cinq ans, d'épuisement et de lassitude ? Par quelle porte dorée ce jeune homme était entré dans la vie ! Il portait un des grands noms de France ; il avait une fortune territoriale de plus de quatre millions et cent cinquante mille livres de rente ; il avait l'élégance de sa race, la grâce et l'esprit, hélas ! et l'emportement des passions. On lui ouvre à vingt ans la carrière de la diplomatie : les premières folies de jeunesse commencent, et ses prodigalités mêmes le font aller de Londres à Saint-Petersbourg joindre l'ambassade fastueuse du couronnement. Dix-huit mois avant sa majorité, il avait dévoré plus d'un million et perdu cinq cent mille francs au jeu. On lui donna un conseil judiciaire ; mais les chemins étaient ouverts, et il s'y jeta tête baissée. De nouveaux millions furent vite engloutis. Qu'auraient dit ses aïeux s'ils avaient pu voir leur descendant envoyer un jour à une belle dame un gigantesque œuf de Pâques

ontenant, comme autrefois la citrouille de Cendrillon, une calèche, deux chevaux et deux laquais ? Dans cette ville de Paris où toutes les rues ont des pièges pour toutes les faiblesses, le nom du duc devint un nom légendaire. A ce régime de voluptés énervantes, les corps et les âmes s'amollissent vite, et les armures des pères pourraient à peine être soulevées aujourd'hui par leurs enfants. Ce roi de la jeunesse, au milieu de ses plaisirs bruyants et de ses duels, sentit tout à coup les premiers frissons de la mort. Il alla chercher aux Pyrénées et en Egypte un peu de soulagement et de repos. Mais la solitude du Caire pesait à son âme inquiète : il revint à Paris, et y mourut à l'automne de 1865, en laissant sa fortune au docteur Déclat.

Les héritiers du sang ne voulurent pas subir cette insulte d'outre-tombe : ils demandèrent la nullité de ce testament fait en faveur d'un homme qui avait été le médecin du duc, et qui paraissait avoir été le médecin de la dernière heure. M. Allou plaidait pour eux. C'est un trait de son esprit d'aimer à peindre les personnages de ses procès ; il y met un grand art, et rien n'y manque, ni la finesse des lignes, ni la couleur.

« Il y a, disait-il, une chose rare et qui a toujours sauvé M. de Gramont : c'est qu'il avait de l'esprit et surtout un sentiment sérieux de l'honneur. Chez lui, rien de vil ; mais, au milieu de tout cela, que de folies ! N'avait-il donc pas mieux à faire que d'aller rechercher dans le passé, à travers les souvenirs de sa race, cette figure élégante et frivole du chevalier de Gramont ? Fallait-il que son nom apparût devant le tribunal de simple police, dans ces manifestations d'un autre âge, aux avant-scènes d'un petit théâtre ? fallait-il ces duels éclatants, et le

dernier, si douloureux, si cruel? fallait-il le retrouver encore dans ces maisons de jeu où l'escroquerie le coudoyait, et où la justice venait chercher un jour, avec scandale, des prévenus et des témoins? » M. Allou, pour mieux finir le portrait, citait Saint-Simon parlant ainsi de ce Caderousse qui vivait de son temps : « Ce garçon paresseux, » grand, bien fait, qui n'avait guère servi que les dames, » qui avait beaucoup perdu au jeu, et qui eut une longue » maladie de poitrine guérie par un charlatan italien..... » — « Ah ! glorifiez tout cela à votre aise ! Voilà un noble emploi des dons de Dieu, de tant de facultés précieuses ! voilà une vie bien remplie ! Le matin, le coiffeur, la salle d'armes ou le gymnase ; dans la journée, le bois ou le tir ; puis les repas prolongés, le théâtre, le cercle, les soupers, le jeu et le sommeil brûlant de quelques heures. Où donc y a-t-il là, je ne dis pas un jour, mais un instant pour l'esprit, l'intelligence, le cœur ? Au décès, quand on procéda à l'inventaire, pas un livre, mais, dans une armoire, un domino, un costume Louis XIII, un costume de pierrot. Si c'est là la vie pour les favoris de la fortune, ah ! plutôt cent fois pour nos fils le labeur opiniâtre dans la médiocrité, les épreuves qui élèvent l'âme et qui trempent énergiquement le caractère ! »

On ne pouvait, en effet, donner que de la compassion à cette vie tranchée avant l'âge, follement dissipée à tous les vents, et couronnée par un testament de haine et de colère. On disait pourtant que ses derniers jours avaient été éclairés de ces lueurs soudaines qui lui montrèrent, par-delà les horizons terrestres, le néant des passions humaines. Il était trop tard, et il fallait mourir en pleine jeunesse. M. Allou parlait ainsi de la jeunesse : « Je ne suis pas disposé à médire du temps dans lequel

je vis. Je sais qu'à bien des époques de notre histoire il y a eu une jeunesse oisive et dissipée : nous avons eu successivement les raffinés du temps de Louis XIII, les marquis de Louis XIV, les roués de la Régence, les incroyables du Directoire et les dandys de la Restauration. Tout cela se ressemble sans doute ; mais, soit à cause de l'éloignement, qui peut revêtir le passé d'une sorte de vernis séduisant à nos yeux, soit parce que, sous le niveau de la grande loi d'égalité de notre époque, je suis disposé à croire qu'il y a dans de tels faits une discordance étrange qui nous choque davantage, je pense que de telles mœurs doivent disparaître ou s'effacer de plus en plus. »

Le docteur Déclat entendit à l'audience de dures vérités avant que le procès s'engageât sur le terrain du droit. Ce compagnon de la vie dissipée du duc avait-il été seulement son ami ? était-il le médecin de la dernière heure et l'héritier de Caderousse au mépris de la loi ? Des deux côtés on avait plaidé avec une éloquence et une ardeur qui ont fait de ce procès un des plus célèbres de notre temps. On put apprécier alors chez M. Allou la largeur et la simplicité de l'exposition, l'argumentation lumineuse et serrée. On y sentait l'avocat nourri aux meilleures lettres et à la vraie science. Cette fois, l'École avait pris couleur pour le docteur Déclat, et sa consultation avait fait du bruit au palais. L'École n'a jamais été beaucoup aimée au palais, et tous les deux se regardent d'un œil jaloux.

M. Allou disait de cette consultation : « Je redoute, dans la science de l'École, l'étendue même et les habiletés de la science ; j'ai peur qu'elle n'arrive parfois à un peu de subtilité par trop de savoir... Combien j'aime mieux le

souffle large et puissant de la jurisprudence ! combien je préfère ce sentiment élevé de la loi qui cherche le droit dans les grandes formules, en les adaptant avec intelligence aux formes multiples sous lesquelles le fait apparaît à vos yeux ! Il y a bien réellement ici deux puissances en présence, l'École et la jurisprudence. Eh bien ! il y a longtemps que mon choix est fait. Dans cet antagonisme, dans ce combat, je suis pour la jurisprudence contre l'École. » Celle-ci échoua dans cette prise d'armes, et les espérances du médecin de la dernière heure furent perdues sans retour ; mais, en réfutant ses adversaires, M. Allou les traita du moins comme autrefois les poètes chassés des républiques de la Grèce :

« Voilà le procès rajeuni par le magnifique talent de mes contradicteurs. Ah ! j'ai bien senti ce qu'ils lui redonnaient d'importance par l'éclat de leur parole, et je les admirais tout en les combattant. Vous avez parlé en raillant de l'amitié des médecins entre eux ; mais nous, nous nous aimons au barreau, n'est-ce pas ? La rivalité n'est jamais chez nous que de l'émulation ; elle n'enlève rien aux sentiments affectueux de notre camaraderie. Qui le sait mieux que celui qui parle ? qui sait mieux tout ce qu'il y a chez nous de bienveillance et d'indulgence ? Eh bien ! malgré nos efforts, je ne redoute rien, je ne crains rien. Cette grande affaire, qu'eût éternisée la parole solennelle de nos ancêtres, qui a pris les apparences d'un débat parlementaire du passé, elle est maintenant jugée, jugée avec la morale, jugée avec la loi, jugée avec la conscience publique ; et les intérêts respectables déposés entre vos mains trouveront auprès de vous, Messieurs, l'accueil qu'ils ont rencontré déjà devant les premiers juges. »

M. Allou n'avait pas besoin de ces causes qui prêtent quelque chose de leur éclat au talent des avocats : il avait le goût et l'habitude des affaires , chose plus rare qu'on ne pense , et il en était arrivé à parler notre langue du droit, dans sa correction rigoureuse, en homme qui l'a beaucoup étudiée, et qui sait s'en servir comme d'un instrument exact et sûr. Il le prouva bien dans cette importante affaire du palais de l'exposition permanente d'Auteuil , où il soutenait les intérêts de M. d'Erlanger contre des adversaires défendus par MM. Sénart, Hébert et Grévy ; dans l'affaire Robinson contre le chemin de fer, qu'il plaida à Limoges, et où se débattaient de graves questions de droit et d'industrie ; dans le procès des journaux réunis *le Constitutionnel* et *le Pays* contre M. Ladreyt de Lacharrière, et dans le procès de la cure de Saint-Thomas-d'Aquin contre l'assistance publique, où reparut cette question tant de fois discutée de la capacité des établissements religieux.

Un procès qu'on avait essayé d'amortir et d'étouffer éclata tout-à-coup au Havre, et rien ne lui manqua, ni le nom du mari, ni la jeunesse et la beauté de la femme, ni les audaces, ni les tristesses. Le mari était le fils d'un homme dont le nom a fait un grand bruit, et qui en a trop fait peut-être. Il lui a été donné de soulever, à deux époques de notre histoire nationale, des haines qui ne s'apaiseront qu'avec le temps. Il a aimé les régions troublées, les triomphes de la parole et les journées orageuses. Sa vieillesse même, loin de se couronner d'ombre et de paix, a été traversée par une révolution. Il était né avec une âme vraiment éloquente et guerrière. Un jour, quand les rancunes seront apaisées, on finira, après avoir fait la part de ses fautes, par rendre justice à ce

talent vif et chaud, qui a gardé comme un reflet du soleil de son pays.

Son fils avait rencontré aux bains de Frascati une jeune fille de seize ans, dans tout l'épanouissement de la jeunesse. Son père était dans les rangs élevés de la magistrature. Elle n'avait pas de fortune, mais elle pouvait s'en passer, ayant, comme Françoise d'Aubigné, un fin sourire et deux beaux yeux. Sans songer à devenir reine de France, elle pouvait sans déroger se marier avec le fils d'un grand avocat. La séduction marcha vite. La mère était pleine d'adresse et de ressources, la fille avait une voix merveilleuse ; toutes les deux montraient une tendresse passionnée. Ce charme eut bientôt aplani tous les obstacles, et le mariage se fit.

Tout ce bonheur eut la durée d'un rêve. Le mari resta quelque temps enivré ; mais les orages éclatèrent au foyer. On recula devant les révélations scandaleuses, et la séparation eut lieu sans bruit. La femme avait d'abord tout sacrifié, la fortune et une petite fille de trois ans. Il lui plut un jour de reprendre sa fille, et d'engager sur ce point un débat de haute lutte ; elle affronta les rumeurs de l'audience et les sévérités de parole de M. Alloü, qui réclamait, au nom du mari, la protection de la justice. Mais qu'importaient ces rudes leçons à une femme environnée des louanges et des adorations du monde ? Le sort en était jeté.

A la fin de l'année 1866, M. Allou était bâtonnier des avocats de Paris. C'est la royauté du barreau, et c'est elle qui consacre les renommées du palais. Il y a longtemps que les avocats ont fait de leur ordre une sorte de chevalerie, avec ses traditions qui se sont perpétuées à travers les âges. Les vieilles règles de leur profession protègent,

de siècle en siècle, ces hommes de travail et de luttes, et leur donnent les amitiés durables, l'esprit libre, l'âme fière, la tolérance et le vif sentiment de l'honneur. Tout s'aplanit et s'apaise sous leur confraternité, devenue à la fois un grand instrument de discipline et de puissance. Les anciens appelaient les avocats les soldats de la société : c'est que, les audiences finies, de même que les soldats, ils oublient vite les causes de leur guerre, et sentent qu'ils sont avant tout des compagnons d'armes et des défenseurs de la société.

Chaque année le bâtonnier ouvre la conférence, et son plus doux privilège est de parler aux stagiaires de leurs premiers succès, « qui ne sont pas la gloire, mais qui la font doucement rêver », et d'entendre ce qu'une génération va dire à l'autre. Le bâtonnier leur trace la voie, leur apprend la patience, les salue comme on salue la jeunesse et l'avenir, et encourage les éclosions du talent. Ce retour des conférences est toujours une espérance pour les nouveaux venus, et pour les anciens un sujet de graves réflexions. On sent renouveler ses forces et son ardeur au contact de cette jeunesse prête à s'élancer dans la vie. M. Allou n'eut qu'à se replier sur lui-même pour enseigner aux stagiaires le travail et l'amour du barreau. Dans cette société tourmentée, il leur montra les écueils et les abris, et la manière de se diriger au travers des dangers de leur profession. Comme tous les hommes qui se sont essayés à ces premières difficultés de la libre parole, il recommandait d'écrire avant de parler, et de faire provision de science avant d'écrire.

« L'éloquence, disait-il, vit d'idées générales. Que rien de ce qui touche à l'intelligence ne vous soit étranger ! Littérature proprement dite, histoire, philosophie, éco-

nomie politique, ne restez indifférent à rien. La poésie, les arts, l'industrie, tout est de votre domaine..... Avant tout et par-dessus tout, je voudrais vous voir préoccupés d'arrêter avec indépendance et réflexion vos idées sur les grands problèmes de la vie humaine. Tout homme éclairé, à vingt ans, quand la jeunesse est finie et que la virilité commence, se doit à lui-même d'aborder courageusement, en religion, en philosophie, en politique, les questions fondamentales que se pose incessamment l'humanité. C'est une triste chose que l'indifférence en un pareil sujet. Les intérêts matériels, auxquels la société moderne donne une si large place, ne sauraient satisfaire aux exigences de l'intelligence et de l'âme, et ce n'est même pas assez pour les aliments de l'étude et du travail si le travail n'est pas inspiré et dirigé par des règles sûres et des principes fixes. Cette insouciance, ce laissez-aller est le mal moral le plus douloureux des temps où nous vivons. Dans l'engourdissement de nos instincts les plus élevés, nous oublions le véritable soin de notre nature ; la pensée, sans guide, flotte à tous les vents, subissant tour-à-tour toutes les influences, voyageant à travers toutes les convictions. Au milieu de ces oscillations, la force et la dignité de l'homme se perdent... Ce que je demande, ce que je recherche par-dessus tout, c'est la fidélité de chacun à son sentiment intime du vrai, du juste, du grand et du beau. Soyez toujours vous-mêmes, libres et individuels avant tout... A l'œuvre donc ! et au milieu de vos efforts, qu'il s'agisse du progrès de votre intelligence ou du perfectionnement moral auquel nous devons sans relâche travailler sur nous-mêmes, placez le plus haut possible votre idéal. *Excelsior ! excelsior !* a dit, dans des vers superbes, l'Améri-

cain Longfellow ; plus haut, toujours plus haut ! C'est la devise de toutes les grandes âmes et de tous les cœurs vaillants. »

M. Allou découvrait aux stagiaires la corruption où la France s'était endormie, au milieu des convoitises matérielles et d'un débordement d'orgueil. Il voyait de loin la tempête, et essayait de retremper les âmes pour lui mieux résister.

Une autre fois, M. Allou écrivit pour la conférence l'histoire de l'éloquence judiciaire. Pasquier disait en son temps : « L'avocat doit estre scavant en droit et en pratique et mediocrement eloquent ». Il vaut mieux être du côté de M. Allou : « J'aime passionnément la grandeur, l'élégance et jusqu'aux recherches de la parole ; je ne comprends rien de plus beau que cette distribution habile et calculée du discours, que cette éclosion merveilleuse de la pensée accrue dans sa force par la grâce ou l'énergie de l'enveloppe qu'elle revêt ; j'admire cette élaboration rapide du cerveau, où l'idée germe, en quelque sorte, sous nos yeux, se développe, s'épanouit, revêtue des couleurs les plus vives, les plus fraîches..... Respectons toujours et partout les splendeurs du beau, non pas dans l'adoration d'un matérialisme grossier, mais comme le vêtement naturel du vrai et du bien. Ce qui peut donner du prix à cette vie, n'est-ce pas en toutes choses le spectacle de la beauté suprême, de la beauté infinie et divine ? C'est ce qu'enseignait Platon, dans sa langue harmonieuse, à ses disciples groupés autour de lui, au sommet du cap Sunium, sous un ciel admirable de transparence et d'idéal, en présence de la mer éblouissante et calme. »

Si l'éloquence venait à désertir le barreau, toutes les vieilles traditions du palais seraient rompues. On n'a qu'à

lire ce discours de M. Allou pour y retrouver, à grands traits, le souvenir des avocats éloquents de tous les siècles, et pour y apercevoir la trace que la parole judiciaire a laissée dans la langue littéraire du pays. Les lettres n'ont pas à se plaindre du palais, qui leur a largement rendu ce qu'elles ont pu lui prêter. Leur alliance a été plus d'une fois consacrée et rajeunie. Il y a bien des philosophes ou des romanciers qui envieraient certaines plaidoiries pleines de finesse, de profondeur, de sagesse et de grâce, et d'une perfection achevée. M. Allou avait raison de le dire : « Notre éloquence judiciaire tient bien véritablement une place à part dans la langue littéraire du pays..... C'est une forme vive et rapide de l'esprit, naturelle et sincère avant tout, révélant tour-à-tour vingt aspects différents, associant la sévérité du prédicateur, les considérations spéculatives du législateur, l'élégance et la grâce dans les détails du récit, la raillerie ingénieuse, le rire moqueur d'Aristophane et de Courier, le piquant badinage, l'indignation et la colère, le ton de la satire et du pamphlet, l'effusion touchante du sentiment. Il y a dans la réunion de ces modes multiples, dans leur alternative, dans l'accent et le geste, qui présentent la même mobilité, une éloquence véritablement à part. Elle charme, elle persuade, elle attendrit, elle subjugue. Je ne connais rien de supérieur à cet art merveilleux, que Cicéron appelait la plus grande parmi les œuvres humaines ; je ne sais pas d'émotion plus profonde que celle qui nous pénètre quand toutes ces cordes d'or et d'airain résonnent de tant d'accords opposés. »

Le palais aime autant la liberté que les lettres. Écoutons plutôt M. Allou : « Qui donc disait que le malheur de notre âge c'est de conserver encore trop de survivants

du passé, enracinés dans de vieux et obstinés souvenirs, et qu'on peut attendre de la génération qui s'élève plus de soumission et de respect? Ce sont là des paroles impies et qui sacrifient trop légèrement de grands souvenirs; mais ce sont surtout des espérances que rien ne justifie. Cette jeunesse ardente et pure, qui n'a pas connu la liberté, la devine, le rêve, la pressent; elle en a tous les instincts, toutes les aspirations; elle ne veut pas qu'on la soulage de la peine de vivre; elle appelle la vie publique, avec ses agitations peut-être, mais avec sa dignité; elle demande les luttes généreuses, où l'esprit grandit, où l'âme s'élève, où le caractère se trempe énergiquement, où se font les hommes et les citoyens. »

M. Allou terminait ainsi son dernier discours du bâtonnat: « Honorons nos morts, et entretenons pieusement le culte de nos traditions domestiques; travaillons avec courage; consacrons tous nos efforts à la défense consciencieuse et probe des intérêts privés; dévouons-nous à la chose publique, à la sainte cause du droit et de la liberté, et ne dédaignons pas de faire une large part, dans nos études, au culte du beau langage, cette recherche assidue de l'éloquence qui n'est qu'un témoignage de plus de notre respect profond pour la justice et pour la vérité. »

Il faut croire que M. de Cormenin s'était trop souvenu de son ancien nom de Timon lorsqu'il écrivait ces phrases d'une gaîté singulière que les hommes d'esprit et de qualité ne se permettent plus: « Les avocats parlent pour qui on veut, tant qu'on veut, sur ce qu'on veut..... Qui sait couramment bien son Sirey ou son Dalloz est un jurisconsulte suffisant, un Bayard encapuchonné, un avocat sans peur et sans reproche..... Un avocat est un homme aimable, qui a de charmantes manières, qui mène à grandes guides

un élégant wiski, qui dompte un cheval fougueux, qui peigne ses moustaches, qui a bon feu, bonne compagnie, et qui joue au lansquenet. » Si M. le vicomte de Cormenin avait assisté quelquefois à l'ouverture des conférences, il n'aurait pas tenu si vite ce langage, que les Athéniens auraient désavoué. Qu'y a-t-il au fond de cette raillerie ? Une fantaisie passagère et peut-être une rancune. Il n'arrivera jamais à un homme sérieux de peindre ainsi la vie du barreau. Personne ne reconnaîtra les avocats dans ce portrait, où la main a glissé.

Le barreau est une carrière d'aventures. M. Allou allait plaider pour M. de Girardin. Depuis cinquante ans, long espace dans la vie humaine, la polémique n'a pas eu de champion plus vaillant et plus hardi, et qui ait soulevé autant de colères ou de sympathies que M. de Girardin. Dans l'histoire de la presse française, ce sera une des figures les plus vigoureuses de notre temps. Sa vie aura été une perpétuelle bataille sous tous les régimes, et sa devise rappelle celle de ces hommes intrépides du dernier siècle qui n'entendaient se reposer de leurs combats et de leurs travaux que dans la mort : *Stabo!* toujours debout ! Il aura été, avec la plus fiévreuse activité, l'ouvrier de la première et de la dernière heure ; et, si on a pu contester la valeur des idées nouvelles qui ont fait leur chemin avec lui, le monde politique, ainsi que le disait M. Allou, ne lui refusera ni la volonté, ni l'énergie, ni le courage, et son honneur aura été d'avoir servi, sans se décourager jamais, le progrès et la liberté. De même que Benjamin Constant, il aura conquis un nom durable ; mais M. de Girardin n'appartient pas à l'école parlementaire de la Restauration ; il ne suit pas les sentiers frayés : c'est un homme d'avant-garde, de mouvement et de bruit. Personne n'a été

attaqué avec plus d'acharnement que lui, mais nul ne peut se vanter d'avoir eu plus d'influence sur la presse contemporaine.

Lui aussi allait s'asseoir sur les bancs de cette police correctionnelle où s'étaient assis avant lui Béranger, Paul-Louis Courier, La Mennais, Montalembert et tant d'autres. C'était pourtant M. de Girardin qui avait, des premiers, salué le soleil levant de la présidence, et qui rassurait, aux heures de crise, la bourgeoisie inquiète. Mais il ne s'enrôlait jamais qu'en volontaire, sans vouloir se plier à la discipline, et sans se donner tout entier. Aucune guerre ne l'a jamais effrayé ; les menaces ou les injures ne faisaient qu'échauffer son esprit belliqueux ; il était de toutes les mêlées, et, quand les partis désertaient la cause à laquelle il s'était dévoué, il ne craignait pas de se tourner contre ses amis de la veille, et de les attaquer en face. Aux journées du coup d'État, il avait été de la liste des proscrits. Plus tard, il avait repris sa tâche de journaliste, sans amertume ni haine : il n'était devenu qu'un ami grondeur. Sainte-Beuve avait même dit de lui qu'il n'avait alors ni esprit de dénigrement, ni un soupçon de venin. Le gouvernement ne fut pas de l'avis de Sainte-Beuve.

Aux premiers jours de l'année 1867, il y eut dans les hautes sphères politiques un travail de rénovation auquel M. de Girardin prit une large part, et qui finit par aboutir au fameux décret du 19 janvier. Il avait cru, un moment, réaliser son rêve d'un Empire libéral. Ce n'était, hélas ! qu'une chimère : il n'y eut rien de changé dans l'Empire, ni les choses, ni les hommes ; les ministres de la veille furent les ministres du lendemain, plus avides de pouvoir et plus ambitieux. Le journal de M. de Girardin fut poursuivi pour un article écrit sous le coup de cette déception.

Quelques jours après, il publiait dans ses colonnes un singulier martyrologe des initiateurs victimes des injustices humaines, commençant à Jésus et finissant à M. de Girardin. Le gouvernement allait de chute en chute, et telle était la faiblesse de la main qui tenait les rênes, que M. Thiers avait dit, dans un discours célèbre, qu'il n'y avait plus une seule faute à commettre. Au gouvernement qui avait répondu, dans son orgueil, qu'aucune faute n'avait été commise, M. de Girardin répliqua par un article redoutable qui dévoilait la situation désolante du pays. On le poursuivit pour excitation à la haine et au mépris du gouvernement.

L'article incriminé avait évoqué le souvenir du 2 décembre, et ce n'était pas une tâche sans périls que d'en parler à l'audience. Pour des hommes prompts aux violences et amoureux de renommée, l'occasion était merveilleuse, et le piège les eût attirés. M. Allou en parla avec sa mesure et sa vigueur ; les paroles sont rudes et serrées : on dirait la courte épée dont les soldats d'autrefois se servaient pour mieux frapper. M. de Girardin fut défendu, comme il devait l'être, sans passion et sans rancune, et en homme envers lequel on avait été ingrat. Une patriotique colère fait explosion quelquefois dans cette plaidoirie, mais elle s'apaise et s'arrête à temps. « Je ne suis pas, disait M. Allou, un homme politique ; je ne suis dans les liens d'aucun parti, mais j'exprime librement devant vous les sentiments consciencieux d'un honnête homme. » Il donna une leçon de prudence au gouvernement, qui ne l'écouta guère, en lui rappelant l'histoire de la Restauration et des procès de presse, toujours renouvelés et toujours impuissants. « Mais les exemples du passé, — c'est M. Allou qui le disait, — sont perdus pour le présent, et nous pré-

parons à ceux qui viendront après nous les mêmes étonnements et les mêmes surprises. »

Au palais, les procès renaissent, chaque jour, sous de nouvelles formes et sous des noms nouveaux. M. Allou, après avoir plaidé, à une audience, pour *le Memorial diplomatique*, plaidait ensuite pour un prodigue victime des amours d'une courtisane célèbre. Une autre fois, il critiqua, avec une hardiesse résolue, les bouleversements des quartiers de Paris, dans le procès des usiniers de l'ancienne banlieue contre l'administration de l'octroi. Il défendit la cause de M. d'Erlanger contre les États-Unis d'Amérique, à l'occasion d'une fourniture de navires de guerre; il soutenait plus tard les droits du libraire Garnier dans le procès de la publication de *l'Histoire de Napoléon* par Laurent de l'Ardeche; il plaidait dans le procès des *Contes drolatiques* de Balzac. Je ne cite que quelques affaires, en courant.

Il en est une à laquelle il faut s'arrêter : c'est une scandaleuse affaire de nullité de mariage, pour cause de bigamie, qui se plaida dans l'hiver de 1869. A Dieppe, pendant une saison de bains, un étranger, jeune encore et aimant le plaisir, vivait de cette vie facile et brillante qui en avait fait un des princes de la plage. Il était né en Russie, dans la province de Courlande, à Mittau, qui servit de refuge à Louis XVIII. On l'appelait Edouard-Otto Stern, et, grâce à une confusion de noms qui ne déplaisait pas à sa vanité, on le croyait de la famille des grands banquiers de Paris et de Londres. D'ordre suprême, il avait quitté Saint-Pétersbourg à la suite d'une aventure qui pouvait compromettre une femme de grande maison; il passa en Angleterre pour y tenter les chances du commerce. Là, il avait abjuré la religion juive, et s'était fait

protestant luthérien, afin d'épouser une jeune fille de Newcastle, Marie Ridley. Ce mariage fut orageux. Marie Ridley poursuivit contre son mari une demande en divorce pour adultère, et cette union fut brisée.

En 1862, Otto Stern avait rencontré à Dieppe une jeune femme d'une grande beauté, et dont la grâce était relevée par un air de souffrance et de langueur, comme on en trouve, l'été, sur toutes les plages de l'Océan et sous les ombrages de toutes les villes d'eaux. Aux bains de mer, les amours s'enchaînent vite : Stern et Lucie Avrial, après avoir échangé leurs confidences sur le passé et l'avenir, en étaient arrivés à des projets de fiançailles. Quelques jours après, on se retrouvait à Paris, Stern au Grand-Hôtel, et Lucie Avrial dans un magnifique appartement de la rue Bergère. Le luxe qu'ils étalaient l'un et l'autre les fascina tous les deux. Ce roman finit par un mariage. Stern, qui était sans ressources, eut l'audace de se constituer une fortune de neuf cent mille francs. Lucie Avrial avait pris un nom qui n'était pas le sien, et qui lui venait d'un de ces faux ménages où sa mère avait longtemps vécu, et dont le monde parisien offre tant d'exemples. On n'aurait pu s'écrier comme ce personnage de la comédie : « Qui trompe-t-on ici ? » On ne trompait guère personne, et tout le monde savait à quoi s'en tenir sur la fortune et sur la race.

La jeune femme avait gardé pourtant quelques illusions : elles s'envolèrent dès qu'elle eut débarqué en Angleterre avec son mari. Elle avait cru que Stern vivait à Londres au milieu de toutes les splendeurs : elle n'y trouva qu'un petit logement, comme il convenait à un petit courtier. Dans ce mariage où les époux avaient tout sacrifié au hasard, les désordres arrivèrent rapides

et pressés. La jeune fille avait apporté en dot deux cent mille francs : après deux ou trois mois, les trois quarts en avaient été dépensés par le mari, et la femme allait prendre un amant. Stern tombe en faillite, et, de même que Marie Ridley, Louise Avrial saisit la justice anglaise d'une demande en divorce : le divorce ne fut pas admis. Elle repart à Paris. Stern passe en Amérique, se jette dans les aventures, et la fortune vient lui sourire dans le nouveau-monde, où il vivait avec une femme qui passait pour sa femme légitime. Il revint tout-à-coup en France, au mois de novembre 1866, pour répondre par une accusation d'adultère contre sa femme à la nullité du mariage poursuivie à Paris contre lui. C'est au travers de ces secousses que Lucie Avrial, atteinte aux sources de la vie par une maladie de poitrine, mourut à l'automne de 1867. Le lendemain, on voyait son mari à l'Opéra; le surlendemain, il requérait l'apposition de scellés, et se présentait pour exercer les droits de son contrat de mariage.

Lucie Avrial, qui était liée avec la princesse de Polignac, avait institué Mirès pour son légataire universel, afin que ses intérêts fussent mieux défendus. Mirès avait refusé. Singulière destinée des procès ! la sœur de Lucie, devenue son unique héritière, reprit devant la justice la nullité du mariage et des conventions matrimoniales, en soutenant que Stern était bigame, et que le divorce avec Marie Ridley n'avait pas été régulièrement prononcé. L'ombre de Lucie Avrial planait sur cette discussion, qui dévoila tant de misères et de scandales. On y lut des lettres qui semblaient empruntées à Clarisse Harlowe ; il y avait là tout un côté douloureux qui effaçait bien des fautes, et ce n'était pas sans quelque attendrissement qu'on entendait faire tout ce bruit sur une tombe à peine fermée. Les présomptions

étaient favorables à la mémoire de Lucie : on pouvait croire que, si elle avait cédé à la vanité, elle avait été, du moins, victime plutôt que complice des clauses de son contrat de mariage et des manœuvres de son mari. Sur ce dernier pesait la lourde part des reproches. M. Allou, qui plaidait contre lui, mit la justice d'accord avec les préoccupations de la conscience. Le mariage ne fut pas annulé ; mais les clauses du contrat furent brisées pour cause d'ingratitude, et le demi-monde où vivait Stern ne toucha pas aux débris de la fortune de la jeune femme emportée par la mort.

Ces débats ne sont pas toujours stériles, et il en sort cette leçon que les mariages romanesques, qui se font, selon le mot de Montaigne, par la porte de la légèreté, ne peuvent entraîner que d'irréparables malheurs. Mais le monde oublie trop ces leçons qui lui viennent du palais de justice, et les séparations de corps y renaissent chaque jour. Nos pères étaient plus sages ; ils cachaient mieux que nous les troubles domestiques : nous nous plaisons à montrer nos plaies, et à nous donner en pâture aux railleries de la foule. Personne n'échappe au fléau, et c'est vers ce temps que le tribunal de la Seine eut à juger le procès en séparation de corps de la princesse et du prince de Bauffremont.

Au mois de janvier 1861, M^{lle} Valentine de Caraman de Chimay, fille du prince de Chimay, ambassadeur et grand d'Espagne, vivait, chez son père, au château de Chimay. M. Allou la peignait ainsi : « Elle avait, presque en naissant, par l'imprudence d'une nourrice, subi un accident qui n'était pas sans gravité, dont la conséquence fut de la rendre boîteuse toute sa vie. Mais, pour me servir d'une expression de la duchesse d'Orléans parlant d'une des plus charmantes figures du grand règne, elle boîtaît légère-

rement, et cela ne lui allait point mal. D'une physionomie vive, expressive, elle avait toutes les finesses de l'esprit et, en même temps, toutes les délicatesses du cœur. Instruite, intelligente, s'éprenant volontiers des grandes choses, maniant le pinceau avec l'habileté d'une véritable artiste, elle avait, à côté de cela, une certaine fierté, une certaine hardiesse de nature qui présentait quelque chose de viril, tout en conservant, par le contraste, un charme, une grâce ineffable, infinie. »

Dans ce château de Chimay, où la fortune n'avait pas apporté la paix intérieure, arriva un jour une dépêche de l'impératrice Eugénie, demandant s'il y avait un projet d'alliance pour M^{lle} de Chimay. Quelques jours après, on présentait à M^{lle} Valentine de Chimay le prince Paul de Bauffremont, chef d'escadrons dans un régiment de hussards. La nouvelle en fut vite répandue dans le monde élégant de Paris et de Bruxelles. Ce qu'était le prince, M. Allou l'a dit : « C'était une nature peut-être un peu vulgaire, inférieure bien certainement à la nature distinguée de la femme qui allait devenir la sienne. Il y avait chez lui peu de profondeur de sentiment, peu d'étendue dans l'esprit. » Mais le portrait était ainsi retouché par M. Dufaure, avocat du prince : « C'était surtout un brillant officier, un loyal et vaillant soldat, ayant bravement conquis à la guerre la croix d'officier de la Légion-d'Honneur et son grade de lieutenant-colonel ».

Une fois le mariage arrêté, le prince partit pour l'Italie, soit pour dérouter la curiosité, soit pour s'épargner les ennuis de faire sa cour. Il ne revint que pour se marier. Les premiers temps du mariage se passèrent à la campagne. M^{me} de Bauffremont avait apporté tout son cœur dans cette union, et le désenchantement fut assez long à

venir. C'est qu'en amour, selon le mot d'un homme de beaucoup d'esprit, il y a presque toujours celui qui aime et celui qui se laisse aimer. La princesse, M. Allou le disait, était celle qui aimait : le prince se laissait aimer. Elle allait bientôt secouer sa chaîne et compter ses griefs : je les cite après elle. Le régiment du prince était à Montpellier : il y amena sa femme, qui ne recula devant aucun des ennuis de la vie de garnison en province, acceptant avec bravoure cette existence bourgeoise, et toute glorieuse de marcher dans le chemin de tout le monde, et de ne pas rendre la chaîne trop pesante à son mari. De là on alla à Moulins, où la princesse, épuisée par les fatigues du voyage et par les sacrifices qu'elle faisait aux habitudes de son mari, accoucha, à huit mois, d'une enfant malade, qui ne fut sauvée que grâce à la tendresse maternelle. Le prince a un congé de trois mois : il court à Paris avec sa femme, et se hâte d'y reprendre sa vie de garçon. La princesse allait quelquefois à la cour, non par goût, car elle n'aimait pas le monde, mais poussée par son mari, afin de hâter son avancement dans l'armée. Un soir, il la conduisit à l'Opéra ; mais, en sortant du théâtre, pressé de reconquérir sa liberté, il la mit, seule, dans un fiacre, et alla chercher au cercle de plus bruyantes distractions.

Le congé fini, on regagna Moulins. De Moulins on alla tenir garnison à Joigny. Le prince proposa alors à sa femme de la laisser avec sa famille, lui promettant des visites fréquentes. La princesse résista avec énergie, comprenant bien les dangers qu'allait courir son mari dans cette vie séparée, et ne pouvant renoncer à l'échange permanent de sentiments et de pensées qui avait été son rêve de jeune fille. Le prince insista : la femme resta à Paris, pendant que le mari rejoignait son régiment, et que s'é-

largissait l'abîme creusé entre eux par la différence des idées et des caractères. Les visites du prince furent rares, et peu à peu les époux en arrivèrent à être étrangers l'un à l'autre. Les lettres du prince étaient pleines d'indifférence; il n'écrivait que pour engager la princesse à aller aux Tuileries. Pourtant l'heure du désenchantement n'est pas encore venue pour M^{me} de Bauffremont : si elle n'avait plus ses illusions de jeune fille, elle aimait encore son mari avec ses défauts. Mais cette généreuse tendresse qui débordait aux premiers temps du mariage allait être tarie.

Trois années s'étaient écoulées. Le prince est pris tout-à-coup de l'amour des voyages : il va en Italie et en Espagne, laissant sa femme à Paris ou à Chimay; il revient, et passe à peine quelques heures avec la princesse, qui lui donne une seconde fille. Le premier orage éclata à ce moment, mais il s'apaisa vite. Le prince, nommé lieutenant-colonel, fut envoyé au Mexique. C'était la vie qui lui plaisait, la vie affranchie des soucis de la famille, libre et heureuse. La princesse s'était retirée aux bords de la Loire, à ce château de Ménars auquel Mansard a donné un air de solennelle tristesse. Il y avait eu quelques folles dépenses faites au lendemain du mariage : la princesse entreprit de réparer ces brèches de sa fortune. On échangea des lettres de Ménars et du Mexique, lettres charmantes à la fois et troublées où perçait l'aigreur, et laissant pressentir les sourdes colères qui grondaient dans ces deux âmes. Voici un curieux fragment de lettre d'où s'échappaient, pris sur le vif, le sentiment et le tour d'esprit de la princesse :

« Non certes, nous n'étions pas faits, ni l'un ni l'autre, pour être mariés, et je me serais, pour ma part, passée

avec bonheur du tracas incessant de deux enfants à élever et à soigner, et des ennuis perpétuels de dire sans cesse : Deux et deux font quatre ! J'adore les arts ; j'aime les sciences, les livres, les travaux, et ma vie se serait passée idéalement bien avec ces camarades-là. La destinée t'avait fait un bon et joyeux compère : les ennuis du ménage t'ont rendu maussade ; tu serais heureux, sans soucis, sans préoccupations, et n'aurais aucun point gris dans ton existence ; nous n'en aurions pas moins été très-bons amis, et d'autant mieux que nous n'aurions pas été forcés de l'être : d'où je retire que le mariage est la plus infernalement bête des institutions. Sur ces réflexions purement philosophiques et absolument peu pratiques, je clos, une fois pour toutes, cette parenthèse quelque peu paradoxale, mais qui au fond est absolument ton thème, mis par moi en musique. Seulement tu varies, tandis que moi je ne change pas d'une semelle de mes bottines. Tu gémissais tant à propos de comptes, que je croyais te rendre un joli service en ne t'en parlant pas. Il en est autrement, soit ! Où donc ai-je lu :

« Souvent femme varie,
» Bien fol est qui s'y fie ».

» Le soleil mexicain a-t-il le privilège de changer les sexes ? »

Les vérités tombaient quelquefois de ces lettres, fines, serrées, vaillantes, sur le prince, découragé et impatient de son inaction au Mexique. La princesse le relève et le secoue, et fouette ses tristesses en lui disant, au travers d'étonnantes railleries : « Si j'avais eu le bonheur insigne de n'avoir pas eu de mômes, j'aurais été bien vite te

donner un coup de main là-bas..... Ce n'est pas pour rien que mon oncle m'avait surnommée Diana Vernon !..... Je suis orgueilleuse comme Lucifer. »

Peu à peu, M^{me} de Bauffremont était passée des enchaînements de la tendresse aux désillusions, à la résignation, aux plaintes et à l'amertume. Elle avait fini par ne plus voir dans son mari qu'un camarade cheminant auprès d'elle, et qu'elle plaisantait sur son indépendance et ses libres amours. Le prince revient du Mexique, indifférent d'abord, puis emporté, et se livrant à des scènes d'un éclat injurieux pour la princesse. Leur vie conjugale était éteinte. A qui la faute, et lequel des deux allait en porter le poids ? A bout de patience et de courage, la princesse demanda la séparation de corps. N'avait-elle aucun reproche à se faire ? En parlant de sa cliente, M. Allou n'avait-il pas laissé le roman envahir un peu la réalité ? M. Dufaure le croyait, et retouchait à sa manière ce caractère bizarre, plein de fantaisies et de caprices, aimant surtout les chevaux et les chiens, l'indépendance, la solitude et la domination.

Elle avait même pris une fière et noble devise, qui convenait bien plus à un homme qu'à une femme : « Faire bien, et laisser dire ». M. Allou releva d'une manière charmante le gant qu'on jetait à la princesse : « Oui, Diana Vernon, si vous voulez ; oui, Edmée de Mauprat, si vous voulez ! femme généreuse, fière, ayant une certaine dignité, ayant le courage, l'énergie, évidemment quelque chose des sentiments de l'homme avec les charmes de la femme, avec ses sentiments tendres, ses traits de délicatesse et d'esprit ; tout cela se peint dans cette figure idéale dont vous semblez vous-même évoquer le souvenir. Oui, Diana Vernon ! Vous soulignez ce mot ; mais il y a un

cœur qui parle sous les allures un peu sauvages de cette Diane chasseresse. Ne la connaissez-vous pas ? Elle ment à la vérité et à elle-même, quand elle dit qu'elle n'était pas faite pour le mariage et pour la vie intérieure et domestique. N'a-t-elle pas montré qu'elle était bien faite pour elle ? ne lui a-t-elle pas fait tous les sacrifices ? n'a-t-elle pas apporté, dans cette vie, son âme tout entière ? Mais elle blasphème quand elle nie l'amour et le mariage ; elle blasphème quand elle dit qu'elle n'était pas faite pour la maternité, elle qui en a subi avec tant de bonheur, à la fois, toutes les douleurs et toutes les joies ! »

La princesse n'avait-elle pas, dans ce désenchantement du mariage, subi l'influence d'une surexcitation nerveuse ? Avait-elle cédé à la pression d'amis imprudents ? On avait ses lettres, mais celles de son mari avaient disparu dans un incendie. Un côté de la vérité échappait à la justice. Le débat n'en avait pas moins un vif intérêt : le nom des parties, leur grande situation dans le monde, la nature du procès et le talent des avocats, lui donnèrent de l'éclat. Le tribunal de la Seine avait autorisé la princesse à faire la preuve de ses griefs. La cour a rejeté cette demande. Une seconde fois, la princesse a tenté la fortune, et n'a pas été plus heureuse. M. et M^{me} de Bauffremont n'ont plus qu'à suivre le conseil de Charron, dans son livre *de la Sagesse* :

« Que s'il advient que par malheur, imprudence ou autrement, l'on se trouve engagé en une vocation et train de vie pénible et incommode, et que l'on ne s'en puisse plus desdire, ce sera office de prudence et sagesse de se resoudre à la supporter, l'addoucir et l'accomoder à soy, tant que l'on peut, faisant comme au jeu du hasard, selon le conseil de Platon ; auquel, si le dé ou la carte a mal dict, l'on prend patience et tasche-t-on de rhabiller le mauvais

sort, et comme les abeilles, qui du thym, herbe aspre et seiche, font le miel doux, et, comme dict le proverbe, faire de nécessité vertu. »

L'égalité devant la loi n'a jamais été une vaine théorie. Après la princesse de Bauffremont, c'est la reine d'Espagne qui vint demander audience au palais. Une révolution l'avait chassée de son royaume : elle se réfugia en France, où elle reçut une hospitalité digne d'elle au château de Pau. La vue des Pyrénées lui rappelant de trop près le trône qu'elle avait perdu, elle loua, à Paris, deux hôtels, aux Champs-Élysées. Quelques jours après, la reine Isabelle voulut résilier ce bail : il fallut aller devant le tribunal de la Seine, et plaider comme une bourgeoise. M. Allou plaida contre elle, mais la reine gagna son procès.

Un nom qui a eu dans le monde autant de popularité que celui d'un roi vint retentir au palais. Ce n'est pas seulement de notre temps que les hommes de lettres ont aimé les procès. Les anciens les appelaient une race irritable, et, de nos jours, comme autrefois, leurs querelles se vident au palais. Aucun d'eux n'eut l'esprit plus aimable et plus fécond qu'Alexandre Dumas, qui vient de s'éteindre doucement, au bord de la mer, oublié et perdu dans une silencieuse retraite, loin de ce Paris qu'il avait si longtemps égayé de son sourire. Cette existence qui se dépensait si follement s'est évanouie comme une ombre. Il n'est pas mort sur la brèche, en mousquetaire : c'est un vieillard épuisé qui s'est endormi du dernier sommeil, sans avoir entendu les grondements des canons allemands. L'heure n'était plus aux visions et aux enchantements créés par cette imagination merveilleuse. On a dit de lui qu'il était le génie de la vie : il n'avait plus rien à faire

en ce monde, et il est parti tristement pour un monde meilleur.

Les romans qui tombaient, en courant, de sa main ouverte n'étaient pas tout entiers de lui : Auguste Maquet l'aidait de son ardeur et de sa jeunesse, et bien des livres naquirent de cette collaboration littéraire, où Alexandre Dumas répandait, selon le mot de M. Allou, sa poudre d'or. Une question d'argent amena la discorde entre eux. M. Allou plaida pour Auguste Maquet, et le tribunal de la Seine lui donna raison.

A cette première chambre se heurtent et se mêlent sans cesse les querelles les plus ardentes et les noms les plus fameux. Un jour, ce sont les Narbonne-Lara, issus des comtes souverains de Castille, et du Cid, et d'Aymerillot, chanté par Victor Hugo, qui se disputent la propriété de leur nom ; un autre jour, ce sont les Pardaillan qui revendiquent entre eux leur nom et leurs titres. M. Allou plaide dans ces grandes causes, et son nom se retrouve dans l'affaire de la succession de Rohan-Guéméné, dans l'affaire du Centre-Américain, devant le jury d'expropriation, dans une prévention de manœuvres frauduleuses portée devant le tribunal de Meaux, à la suite d'une élection au Corps législatif qui révéla, une fois de plus, les pressions administratives des dernières années de l'Empire. M. Allou plaidait dans le procès en séparation de corps de M^{me} Aurélien Scholl contre son mari, et dans l'affaire de la sépulture du comte de Châteauvillard, qui, par une raillerie suprême adressée à la mort, avait voulu se faire enterrer dans une garenne giboyeuse, où il chassait le daim, le cerf et l'élan, à côté de douze bons chiens de chasse, ses vieux amis. Le comte avait demandé qu'on ornât son tombeau de ses marbres, de ses albâtres et de

ses statues; mélange singulier du sacré et du profane, de bois de cerfs et de têtes d'anges, de bustes d'empereurs romains et d'images de la Vierge, de figures de Diane et de bacchantes, du portrait de sa nourrice et de portraits de maîtresses à rendre jaloux don Juan; confondant dans un même souvenir ses joies les plus pures et ses égarements les plus passionnés. Au nom du respect dû à la mort et à la mémoire de son père, le fils du comte de Châteauvillard voulut faire déchirer ce vœu testamentaire, et déposer les cendres paternelles à côté de la dépouille de ses aïeux. M. Allou plaidait pour la comtesse de Châteauvillard. Le testament fut validé, et le comte a pu reposer en paix à l'ombre de ses bois de la Roche-Cassée.

M. Allou plaidait aussi pour les administrateurs du Crédit mobilier devant le tribunal de commerce de la Seine, dans un énorme procès, le plus considérable peut-être, par l'importance des chiffres, qui ait jamais été déféré à l'appréciation de la justice. Ce procès avait passionné le monde financier. Après de grandes déceptions, quelques actionnaires réclamaient la responsabilité du conseil d'administration, en criant au scandale, à l'improbité et aux défaillances morales. C'est le sort de ces vastes combinaisons financières de subir tous les ébranlements des événements politiques : il arriva un moment où le Crédit mobilier se trouva en présence des catastrophes. M. Allou le vengea du moins du reproche de manœuvres intéressées et de pratiques mauvaises; la probité de ses combinaisons financières sortit victorieuse des faits et des chiffres qui purent éclairer l'opinion et lui apporter la vérité.

Le palais a entendu bien des fois, dans ces dernières années, le nom de la marquise de Maubreuil d'Orvault.

Après avoir été une des reines du monde galant, elle avait, à prix d'argent, épousé le marquis d'Orvault, dont le blason avait été un des plus nobles de France. Elle le traîna dans de scandaleux procès. Quand elle n'était encore que Catherine Schumaker, elle s'était fait consentir un billet de cent mille francs par un jeune homme, bientôt emporté par une maladie de poitrine. Elle attendit que le marquis d'Orvault fût mort à son tour, pour réclamer hardiment le prix de ce billet souscrit à des heures d'oubli et de débauche. M. Allou le fit annuler.

Il plaida, en 1861, devant un tribunal arbitral où siégeaient MM. Marie, Odilon Barrot, Léon Duval, Hébert, Berryer, Sénart et de Sèze, pour le vice-roi d'Égypte contre un sujet italien, dans un procès où s'agitaient de graves intérêts. Il demandait, à quelque temps de là, la nullité d'un mariage *in extremis*, dans une plaidoirie où il traça largement l'histoire de ces sortes de mariages dans notre législation. Mais à côté de la législation il sait mettre toujours cette autre loi de l'éternelle morale qui se puise, non dans l'édit du prêteur, mais aux sources secrètes de la philosophie, où se découvrent les origines véritables de toutes les lois et les fondements de tous les droits.

Le conseil que La Bruyère donnait aux avocats de son temps de n'être étranger à aucun art et à aucune science est devenu plus sage que jamais dans notre société, où les discussions judiciaires embrassent la politique, la religion, les lettres, l'industrie et tout ce qui touche à la vie de notre pays. C'est aussi pour cela que le conseiller au parlement Fyot de La Marche s'écriait : « Les combats du barreau ne sont pas des œuvres de ténèbres, des combats de chicane et de fraude, mais des combats de zèle et de lumière ». Aux premiers mois de l'année 1870, il se plaida

un de ces procès où de hautes questions philosophiques se confondaient avec des questions de droit. C'était le procès du testament d'Auguste Comte.

Vers la fin du siècle dernier, Auguste Comte était né, dans le Midi, d'une souche catholique et monarchique. C'était une nature délicate et malade, où germaient une vigueur morale et une intelligence exceptionnelles. En 1814, il entra à l'école Polytechnique. A la suite d'une petite révolution intérieure, l'école fut licenciée, et Comte resta à Paris, pauvre et donnant des leçons pour vivre, mais heureux de son indépendance et de sa fierté. Séduit, un moment, par les doctrines des saint-simoniens, il ne tarda pas à se séparer de la religion nouvelle et à se marier. Ce fut un mariage purement civil : le mariage religieux ne fut célébré que plus tard, aux périodes de trouble et sous l'influence de La Mennais. Quelques années après, sans violence et presque sans amertume, les époux en vinrent à une complète séparation.

La folie de Comte commença en 1826. Quand il quitta la maison de santé, il était loin d'être guéri : le premier usage qu'il fit de sa liberté fut de se jeter dans l'eau, et, chose singulière ! cet acte désespéré produisit comme une sorte d'ébranlement dans tout son être : de cette tentative de suicide sortirent la guérison et le salut. Il se mit alors à poursuivre, dans une série de volumes et dans son enseignement oral, la doctrine de la philosophie positive. Ses disciples furent nombreux ; ils croyaient que le maître avait découvert une nouvelle science, la science sociale, la sociologie, et constitué la véritable philosophie.

Il avait rencontré sur son chemin une jeune femme placée dans une situation cruelle, Clotilde de Vaux, mariée avec un forçat, et vivant enchaînée ainsi dans une

union qui lui laissait sa liberté, mais qui l'environnait de tristesse et de honte. Il s'établit entre eux une sympathie pénétrante et profonde, un rapprochement platonique et spirituel dont personne n'a jamais cherché à dénaturer le caractère. « Ce sont là, disait M. Allou, des relations étranges, je le reconnais tout le premier, des relations que nous avons peine à comprendre, nous les hommes de la race latine, mais qui ne surprendront en aucune façon un Allemand, un Anglais, un Russe. Ces associations idéales des intelligences et des âmes, sans oubli de la morale et de la pureté de la vie, vous les rencontrerez autour de nous, en dehors de nous, nombreuses et vivantes. » Clotilde de Vaux mourut, et c'est alors que parut, dédié à sa mémoire, le livre de Comte sur la politique positive, où il embrassait des réformes sans fin. L'image de Clotilde de Vaux va désormais inspirer toutes ses pensées; elle sera son invisible compagne, sa déesse et la déesse même de l'humanité.

Le temple de l'Humanité, où Comte et ses disciples avaient leur culte, était dans une maison du quartier latin; le mobilier était des plus simples. On y célébrait les fêtes positivistes : la présentation, pendant laquelle l'enfant était apporté par deux marraines qui promettaient de l'élever en honnête homme; la destination, c'est à dire, à l'heure d'embrasser une profession, l'engagement formel d'en remplir sévèrement les devoirs. Il y en avait bien d'autres; elles n'avaient aucune pratique extraordinaire. On y était en habit noir. Le positivisme avait aussi un calendrier, qui était la consécration de tous les grands types ayant concouru à l'évolution de l'humanité. C'est ainsi que Comte avait commencé son testament le 21 Frederich, et qu'il l'avait fini le 22 Bichat. La pure et sévère morale de la

doctrine la sauvait des railleries publiques ; elle avait fait du dévouement le principe de l'existence, et sa maxime était : « Vivre pour autrui ». Elle prohibait les duels, les secondes noces, et, à tous les points de vue, réglémentait les appétits humain. D'austérités en austérités, et de rêve en rêve, Comte en était même arrivé à d'incroyables idées. Après avoir envisagé le mariage sous l'aspect du matérialisme le plus étroit, il le condamnait comme impur, et se flattait de le remplacer par la conception d'une vierge-mère, d'une femme qui, sans subir aucune souillure, pourrait remplir le rôle que lui a assigné le Créateur.

Dans l'explication du monde, les positivistes ne voyaient la vérité que dans la science proprement dite. Leur philosophie de l'histoire avait quelque chose d'ingénieux et d'original. Dans le dernier état de la pensée religieuse d'Auguste Comte, le grand Être réel était l'humanité poursuivant son développement. Sa religion était purement naturelle, rationnelle, scientifique, humaine, sans révélation et sans mystères. La femme seule pouvait représenter le grand Être. La prière devait être dite à genoux et les yeux fermés. Le culte domestique avait trois sacrements. Comte s'était nommé lui-même grand-pontife de l'humanité. Il vivait avec une servante devenue sa fille adoptive, et dont le souvenir est resté cher à l'école positiviste. Absorbé dans l'étude patiente de la philosophie, il ne s'en détournait quelquefois que pour lire Homère, Le Dante et *l'Imitation*.

Comte mourut aux derniers mois de 1857, en laissant un testament qui résumait sa doctrine, et qui avait presque les proportions d'un livre. Ce testament réglementait l'expression de ses œuvres, et contenait d'injurieuses qualifications pour sa femme. Les exécuteurs testamentaires

voulurent la faire renoncer à la propriété des œuvres littéraires de son mari. Entre eux il n'y avait aucune question d'argent : il s'agissait seulement, d'un côté, du respect dû à la pensée tout entière d'un écrivain célèbre ; de l'autre, de son honneur et du respect de la science et de la philosophie. M^{me} Comte luttait contre ce testament, et surtout contre l'inspiration de celle qui l'avait dicté, et qui avait pris sa place dans l'affection de son mari. Elle entendait détruire, du moins en partie, des œuvres dont la publication lui semblait de nature à nuire à la renommée de Comte. A côté d'elle, et par-delà la procédure, M. Littré, le plus célèbre des disciples du positivisme, mais aussi le plus insoumis, cherchait à faire briser en deux parties la doctrine du maître, et à repousser certaines idées comme étant le fruit d'une aberration malade. Les exécuteurs testamentaires rejetaient tout projet de scission : pour eux la vérité était une : ils voulaient qu'on l'acceptât ou qu'on la reniât tout entière. Le procès s'élevait ainsi à des questions de principes d'une gravité capitale.

M^{me} Comte et M. Littré firent plaider que le testament était l'œuvre d'un athée, d'un fou et d'un libertin. M. Allou soutenait le testament ; rude tâche à accomplir ! Il affirmait que, s'il y avait dans les idées du chef des positivistes la folie de tous les hommes à systèmes, ce n'était pas une raison de conclure qu'il était incapable de tester. Lorsqu'il eut raconté l'histoire du positivisme, et protesté, au nom des convictions spiritualistes et chrétiennes, contre ces systèmes matérialistes et athées, il s'écria : « Où est donc la règle suprême ? Qui donc, quand les intelligences sont en lutte, a le droit de dire : Je suis la vérité ! Il n'y a que les croyances religieuses qui réclament un droit pareil, et elles jugeraient M. Littré avec la même sévérité que

Comte ; elles lui demanderaient à lui aussi si ce n'est pas folie que de supprimer ces grandes traditions descendues du ciel , que de briser cette chaîne dont les anneaux d'or enveloppent le monde. Ah ! si je vous livrais seulement à M. Veuillot ! »

Au travers de ces disputes étranges et des rêveries mystiques de ce testament, M. Allou, en creusant la pensée de Comte, n'y retrouvait que les troubles apportés par l'orgueil. Après avoir discuté la question de propriété littéraire, il disait, en terminant : « Ah ! c'est bien là le véritable procès. C'est par ces côtés qu'il convient à des esprits tels que les vôtres de l'aborder et de le trancher. Dites, Messieurs, que la pensée de l'écrivain qui n'a pas encore été répandue au dehors est bien à lui ; qu'il en fixe le sort au-delà de sa vie même. N'acceptez pas ce rôle étrange de peser les systèmes et les doctrines. Respectez jusque dans ses écarts la pensée d'un homme honnête par sa vie, élevé par son caractère, puissant par son intelligence. Que l'histoire sache tout et juge tout ! Laissons l'avenir faire son choix ! Les idées droites et saines surnageront ; les excentricités, les hardiesses téméraires, iront rejoindre toutes les folies des hommes à systèmes de tous les âges. Ceux qui nous attaquent ne sont pas nos juges, et n'ont pas le pouvoir de nous condamner. Permettez-moi d'ajouter que, en semblable matière, ce droit-là, vous, Messieurs, vous ne l'avez pas vous-mêmes ! »

Auguste Comte avait fait comme tant d'autres : il avait eu ce vertige orgueilleux de croire que, la Providence ayant déserté le monde, l'heure était venue d'adorer l'intelligence humaine, et de rejeter, comme de vieilles dépouilles, les révélations chrétiennes. Dans cette ivresse de vanité, son esprit avait chancelé, et il suffisait d'un souffle

pour renverser sa doctrine. Il faut dire pourtant avec un célèbre disciple de Comte, M. Stuart Mill : « D'autres peuvent rire : nous pleurerions plutôt à la vue douloureuse de la décadence d'un grand esprit ». Plaignons ceux qui poursuivent le rêve impie de détrôner Dieu : Dieu se charge de les châtier. Quand les anciens voulaient exprimer d'un mot tous les malheurs de leur temps, ils s'écriaient : « Les Dieux s'en vont ! » Pour avoir trop longtemps méconnu le nôtre, nous savons de quelles douleurs incomparables notre pays vient d'être frappé. Espérons du moins que dans les sillons sanglants de nos révolutions germeront des générations meilleures, qui, sous l'œil de la Providence, se remettront courageusement en marche vers l'avenir. Ne nous laissons pas séduire par des mots sonores et des rêves insensés ; souvenons-nous de saint Augustin comparant certains hommes aux lis élevant orgueilleusement leur tige vers le ciel, et d'autres aux épis murs s'abaissant vers la terre parce qu'ils sont pleins. N'est-ce pas à des doctrines semblables à celles d'Auguste Comte que s'applique surtout cette image des lis orgueilleux ?

Nous vivons dans une société qui a besoin, plus que jamais, d'hommes pareils aux épis pleins dont parle l'évêque d'Hippone. Il n'y a pas pour la sagesse et la raison de meilleure école que celle du palais. M. Allou l'avait appris de bonne heure, en travaillant à côté d'un avocat qui avait aimé, avant toutes choses, le droit, le devoir et la vérité. De même que son maître Liouville, M. Allou est au barreau le droit en action, avec un plus vif souci de la forme et du beau langage. Sa parole a quelque chose d'énergique, de droit et de simple ; elle regarde la vérité en face ; elle est élevée et chaude quand le procès l'enflamme,

et l'esprit des choses y circule. Elle est surtout lumineuse et sincère, et elle arrive ainsi à la véritable éloquence, qui reste et ne vieillit pas. Cicéron, qui se connaissait en éloquence, n'a-t-il pas fait dire à Antoine : « Je pense qu'on doit appeler orateur celui qui, dans les causes qu'il plaide au barreau ou dans les autres discussions, sait trouver des paroles qu'on aime à entendre, des raisons propres à convaincre ; je lui demande encore la voix, l'action et le talent de plaire » ?

Il semble que M. Allou ait voulu réaliser cette parole d'Antoine dans un procès qui a été une émouvante page de notre histoire contemporaine. Les malheurs de la patrie vaincue n'ont pas changé le cœur humain, et les plus dures épreuves ne nous ont pas affranchis de nos passions et des meurtrières animosités des partis. Bien qu'il ne soit permis à aucune conscience de s'endormir, il y aurait prudence à ne pas aggraver nos défaites par des discussions irritantes. Les guerres intérieures ne font que reculer les jours meilleurs. Chacun a eu ses fautes et ses défaillances dans les malheurs de la patrie : que ceux qui se croient sans péché jettent aux autres la première pierre ! A quoi sert d'avoir, pendant de longs mois de siège, porté le poids douloureux du salut de la France, si l'on est réduit, à une année de distance, à disputer la dignité de sa vie et l'honneur de son nom devant une cour d'assises ? Le général Trochu, dans cette même salle d'audience où avait siégé Raoul Rigault, le terrible procureur de la Commune, est venu se défendre devant la justice d'avoir trahi l'Empire au 4 septembre, d'avoir trahi Paris pendant le siège des Prussiens, et d'avoir commis un assassinat en envoyant la garde nationale au combat de Buzenval.

C'est le sort de ceux qui attachent leur renommée au

souvenir des désastres d'une nation de soulever d'amères récriminations et d'ardentes colères. Le temps présent a vu faire les héros avec une précipitation qui n'a eu de comparable que notre hardiesse à les défaire. Il n'avait pas suffi au général Trochu d'élever la voix contre ces outrages devant l'assemblée des représentants du pays : un journal avait voulu le clouer au pilori de l'histoire. C'était bien pour faire une sorte de violence au jugement du pays qu'un parti reprochait au gouverneur de Paris la chute de l'Empire, et cherchait à l'accabler sous ses représailles et à le vouer aux expiations. Il avait appelé à lui deux voix éloquentes entre toutes : en les entendant, on sentait courir le souffle passionné des rancunes et des haines qui s'agitaient autour de l'audience. On aurait voulu surtout faire sortir de ce débat redoutable le jugement de la postérité elle-même.

Un des avocats du journal, en rappelant au général qu'il était, un matin, gouverneur de la capitale nommé par l'Empereur, et, le soir, président de la Défense nationale, acclamé à l'hôtel-de-ville, l'avait comparé à ce Liborio Romano, rare figure de traître, qui s'était levé, un jour, ministre du roi de Naples, et s'était couché ministre de Garibaldi. Il s'écriait ensuite dans un mouvement oratoire : « Général Trochu, avez-vous sauvé la France ? » Nous sommes trop près de ces écroulements pour que la lumière se fasse tout-à-coup, et est-ce bien à un seul homme qu'on peut ainsi jeter à la face ce cruel reproche, de n'avoir pas sauvé le pays au lendemain des effroyables déroutes qui avaient battu, dispersé et humilié l'armée ? Était-ce bien le moment d'adresser au jury cette parole menaçante : « Songez-y bien ! vous jugez aujourd'hui les actes du général ; plus tard, l'histoire jugera elle-même

votre verdict, et il ne faut pas qu'elle dise : « Dans ce malheureux pays de France, tout avait fléchi ; il ne restait plus rien, et la justice elle-même était énervée » ? imprudente et triste parole, qui n'aurait jamais dû sortir d'une âme française ! Le jury l'a repoussée, et la conscience publique n'a pas cru à l'énervement de la justice de France parce que *le Figaro* a été condamné pour outrages.

M. Allou soutint la cause de la justice et celle de l'ancien gouverneur de Paris, comme elles entendaient être soutenues, avec une noblesse et une hauteur qui déjouèrent tous les ressentiments. Le pays tout entier a lu cette plaidoirie ; je n'en veux citer que quelques fragments :

« Alors, dans cette ville frémissante, sans pouvoir, sans direction, sans gouvernement, le concours du général Trochu est demandé, et c'est une trahison de sa part que de consentir à le donner ? Mais il y avait, à cette heure-là, quelque chose de plus effroyable encore que la chute de l'Empire : c'était la démagogie s'emparant de la cité ; c'était la Commune, à l'heure où l'ennemi marchait sur Paris ; c'était une ivresse sanglante déchaînée au milieu même de la lutte aveugle, et ingrat qui ne le voit pas !

» Ah ! vous ne pouvez comprendre la chute de l'Empire sans les complots et sans la trahison ? A cette population affolée qui criait quinze jours auparavant : A Berlin ! sur nos boulevards, vous jetez la nouvelle des désastres de Wissembourg, de Reischoffen, de Forbach, de Sedan, qui sonnent, comme autant de coups funèbres, le glas de l'agonie de la France, et vous demandez au pays éperdu le respect de ceux qui l'ont conduit si follement à la ruine ? L'Empire n'a pas été trahi : il s'est effondré ! Il n'a pas été combattu : il s'est affaissé dans la misère publique ! Il avait tout compromis : au-dehors, il avait créé l'unité

italienne et l'unité allemande ; au point de vue militaire, il avait fait l'expédition du Mexique et la guerre d'Allemagne ; au-dedans il avait tout abaissé, tout comprimé, et, au jour de sa chute, rien ne restait debout. La révolution du 4 septembre s'est faite toute seule ; elle a éclaté spontanément, sans lutte, sans violence, sans résistance. C'est que les peuples pardonnent tout à la gloire : témoins Louis XIV et Napoléon ; mais ils ne pardonnent jamais à qui les a conduits à l'abaissement et à la honte !....

» Condamnez les révolutions, parce que vous condamnez aussi ceux qui les amènent ; condamnez les prédications violentes qu'on est obligé de désarmer quand on dirige soi-même les destinées du pays ; accusez le refus de faire immédiatement appel à la nation, à l'heure de la crise suprême, vous aurez raison. Il n'y a pas de bonnes révolutions : elles ajournent toutes le progrès, la civilisation. Est-ce que 1848 était nécessaire ? est-ce que 1830 était nécessaire ? Et, en remontant toujours en arrière, est-ce que l'esprit ne s'arrête pas éperdu en présence de la grande révolution elle-même, en songeant à ces années où il était peut-être possible de prévenir la révolution française, et en se demandant si le salut n'était pas dans la grande trahison de M. de Mirabeau ? Mais est-ce que l'Empire a été renversé ? est-ce qu'il ne s'est pas affaïssé ? est-ce que c'est la trahison qui l'a perdu ? est-ce que celui qui l'a trahi partout c'est l'homme dont les efforts et les conseils avaient tenté de le sauver ? Il n'y a pas un des amis de l'Empire qui ait fait pour lui ce qu'avait fait le général Trochu par amour pour le pays !

» Ah ! ce qui est plus terrible que le 4 septembre c'est le 2 décembre. Il m'en souvient ! Nuit brumeuse et froide ! C'était la lutte contre le peuple. Les grands hommes

proscrits emportaient dans l'exil l'honneur de la France. En province, la délation, la proscription, les commissions mixtes, quel tableau !.....

» Messieurs, unissons-nous tous pour la fondation d'un grand parti national. Que tous les hommes d'ordre et de vraie liberté se rapprochent ! Pas d'exclusions étroites ! pas de récriminations mesquines ! Qu'importe d'où nous sommes partis, si nous voulons tous la même chose ! Que les bonapartistes viennent servir le pays avec nous sans intrigues, sans pratiques mystérieuses, sans rêver eux aussi leur revanche ! L'esprit de parti nous divise : que le patriotisme nous rapproche ! Ajournons la politique ; n'ayons qu'un seul programme, qu'un mot d'ordre et de ralliement : la libération du territoire et la paix publique, et ayons confiance : Dieu sauvera encore la France ! »

Les procès n'ont pas de fin, et M. Allou en retrouvera d'autres dans sa carrière. Il a devant lui une longue route à parcourir ; avec son intelligence sûre, la discipline de son esprit et l'indépendance de son âme, il tient une grande place au barreau. Le travail n'est pas pour lui un aiguillon ou un frein : c'est un besoin et une joie. Le travail l'a toujours ramené vers la science du droit, et a donné à son talent un caractère ferme et profond, qui manque à ceux qui n'apprennent qu'à la hâte et en courant. C'est un avocat qui n'a pas permis aux lettres de le détourner de sa voie : il les aime en homme discret et sage, qui évite les pièges et les écueils ; il leur a pris ce qu'elles ont de généreux, mais sa logique n'y a rien perdu de sa vigueur, et personne ne parle mieux que lui la langue saine et forte du palais de justice, et ne la plie avec plus de bonheur aux variétés infinies des procès. Il a le nerf, la me-

sure, la finesse et l'ordre, que Fénelon appelait la plus rare des opérations de l'esprit, et la précision, qu'on n'acquiert qu'après un commerce étroit et austère avec la loi.

Certes il n'y a pas de plus belle mission que celle d'interpréter la loi ; mais la semence n'est pas épuisée de ces âmes courageuses qui sortent du barreau pour servir leur pays dans les combats de la politique. Si glorieuses que soient les luttes du palais, elles ne sont souvent qu'un acheminement à des discussions plus retentissantes. Tacite, en parlant de l'éloquence judiciaire, disait qu'il n'y avait rien de plus doux pour une âme libre, généreuse et née pour les nobles jouissances. Mais cette éloquence n'est plus, chez nous, ce qu'elle était à Rome : les grandes causes étaient plaidées devant le peuple ; elles se liaient souvent aux plus graves intérêts de la république ; on traitait devant le Sénat du sort des rois et des provinces. Nos mœurs ne sont pas les mêmes : la justice est peut-être mieux rendue en France qu'à Rome ; mais les débats où s'agitent aujourd'hui les destinées des nations n'appartiennent qu'aux assemblées politiques.

C'est la tendance des cœurs vaillants de chercher à combattre partout le bon combat, et c'est l'honneur du barreau que les avocats soient toujours aux premiers rangs. Le palais, loin d'être en opposition avec les idées de liberté et de progrès, y puise au contraire comme à une source d'inspiration. Ce n'est pas se condamner à la stérilité que de s'armer de patience et de se préparer aux luttes politiques par les discussions judiciaires. Ce que les pères ont fait, les enfants le feront à leur tour.

M. Allou restera-t-il avocat, ou entrera-t-il, comme les autres, dans la mêlée ? Les attristés, les découragés, et peut-être les sages, ne lui conseilleraient pas de désertier le

barreau ; mais notre société demande à chacun toutes ses forces, et quelquefois au-delà. Il n'a pas encore abordé la mer orageuse. Aux dernières convulsions de la guerre, on voulait, dans la Seine-Inférieure, lui faire briguer la tâche redoutable de représenter le pays à la nouvelle Assemblée nationale : il a pensé que son heure n'était pas venue, et, libre d'ambition et d'entraves, il n'a voulu user que de son droit d'électeur, pour faire entendre, à Dieppe, un noble langage de résignation patriotique, de consolation et d'espoir. A certains moments, il a su trouver le grand souffle en parlant de la France. Si M. Allou entre quelque jour dans cette voie tourmentée, on peut, sans crainte de s'égarer, lui prédire qu'il sera à la tribune ce qu'il est au palais : le soldat intrépide du droit et de la vraie liberté. C'est lui-même qui l'a dit : « La liberté, pour moi, ce n'est pas la Némésis ardente que le poète a chantée : c'est une divinité chaste et pure. Elle n'élève pas les bras pour combattre et pour maudire ; mais elle les étend comme pour abriter, sous une bénédiction féconde, tous les hommes de paix et de bonne volonté. »

DUBÉDAT.

Limoges, mai 1872.

MONOGRAPHIE

DU CANTON

DE CHATEAUPONSAC.

ASPECT GÉNÉRAL DU PAYS. — Le canton de Châteauponsac est situé, en partie, dans la région des montagnes ; les rives de la Gartempe et des cours d'eau secondaires qui l'arrosent sont escarpées et très-pittoresques. La partie méridionale, plus montagneuse que l'autre, offre des cîmes assez élevées et dépourvues de végétation. Près du village des Taffres, à la limite sud de la commune de Châteauponsac, l'altitude est de 469 mètres au-dessus du niveau de la mer, et de ce point on découvre un vaste horizon sur la Creuse et le Berry. La partie septentrionale est beaucoup plus en plaine, et ses points les plus élevés varient entre 300 et 400 mètres.

L'étendue de ce canton est de 17,742 hectares, et sa population, de 9,228 habitants.

RIVIÈRES. — Ce canton est traversé de l'est à l'ouest

par la Gartempe, affluent de la Creuse. Cette rivière reçoit la Couze, sur sa rive gauche, entre Balledent et Rancon. Elles coulent presque toujours dans un pays de montagnes, et sont renommées pour les truites qu'elles nourrissent. La Semme, qui se rend aussi dans la Gartempe, mais sur sa rive droite, suit encore la même direction. A l'extrémité nord de ce canton, la Bramme, autre affluent de la Gartempe, traverse la commune de Saint-Sornin-Leulac.

NATURE DU SOL. — ÉLÉMENTS QU'IL FOURNIT A L'INDUSTRIE. — Le sol est granitique, et ne fournit à l'industrie locale que des pierres de construction et quelque peu d'argile pour la fabrication des tuiles.

PRODUITS NATURELS DU SOL. — Le chêne et le châtaignier sont les deux essences principales du pays; le bouleau abonde dans la partie montagneuse; on trouve quelques hêtres, frênes et peupliers; le noyer y est peu abondant, et l'aulne se rencontre au bord de tous les cours d'eau.

On cultive surtout le seigle; le froment réussit, avec l'aide de la chaux, dans la partie moins montagneuse, et le sarrasin est très-répandu.

Les raretés botaniques qu'on y trouve sont : à Rancon, le *Tolpis umbellata*, Bert. Pers., et le *Gnaphalium luteoalbum*, Lin.; sur les bords de la Gartempe, à l'ouest de Châteauponsac, l'*Adenocarpus parvifolius*, D. C.

LANGAGE. — Le patois limousin se trouve très-peu dans ce canton : le français y est plus généralement parlé; mais il est souvent remplacé par le patois de la Marche.

MŒURS. — Nous n'avons qu'à signaler à cet article ce que nous avons déjà dit ailleurs pour les pays d'émigration : l'absence de presque tous les hommes valides pendant la belle saison est la ruine de l'agriculture autant que des liens de famille.

Comme trait de mœurs et de coutumes anciennes, remarquons la cérémonie par laquelle les habitants de Châteauponsac payaient leurs redevances au seigneur du lieu. (Voir ci-après à l'article *Châteauponsac*.)

COMMERCE. — Le commerce de ce canton consiste uniquement dans la vente des bestiaux et des grains qu'il produit. Le 3 de chaque mois, à Châteauponsac, et le 18, à Rancon, il y a des foires assez considérables. Ces deux localités ont aussi quelques magasins de draperie et de quincaillerie pour l'approvisionnement des campagnes.

INDUSTRIE. — L'industrie de ce canton est à peu près nulle : l'émigration des ouvriers et l'industrie nous semblent deux choses incompatibles.

INSTITUTIONS. — Châteauponsac, chef-lieu d'un canton civil et d'un doyenné ecclésiastique, possède : un juge de paix, une brigade de gendarmerie, un bureau de poste, un agent-voyer, deux notaires, un receveur de l'enregistrement et un percepteur. Un établissement, dirigé par les frères des Écoles chrétiennes depuis 1860, donne l'instruction aux enfants et aux jeunes gens. Un pensionnat, tenu par les sœurs du Sauveur depuis 1847, instruit les petites filles.

Rancon a : un notaire, un bureau de distribution de lettres desservi par la station de Droux, un pensionnat de

filles tenu par les sœurs du Sauveur depuis 1845, et une société musicale connue sous le nom de *Fanfare de Rancon*.

Balledent a aussi des religieuses du Sauveur depuis 1855. Les autres communes ont des instituteurs.

VOIES DE COMMUNICATION. — La ligne du chemin de fer de Poitiers à Limoges passe dans les communes de Rancon et de Châteauponsac. Cette dernière est desservie par une station placée à son chef-lieu ; Rancon l'est par celle de Droux (canton de Magnac-Laval).

Deux routes nationales touchent ce canton ; ce sont : la route n° 20 (de Paris à Toulouse, par Limoges), qui traverse la commune de Saint-Amand-Magnazeix, et la route n° 142 (de Clermont à Poitiers), qui passe dans les communes de Saint-Priest-le-Betoux et de Saint-Sornin-Leulac.

Les chemins de grande communication sont : la route n° 1, de Bellac à Guéret, traversant les communes de Rancon et de Châteauponsac de l'ouest à l'est ; — celle de Limoges au Blanc (n° 7), passant par Rancon ; — celle du Dorat à Châteauponsac (n° 25), qui passe sur la commune de Rancon, et s'embranché avec le n° 1 ; — la route de Saint-Junien-sur-Vienne à Châteauponsac (n° 38) est actuellement en voie d'exécution ; elle traverse la commune de Balledent : c'est pour cette route qu'un nouveau pont, formé d'une seule arcade plein-cintre, a été jeté sur la Gartempe, à l'ouest de Châteauponsac ; — la route n° 44, de Pierrebuffière à Saint-Sulpice-les-Feuilles, qui passe par Châteauponsac et Saint-Sornin-Leulac ; — enfin celle de Magnac-Laval à Châteauponsac (n° 45).

Il existe encore un certain nombre de tronçons de routes

désignées sous le nom de chemins vicinaux ou de petite communication , mais dont la plupart sont inachevés.

Ce canton a dû être traversé anciennement, du nord au sud, par la voie romaine allant d'Argenton (*Argentomagus*) à Limoges (*Augustoritum*) ; nous croyons qu'elle passait dans la ville de Châteauponsac , quoique nous n'en ayons pas encore la preuve certaine. Une seconde voie romaine , ou au moins très-ancienne , traversait tout ce canton du couchant au levant. On en voit des traces le long de la grande route actuelle , à l'ouest de Châteauponsac , lorsque cette dernière ne l'absorbe pas complètement.

SOUVENIRS ET MONUMENTS HISTORIQUES. — 1^o Pour l'*époque gauloise* , on peut signaler les souterrains-refuges de Châteauponsac , du Soulier et du Montaneau , commune de Saint-Amand-Magnazeix ; le tumulus de Taurettes , commune de Châteauponsac , et celui que nous indiquons comme douteux au village de la Bussière-Étable , même commune.

2^o *Epoque gallo-romaine*. — Les inscriptions de Châteauponsac et de la Bussière-Etable , celles de Rancon , les voies romaines déjà indiquées à l'article précédent.

3^o *Moyen âge*. — Les fanaux funéraires de Rancon et de Saint-Amand-Magnazeix , plusieurs manoirs et églises désignés ci-après.

Ce canton se compose des communes de Saint-Amand-Magnazeix , Balledent , Châteauponsac , Saint-Priest-le-Betoux , Rancon et Saint-Sornin-Leulac. Sa superficie est de 17,742 hectares 49 ares , peuplés de 9,228 habitants.

Saint-Amand-Magnazeix, qui a aussi porté le nom de Saint-Amand près Morterolles, ou près la ville de Magnac, était une cure de l'ancien archiprêtré de Rancon, qui comptait 680 communiant. Aujourd'hui cette paroisse a 1,350 habitants et 3,070 hectares d'étendue. Son patron est saint Amand, solitaire, dont on fait la fête le 25 juin. De 1580 à 1606, le titulaire était nommé par le commandeur de Morterolles, puis le chapitre de l'ordre ratifiait cette nomination. En 1710 et en 1764, le commandeur nommait seul.

L'église actuelle est formée d'un sanctuaire en style roman, remontant au ^{xii}^e siècle, et bien conservé, auquel est jointe une nef plus récente, ou au moins réparée bien postérieurement et sans caractère architectural.

Le cimetière de cette paroisse possède un fanal du moyen âge. Il est carré, et a 0^m 95 centimètres de côté. La table de son autel a 1 mètre 10 cent. de longueur. Les quatre arêtes des angles sont remplacées par un petit pan coupé, qui commence peu au-dessous de la corniche et qui règne jusqu'au bas. Les quatre baies qui sont au haut ne sont pas placées au milieu des côtés, mais un peu à la gauche du spectateur, ce qui fait qu'elles ne se correspondent pas. L'ouverture carrée qui sert à pénétrer à l'intérieur regarde le midi. L'autel est à peu près orienté, et la croix en fer qui surmonte le fanal est relativement moderne. Les marches d'escalier qui entouraient autrefois ce monument sont détruites ; le sol a cependant gardé un niveau supérieur à celui du cimetière.

Voici les villages qui composent cette commune.

Bonneil.

La Bussière-Rapy, qui était une paroisse dès 1282,

appartenant aux chevaliers du Temple. Le commandeur de Morterolles en nommait le titulaire en 1679 et en 1773. Elle était sous le patronage de la sainte Vierge, et se composait de 100 communians. Le cimetière et l'église ont été vendus nationalement la somme de 510 fr.

Le Cauroux.

Le Cerveix.

Champeau.

Le Chezeau.

Les Champs.

Le Châtenet.

Les Combes.

Les Cros.

Feu.

Les Fougères (en partie).

Le Got.

La Lande.

Lascaux.

Mazeiras.

Monchenon.

Le Montaneau. — Un souterrain-refuge de l'époque gauloise existe sous ce village; les habitants du lieu en ont utilisé une partie pour faire une cave.

Montaneau (moulin du), sur la Semme.

Mont-Cocu.

Moulin du Temple, sur la Semme.

Peutier.

Le Pin.

Puyferrat.

Le Soulier. — Un souterrain-refuge existe dans ce village. L'entrée accidentelle qui s'y fit il y a plusieurs années permit d'y descendre. A une profondeur de

1 mètre 60 cent., on entra dans un passage d'environ 6 mètres de long, haut de 1 mètre 30 cent. et d'un peu moins de large, taillé en voûte dans le granit. Vers le milieu de sa longueur, dans la paroi gauche, à 0^m 50 centimètres au-dessus du niveau du sol, existe une petite niche, de 0^m 45 centimètres de hauteur, dans laquelle on trouva des restes de linge réduits en une sorte de bouillie par la pourriture. Ce couloir conduit à un évasement circulaire de 2 mètres, à voûte arrondie. En face de l'entrée, un second passage, qui a les mêmes dimensions, ou à peu près, mène dans une *seconde* chambre, également circulaire, de 5 mètres de diamètre et de près de 2 mètres 50 cent. de hauteur. La voûte est hémisphérique, et le sol qui la surmonte ne doit pas avoir plus de 40 centimètres d'épaisseur. Du côté opposé à l'entrée, mais un peu plus à gauche, on voit l'orifice d'un troisième passage. Il est à peu près semblable aux deux précédents, et sa direction fait un angle de 135° avec celle du dernier. Il donne accès dans une troisième chambre, semblable à la première pour ses dimensions, mais sans autre ouverture. Le tout est creusé dans le granit.

La Valade.

Vaugelade. — Manoir dominant le confluent des deux branches de la Semme. Tous les bâtiments proprement dits sont démolis : il ne reste qu'une tour ronde assez bien conservée. Sur la hauteur, derrière ce manoir, existe un souterrain-refuge de l'époque gauloise, qui part du village de Millat, commune de Fromental, canton de Bessines.

Varnac.

Balledent, appelé aussi Balladent et Palladens sur les cartes du xvi^e siècle, fut un prieuré-cure, dont la fête

patronale était la fête de l'Invention des reliques de saint Étienne. On trouve son nom dès 1065. Gérald-Hector du-Cher, évêque de Limoges, donna cette église au monastère d'Aureil en 1170 : aussi le prieur d'Aureil y nommait le titulaire en 1461. C'était le recteur des RR. PP. Jésuites de Limoges de 1629 à 1738, et l'évêque de Limoges en 1772.

L'église de Balledent est une construction romane du ^{xii}^e siècle, dont le sanctuaire seul a conservé sa voûte. Son autel principal, ainsi qu'une stalle et la chaire, sont en bois sculptés, style du ^{xv}^e siècle, par Nalbert, de Limoges. Elle possède un curieux reliquaire provenant de l'ancienne abbaye de Grandmont : c'est une croix en cuivre doré, à pied de calice, ornée d'une image en ivoire de sainte Véronique. Le pied est couvert de figures d'aigles émaillées.

Dans un trésor de pièces d'or françaises trouvées il y a quelques années à Balledent, on en remarque une qui mérite d'être décrite : c'est une imitation des *royaux* de France. Buste en face et couronné ; il est revêtu d'un manteau, et tient de la droite une épée au milieu d'un encadrement orné de neuf rosettes. La légende est : KAROLVS DVX A. QVITANIE. Le revers porte une croix fleuronnée et cantonnée des lis de France et des lions d'Aquitaine, et pour légende, le cris de guerre des Croisés : CHRISTUS VINCIT, CHRISTUS REGNAT, CHRISTUS IMPERAT. Charles, fils puîné de Charles VII et de Marie des Deux-Siciles, duc de Berry, mort duc d'Aquitaine en 1472, frappa ce *royal*, qu'on pourrait appeler *aquitain*.

Pour la justice, tout le bourg de Balledent était régi par la coutume du Poitou, et relevait du Dorat, excepté le lieu de Bois-Bertrand et une ou deux métairies, qui

étaient du droit écrit, et relevaient du siège de Bellac.

La famille de Roffignac de Sannat avait le titre de seigneur de Balledent.

Les villages de cette commune, qui a aujourd'hui 733 habitants et 1,227 hectares d'étendue, sont :

• Bois-Bertrand, ancienne habitation de la famille Tessières de Bois-Bertrand. Cette famille portait *losangé d'argent et de gueules*.

Bois-Lavaud, appelé aussi anciennement Lavaud-Bois, propriété qui appartenait, à la fin du siècle dernier, à la famille de Bonnin.

Bord.

Les Cros.

Gaffarie.

L'Houme.

Laborie.

Lavaux ou Lasvoux avait un prieuré de filles dont la chapelle était en ruine en 1652. Il était sous le patronage de sainte Catherine. La prieure de Bostmorbaud, *alias* Las Monjas, y mourut en 1573. Les RR. PP. Jésuites de Limoges aliénèrent cette propriété en 1665.

Les Monts.

Nouis, ou Nouit, ou Nuit. — Une branche de la famille Bonnin avait la seigneurie de Nouit au siècle dernier.

La Papeterie, ancienne fabrique de papier, située sur la Gartempe. C'est aujourd'hui une minoterie.

Piofoux.

Planchas.

Pont (moulin du), sur la Coure.

La Prade.

Roumilhac (Le Bas-).

Châteauponsac. - La ville de Châteauponsac (*Castrum Ponciacum* ou *Potenciacum*) est située dans une position stratégique autrefois très-forte, et à laquelle elle doit son nom. Elle est assise sur un promontoire dont les escarpements à pic commandent le cours de la Gartempe et son pont, construit avec des débris romains. Même en notre province, si riche en sites pittoresques, il serait difficile de trouver un point de vue plus orné de contrastes de toute sorte. La Gartempe s'est creusé un lit sinueux et profond à travers une immense carrière de rochers. Sur la rive gauche, des pentes abruptes et inaccessibles sont parées d'une végétation que percent çà et là des aiguilles de granit; sur la rive droite, la main de l'homme a péniblement creusé dans le roc une voie rapide, et les terrasses de quelques jardins superposés le long de ce coteau sont couronnées, à une grande hauteur, par la ligne des maisons, que domine l'église.

Les Romains ont laissé des traces de leur passage tout le long de cette rivière. Ici nous trouvons deux inscriptions : la première, qu'on voyait, à la fin du siècle dernier, à droite en entrant dans le cimetière, était ainsi conçue :

RIAE IVL ALPINAÆ

La seconde existe encore au bas de la première pile du pont, en aval, sur la rive gauche. En voici le texte :

PRO SAL IMP CAE

MONM LV CAI

VERICI FIL ET PARIS

Beauménil, cet antiquaire comédien dont nous avons

démontré ailleurs (1) la fourberie scientifique, rapporte cette autre inscription, qu'il aurait lue sur la pile de la rive droite du même pont :

BAROBA SAC

AAIOM.....

ISONI VIVI E.

Jusqu'à présent personne, si ce n'est Beauménil, n'a pu voir cette inscription : aussi en révoquons-nous en doute l'existence, jusqu'à ce qu'elle aura été constatée par d'autres témoins. Même observation pour le fragment suivant, que le même auteur aurait aussi vu au même endroit :

ACEMO.....

TA EN.....

OANANIS....

D'après des titres originaux renfermés dans une boîte en cuivre, trouvés sous un autel à Déol, et copiés par ordre de Henri de Bourbon, prince de Condé, duc de Châteauroux, prince de Déol, un gaulois nommé Denis, prince de Déol, vivant en 218, aurait possédé une propriété considérable à Châteauponsac, sur la rive de la Gartempe. (M. DAUBIN, *Notice sur Châteauponsac*.)

Au ^x^e siècle, Adémar l'appelle *Castellum Potentiam*, abréviation pour *Potenciacum*.

Une monnaie limousine de l'époque mérovingienne sur laquelle on lit le mot *Potento* est attribuée par M. Deloche à Châteauponsac.

(1) *Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Limousin*, T. XIX, p. 27.

A une époque très-reculée, on trouve mentionné le prieuré de Châteauponsac, qui fut réuni à l'abbaye du Bourg-Dieu par bulle de 1318. En 1544, le cardinal d'Amboise, abbé-commendataire du Bourg-Dieu, demanda que ce prieuré fût déchargé de la cotisation des décimes au diocèse de Limoges, parce qu'il était cotisé, comme annexe de son abbaye, dans le diocèse de Bourges. Le grand conseil tenu à Pontoise en 1516 lui fit justice par arrêt du 27 avril. En 1569, nous le trouvons sous le nom de prévôté. Son patron était saint Thyrese, martyr à Alexandrie. Avant son union au Bourg-Dieu, c'était l'abbé de ce lieu qui y nommait les titulaires.

Le prieur de Châteauponsac était seigneur de cette ville et de ses faubourgs. Les habitants ne lui payaient ni cens, ni redevance; mais, le premier jour de l'an, les jeunes gens allaient prendre, à la course, un roitelet. Celui qui l'avait pris était le roi de la fête, et il venait, accompagné de ses camarades, au bruit des tambours et des hautbois, le présenter, pendant la grand'messe, au prieur, ou au juge, ou même au procureur fiscal. Les jeunes gens affirmaient, avec serment, qu'ils avaient pris l'oiseau loyalement, à la course, sans l'avoir arquebusé, ni tiré à coup de flèches. Après la messe, on dressait procès-verbal de cette cérémonie.

Le prieur était tenu de donner tous les jours de la semaine, depuis la veille de saint Michel jusqu'à la veille de saint Jean-Baptiste, une aumône de pain de seigle.

La majeure partie de Châteauponsac était régie par la coutume du Poitou, et relevait du Dorat; l'autre partie, où le droit écrit était en vigueur, relevait du sénéchal de Limoges.

La ville de Châteauponsac possédait deux églises paroissiales et deux chapelles ; ce sont :

I. — La cure de Saint-Thyrse, qui était en ville murée , et qui avait ce saint pour patron. Elle était encore à la nomination de l'abbé du Bourg-Dieu de 1513 à 1616. Ce droit passa ensuite au prince de Condé jusqu'en 1720, puis au roi jusqu'à la fin du siècle dernier.

L'église de Saint-Thyrse, actuellement seule église paroissiale, est un édifice roman de la fin du ^x^e siècle. Son plan cruciforme accuse deux collatéraux étroits, et trois absides circulaires à l'ouest. Une coupole couronnée d'un clocher surmonte l'intersection du transept et de la nef. La flèche vient d'être reconstruite sur de plus grandes dimensions (1870), et la toiture refaite et mise en rapport avec le style du monument (1872). Le chœur est séparé des collatéraux par deux rangs de magnifiques colonnes aux légers fûts cylindriques.

Sous la chapelle du transept méridional existe une belle crypte dont la voûte est portée par quatre colonnes. Un seul des quatre chapiteaux qui surmontent ces colonnes est sculpté ; particularité qui se rencontre dans la crypte du Dorat, au clocher de la cathédrale, dans l'église de Razès, etc.

Cette église fut saccagée pendant les guerres de la domination anglaise, au ^{xiv}^e siècle. La voûte de la nef et la façade occidentale furent renversées dans une collision sanglante. Le ^{xv}^e siècle répara ces désastres à sa manière. Dans la nef, les murs romans conservés virent aveugler leurs baies, et arracher leurs contreforts ; des fenêtres nouvelles furent percées ; la nef et les collatéraux furent couverts d'une voûte à nervures prismatiques, qui viennent

se perdre dans des colonnes sans chapiteaux ; enfin une façade occidentale en ogives fleuries couronna cette réparation.

Il y avait une communauté considérable de prêtres séculiers, fondée en 1564 (BONAV., T. II, p. 21, col. 1), qui était chargée du service de cette église. Elle a existé jusqu'au moment de la Révolution. D'Hozier, dans l'*Armorial général de la France*, lui a donné pour armes : *d'argent à trois fasces d'azur*.

Plusieurs vicairies y avaient été fondées. Ce sont :

1° Celle que Jean du Monteil, prévôt laïque, y fonda le 7 septembre 1538, qui devait être servie par le curé et les prêtres de la communauté, et qui était à l'autel de Saint-Sébastien ;

2° Celle que fonda, le 5 janvier 1545 (*vieux style*), Bertrand ou Bernard de La Courrière, prêtre de la communauté : elle était au grand-autel, et les héritiers du fondateur y faisaient les nominations ;

3° Jacques Le Borlhe en fonda une, à laquelle nommaient, en 1713, N. du Fénieu, sieur de La Marronière, président à l'élection de Limoges, et N... du Fénieu, sieur de Vaubourdolles ;

4° Une quatrième vicairie avait pour fondateur Mathieu de Fontbellone, prêtre : elle était à l'autel de la Sainte-Vierge. En 1584, Bongrand et Dumonteil, prévôt laïque, y faisaient les nominations.

Par une ordonnance de Mgr l'évêque de Limoges, du 20 juillet 1750, il était permis au sieur Martial du Fénieu, sieur du Mas-la-Valade, de jouir du droit de chapelle et de tombeau dans l'église de Saint-Thyrse, et même du droit de banc. Par deux autres ordonnances, l'une du 23 avril 1743 et l'autre du 7 mai

1749, il fut statué que la chapelle du Crucifix de cette église serait détruite, pour les raisons y contenues. Cette chapelle avait été bâtie en 1553.

Parmi les nombreux reliquaires que possède l'église de Châteauponsac, on en remarque un appelé de *Tous les Saints*, qui contient trente-cinq reliques différentes. Il est en vermeil, couvert d'émaux, de filigranes et de pierres fines. Il fut donné à cette paroisse en 1790, lors de la distribution du trésor de l'abbaye de Grandmont. Voici son origine :

« En 1226, les abbayes de Grandmont et de Saint-Sernin de Toulouse s'admirent mutuellement à la fraternité de leurs ordres. Ce langage, inintelligible aujourd'hui, signifiait que les deux communautés entraient en participation de toutes les bonnes œuvres qui s'accomplissaient dans chaque monastère. A cette époque, ces deux abbayes célèbres échangèrent des dons affectueux. Saint-Sernin possède, de cette date, une châsse émaillée qui pourrait bien avoir cette origine. Mais le fait, douteux pour Saint-Sernin, est positif à Grandmont. Les anciens inventaires et Bonaventure de Saint-Amable désignent ce joyau comme donné à Grandmont par Saint-Sernin en 1226. Il a d'ailleurs tous les caractères de cette époque : le travail de filigrane, les petites galeries plein-cintrées, les fleurs de lis enveloppées dans une ellipse, la forme des caractères, indiquent le commencement du ^{xiii}^e siècle. C'est une œuvre exquise d'élégance, où le travail surpasse la plus riche matière (1) ».

Voici l'inscription qui est gravée sous le pied, sans tenir compte des abréviations qu'elle renferme :

(1) TEXIER, *Manuel d'épigraphie*, p. 172.

« In hac philleteria sunt hæ reliquiæ : quidam pilus Domini; de tunica inconsutili; de cruce Domini; de sepulcro Domini; de tabula in qua positum fuit corpus Domini; de sepulcro beatæ Mariæ; de vestimento ipsius; beati Johannis Baptistæ; de sancto Andrea; de sancto Philippo; de sancto Bartholomæo; de sancto Barnaba; de sancto Thoma; de sancto Jacobo, apostolo; de Innocentibus; de sancto Marco; de sancto Luca, evangelista; de sancto Stephano, protomartyre; de sancto Laurentio; de sancto Vincencio; de sancto Ignatio; de sancto Eustachio; de sancto Theodoro; de sancto Eleuterio, martyribus; de sancto Martino; de sancto Nicolao; de sancto Ilario; de sancto Jacobo Pissidiæ; de sancto Gregorio; de sancto Jeronimo; de sancto Zebedeo; de sancto Simeone; de sancta Maria Magdalena; de sancta Euphemia; de sancta Catharina; de spinis coronæ Domini ».

L'église de Châteauponsac possède encore un moule en fer pour la fabrication des pains d'autel, qui remonte au XIII^e siècle.

II. — *Saint-Pierre*. — Cette église est probablement celle de Saint-Pierre *de Duno*, qui dépendait, en 1212, du Bourg-Dieu, et dont il est fait mention dans une lettre du pape Innocent III. Son patron était saint Pierre, apôtre. Son titulaire était nommé par le prévôt de La Souterraine, au moins depuis 1513 jusqu'en 1720. Après l'union de cette prévôté, ce fut l'évêque de Limoges qui fit cette nomination.

L'église, qui existe encore aujourd'hui, mais qui a perdu sa destination, est une construction romane assez élégante. Elle est liturgiquement orientée, comme les autres églises de Châteauponsac. La porte fait face au midi, et son pignon occidental est surmonté d'un pinacle à deux baies. La voûte du sanctuaire est parfaitement conservée; la nef en est dépourvue.

III. — *Chapelle de la Sainte-Vierge.* — Cette chapelle, lieu de pèlerinage pour toute la contrée, est située à l'ouest de la ville. Elle existait en 1212. Nous la trouvons en 1463, portant le titre d'annexe de la cure. En 1587, elle fut profanée et brûlée par ceux de la religion prétendue réformée. Elle fut restaurée en 1625, et agrandie en 1728. Des réparations récentes (1869) assurent sa solidité, qui avait été compromise par des travaux de voirie exécutés autour.

Cet édifice est une véritable église, avec deux collatéraux voûtés à la gothique. Son sanctuaire est une construction romane du ^{xiii}^e siècle. Aux clefs de voûte des bas-côtés on trouve deux écussons : le premier est *d'azur au phénix essorant d'or, becqué et membré de gueules, posé sur la corne dextre d'un croissant d'argent ; au chef cousu de gueules chargé de trois étoiles d'or.* Ce sont les armes de la famille du Fénieu. Le second est de *à l'aigle éployée à deux testes de Ce sont peut-être les armes de la famille de La Celle, pour laquelle nous trouvons, en 1495, d'argent à l'aigle éployée de sable, membrée d'or.*

Le grand portail de cette chapelle est dans le goût de la renaissance. Deux grandes ouvertures, en forme de fenêtre, sont pratiquées à ses côtés, pour permettre à la foule des pèlerins de suivre les cérémonies du culte lorsqu'ils ne pouvaient pas tous contenir sous ses voûtes.

L'inscription suivante est gravée au-dessus :

CURATOR ECCLESIAE EREXIT AN. 1628.

A chacune des portes latérales, sur le bord de la grand'-route et au côté du midi, on lit ces mots :

SI LE NOM DE MARIE EN TON CŒUR EST GRAVÉ,
NE NÉGLIGE EN PASSANT DE ME DIRE UN AVE.

Un bénitier, en forme de vase, à trois faces, placé au milieu de l'église, porte sur chacun de ses côtés une des invocations suivantes, gravées dans son granit.

VASSPIRITUALE. — VASHONORABILE. — VASINSIGNE DEVOTIONIS.

La sacristie, qui est une construction postérieure au sanctuaire, au nord duquel elle est accolée, porte la date 1672.

On trouvait aussi, dans cette chapelle, un autel dédié à sainte Anne, érigé en 1686. Il était interdit en 1750.

En 1677, François Moreau, écuyer, sieur de Leyraud, paroisse de Roussac, fut enseveli dans cette chapelle.

On lit encore sur un pilier du bas-côté méridional :

« Le 25 avril 1822, fut inhumé sous cette tombe François-Thyrse Gailhbaud, de Châteauponsac, prêtre, chanoine de la cathédrale. L'Eglise, en lui, perdit un de ses bienfaiteurs, et le pauvre arrose son cercueil de pleurs. »

IV. — *Chapelle de Saint-Martin.* — Entre le château actuel et l'emplacement qu'occupe aujourd'hui la station du chemin de fer, existait autrefois une chapelle dédiée à saint Martin. Ses bâtiments n'ont été détruits que de nos jours. La compagnie des Pénitents noirs y avait été établie en 1663.

La peste sévissait à Châteauponsac en 1631. Une des victimes de ce fléau fut Gaspard Benoît, trésorier de France, mort le 15 septembre. Il fut enterré dans cette chapelle, et l'on plaça sur son tombeau l'inscription suivante :

Viro clarissimo Gaspardo Benoît
Quæstori integerrimo, assessori æquissimo,
In perpetuum monumentum.

Gasparde clari gloria sanguinis,	Passant, ne crois pas que Benoît
Gasparde gentis præsidium tuæ,	Soit dans l'oubli sous cette pierre ;
Sic ergo te obscurum tenebat	Que celui que chacun aimoit
Exanimem peregrina tellus.	Ne vive plus dessus la terre :
	L'oracle de notre barreau,
Non sic honores nominis inclytos,	Le soleil de notre bureau,
Non sic amores cordibus insitos	Non, non, il est vivant encore,
Externa vincat terra ; vives	Celui de qui pas un de nous
Pectoribus, Benedicte, nostris.	Ne se souvient qu'il ne l'honore,
	Et qui vit dans le cœur de tous.

Ponebat amantissimo conjugii conjux
Amantissima Maria Benoît in
Perpetuum amoris monumentum.
Obiit die decima quinta septembris anno 1631.

Châteauponsac avait aussi une maladrerie de fondation royale en 1648. C'était le grand-aumônier de France qui y nommait.

Le pont qui fait communiquer la ville de Châteauponsac avec la rive gauche de la Gartempe a été construit à une époque fort reculée. Il était sur le point de s'écrouler en 1609, lorsque Henri IV accorda, pour le rebâtir, 2,400 livres. Les habitants firent une pareille somme, et MM. Chaud, du Fénieu et Le Borlhe, se chargèrent de cette entreprise.

Un second pont, formé d'une seule arcade, a été bâti (1870) un kilomètre plus bas, pour le passage de la route en construction de Châteauponsac à Saint-Junien.

M. Mathieu de La Gorce, avocat très-distingué, et qui avait acheté une charge de trésorier, construisit, vers

1765 ou 1770, le château qui s'élève aujourd'hui au milieu de la ville. C'est une élégante construction, entourée de places publiques et de promenades plantées d'arbres.

Une fontaine moderne (1867) s'élève sur la place principale, et distribue ses eaux à toute la ville.

La ville de Châteauponsac était entourée de murailles, dont on voit encore quelque morceaux ; une porte existe entière. Malgré ses remparts et sa position exceptionnelle, elle fut plusieurs fois attaquée et prise.

En 1584, Rochebrune, chef calviniste, ayant sous ses ordres les capitaines huguenots Le Dreuille, Savary, Pressiniac, Foussac, Busseroles, etc., donna l'assaut à la ville de Châteauponsac. Il fut repoussé et tué dans cette affaire (1).

Après la bataille de Coutras, en 1587, un nommé Lamorie, qui faisait la guerre pour le roi de Navarre et le parti protestant, s'en empara par surprise avec ses compagnons. Ils y séjournèrent quelques mois, et y levèrent des hommes et de l'argent. (JOUILLIETTON, *Hist. de la Marche*, T. I. p. 333.) Ils profanèrent et brûlèrent la chapelle de la Sainte-Vierge.

En 1588, le 14 juin, Châteauponsac fut encore pris par des troupes de bandits, qui emmenèrent des bestiaux et pillèrent les maisons. (BONAVENTURE, T. III, p. 801.) Peut-être ce pillage serait-il le même que le précédent.

En 1591, le comte de La Guiche s'en empara ; mais le prince de Conti la reprit peu après.

(1) « Rocabrunus, calvinista, scalis admotis, Castrum Pontiacum invadit ; quo in conflictu occiditur, sceleris sui et ministris et adjutoribus Drolio, Savario, Pressiniaco, Fossaco, Busserolio, et aliis calviniani erroris fautoribus, 1584. » (COLLIN, *Msc.* : apud NADAUD, *Recherches*, *Msc.*)

Pendant la révolution de 1793, les troubles furent assez considérables à Châteauponsac, et plusieurs fois des commissaires et des troupes y furent envoyés de Limoges.

D'Hozier, dans l'*Armorial général de la France*, a donné pour armes à la ville de Châteauponsac : *d'azur à une fasces d'argent*.

Parmi les hommes marquants nés dans cette paroisse, on peut citer :

1° Léonard Filloux, grand-carme, connu en religion sous le nom de P. Cyrille-de-Jésus, qui fut prieur des Grands-Carmes en 1719, et mourut à Paris en 1729 : on a de lui un panégyrique de saint Charles Borromée ;

2° François Leboeuf, prêtre communaliste de Châteauponsac, mort en 1555, auteur de plusieurs ouvrages de piété ;

3° L'abbé Péricaud, dont il est parlé plus bas ;

4° François-Gédéon Lavalette-Deverrine (1775-1800), né à Châteauponsac, volontaire au 3^e bataillon de la Haute-Vienne, capitaine à dix-sept ans. Il s'était formé sur les champs de bataille de l'armée d'Italie pendant les grandes campagnes de 1796 et 1797. Adjudant général en 1800, Deverrine fut blessé mortellement au combat de Bamberg en Franconie, le 3 décembre. Il disait aux carabiniers de la 21^e légion qui se pressaient autour de lui, et qui lui donnaient des témoignages d'intérêt, fruit d'une bonne renommée : « Mes amis, il est bien glorieux de mourir au champ d'honneur ! » Deverrine fut enterré, par ordre du général en chef Augereau, à la place où il avait reçu le coup mortel.

Châteauponsac est actuellement un chef-lieu de canton et d'un doyenné ecclésiastique. Cette commune compte

aujourd'hui 3,809 habitants, et a une étendue de 6,879 hectares. Les villages qui la composent sont :

Auzillac. — Ce village a vu naître M. Péricaud, d'abord vicaire de Châteauponsac, puis secrétaire de l'évêché de Séez, et ensuite chanoine et vicaire général de cette cathédrale. Il fut chapelain des tantes du roi Louis XVI, prieur de Montfaucon, et abbé de Persaigue. Il émigra pendant la révolution, se trouva à l'affaire de Quiberon, et n'échappa qu'en se jetant à la mer. Rentré en Angleterre, il devint secrétaire d'ambassade. Il fut chargé de missions politiques tellement importantes et délicates, que Fouché, ministre de la police de France sous l'Empereur Napoléon I^{er}, le signala dans un rapport imprimé sur la tentative de Stuttgart comme un habile homme. Il vint mourir à Châteauponsac, à l'âge de soixante-seize ans, au mois d'août 1818.

Berberide, ancienne propriété de la famille Le Borlhe. Bicheuil.

Biossac. — Une branche de la famille du Fénieu était seigneur de Biossac.

Bois.

La Borderie.

Le Bouchet.

La Bussière-Étable. — En s'appuyant sur l'étymologie de ce nom, on veut généralement faire de ce village un *stabilum* de l'époque romaine, placé sur la voie qui traversait ce canton de l'est à l'ouest; mais il semble plus probable que cette voie, qu'on peut encore suivre facilement, n'est autre chose qu'un chemin du moyen âge.

L'inscription suivante aurait été trouvée à quatre cents pas de ce village, dans les terres à gauche de la route :

M. A.....

.....V.....

M. S..

Elle était gravée sur un monolithe cylindrique se terminant par une base carrée, ce qui porte à croire que c'était une borne milliaire. Sur une des faces de la base, il semblait y avoir une inscription, mais si altérée et dégradée qu'on ne pouvait distinguer que les lettres ci-dessus. Personne ne sait ce qu'est devenue cette pierre.

Près du village de La Bussière, l'on trouve l'emplacement d'un ancien château, et près de là un monticule haut d'une dizaine de mètres du côté de la rivière. Il est signalé partout comme étant un tumulus. Des fouilles seules pourraient faire connaître si cette hypothèse est vraie ; mais nous sommes porté à croire que c'est une simple motte, sur laquelle était un donjon faisant partie du système de fortifications du château. Jean de Coustin, chevalier, était seigneur de La Bussière-Étable en 1753.

La Chaise.

Chanteranne.

Châtres.

La Caure (moulin de la), sur la Semme.

Chégurat (*loca securo.*) — Près de ce village, à l'extrémité d'un mamelon dominant la Semme, au-dessus du moulin des Roches, on trouve un camp retranché. Il est formé au nord par un fossé de 20 mètres de largeur sur 80 de longueur, et, des autres côtés, qui sont très-escarpés, par une muraille de pierre. Sa longueur totale est de 90 mètres.

Chêne-Pierre (moulin de), sur la Semme.

La Combe.

La Courrière.

Le Courtieux.

Les Cros.

Dant.

Chez-Doucet.

Ehrvaud (moulin d'), sur la Semme.

L'Etrade. — Près de ce village est un rocher nommé « la Pierre du jugement ou du sacrifice ». Le feldspath, plus abondant sur quelques parties de cette roche granitique, s'est désagrégé sous l'influence des agents atmosphériques, et y a laissé des cavités où le vulgaire croit voir des bassins creusés de main d'homme, pour recevoir les animaux qu'on y venait immoler, et des rigoles pour faire couler le sang. Cette tradition populaire lui a fait donner son nom. C'est un rocher naturel, qui a été désigné à tort (1) comme un demi-dolmen.

Fond-bel-Homme.

Les Fougères.

Les Gâches

Galand (moulin), sur la Gartempe.

La Garcille.

La Garde.

La Gorce.

Les Houmeaux. — Un manoir assez considérable avec ses dépendances a formé ce village. Le château appartenait à la famille des Houmeaux des Verines. Tout ce qui reste de cette construction indique une existence environ de deux siècles. Une de ses tours contenant un escalier tournant a été détruite ; il en reste une seconde. La chapelle,

(1) *Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Limousin*, tome X, page 40.

qui faisait suite au corps-de-logis, ne laisse plus voir que des sarcophages en granit encore engagés dans les murs de ses fondations.

La Josnière.

La Lande.

Lascoux.

Lavaud.

Lavaudloubé.

Lésignat

Les Maisons.

Le Grand-Manchinal, *alias* La Méronnière, possédé par la famille du Fénieu, dont une branche portait le nom.

Le Petit-Manchinal.

La Manonade.

Saint-Martial. — Chapelle rurale qui existait en 1595. Elle est située en face de Châteauponsac, sur la rive opposée de la Gartempe. Aujourd'hui elle est transformée en habitation. Le soir de la fête de Pâques, les habitants de la ville se rendent à cette chapelle, moitié par dévotion, moitié en partie de plaisir.

Mas-Jude.

Mas-Périer.

Le Mazouideau.

La Ménéreix.

Monard (moulin du), sur la Semme.

Montanaud.

Montanaud (moulin de).

Le Grand-Monteil.

Le Petit-Monteil.

Monteil (moulin du Petit-).

Le Montillon.

Moulin de la Ville.

Nazat.

~~Nazat~~ (moulin de).

Le Noyer.

Les Peirières.

Le Peubuis.

Pin (moulin du).

La Plagne.

La Pouyade.

Le Puy-Joli.

Le Puy-Malhac

Le Puy-Maron.

La Roche-Coquely.

La Roche-Tardy.

Roches (moulin des), sur la Semme.

La Roussille.

Les Taffres. — Si l'étymologie n'est pas trompeuse, ce lieu a dû être un cimetière. *θάππος* signifie, en effet, sépulture.

Chez-Taverne.

Les Tourettes. — Ce village, situé probablement auprès de la voie romaine d'Argenton à Limoges, et près du camp retranché de Chégurat, possède un tumulus.

La Valette. — Près de ce village il existe un petit monticule qui a pu être une motte.

Vaubourdolle. — Avant la révolution, on trouvait les ruines d'un ermitage qui avait été bâti sur le fonds de N..... du Fénieu, seigneur de Vaubourdolle.

Vaudeget (moulin de).

Vaugelade.

Ventenat. — Château en ruines, situé sur la rive gauche de la Gartempe, en aval de Châteauponsac, dans une position très-pittoresque. Il a été construit au xv^e siècle. Son

plan était un rectangle flanqué de quatre tours. Il a été détruit en 1793. Nous trouvons, en 1533, René Goutier, écuyer, sieur de Ventenat; en 1652, Jean du Monard, sieur de Ventenat; en 1683, Léonard du Monard, écuyer, sieur de Ventenat; et, en 1805, Alexis-Mathieu Ventenat. La famille de Ventenat s'est éteinte dans la famille de La Celle.

Le Verger a aussi appartenu à la famille du Fénieu.

Vergnat.

Les Vérines.

La Ville-au-Reix.

Villepoutour.

Villette (moulin de La), sur la Gartempe.

Sur la rive gauche de la Semme, qui coule à un kilomètre au nord de Châteauponsac, en face du village de La Valette, est un souterrain connu sous le nom de Cabane-des-Fées. Nous l'avons visité le 18 juillet 1865. On ne peut y pénétrer qu'en rampant sur les mains. C'est ainsi qu'il faut parcourir un couloir assez large, long environ de cinq mètres. A son extrémité, on se trouve dans une salle de 8 mètres de long, sur quatre de large. Au centre, sa voûte a 2 mètres 50 cent. d'élévation. Elle est taillée dans le tuf, et sa forme ovale affecte un peu le rectangle. Dans la paroi, on remarque une petite cavité à peu près carrée. La terre qui forme aujourd'hui le sol de cette grotte cache, nous a-t-on assuré, l'entrée d'une seconde salle plus spacieuse que la première.

Saint-Priest-le-Betoux, appelé aussi près Saint-Sornin, était un prieuré-cure, ayant pour patron saint Priest-d'Auvergne. L'évêque de Limoges y faisait primiti-

vement les nominations ; ce droit passa ensuite à l'abbé de Bénévent, qui le conserva jusqu'à la révolution.

Les villages qui composent aujourd'hui cette commune, formée de 660 hectares et de 220 habitants, sont :

Baléna (moulin de).

La Croix-Blanche.

Pin-Bernard. — Une branche de la famille de Razès posséda longtemps ce manoir, dont elle portait le nom. Il passa en 1693 à la famille du Fénieu, par le mariage de Marthe de Razès avec Gaspard du Fenieu, seigneur de Biossac.

Pin-Grelot.

Pleinnechaud. — Jean Pothier, écuyer, était seigneur de Planechaud en 1590.

Puy-Marchoux.

Villemoune.

Rancon. — Cette petite ville aurait été le chef-lieu des *Andecamulenses*, peuplade gauloise, et aurait porté le nom d'*Andecamulum*. Telle est l'assertion d'un grand nombre d'historiens modernes, et que nous sommes obligé de rejeter. L'inscription lapidaire suivante a servi de base à cette supposition :

NVMINIBVS AVG.

FANVM PLVTONIS

ANDECAMVLEN

SES DE SVO POSV

Remarquons d'abord que cette inscription a été découverte à Puy-Martin, fief de la paroisse de Blanzac, et propriété des MM. Bonnin de Grandmont, qui l'ont fait transporter à Rancon, et placer dans le mur de leur habi-

tation, où nous la trouvons aujourd'hui. Par la forme des lettres, on peut affirmer qu'elle n'est pas antérieure au III^e siècle.

Toute la brillante histoire qui a été faite à la peuplade gauloise dont elle semble garder le souvenir repose sur la traduction fautive de *Andecamulenses*. Si la plupart des ouvrages imprimés sont unanimes sur l'existence de cette peuplade, une protestation a été écrite par le savant abbé Nadaud dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire du Limousin*. (T. I, p. 18.) *Camulus* est le nom que les Gaulois donnaient à Mars, le dieu de la guerre : *Camulenses* signifiera donc « les guerriers ». *Ande* est une épithète qui signifie « vainqueur, qui va en avant ». Nous traduisons donc : *Les guerriers vainqueurs dédièrent ce temple de Pluton aux manes d'Auguste*.

Cette inscription n'est pas sans analogues. En 1492, on en trouva une à Nevers, ainsi conçue : ANDECAMVLO SANCTO VTISSIGNOS IEVRV. Ici c'est le gaulois *Utissignos* qui consacre à Mars, glorieux et saint, l'autel sur lequel il a gravé cette inscription.

Il faut aussi mettre au nombre des fables les divinités gauloises que Beauménil a dessinées à Rancon, et qui auraient fait partie du temple de Pluton : son crayon infidèle prête aux modillons de l'église des formes que les originaux, encore entiers, n'eurent jamais. Ici le faussaire est pris en flagrant délit.

Une seconde inscription romaine existe dans le bourg de Rancon ; la pierre sur laquelle elle est gravée supporte un des piliers de la halle. En voici le texte :

HERCVLI DEO

TIB IVN IVLIANVS

Les lettres IVN de la seconde ligne (que d'autres lisent IVL), données avec raison par tous les auteurs qui ont rapporté cette inscription, sont à peine visibles.

A l'ouest du bourg de Rancon, sur une élévation isolée du plateau supérieur par des fossés, et coupée à pic du côté de l'eau, on voit, à fleur du sol, les restes d'une assez vaste construction, ou, comme on dit dans le pays, d'un château considérable. Ces débris, couverts de terre et envahis par la végétation, ne nous ont montré, dans la partie que nous avons explorée, rien d'antérieur au moyen âge. Au ^{xvii}^e siècle, le savant Robert fut plus heureux : il put explorer une salle circulaire soutenue par des colonnes et pavée de marqueterie. La description qu'il en donne paraît s'appliquer de tous points à un édifice romain. D'autres auteurs ajoutent qu'à trois cents pas de ce lieu se trouvent les vestiges d'un camp romain. Nous ne les y reconnaissons pas ; mais le village de Chastre (*castrum*, forteresse, ou *castra*, camp), qui est tout auprès, lui doit probablement son nom. Plusieurs monnaies romaines ont été trouvées dans les environs.

Rancon était le chef-lieu d'un archiprêtré du diocèse de Limoges, et le plus étendu de tous. Il avait dans sa juridiction les paroisses et chapelles suivantes :

Angelard.	Berneuil.
Arnac.	Bessines.
Arès.	Boneuil.
Azac-le-Paumat.	Bonnac.
Balledent.	Bridiers.
Bersac.	Brigueil-la-Chantre.
Beaune.	Brugère.
La Baseuge.	Bussière-Rapy.

Cazalibus.	Oradour-Saint-Genest.
Châteauponsac.	Razès.
Chatelard.	Rilhac-Rancon.
Chies.	Roussac.
Cluzel.	Saint-Amand.
Colonges.	Saint-Étienne de Fursac.
Compreignac.	Saint-Etienne de Vercillat.
Courrieu.	Saint-Germain.
Cromac.	Saint-Germain-Beaupré.
Dinsac.	Saint-Georges-les-Landes.
Le Doignon.	Saint-Hilaire-la-Treille.
Dompierre.	Saint-Léger-la-Montagne.
Le Dorat.	Saint-Léger-Bridereix.
Drouille-Blanche.	Saint-Léger-Magnazeix.
Droux.	Saint-Martin-le-Mault.
Folles.	Saint-Maurice près La Sou-
Foulventour.	terraine.
Fromental.	Saint-Michel de Laurière.
Jouac.	Saint-Michel (vicairie dans
Lagarde.	le cimetière de Bessines).
Lagarde-Rancon.	Saint-Nicolas de Beaulieu.
Lussac-les-Églises.	Saint-Pardoux.
Magnac.	Saint-Pardoux près Razès.
Maillac.	Saint-Pierre de Château-
La Mazelle.	ponsac.
Meaussac.	Saint-Pierre-de-Fursac.
Monisme.	Saint-Pierre-la-Montagne.
Montaigut.	Saint-Priest-la-Feuille.
Moustier.	Saint-Priest-le-Betoux.
Montrogier.	Saint-Sornin-Leulac.
Morterolles.	Saint-Savin-de-Vercillat.
Noz	La Souterraine.

Saint-Sylvestre.	Tillis.
Saint-Symphorien.	Uzurat.
Saint-Sulpice-les-Feuilles.	Vareilles.
Saint-Sulpice-Laurière.	Verneuil.
Tersannes.	Villefavard.
Thollét.	Voulon.
Thouron.	

Voici les noms des archiprêtres de Rancon que nous avons recueillis dans les registres paroissiaux de cette église, avec les dates où nous les avons trouvés :

De Bersac : 1649, 1651.

Mattéré ou Matering : 1692.

Bonnelledieu : 1694.

Maurensannes ; 1701, 1715.

Lafont : 1715, 1734.

J.-B. Barbou : 1735, 1755.

Joseph-Jean Bonnin : 1766, 1791.

Outre cela, la cure de Bessines était un titre d'archiprêtre annexé à celui de Rancon, ce qui fait que nous trouvons ailleurs les noms suivants :

Simond de Cramaud, quoique archevêque de Reims et patriarche d'Alexandrie, ne dédaignait pas, en 1419, l'église paroissiale de Bessines, décorée dès lors du titre d'archiprêtre de Rancon. (*Pouillé* de Nadaud : Préface, page 8.)

Louis Cybot, archiprêtre de Rancon et curé de Bessines, 1668, 1673. (Registres paroissiaux de Bessines.)

Jean Martin, archiprêtre de Rancon et curé de Bessines : 1686, 1692. (*Idem.*)

N..... Bavallon (ou Barallon), *idem*, 1711. (Registres paroissiaux de Morterolles.)

Jacques de Bosredon-Baubière, *idem*, 1719. (*Hist. généalogique de la maison de Bosredon.*)

Annet de Miomandre, *idem*, 1746. (Registres paroissiaux de Bessines.)

Léger Brissaud, *idem*, 1787 : il refusa le serment schismatique, et mourut, en 1795, en Espagne. (LEGROS, *Nécrologie.*)

Le patron de l'église paroissiale de Rançon est saint Pierre-ès-Liens. Les nominations étaient faites par M^{re} l'Evêque de Limoges. Cette église possède des reliques de saint Austriclinien, compagnon de saint Martial, de saint Irénée, martyr, et de saint Macaire, aussi martyr et compagnon de saint Maurice, ainsi que de sainte Constance et de sainte Victoire, compagnes de sainte Ursule. Toutes ces reliques sont authentiquées par M^{re} du Bourg.

Il existait une communauté de prêtres pour le service de cette paroisse.

Un manuscrit de la Bibliothèque royale (n° 135, page 184) nomme l'église de Rançon vers l'an 1034, ainsi qu'une ordonnance royale de 1374.

En 1127, Rançon fut donné à la cathédrale de Limoges.

L'église actuelle est une construction assez vaste de l'époque de transition, où le style roman domine : c'est le style du sanctuaire, qui est pourvu de sa voûte. L'entrée principale, qui est à l'occident, a un porche, sur la droite duquel s'élève le clocher. A l'extérieur, on trouve, au-dessous de la corniche, une ceinture de modillons grimaçants. Nous fixerions volontiers l'époque de sa construction à la fin du xii^e siècle.

A l'intérieur, la chapelle de Saint-Joseph est entourée d'une litre funéraire, sur laquelle sont les armes de la famille de Marans. Elles sont : *fusée et contre-fusée d'or*

et d'azur, au chef pallé et contre-pallé de même de trois pièces, flanqué à dextre et à senestre d'azur au giron d'or. Cet écusson est accolé, sous une couronne de marquis, à un autre, qui est : *d'argent au sautoir d'or accompagné en pointe d'un croissant de même*; nous croyons reconnaître dans ce dernier les armes de la famille Audebert. La chapelle de la Sainte-Vierge, qui est de l'autre côté de la nef, renfermait les tombeaux de la famille Vergnaud de Bostlinard, dont les armes sont : *d'argent au vergne terrassé de sinople, à la bordure dencchée de gueules*. Ceux de la famille de Bonnin ou Bounin étaient dans l'ancienne sacristie, et ses armes étaient *de sable à la croix ancrée d'argent*. Cette église a aussi abrité plusieurs sépultures des maisons de Bersac, Mosnier et Coustin.

C'est au ^{xii}^e siècle qu'il faut attribuer le fanal funéraire, ou lanterne des morts, qui existe encore dans le cimetière. Il est de forme ronde. A sa partie supérieure, six fenêtres étroites et à plein-cintre servaient de passage à la lumière qu'on y entretenait en l'honneur des morts. Au nord, une petite porte carrée fait communiquer avec l'intérieur. Le sommet, de forme conique, est terminé par une croix en quintefeuille. La base est entourée de deux marches, aussi circulaires, qui sont entaillées à l'ouest, de manière à recevoir un autel portatif. La hauteur de ce petit monument est d'environ six mètres.

Attenante au cimetière est une chapelle qui est dédiée à saint Sébastien, dont la fête est le 20 janvier. — Ce cimetière, trop petit, va être remplacé par un nouveau qu'on prépare actuellement (1872) au nord-est de la ville.

Quelques murailles furent construites pour protéger Rancon; l'église elle-même, crénelée au ^{xiv}^e siècle, faisait partie de la ligne de défense. Au-dessus d'une

porte de cette enceinte, et tout près de l'église, on voit une pierre de 45 cent. de hauteur sur 36 cent. de largeur, où cette inscription est gravée :

DVCE I DE
BERSAC
SVMPTIB. A
RIVAILHE.

Boson le Vieux, comte de la Marche, avait fait bâtir le château de Rancon vers 960.

En 1290, les Bretons, s'étant emparés de ce château, en furent délogés par des troupes venues de Bellac, sur l'ordre de messire Pierre Mespín, gouverneur.

En 1370, les Anglais, ayant à leur tête le prince Edouard, s'emparèrent de Rancon. Ils avaient presque détruit la cité de Limoges et Compreignac ; ils firent encore ici de grands ravages, et démolirent le château.

En vertu de lettres-patentes du 11 juin 1532, on dressa, cette année, le terrier de la châtellenie de Rancon.

Cette châtellenie, liée à celles de Bellac et de Champaignac, eut de nombreuses péripéties. Nous allons cependant essayer de les indiquer.

Remontons d'abord à l'origine de la Marche, à laquelle la châtellenie de Rancon fut ensuite unie ; mais notons soigneusement qu'à cette époque reculée *les Marches* comprenaient seulement le pays situé entre le Limousin et le Poitou, c'est-à-dire ce qui a formé depuis la Basse-Marche, et non le territoire qui porte aujourd'hui le nom de Haute-Marche, et s'étend dans le département de la Creuse.

Le roi Eudes, couronné à Limoges en 887, organisa le Limousin au moyen de vicomtes, et forma la Marche

limousine. Le premier des gouverneurs de ce district militaire fut Geoffroi, comte de Charroux. Son fils Sulpice lui succéda.

Boson I^{er} dit le Vieux, fils de Sulpice, fut établi comte de la Marche; il rebâtit l'église du Dorat en 944, construisit le château de Bellac en 960, et celui de Rancon vers la même époque.

Les deux fils de Boson lui succédèrent : Adalbert I^{er} eut la Haute-Marche, et bâtit son château au Dorat; et Boson II, la Basse-Marche, avec Bellac pour ville principale. Ce dernier mourut sans postérité.

Bernard I^{er}, fils et héritier d'Adalbert, hérita aussi de son oncle Boson II, et réunit de nouveau toute la Marche limousine.

Adalbert II lui succéda en 1047.

Boson III, en 1088. — Sa sœur et son héritière, Almodis, lui succéda en 1134, après Eudes, oncle de Boson. Elle avait épousé Roger de Montgommery, et lui porta ses possessions de la Marche, qui restèrent dans cette maison avec Adalbert III et Adalbert IV. La seconde croisade, où figure Geoffroi de Rancon, eut lieu en 1148, la seconde année d'Adalbert.

La maison de Lusignan fit aussi valoir ses droits sur la Marche, et Hugues X, sire de Lusignan, époux de la comtesse Mathilde, y fut maintenu en 1180. Il sera parlé de lui plus bas.

Pendant cette période, nous trouvons à Rancon les seigneurs dont voici la généalogie :

I. — Aimeric de Rancon vivait en 996 et 1030. En 1018, il fut témoin de la donation faite par Gérard de Crozant, de la ville de La Souterraine, à l'église de Saint-Martial de Limoges. Il eut pour fils : 1^o Aimeric II, qui suit;

2^o Geoffroi, dont il sera parlé après son frère; 3^o Gérard, ecclésiastique; 4^o Pierre, ecclésiastique.

II. — Aimeric II, dit le Bienheureux, eut la moitié de la seigneurie de Rancon. C'est probablement lui qui prit le parti du roi de France. En 1168, le roi d'Angleterre était en guerre avec ce dernier. « Plusieurs seigneurs en-deçà de la Loire, et, entre autres, Albert, comte de la Marche, Geoffroi de Lusignan, Aimeric de Rancon, vassaux de Henri en sa qualité de duc d'Aquitaine, se liguèrent en faveur de Louis VII, le reconnurent pour suzerain direct, lui donnèrent même des otages pour garantie de leur foi, et s'obligèrent à prendre les armes aussitôt qu'ils seraient requis. » Il n'eut qu'une seule fille, Bourgogne de Rancon, qui épousa Hugues VII, sire de Lusignan, se disant comte de la Marche. C'est par ce mariage que la moitié de la seigneurie de Rancon passa dans la maison des comtes de la Marche.

II *bis*. — Geoffroi de Rancon eut l'autre moitié de la seigneurie de Rancon. Ses fils furent : 1^o Gui, qui suit; 2^o Geoffroi II, surnommé le Vieux, qui suit après son frère.

III. — Gui de Rancon donna à l'abbaye de Grandmont tout ce qui lui appartenait au territoire de Vaugelade. Ses fils sont : 1^o Barthélemy, qui, en 1233, donna à l'abbaye de Grandmont le Mas-des-Saignes; 2^o Guillaume, qui, l'an 1234, donna à la même abbaye le Mas-de-Couchas. En 1190, il avait pris la croix, et était parti avec d'autres seigneurs de la Marche pour la troisième croisade.

III *bis*. — Geoffroi II, surnommé le Vieux, fit partie de la seconde croisade. Il commandait l'avant-garde. C'est dans cette expédition qu'il commit une faute qui fut fatale

à l'armée française. Après la victoire du passage du Méandre, en 1148, « en quittant Laodicée, ville située sur le Lycus, les croisés avaient dirigé leur marche du côté de l'orient, et s'avançaient vers la Pamphylie. L'armée française était divisée en deux corps, commandés chacun par deux nouveaux chefs, qui prenaient les ordres du roi. Chaque soir on arrêtait, dans un conseil, la route qu'on suivrait le lendemain et le lieu où l'armée irait camper pendant la nuit. Un jour qu'on devait traverser une haute montagne, l'ordre avait été donné à l'avant-garde de s'arrêter sur les hauteurs, et d'attendre le reste de l'armée pour descendre le lendemain dans la plaine, en ordre de bataille. Geoffroi de Rancon, seigneur de Taillebourg, commandait ce jour-là le premier corps des Français, et portait l'oriflamme ou l'étendard royal. Il arriva de bonne heure au lieu où il devait passer la nuit. Ce lieu n'offrait pour retraite aux soldats que des bois, des ravins et des rocs sauvages. Au pied des monts se présentait à leurs yeux une vallée étendue et commode ; la journée était belle ; les troupes pouvaient, sans fatigue, marcher encore plusieurs heures. Le comte de Maurienne, frère du roi, la reine Éléonore et toutes les dames de sa suite, qui avaient suivi l'avant-garde, pressèrent Geoffroi de Rancon de descendre dans la plaine. Il eut la faiblesse de céder à leurs instances ; mais, à peine fut-il descendu dans la vallée, que les Turcs s'emparèrent des hauteurs qu'il venait de quitter, et s'y rangèrent en bataille.

» Pendant ce temps, l'arrière-garde, où se trouvait le roi, s'avancait pleine de confiance et de sécurité. En voyant des troupes au milieu des bois et des rochers, elle les prit pour des Français, et les salua par des cris de joie. Elle marchait sans ordre ; les bêtes de somme et les cha-

riots étaient pêle-mêle avec les bataillons, et la plupart des soldats avaient laissé leurs armes parmi les bagages. Les Turcs, toujours immobiles, attendaient en silence que l'armée chrétienne soit engagée dans des défilés. Lorsqu'ils se croient sûrs de la victoire, ils s'ébranlent, en poussant des hurlements affreux, et se jettent, l'épée à la main, sur les chrétiens désarmés, qui n'ont pas le temps de se rallier. On ne peut décrire le désordre et la confusion de l'armée française. Au-dessus des croisés, dit un témoin oculaire, des rochers escarpés s'élevaient jusqu'aux cieux; au-dessous, des précipices s'enfonçaient jusqu'aux enfers. Les menaces des Turcs, les cris des blessés et des mourants, se mêlaient aux sifflements des flèches, aux hennissements des chevaux épouvantés, au bruit confus des torrents, au fracas des pierres détachées du sommet de la montagne, et roulant dans les vallées. Dans cet effroyable tumulte, les chefs ne donnaient aucun ordre; les soldats ne pouvaient plus ni fuir, ni combattre. Cependant les plus braves se rallient autour du roi, et s'avancent vers le haut de la montagne. Trente des principaux seigneurs qui accompagnaient Louis périssent à ses côtés, en vendant chèrement leur vie. Ce prince resta presque seul sur la champ de bataille, et se réfugia au pied d'un rocher, d'où il brava l'attaque des infidèles qui le poursuivaient. Adossé contre un arbre, il résista lui seul aux efforts de plusieurs Sarrasins, qui, le prenant pour un soldat, s'éloignèrent de lui pour courir au pillage. Si on en croit une vieille chronique, le roi de France, aux prises avec un si grand péril, eut la douleur d'entendre à ses côtés quelques-uns de ses barons qui ne le connaissaient point, et qui, parlant entre eux, lui reprochaient avec amertume le désastre de cette journée. Cependant la

nuît était arrivée, et les Musulmans, craignant d'être attaqués et surpris à leur tour par les croisés qui n'avaient pas encore combattu, abandonnèrent le théâtre de leur victoire. Ce fut alors que Louis, quittant son asile, monta sur un cheval abandonné, et regagna son avant-garde, qui pleurait sa mort.

» Les Français, qui formaient l'avant-garde de l'armée, en déplorant la mort de leurs frères, élevèrent leurs voix contre Geoffroi de Rancon, et demandèrent tous ensemble que tant de sang versé retombât sur lui. Le roi n'eut point assez de fermeté pour punir une faute irréparable, et ne se rendit au vœu des barons et des soldats qu'en leur donnant pour chef un vieux guerrier, nommé Gilbert, dont toute l'armée vantait l'habileté et la bravoure (1). »

Les enfants de Geoffroi de Rancon furent : 1^o Geoffroi de Rancon, dit le Jeune, qui suit ; 2^o Berthe de Rancon, qui épousa Guillaume de Maëngo IV^e du nom (*alias* Maingot III^e du nom), sire de Surgères et de Dompierre. Berthe de Rancon céda ses droits sur la seconde moitié de la seigneurie de Rancon au comte de la Marche, Hugues X^e, qui, de cette manière, posséda cette seigneurie en entier.

IV. — Geoffroi III de Rancon, dit le Jeune, vivait vers l'an 1248. Il avait reçu du comte de la Marche (Hugues X^e) une injure éclatante, et « avait juré de ne point se faire couper les cheveux, comme les chevaliers, jusqu'à ce qu'il eût été vengé du comte, soit par lui-même, soit par tout autre, et que jusque-là il porterait *grève*, c'est-à-dire qu'il aurait les cheveux longs et partagés sur le haut de la tête. Quand il vit le comte de la Marche, sa femme, ses enfants,

(1) MICHAUD, *Histoire des Croisades*, T. II, p. 198, 201.

demander miséricorde aux pieds du roi (saint Louis, contre lequel il s'était révolté), il fit ôter sa *grève*, et couper ses cheveux, en présence du roi et de la cour. »

Il mourut sans enfants.

« Nous compléterons ces détails généalogiques, puisés dans l'Histoire de la Marche par Jouillietton, au moyen de quelques notes que nous fournissent différents auteurs.

Amelin de Rancon vivait entre 1124 et 1139. (*Nobiliaire du Limousin.*)

Geoffroi de Rancon eut pour fils Antoine de Rancon, qui était abbé du Dorat en 1185. (*LEGRAS, Liste des abbés du Dorat.*)

Gui de Rancon, noble seigneur, vivait en 1222.

Guillaume de Rancon, seigneur de Taillebourg, chevalier.

Barthélemy ou Guillaume de Rancon, écuyer, vivait en 1228 et 1234.

Barthélemy de Rancon, écuyer ou chevalier d'Ambazac, vivait, ainsi que sa femme, en 1233. (*Nobiliaire du Limousin.*)

Geoffroi de Rancon épousa Isabelle de Lusignan, fille de Hugues X^e du nom, comte de la Marche et d'Angoulême, et d'Isabelle Taillefer. Elle épousa en secondes noces Maurice IV de Craon. (*Statistique de la Charente*, p. 78.)

Commotus de Ranconno vivait entre 1356 et 1485.

Jordain de Ranconno fondait une vicairie à Saint-Vaulry en 1402. (*NADAUD, Pouillé manuscrit.*)

François de Rancon, seigneur des Forges, assistait, en 1590, au contrat de mariage de François de Bosredon, écuyer, seigneur du Barry en Périgord, et de Henriette de Pellegrue. (*A. TARDIEU, Hist. général. de la maison de Bosredon.*)

Aux salles des croisades du palais de Versailles, on ne connaît pas les couleurs des armes des sieurs de Rancon : on sait seulement que, sur *un champ semé de losanges*, ils portaient *un pal brochant sur le tout*. Nous avons conseillé, en 1869, de reproduire ainsi leurs armoiries : *d'or semé de losanges d'azur, au pal de gueules brochant sur le tout*. C'est ce qui a été fait pour la bannière de l'Orphéon.

Hugues X de Lusignan, dont nous avons parlé plus haut, par son testament de 1242, donna à Gui (*alias* Guillaume), son quatrième fils, les châellenies de Bellac, Rancon et Champagnac. Quant à la Marche, elle passa à Hugues XI^e du nom, puis à Hugues XII, enfin à Hugues XIII. A la mort de ce dernier, en 1303, elle fut confisquée par Philippe le Bel.

Gui de Valence, fils de Hugues X, seigneur de Bellac, Rancon et Champagnac, devint, en Angleterre, comte de Pembroke.

Aymar de Valence, fils du précédent, comte de Pembroke, était seigneur de Bellac, Rancon et Champagnac en 1299. Il mourut sans enfants. Il avait épousé : 1^e Béatrix, dite Jeanne de Clermont ; 2^e Marie de Châtillon ou de Saint-Paul.

Marie de Châtillon, comtesse de Pembroke, était encore dame de Bellac, Rancon et Champagnac en 1360. Ces terres furent confisquées, parce qu'elle demeurait en Angleterre, avec les ennemis de la France.

Le 15 janvier 1372, Louis II, duc de Bourbon, reçut du roi les terres et seigneuries de Bellac, Rancon et Champagnac. Il les vendit au suivant.

Bureau de La Rivière fut seigneur de Bellac, Rancon et Champagnac.

Jean de France, duc de Berry, s'en empara, et les céda au suivant.

Jean de Bourbon, comte de la Marche, en faisait hommage à l'abbesse de la Règle en 1386.

Jacques de Bourbon, fils aîné du précédent, eut les comtés de la Marche et de Castres, avec Bellac, Rancon et Champagnac. Il fut ensuite roi de Hongrie et de Naples.

Louis de Bavière, gendre de Jean de Bourbon, comte de la Marche, prétendit, au nom de son fils, à la possession de ces châtelainies, en 1409.

Bernard d'Armagnac, comte de la Marche, gendre de Jacques de Bourbon, les possédait en 1470, et les transmit à son fils,

Jacques d'Armagnac, duc de Nemours, entre les mains duquel elles furent confisquées en 1477.

Louis XI les donna ensuite à sa fille, Anne, comtesse de la Marche, et elles continuèrent à faire partie de la Marche jusqu'en 1492.

En 1492, Bellac, Rancon et Champagnac furent cédés, avec le vicomté de Chatellerault, à François de Bourbon, fils de Gilbert de Bourbon-Montpensier, et suivirent le sort du duché de Chatellerault.

Ces châtelainies furent possédées avec ce duché d'abord par Louise de Savoie, jusqu'à sa mort, arrivée en 1531 ; puis par Charles d'Orléans, son petit-fils, qui mourut sans enfants en 1545. Alors ces châtelainies revinrent à la couronne.

Henri II rétablit le duché de Chatellerault, le 5 février 1548, en faveur d'Hamilton III, comte d'Aran ; mais il devint encore domaine royal lorsque ce dernier s'enfuit en Angleterre, après la conspiration d'Amboise.

Charles IX, en 1563, donna ce duché à sa sœur ; mais il en démembra les châtelainies de Bellac, Rancon et

Champagnac, qu'il réunit au comté de la Marche, et qui depuis ce temps n'en ont plus été distraites.

Par arrêt du conseil d'État tenu à Compiègne le 27 juillet 1767, le roi ordonna qu'il soit passé au profit de Jean-Claude Bonnin de Nouît, conseiller du roi et châtelain royal de Rancon, contrat de vente du domaine de la châellenie de Rancon, avec justice haute, moyenne et basse, rentes en nature et en argent, etc. Cette vente fut faite le 5 septembre 1767. La famille de Bonnin s'est maintenue à Rancon jusqu'au moment de la révolution.

Les trois châellenies de Bellac, Rancon et Champagnac relevaient de l'abbesse de Notre-Dame de la Règle de Limoges. Cette circonstance les fit comprendre dans le traité de Brétigny de l'an 1360, en vertu duquel le Limousin fut cédé au roi d'Angleterre. Ces châellenies, ainsi séparées de l'ancien comté et domaine de la Basse-Marche, faisaient une petite sénéchaussée particulière qui se régissait par le droit écrit, et qui fut placée dans le ressort du parlement de Bordeaux. Elles avaient dans leur ressort trente-une paroisses; savoir : celle de Bellac, quatorze; celle de Rancon, sept, et celle de Champagnac, dix.

Parmi les châellenies royales, celle de Rancon est citée en 1374.

Quelques villages de la paroisse de Rancon étaient régis, au siècle dernier, par la coutume du Poitou, et relevaient du présidial du Dorat. Le reste relevait de Bellac.

C'est à Rancon qu'est né, le 4 août 1771, le baron François-Israël Mosnier, fils de Laurent Mosnier, procureur et notaire, et de Catherine de Roumilhac. Il fut d'abord volontaire au 2^e bataillon de la Haute-Vienne, et devint colonel du 12^e régiment des tirailleurs-gendarmes

de la garde impériale. Il est mort en 1847, officier de la Légion-d'Honneur et chevalier de Saint-Louis.

Aujourd'hui la commune de Rancon, formée de 3,336 hectares, compte 1,859 habitants, et se compose des villages suivants :

Ardent. — En 1665 une branche de la famille du Clou portait le nom de sieur d'Ardent.

Ardent (moulin d'), sur la Gartempe.

Azard (moulin d'), *alias* de Laplaud, sur la Gartempe.

Bagros.

La Bastide. — La famille Bonnin avait la seigneurie de La Bastide au siècle dernier.

Beaudrouse.

Bellevue.

Bellevue (moulin de), sur la Gartempe.

Bersac — Les seigneurs de ce nom avaient leur sépulture dans l'église de Rancon.

Bersac (moulin de), sur la Gartempe.

Boislinard, ou Bolinard, anciennement Bostlinard, ou Boslinard, en latin de *Bosco linart*. — Le manoir de ce nom est une construction carrée, flanquée de quatre tourelles. Du lieu qu'il occupe la vue s'étend au loin sur les cantons du Dorat et de Magnac, etc. Les seigneurs de ce nom avaient leur sépultures dans l'église de Rancon. Lors de la vérification de la noblesse par d'Aguesseau, la famille qui possédait ce manoir fit ses preuves sous le nom de Boslinard. Elle remonte à Joachim de Boslinard, capitaine du Dorat et de Rancon en 1541. Le nom primitif de cette famille est Vernaud ou Vergnaud. Elle était originaire de Rancon, où vivait en 1306 un Pierre Vergnaud. Elle a emprunté le nom de Boslinard au fief qui a été sa propriété depuis le commencement du xv^e siècle jusqu'au xix^e. Sa

postérité s'est divisée en un grand nombre de branches. Celle de Boslinard, restée fidèle à son berceau jusqu'à son extinction, avait pour armes : *d'argent à un vergne terrassé de sinople, à la bordure dencée de gueules.*

Boslinard (moulin de), sur la Semme. — Un hardi viaduc, formé d'une seule arche, a été jeté sur la Semme en cet endroit pour le passage du chemin de fer.

Les Bonnages.

Bucheuil.

Charent.

Chasseneuil était un prieuré ou une préceptorerie, dont les patrons étaient saint Cosme et saint Damien. Les Augustins de Montmorillon y nommaient les titulaires. Jean Coustin en était prieur en 1665. La moitié de la chapelle qui existe encore a été transformée en habitation.

Chatres.

Le Cluseau. — Une chartre de 1439, conservée à la Bibliothèque nationale, fait mention du village du Cluseau en ces termes : *Quamdam terram sitam in territorio de Ranconno, inter planchiam de Ruderzan et terram et pasturagium nuncupatum deu Cluseau.*

La Courcelle.

Le Courtieux.

Les Égaux.

Germanes.

La Clôtre.

Maison du garde, au milieu de la forêt de Rancon. — Cette forêt a environ 436 hectares d'étendue.

La Maison-Neuve.

Merigot.

Mousac.

Le Montruc. — Manoir ancien, près duquel on a cons-

truit (1868) un château moderne, dans une belle position, sur les coteaux de la rive droite de la Gartempe. En 1593, Gabriel Marans était sieur du Montruc. Son fils, autre Gabriel de Marans, fut le 41^e abbé du Dorat; il devint aumônier du roi Henri IV, prieur de Margène, conseiller d'État et trésorier de la Sainte-Chapelle à Paris. Le 42^e abbé du Dorat fut René de Marans.

Le Moulau.

Rancon (moulin de), sur la Gartempe.

Roche.

Roche (moulin de), sur la Gartempe.

Roumilhac (le Haut-).

Saint-Sulpice. — La chapelle de Saint-Sulpice, située vers la partie supérieure d'un pittoresque vallon, sur la rive gauche de la Gartempe, est un lieu de pèlerinage très-fréquenté. La fête principale est le dernier dimanche du mois d'août. Le monument n'a par lui-même aucun caractère d'architecture.

Tuilerie.

Villard.

Villeneuve.

Villevit.

Saint-Sornin-Leulac, appelé aussi près Magnac, était une cure de 980 habitants, qui avait pour patron saint Saturnin de Toulouse. L'évêque de Limoges y conférait le titre au moins depuis 1531. Il y existait une communauté de prêtres en 1564.

Cette commune, qui a 2,567 hectares d'étendue, compte aujourd'hui 1,257 habitants. Les villages qui la composent sont

Chez-Bonnet.
La Bussière.
Busserolles.
Les Champs.
Chantegrelles.
Champ-au-Reix.
Les Chassagnes, ancienne seigneurie de la famille
Chauld.
Le Courtioux.
Croizet.
Les Fougères (en partie)
Les Houillères.
Lavaud.
Lavaud (moulin de), sur la Bramme.
Le Monteil.
Montulat.
Rapiettes (moulin des), sur la Bramme.
Le Puy-Besson.
Le Puy-Chaumet.
Vaupoutour.
La Vergne.
Villemacheix.
La Zaphix.

A. LECLER.

ARMORIAL

DES

ÉVÊQUES DE LIMOGES

ET DE TULLE.

I.

LIMOGES.

LA VILLE DE LIMOGES : *de gueules, à un buste de saint Martial de carnation vêtu et diadémé d'or, accosté des lettres S. M. à l'antique, du même; au chef cousu d'azur, chargé de trois fleurs de lis d'or. Devise : Spes mea Deus (1).*

CHAPITRE DE LIMOGES : *d'azur à cinq fleurs de lis d'or, 3 et 2.*

(1) Les armes de Limoges, avec cette devise, furent gravées sur les portes de la ville en 1436.

1. — SAINT MARTIAL vint en Limousin vers le milieu du 1^{er} siècle, et en fut l'apôtre. Il est mort le 30 juin, et a été enseveli au lieu où la basilique de Saint-Martial de Limoges a été construite ensuite. Ses reliques sont conservées dans l'église de Saint-Michel-des-Lions.

2. — SAINT AURÉLIEN, mort le 6 ou le 10 mai. Ses reliques sont encore conservées dans l'église qui porte son nom.

3. — EBULUS, ou EMILIUS, ou EVOLIUS.

4. — ATTICUS.

5. — EMERINUS.

6. — HERMOGENIANUS.

7. — ADELPHIUS I.

8. — DATIVUS.

9. — ADELPHIUS II.

10. — EXUPERIUS.

(Le nom d'AMENIUS, qu'on trouve en 453, manque dans tous les catalogues.)

11. — ASTIDIUS : c'est apparemment cet évêque de Limoges qu'Evarix, roi des Visigoths, chassa ou fit égorger en 473.

12. — SAINT RURICE 1^{er}, de la famille des Aniciens, fut élu vers 484 ; il a laissé deux volumes de lettres. Il est mort vers 507. Ses reliques étaient à Saint-Augustin-lez-Limoges.

(PIERRE, qui est dit évêque de Palatio en 506, ne pouvait pas l'être de Limoges. Le *Gallia Christiana nova* s'est appuyé sur une conjecture d'Adrien de Valois pour l'introduire dans son catalogue.)

13. — RURICE II, surnommé PROCULUS, siégeait en 535 et 549. Plusieurs auteurs du moyen âge lui donnent aussi le titre de saint. Ses reliques étaient à Saint-Junien-sur-Vienne.

14. — EXOTIUS, dont Fortunat de Poitiers a donné l'épitaphe, siégea quinze ans.

15. — SAINT FÉREOL siégeait en 579, mourut le 18 septembre vers 597. Ses reliques étaient à Nexon en Limousin.

16. — SAINT ASCLÈPE, mort le 23 décembre 613. Ses reliques étaient à Saint-Augustin-lez-Limoges.

17. — SAINT LOUP, gardien et marguillier du sépulcre de saint Martial, fut élu le 12 mai 614, et mourut le 22 mai vers 632. Ses reliques sont à Saint-Michel-des-Lions, à Limoges.

18. — SIMPLICIUS.

19. — FÉLIX, élu avant 640, mort après 644.

20. — ADELPHIUS III.

21. — HERTGENOBERT.

22. — CÆSARIUS.

23. — ERMENUS ou ERMENARIUS siégeait en 673 ; mort après 703.

24. — SALUTARIS.

25. — RUSTICUS siégeait en 712.

26. — AGGERICUS avait été archidiacre de Poitiers.

27. — SAINT SACERDOCE, natif de Bordeaux, abbé de Calviac en Quercy, élu vers 715, mort le 5 mai vers 720. Ses reliques étaient dans la cathédrale de Sarlat.

28. — AUSINDUS.

29. — SAINT CESSATEUR, mort le 15 novembre vers 742
Ses reliques étaient jadis à Saint-Santin près Brive.

(On trouve le nom de RORICIUS dans une charte supposée
de l'an 752.)

30. — EBULUS, ou EBULO, ou EBBO, abbé de Solignac,
siégeait en 761.

31. — REGINPERTUS siégeait en 793 et 817.

32. — AUDACHARD, chapelain de Louis le Débonnaire,
siégeait en 831, mourut le 10 mai 843.

(CHRISTIANUS, en 835 et 840, est supposé.)

33. — STODILUS, ancien abbé de Saint-Yrieix, élu en 843,
mourut en 861.

(BERNARD, en 844, est supposé.)

34. — ALDO, élu en 861, mort le 7 octobre 866, reposait
à Saint-Martial.

35. — GERLO, ou GERBOSUS, élu en 866, mort le 12 juillet
869.

36. — ANSELME, élu en 869, mort le 9 février 898,
reposait à Saint-Martial.

(ENGILBERTUS ne peut pas avoir été évêque en 883.)

37. — TURPIO, auquel Adémar donne le nom de saint,
de la maison d'Aubusson, siégeait dès 905; il est mort
le 25 juillet 944 à Aubusson. Son corps fut transporté à
Saint-Vaulry. La famille d'Aubusson a pour armes : *d'or
à la croix ancrée de gueules.*

(ADALARD, en 910, est supposé.)

38. — EUBALUS, fils du comte de Poitou, abbé de Saint-

Maixent et de Saint-Michel-en-l'Herm, trésorier de Saint-Hilaire, élu vers 944, siégeait en 960 et 962; il mourut vers 966, et fut enterré au monastère de Saint-Michel-en-l'Herm.

39. — HILDEGARIUS, fils de Gérard, vicomte de Limoges, siégeait en 988; il mourut le 10 juin. Il fut enterré à Saint-Denis près Paris. Les armes des vicomtes de Limoges étaient : *d'or à trois lionceaux d'azur, armés et lampassés de gueules.*

(ARVÆUS, en 987, est supposé.)

40. — ALDUIN, ou HILDUIN, frère d'Hildegarius, et abbé de Brantôme, élu en 990, siégeait en 991; mort le 23 juin 1014, il fut enterré à Saint-Martin-lez-Limoges : *d'or à trois lionceaux d'azur, armés et lampassés de gueules*

41. — GÉRALD, fils du vicomte de Limoges et neveu d'Alduin, élu en novembre, prit possession le 9 novembre 1014; mourut le 11 novembre 1022, fut enterré au monastère de Charroux. Son tombeau a été ouvert de nos jours : *d'or à trois lionceaux d'azur armés et lampassés de gueules.*

42. — JORDAIN, des seigneurs de Laron, prévôt du monastère de Saint-Léonard, élu en janvier 1023, mourut le 29 octobre 1051, et fut enterré à Saint-Augustin-lez-Limoges. D'après d'anciens sceaux, les armes de cette famille étaient : *une escarboucle à huit raies pometées.*

43. — HICTERIUS DE CHALAS DE FRAISENJAS, élu le 4 janvier 1052, mort le 9 juillet 1073, enterré à Saint-Augustin-lez-Limoges.

44. — WIDO DE LARON, neveu de Jordain, élu en 1073,

mort le 24 janvier 1086, enterré à Saint-Augustin-lez-Limoges : *une escarboucle à huit raies pommelées.*

45. — HÉLIE HUMBAULD, des seigneurs de Sainte-Sévère en Berry, élu en 1086, fut déposé en 1096.

46. — GUILLAUME DE URIEL, prieur du monastère de Saint-Martial, élu vers 1096, fut empoisonné en 1100; reposait à Saint-Martial.

47. — PIERRE VIROALD, doyen de l'église de Bordeaux, élu en 1100, démissionnaire en 1103 ou 1104; mourut le 18 mai.

(GUILLAUME DE CARBONIÉRAS fut son suffragant pendant deux ans. La famille de Carbonière porte : *d'azur à trois bandes d'argent, celle du milieu chargée de trois charbons de sable allumés de gueules, et les deux autres de deux charbons de même.*)

48. — EUSTORGE, de la maison d'Escoraille en Auvergne, siégeait en 1106, mourut le 29 novembre ou le 3 décembre 1137, et fut enterré à Saint-Augustin-lez-Limoges. Cette famille porte : *d'azur à trois bandes d'or.*

(RAMNULPHE DE NIEUL, abbé du Dorat, évêque schismatique en 1131; se tua en tombant de cheval, et fut enterré au monastère de Beuil en 1135 ou 1137.)

49. — GÉRARD-HECTOR DE CHER, doyen du chapitre de Saint-Yrieix et neveu d'Eustorge, fut élu en 1137; mourut le 7 octobre 1177, et fut enterré à Saint-Augustin-lez-Limoges.

50. — SÉBRAND CHABOT, archidiacre de Thouars, dans l'Église de Poitiers, élu le 10 février 1178, prit possession le 1^{er} décembre, mourut le 31 mars 1198; fut enseveli à

Saint-Augustin-lez-Limoges : *d'or à trois chabots (poissons) de gueules posés en pal, la tête en haut, 2 et 1.*

51. — JEAN DE VEYRAC, prévôt du chapitre de Saint-Junien, élu en 1198, mort le 9 décembre 1218; enterré à Acre en Syrie. Ses armes sont : *de vair.*

52. — BERNARD DE SAVÈNE, curé de Saint-Hilaire près Pierrebuffière, élu en 1219 avant Pâques, tué à Avignon le 23 juillet 1226, reposait à L'Artige en Limousin : *de sinople à la croix d'argent.*

53. — GUI DE CLOSEL ou CLUZEL, doyen du chapitre de Saint-Yrieix, chantre de Bourges, élu en octobre 1226, sacré en novembre, mort le 24 ou le 26 janvier 1235; reposait à Saint-Martial de Limoges : *d'azur au mur crénelé d'or, accompagné en pointe d'une molette du même.*

54. — GUILLAUME DU PUY, chanoine d'Angoulême, élu en février 1235, non sacré, mort le 21 février 1236 : *d'or au lion d'azur accompagné en chef de deux mollettes du même.*

55. — DURAND D'ORLHAC, archidiacre-prévôt de Saint-Junien, élu en 1236, confirmé seulement en 1240, mort le 30 décembre 1245; enterré chez les frères prêcheurs de Limoges : *d'argent à deux bandes d'azur.*

56. — AIMERIC DE SERRE DE MALEMORT, archidiacre de la Marche, prévôt du chapitre de Saint-Junien, élu en février 1246, mort le 2 juillet 1272; fut enterré dans la cathédrale de Limoges : *fascé d'argent et de gueules de six pièces.*

SIMON DE ROCHECHOUART, chanoine de Limoges et doyen de Bourges, fut élu, ainsi que le suivant, en septembre 1272; ils plaidèrent pour cela. Il fut transféré à l'arche-

vêché de Bordeaux en 1275, mourut le 29 octobre 1280, et fut enseveli dans la métropole de Bordeaux : *fascé, ondé d'argent et de gueules de six pièces*.

CLÉMENT DE SAINT-HILAIRE, chanoine de Limoges, élu, ainsi que le précédent, en septembre 1272, plaida avec lui ; mourut en 1274.

57. — GILBERT DE MALEMORT, archidiacre, élu le 15 décembre 1275, mourut le 9 juin 1294, et fut enterré dans la cathédrale de Limoges : *fascé d'argent et de gueules de six pièces*.

58. — REGNAUD DE LA PORTE, archidiacre de Combraille, chapelain du pape, élu le 15 novembre 1294, prit possession le 24 juillet 1295 ; transféré le 31 décembre 1316 à Bourges, cardinal, mort le 12 septembre 1325 ; repose dans la cathédrale de Limoges : *de gueules à la porte accolée de deux tours d'or*.

59. — GÉRALD ROGER, parent du pape Jean XXII, sacré le 13 février 1317, mort le 7 octobre 1324 ; enterré à Avignon. Il faut probablement lui attribuer les armes de la famille Roger du Limousin : *d'argent à la bande d'azur accompagnée de 6 roses de gueules en orle*.

60. — HÉLIE DE TALLEYRAN de Périgord, nommé le 10 octobre 1324, transféré en 1328 à Auxerre, cardinal, mort le 17 janvier 1364 : *de gueules à trois lions d'or, armés lampassés et couronnés d'azur*.

(PIERRE, qui se trouve dans le catalogue du *Gallia christiana nova* en 1325, est supposé.)

61. — ROGER LE FORT des Ternes, professeur en l'un et l'autre droit et évêque d'Orléans, né en 1277, élu en 1328, transféré en 1343 à Bourges, mort le 26 mars 1367 ;

enterré dans la métropole de Bourges : *de gueule à deux fasces d'or.*

62. — NICOLAS DE BESSE, archidiacre de Ponthieu, élu en septembre 1343, démissionnaire, créé cardinal le 27 février 1344, mort le 9 septembre 1369; enterré dans la cathédrale de Limoges : *parti au 1^{er} d'azur au chevron d'or, au 2^e d'argent à la bande d'azur, accompagnée de six roses de gueules posées en orle.*

63. — GUY DE COMBORN, des seigneurs de Treignac, élu en 1344, transféré à Noyon en 1346 : *d'argent au lion de gueules, armé et lampassé de sable, couronné d'azur.*

64. — JEAN DE CROS DE CALIMAFORT prit possession le 26 octobre 1348, démissionnaire, créé cardinal le 16 juin 1371, mourut le 21 novembre 1383; fut enterré dans la métropole d'Avignon : *d'azur à trois pans de mur d'argent maçonnés de sable, au chef cousu de gueules.*

65. — AIMERIC CHATI DE L'AGE-AU-CHAPT, près Saint-Yrieix, évêque de Volterra, puis de Bologne en Italie, prit possession le 3 septembre 1371, mourut dans la tour d'Isle le 8 novembre 1390; fut enterré dans la cathédrale de Limoges. Ses armes, dont nous ignorons les émaux, portent : *deux léopards l'un sur l'autre.*

66. — BERNARD DE BONNEVAL, évêque de Rimini, puis de Spolète, Bologne, Nîmes, prit possession le 27 janvier 1391, mourut le 21 novembre 1403; fut enterré dans la cathédrale de Limoges : *d'azur au lion d'or, armé et lampassé de gueules.*

67. — HUGUES DE MAGNAC, près la ville de Saint-Junien, moine de Saint-Martial, abbé régulier de Rebais, évêque de Saint-Flour, président de la cour des aides, prit pos-

session le 2 avril 1404, mourut le 3 novembre 1412; fut enterré à Saint-Martial de Limoges : *de gueules à deux pals de vair, au chef d'or chargé d'un lambel de cinq pendans d'azur.*

RAMULFE DE PEYRUSSE DES CARS, archidiacre de Tours, conseiller au conseil privé, ne fut pas paisible possesseur du siège : il avait été élu le 12 novembre 1412; fut transféré à Mende vers 1426 : *de gueules, au pal de vair.*

NICOLAS VIAUD ou VEAU, conseiller du duc de Berry, nommé par le pape, ne fut pas paisible possesseur du siège.

GERMAIN PAILLARD D'URFÉ prend la qualité d'évêque de Limoges dans son testament de 1418; ne fut pas paisible possesseur du siège.

HUGES DE ROFFIGNAC, bénédictin, nommé par le pape, ne fut pas paisible possesseur du siège; il prit possession le 18 octobre 1418; fut transféré à Rieux en 1427 : *d'or au lion rampant de gueules.*

68. — PIERRE DE MONTBRUN, près Chalus, abbé régulier de Saint-Augustin-lez-Limoges, prit possession le 17 avril 1427, mourut le 19 février 1457; fut enterré à la cathédrale de Limoges : *d'azur à la croix d'or.*

69. — JEAN BARTON, né en 1417, doyen de la cathédrale, abbé du Dorat, conseiller au parlement de Paris, président des enquêtes, élu le 1^{er} avril 1458, fut sacré au mois d'août, prit possession le 18 décembre, résigna en faveur du suivant le 4 février 1484, fut archevêque de Nazareth, mourut le 3 mai 1497; fut enterré dans un caveau creusé au centre du chœur de la cathédrale : *d'azur au cerf à la reposée d'or, au chef échiqueté d'or et de gueules de trois traits.*

70. — JEAN BARTON DE MONTBAS, curé, archiprêtre, chantre du Dorat, doyen de la cathédrale, prit possession le 28 avril 1484, mourut le 13 septembre 1510; fut inhumé dans la cathédrale de Limoges : *d'azur au cerf à la reposée d'or, au chef échiqueté d'or et de gueules de trois traits.*

GUILLAUME BARTON, curé, abbé du Dorat et de Solignac, doyen de la cathédrale, élu le 25 novembre 1510; démissionnaire en 1513, transféré à Lectoure, mourut le 23 janvier 1520; fut enseveli dans la cathédrale de Limoges : *d'azur au cerf à la reposée d'or, au chef échiqueté d'or et de gueules de trois traits.*

FOUCAUD DE BONNEVAL, abbé de Bénévent, démissionnaire en 1513, transféré à Soissons, puis à Périgueux, mort le 20 juin 1540; enterré dans la cathédrale de Périgueux : *d'azur au lion d'or armé et lampassé de gueules.*

71. — RENÉ DE PRIE, cardinal, nommé par le roi en 1510, prit possession le 26 septembre 1514, démissionnaire en 1516, mourut le 19 septembre 1519; fut enterré à La Prée en Berry : *d'azur à trois trèfles d'or.*

72. — PHILIPPE DE MONTMORENCY DE BOISGENCI, nommé le 18 octobre 1516, prit possession le 31 octobre 1518, mourut le 6 octobre 1519; fut inhumé chez les Frères Mineurs de Blois : *d'or à la croix de gueules cantonnée de seize alérions d'azur. Devise : Dieu ayde au premier baron chrestien !*

73. — CÉSAR DE VILLERS DE L'ISLE-ADAM, chanoine et archidiacre de Beauvais, abbé de Laval, nommé le 25 novembre 1519, prit possession le 6 avril 1522, démissionnaire en 1530, transféré à Beauvais, mort le 26 septembre 1535; fut inhumé au Val-Notre-Dame, diocèse de Paris :

d'or au chef cousu d'azur chargé d'un dextrochère mouvant du flanc dextre, muni de son fanon brochant sur l'or, le tout d'hermine.

74. — ANTOINE LASCARIS DE TENDE, chanoine, archidia-
cre et évêque de Riez, puis de Beauvais, nommé en janvier
1530, démissionnaire en 1532, transféré à Riez, mort en
1544 à Avignon : *écartelé, au 1^{er} et 4^e de gueules, à l'aigle
éployée à deux têtes d'or; au 2^e et 3^e de gueules, au chef
d'or.*

75. — JEAN DE LANGEAC, maître des requêtes, abbé
de Pébrac, prévôt de Brioude, évêque d'Avranches, prit
possession le 22 juin 1533, mourut le 27 juillet 1541; fut
inhumé dans la cathédrale de Limoges : *palé de cinq
pièces, deux d'or et trois de vair.* Devise : *In otio marcescit
virtus.*

76. — JEAN DU BELLAY, abbé de Meymac, archevêque
de Bordeaux, cardinal, né en 1492, nommé le 22 août
1541, prit possession le 7 octobre, démissionnaire en 1546;
mort à Rome le 16 février 1560; enterré chez les Minimes
de la Trinité-des-Monts : *d'argent à la bande de fuses
accollées de gueules, accompagnée de six fleurs de lis d'azur
en orle.*

77. — ANTOINE SAUGUIN, cardinal dit DE MEUDON, grand
aumônier de France, évêque d'Orléans, né en 1493,
nommé en 1546, démissionnaire en 1547, archevêque de
Toulouse, mort à Paris le 22 décembre 1559; enterré au
Val-des-Écoliers : *d'argent à la croix engrelée de sable,
cantonnée de quatre merlettes de même.*

78. — CÉSAR DE BORGOGNONIBUS, italien, nommé en 1547,
résigna en faveur de Louis Pic de La Mirande, mourut

le 16 juillet 1558 : *de..... à la croix alézée, au chef chargé d'une étoile.*

(LOUIS PIC DE LA MIRANDE, dont parle M. de Thou, quitta l'état ecclésiastique après avoir permuté en 1558 pour l'abbaye de Saint-Mesmin.)

79. — SÉBASTIEN DE LAUBESPINE, maître des requêtes, évêque de Vannes, né en 1518, prit possession le 16 juillet 1558, mourut à Limoges le 2 juillet 1582; repose dans la métropole de Bourges; avait résigné, au mois d'août 1564, à Jean des Montiers du Fraisse, évêque de Bayonne; mais cette résignation n'eut pas de suites : *écartelé aux 1^{er} et 4^e de gueules, à trois fleurs d'aubépine d'argent, 2 et 1; aux 2^e et 3^e d'azur, au casque d'argent.*

80. — JEAN DE LAUBESPINE, conseiller au parlement, abbé de Saint-Martial et de Saint-Éloi de Noyon, né en 1557, reçut ses bulles le 23 août 1583, fut sacré le 1^{er} avril 1584, prit possession le 20 septembre; il permuta le 8 mai 1587 pour l'abbaye de Saint-Just de Beauvais; évêque d'Orléans; mourut le 23 février 1596, et fut inhumé dans la cathédrale d'Orléans : *écartelé, aux 1^{er} et 4^e de gueules, à trois fleurs d'aubépine d'argent, 2 et 1; aux 2^e et 3^e d'azur, au casque d'argent.*

81. — HENRI DE LA MARTHONIE, doyen d'Amiens, abbé de Moreuil, aumônier du roi et de la reine, eut ses bulles le 13 juillet 1587, prit possession le 25 octobre, résigna au suivant en 1611, mourut le 7 octobre 1618, et fut inhumé dans la cathédrale : *d'azur, au lion d'or.*

82. — RAYMOND DE LA MARTHONIE, neveu du précédent, prévôt d'Amiens, évêque de Calcédoine, fait coadjuteur en 1615, fut sacré le 20 septembre 1615, prit possession

le 15 octobre, mourut le 11 janvier 1627 ; fut enseveli dans la cathédrale : *d'azur, au lion d'or*.

83. — FRANÇOIS DE LA FAYETTE, comte de Lyon, premier aumônier de la reine, conseiller d'État, né en 1590, eut ses bulles le 29 novembre 1627, fut sacré le 19 mars 1628, et prit possession le 19 octobre ; il mourut le 3 mai 1676, et fut inhumé dans la chapelle de la Mission à Limoges : *d'azur, à la bande d'argent, à la bordure de vair*.

84. — LOUIS DE LASCARIS D'URFÉ, comte de Sommerive, fait coadjuteur en 1676, nommé le 3 juillet 1676, sacré le 11 janvier 1677, prit possession le 10 mars, mourut le 1^{er} juillet 1695 ; fut enterré dans la chapelle du séminaire à Limoges : *de vair, au chef de gueules*.

85. — FRANÇOIS DE CARBONEL DE CANISY, doyen d'Avranches, vicaire général de Lisieux, né en 1646, nommé le 8 septembre 1695, sacré le 25 mars 1696, prit possession le 16 ou le 24 mai, donna sa démission en octobre 1706, fut abbé de Belval et de Montebourg, mourut le 28 octobre 1723 ; fut enterré à Saint-Sulpice, à Paris : *coupé de gueules, cousu d'azur à trois tourteaux d'hermine, deux sur gueules et un sur azur*.

86. — ANTOINE DE CHARPIN DE GÉNÉTINES, comte de Lyon, abbé de Pébrac, vicaire général de Saint-Flour, né le 16 mars 1669, nommé en 1706, sacré le 23 janvier 1707, prit possession le 1^{er} février, démissionnaire en septembre 1729, fut abbé de La Creste et de Rebecq ; il mourut le 21 juin 1739, et fut enterré à Saint-Romain-sur-Urfé, en Forez : *d'argent, à la croix ancrée de gueules, au franc-quartier d'azur chargé d'une étoile d'or*.

(CHARLES-ANTOINE DE LA ROCHE-AYMON, évêque de

Sarepte, suffragant, nommé évêque de Tarbes en 1729, archevêque de Toulouse, puis de Narbonne : *de sable, semé d'étoiles d'or, au lion rampant de même.*)

87. — BENJAMIN DE L'ISLE DU GAST, curé, chanoine et vicaire général de Chartres, né le 27 juin 1675, nommé en janvier 1730, sacré le 21 septembre, prit possession le 28 octobre, mourut le 6 septembre 1739; fut inhumé dans la chapelle du séminaire de Limoges, et transporté dans la cathédrale en 1819 : *de gueules, à la croix d'argent frettée d'azur.* Devise : *Christi dedecus, decus meum.*

88. — JEAN-GILES DE COETLOSQUET, abbé de Puyferrand, archidiaque et vicaire général de Bourges, né le 17 septembre 1700, nommé en septembre 1739, sacré le 7 février 1740, prit possession le 13 mars, fut nommé précepteur de M^{se} le duc de Bourgogne le 7 mars 1758, et donna sa démission au mois d'août suivant; il mourut en mars 1784 : *de sable, semé de billettes d'argent au lion rampant de même.*

89. — LOUIS-CHARLES DU PLESSIS D'ARGENTRÉ, officier primatial de Bordeaux et vicaire général de Poitiers, né en 1723, nommé le 3 septembre 1758, sacré le 14 janvier 1759, prit possession le 19 mars; en 1791, ayant courageusement refusé de prêter serment à la loi schismatique dite constitution civile du clergé, il partit pour l'exil; il est mort à Munster en Westphalie : *de gueules, semé de billettes d'or.*

90. — JEAN-MARIE-PHILIPPE DU BOURG, vicaire général de Toulouse, né le 23 août 1751, nommé le 30 avril 1802, sacré le 7 juin, prit possession le 11 juillet, mort le 31 janvier 1822; enterré dans la cathédrale de Limoges. Il porta d'abord pour armes : *d'argent, aux lettres D et B*

de sable brochant l'une sur l'autre ; puis , à partir de 1814 , il prit : d'azur , à trois branches d'épine d'argent 2 et 1 , accompagnées en pointe d'une fleur de lis de même. Devise : Liliū inter spinas.

91. — JEAN-PAUL-GASTON DE PINS , évêque de Béziers en 1817, ancien vicaire général de Bourges, né le 8 février 1766, sacré le 10 octobre 1822, prit possession en janvier 1823, nommé archevêque d'Amasie et administrateur de Lyon en octobre 1824, mourut le 30 novembre 1850, et fut inhumé dans l'église de Saint-Irénée à Lyon : *de gueules, à trois pommes de pin d'or, 2 et 1. Devise : L'un des neuf barons de Catalogne.*

92. — PROSPER DE TOURNEFORT, chanoine de Lyon, curé de Compiègne, vicaire général de Dijon, né le 23 décembre 1761, nommé le 13 octobre 1824, sacré le 15 mai 1825, prit possession le 26 mai, mourut le 7 mars 1844, et fut inhumé dans la cathédrale de Limoges : *d'azur, à la tour donjonnée d'argent, maçonnée de sable, accostée de deux lions affrontés d'argent.*

93. — BERNARD BUISSAS, chanoine-archiprêtre de la métropole de Toulouse, né le 25 novembre 1796, comte romain, nommé le 21 avril 1844, sacré le 4 août, prit possession le 13, décédé le 24 décembre 1856; enseveli dans la cathédrale de Limoges : *d'azur, à l'agneau passant, tenant, de la patte dextre de devant, une houlette, le tout d'argent. Devise : Animam pro ovibus.*

94. — JULIEN-FLORIAN-FÉLIX DESPREZ, évêque de Saint-Denis (île Bourbon), né le 24 août 1807, comte romain, nommé le 19 mars 1857, prit possession le 14 juillet, nommé archevêque de Toulouse le 26 septembre 1859 : *parti, au 1^{er} de gueules, à la croix pommetée d'or, au 2^o*

d'azur, aux lettres AM (entrelacées) d'or; au chef de sinople, à l'ancre d'argent posée en pal. Devise : Spes nostra firma.

95. — FÉLIX-PIERRE FRUCHAUD, vicaire général d'Angoulême, comte romain, né le 30 juillet 1811, nommé le 30 juillet 1859, sacré le 30 novembre, a pris possession le 6 décembre; nommé archevêque de Tours le 27 octobre 1871; il portait, pendant qu'il était évêque de Limoges : *d'argent à deux branches, l'une de chêne, l'autre de laurier de sinople posées en sautoir, cantonnées de quatre croisettes d'azur. Devise : Simpliciter et confidenter.* Depuis qu'il est à Tours, il a changé les émaux de ses armes, et porte les *croisettes de gueules sur un champ d'or.*

96. — ALFRED DUQUESNAY, né en 1814, successivement aumônier de l'école Normale à Paris, doyen de Sainte-Geneviève, professeur d'éloquence à la Sorbonne, curé de Saint-Laurent à Paris, préconisé le 22 décembre 1871, a pris possession par procureur le 2 et a été sacré le 10 février 1872 : *de gueules, à un ange aux ailes élevées d'argent sur une terrasse de sinople, nimbé d'or, tenant de la dextre une épée, et de la senestre un livre ouvert d'or, ce dernier chargé des lettres Α Ω de sable, accompagné en chef d'une étoile rayonnante de six raies aussi d'or. Devise : Gladius spiritus verbum Dei.*

II.

TULLE.

LA VILLE DE TULLE : *de gueules, à trois rocs d'échiquier d'or posés 2 et 1, au chef cousu d'azur, chargé de trois fleurs de lis d'or.* Devise : *Sunt rupes virtutis iter.*

CHAPITRE DE TULLE : *d'azur, à un saint Martin à cheval d'argent, coupant avec son sabre son manteau d'or qu'il donne à un pauvre, moitié vêtu d'argent, le tout sur un sentier d'or, au roc d'échiquier du même en chef à senestre.*

1. — ARNAUD I^{er} DE SAINT-ASTIER, noble Périgourdin, dernier abbé de Tulle, en fut le premier évêque, en 1317, mourut le 6 juillet 1333, et fut inhumé à Rocamadour. Il portait : *d'azur, à un lion d'or passant; lampassé de gueules, surmonté à dextre d'une étoile d'or.* Ce sont les armes que donne un tableau conservé à Tulle, quoique la famille de Saint-Astier porte encore : *d'argent à trois aigles de sable posées en chef 2 et 1, et en pointe trois cloches du même émail, bataillées d'or, posées de même.*

2. — ARNAUD II DE CLERMONT, frère Mineur, nommé le 13 septembre 1333, mort le 28 juin 1337 : *de gueules, à deux clef d'argent adossées en sautoir, le penneton en haut.*

3. — HUGUES ROGER, religieux Bénédictin de Tulle, puis abbé de Saint-Jean-d'Angély, fut nommé évêque de Tulle par Clément VI, son frère, le 18 juillet 1342; cardinal. Sur vingt cardinaux qui entrèrent au conclave après

la mort d'Innocent VI, quinze lui offrirent la tiare, qu'il refusa. Il y en a qui pensent qu'il mourut à Avignon en 1363; mais il est plus probable que ce fut à l'abbaye de Montolieu, au diocèse de Carcassonne; son corps fut transporté dans l'église de Saint-Germain-Masséré en Limousin, qu'il avait fait bâtir : *d'argent, à la bande d'azur accompagnée de trois roses de gueules posées en orle*. Nous croyons que c'est par erreur que quelques auteurs mettent une *barre* au lieu d'une *bande*.

4. — GUY, 1342-1346. On croit qu'il se démit, et qu'il mourut à Avignon : *d'or, à une branche d'olivier de sinople, feuillée et chargée de ses fruits*.

(JEAN, fut vraisemblablement le compétiteur de Guy.)

5. — BERNARD OU BERTRAND DE LA TOUR, moine de Tulle, nommé en 1343, siégea jusqu'en 1346 : *d'azur, à trois tours d'argent crénelées, maçonnées de sable, et posées 2 et 1*.

6. — PIERRE, qui mourut à Tulle et fut enterré dans le chœur de la cathédrale : *de gueules, à six coquilles de Saint-Jacques d'argent posées 3, 2 et 1*.

7. — ARCHAMBAUD, nommé au mois d'août 1348, demeurait à Avignon, où il mourut le 21 novembre 1361 : *d'azur, à trois canettes ou colombes d'or, posées 2 et 1*.

8. — LAURENT dit D'ALBIARS, aussi appelé d'Albiac ou d'Aubiac, et même dal Biar, était médecin du pape Innocent VI, qui le fit évêque de Vaison, puis de Tulle en 1361, et peut-être dès 1359. Il mourut le 16 février 1370, et fut enseveli dans la cathédrale : *d'argent, au chevron de gueules, chargé en tête d'une fleur de lis d'or*.

9. — JEAN LEFEVRE (Fabri), cousin germain de Grégoire XI, docteur en droit civil, doyen d'Orléans, nommé

en 1370, créé cardinal le 30 mai 1371, mort à Avignon le 6 mars 1372 : *d'azur, au chef cousu de gueules, chargé d'un lion hissant d'argent.*

10. — BERTRAND DE COSNAC, noble limousin, fils de Hugues II de Cosnac monta sur le siège de Tulle en 1371, cardinal, mourut en 1375 : *d'argent au lion de sable, armé, lampassé et couronné de gueules, le champ semé d'étoiles de six raies de sable.*

11. — PIERRE DE COSNAC, frère du précédent, prieur de Brive, élu en 1375, siégeait en 1405 : *d'argent au lion de sable, armé, lampassé et couronné de gueules, le champ semé d'étoiles de six raies de sable.*

12. — BERTRAND DE BOTINAND, Limousin, chanoine de Saint-Martin de Tours et auditeur en la cour de Rome élu en 1408, mort en 1416 : *d'azur, à trois besans d'or chargés d'un anel de sable, et posés 2 et 1.*

13. — HUGUES DE COMBAREL, Limousin, élu en 1416, eut pour compétiteur le suivant, fut maintenu par arrêt du parlement le 12 juillet 1421, puis, en 1422 permuta, avec Bertrand de Maumont, et fut transféré à Poitiers en 1424. Les armés de sa famille sont : *parti, au 1^{er}, d'azur à trois coquilles de Saint-Jacques d'or mises en pal ; au 2^e, de gueules à une demi-molette d'argent ;* ce qui n'empêche pas le catalogue des armes des évêques de Tulle de lui assigner : *d'or à un sabre anché de gueules, garni d'azur, et posé en pal la pointe en haut.*

14. — MARTIN DE SAINT-SAUVEUR, prieur de Lisseau, élu par une partie des chanoines en 1416, fut dépossédé par arrêt du 21 juillet 1421 : *d'azur, à une image du Sauveur d'or, tenant dans la droite un monde de même surmonté de la croix, la gauche étendue.*

15. — BERTRAND DE MAUMONT, Limousin, fut d'abord évêque de Mirepoix, puis de Lavaur, ensuite de Béziers, et passa à Tulle en 1422; il mourut le 25 juillet 1425, et fut enseveli dans la cathédrale : *d'azur, à deux étoiles d'or posées en fasce, et à une rose d'argent posée en pointe; brisé en chef de deux lambels d'argent de trois pendants et superposés.*

16. — JEAN DE CLUYS, parent et vicaire général de Bertrand de Maumont, fut élu en 1428; fut ambassadeur auprès du roi de Castille, il mourut le 9 juin 1444, et fut inhumé dans la cathédrale : *d'argent au lion rampant d'azur.*

(Après le décès de Jean, Pierre de Comborn, de la branche de Treignac, fut nommé par le pape; mais il ne posséda point ce siège, parce que cette nomination était contraire à la Pragmatique. Il est cependant compté parmi les évêques qui se trouvèrent à la translation de saint Martin dans l'église de Tours au mois de février 1453 : *d'argent au lion de gueules, armé et lampassé de sable, couronné d'azur.*)

17. — HUGUES D'AUBUSSON fit son entrée à Tulle le 25 juillet 1451, mourut le 26 septembre 1454; fut inhumé devant l'autel de la cathédrale : *d'or, à la croix ancrée de gueules.*

18. — LOUIS D'AUBUSSON, frère du précédent, religieux de l'ordre de Saint-Benoit, fut d'abord évêque d'Aleth; élu évêque de Tulle en septembre 1454, il mourut en septembre 1471, et fut enterré dans la cathédrale : *d'or, à la croix ancrée de gueules.*

19. — DENIS DE BAR fut d'abord chanoine de Bourges,

puis archidiacre de Narbonne et protonotaire apostolique, évêque de Saint-Papoul; transféré à Tulle, où il fit son entrée le 25 mars 1472, il permuta avec le suivant, et retourna à sa première église en 1495; il mourut en 1517, et fut inhumé à Bourges, chez les Dominicains : *fascé d'or, d'argent et d'azur de neuf pièces.*

20. — CLÉMENT DE BRILLAC, prieur d'Aureil, évêque de Saint-Papoul, transféré à Tulle en 1495, mourut le 21 septembre 1514 à Lesterp, dont il était abbé, et où il fut inhumé : *d'azur, à trois fleurs de lis d'argent 2 et 1.*

21. — FRANÇOIS DE LÉVI DE VENTADOUR, abbé d'Obazine et de La Valette, prieur de Saint-Angel; nommé évêque de Tulle en 1515, il eut pendant quelque temps pour compétiteur Gilles de La Tour, des vicomtes de Turenne, mais fut confirmé par l'archevêque de Bourges le 29 mai 1517; il mourut à Bordeaux le 15 décembre 1535 : *d'or, à 3 chevrons de sable.*

22. — JACQUES ANCELIN, *alias* AMELIN, abbé de Bocheville, chanoine de la Sainte-Chapelle à Paris, secrétaire, aumônier et confesseur du roi François I^{er}, prit possession le 9 mai 1536, et mourut, le 30 avril ou le 1^{er} mai 1539, à Sens, où il fut enterré chez les Franciscains : *d'argent, à deux barres de gueules.*

23. — PIERRE DU CHASTEL, lecteur et bibliothécaire du roi François I^{er}, chanoine de la Sainte-Chapelle à Paris, puis évêque de Tulle en 1539; il fut pourvu de l'évêché de Macon en 1544, devint grand-aumônier de France en 1548, passa au siège d'Orléans, où il mourut le 3 février 1552 : *d'argent, à la croix ancrée de sable remplie de gueules.* On trouve cependant à Orléans son cachet, qui porte : *un lion surmonté d'un lambel.*

24. — FRANÇOIS DE FAUCON, originaire de Florence, abbé de Hautvilliers, de N.-D. de Belleperche, chanoine de la Sainte-Chapelle à Paris, élu évêque de Tulle en 1544, fut évêque d'Orléans le 20 octobre 1550, puis de Macon, et enfin de Carcassonne, où il mourut le 3 février 1552 : *de gueules, à une patte de faucon d'or, armée de sable.*

25. — JEAN DE FONSEC fut élu en 1553, permuta avec le suivant pour l'abbaye de Saint-Martial en 1560, ne fut pas sacré : *écartelé, aux 1^{er} et 4^e, d'or, à cinq étoiles de gueules de six raies posées 2, 1 et 2; aux 2^e et 3^e, d'argent, au lion d'or couronné du même.*

26. — LOUIS-RICARD DE GOURDON DE GENOUILLAC, abbé de Saint-Romain de Blaye, de Saint-Martial, de Saint-Lô, prieur de Faye, nommé évêque de Tulle en 1560, y fit son entrée le 1^{er} juin 1561, mourut en 1583; son corps fut inhumé dans l'église de Vaillac en Quercy : *écartelé, aux 1^{er} et 4^e, d'argent, à trois molettes d'or posées en pal; aux 2^e et 3^e, d'or, à trois barres de gueules.*

27. — FLOTARD-RICARD DE GOURDON DE GENOUILLAC, frère du précédent, doyen de Tulle, nommé évêque en 1583, mourut en mars 1586, fut enseveli à Vaillac : *écartelé, aux 1^{er} et 4^e, d'argent, à trois molettes d'or, posées en pal; aux 2^e et 3^e, d'or, à trois barres de gueules.*

28. — ANTOINE DE LA TOUR, doyen de Tulle, fut nommé évêque au mois d'avril 1587, fut sacré à Bordeaux le 4 septembre 1588; il se démit en faveur du suivant le 12 septembre 1594, et mourut le 8 septembre 1595; fut enterré à Rocamadour : *d'azur, semé de fleurs de lis d'or, à une tour crénelée d'argent, maçonnée de sable.*

29. — JEAN DE VISANDON, docteur en droit canon, fut

nommé le 18 octobre 1594, sur la démission du précédent; ne fut pas sacré : *d'argent, à un croissant d'azur chargé de cinq glands, la pointe en bas.*

30. — JEAN-RICARD DE GOURDON DE GENOUILLAC, nommé évêque de Tulle le 9 octobre 1599, obtint en 1600 le prieuré de Jarnages; il mourut le 13 janvier 1652 : *écartelé, aux 1^{er} et 4^e, d'argent, à trois molettes d'or, posées en pal; aux 2^e et 3^e, d'or, à trois barres de gueules.*

31. — LOUIS DE RECHIGNEVOISIN DE GURON, abbé de N.-D. de Moreaux, diocèse de Poitiers, 1635, conseiller d'État le 6 octobre 1650, sacré évêque de Tulle le 1^{er} novembre 1653, passa à celui de Comminges le 5 janvier 1671, et mourut le 20 mai 1693 : *d'azur, à une fleur de lis d'or.*

32. — JULES MASCARON, prêtre de l'Oratoire, célèbre prédicateur, nommé à l'évêché de Tulle le 5 janvier 1671, sacré à Paris le 8 mai, fut transféré à Agen en 1679, où il mourut le 16 novembre 1703 : *écartelé, aux 1^{er} et 4^e, d'azur, à une tour d'or crénelée et maçonnée de sable; aux 2^e et 3^e, de gueules, à trois larmes d'argent posées 2 et 1.*

33. — HUBERT ANCELIN, fils de la nourrice de Louis XIV, aumônier du roi, nommé le 4 octobre 1680, se démit en 1702, fut fait abbé de Ham, mourut à Paris le 27 juin 1720 : *écartelé aux 1^{er} et 4^e, d'azur, à une fleur de lis d'or, aux 2^e et 3^e, d'argent, à un dauphin d'azur, couronné et lampassé de gueules; sur le tout, parti d'or et d'argent, à un lion grimpant de gueules brochant sur le tout.*

34. — ANDRÉ-DANIEL DE BEAUPOIL DE SAINTE-AULAIRE, né le 15 juin 1651, tonsuré à Limoges le 8 novembre 1666, eut par résignation, en 1693, le prieuré de Thoy, au diocèse de Limoges, et fut nommé, le 29 septembre de la

même année, archiprêtre de La Porcherie ; il était docteur en théologie, vicaire général à Périgueux, et supérieur du séminaire de cette ville, lorsqu'il fut nommé à l'évêché de Tulle le 15 avril 1702; sacré au mois d'octobre suivant, il fit son entrée à Tulle le 14 janvier 1703. Après s'être démis de son évêché en 1720, il se retira chez les missionnaires de Périgueux, y mourut en 1734, et fut enterré dans leur chapelle : *de gueules, à trois accouples d'argent posés en pal 2 et 1, les liens d'azur tournés en fasce.*

35. — LOUIS-JACQUES DE CHAPT DE RASTIGNAC, nommé en décembre 1720, fut sacré dans l'église des Jésuites de Luçon le 1^{er} janvier 1722; il passa au siège de Tours en 1723, et mourut le 2 août 1750; est enterré à Saint-Gatien. *d'azur, au lion d'argent, couronné, armé et lampassé de gueules.*

36. — CHARLES DU PLESSIS D'ARGENTRÉ, né le 16 mai 1673, docteur de Sorbonne le 27 mars 1700, abbé de Guingamp le 24 novembre 1699; vicaire général de Tréguier en 1707, aumônier du roi en 1709, nommé à l'évêché de Tulle le 26 octobre 1723, fut sacré dans la chapelle du séminaire de Saint-Sulpice à Paris; il mourut le 27 octobre 1740, et fut enterré dans la chapelle du séminaire de Tulle : *de sable, à dix billettes d'or, posées 4, 3, 2 et 1.*

37. — FRANÇOIS DE BEAUMONT D'AUTICHAMP, abbé d'Ogny, de La Victoire, grand-doyen d'Angers, nommé en 1740, sacré le 11 juin 1741, refusa en 1754 l'évêché de Senlis, et mourut dans son diocèse le 20 novembre 1761 : *de gueules, à une fasce d'argent, chargée de trois fleurs de lis d'azur, accompagnée d'une couronne royale posée en chef.*

38. — NICOLAS-BONAVENTURE THIERRY, chanoine, chancelier de l'Eglise et de l'Université de Paris, docteur de Sorbonne, abbé de Chézy, nommé par le roi au mois de décembre 1761, se démit sans être sacré.

39. — HENRI-JOSEPH-CLAUDE DE BOURDEILLES, né le 7 décembre 1720, était abbé de la Trinité de Vendôme et vicaire général de Périgueux, lorsqu'il fut nommé à l'évêché de Tulle au mois de mai 1762; il fut sacré le 12 décembre, fut transféré à l'évêché de Soissons au mois d'août 1764 : *d'or à deux pattes de faucon superposées et armées de sable.*

40. — CHARLES-JOSEPH MARIUS DE RAFÉLIS DE SAINT-SAUVEUR, né le 5 octobre 1725, fut archidiacre et vicaire général d'Amiens, abbé d'Orbestier, nommé évêque de Tulle le 25 août 1764, fut sacré le 27 janvier 1765 : *d'or, à la croix recroisetée d'azur.*

Le diocèse de Tulle fut de nouveau réuni à celui de Limoges jusqu'en 1823.

41. — CLAUDE-JOSEPH-JUDITH-FRANÇOIS-XAVIER DE SAGEY, né le 2 avril 1759, vicaire général du Mans, nommé le 23 avril 1822, sacré à Issy près Paris le 1^{er} mai 1823, prit possession le 25 mai. Nommé chanoine de Saint-Denys en 1824, il conserva l'administration du diocèse jusqu'au 27 avril 1829; décédé à Paris le 20 mars 1836 : *d'azur, à la croix ancrée d'or.*

42. — AUGUSTIN DE MAILHET, né le 22 août 1763, sacré évêque de Tulle le 24 avril 1825, prit possession le 28 : *d'azur, à trois maillets d'argent posés 2 et 1, la poignée en bas.*

43. — JEAN-BAPTISTE-PIERRE-LÉONARD BERTAUD, né

à Limoges le 30 octobre 1798 , chanoine de cette église ,
où il fut sacré le 21 septembre 1842 : *d'azur à deux bras
d'argent gantés de même , jetant un filet de même dans
une mer de sinople. En chef, un soleil d'or lançant des
rayons du même , et portant à son foyer un χ de sable.*
Devise : *In verbo autem tuo laxabo rete.*

A. LECLER ,
Curé de Saint-Symphorien.

Mai 1872.

M. AMÉDÉE ALLUAUD.

MESSIEURS,

Le 9 février dernier, la Société Archéologique perdait un de ses membres, M. Amédée Alluaud. Nous avons été heureux de recevoir dans nos rangs, le 1^{er} mai 1863, le fils du grand industriel, du savant archéologue qui a laissé dans notre Société une mémoire si justement vénérée. Si M. Amédée Alluaud ne se présentait pas à nous comme le continuateur des études et des travaux scientifiques de son père, il apportait, comme ami des arts, un concours précieux à la Société qui avait sous sa direction le musée de tableaux, et allait bientôt devenir la première organisatrice du musée céramique.

C'est par ce côté de son esprit que M. Amédée Alluaud nous appartient, c'est par là qu'il a marqué sa place dans nos réunions, et aujourd'hui encore c'est l'art qui nous commande de ne pas laisser la mort faire son œuvre sans que cette tombe à peine fermée reçoive de nous un dernier hommage.

Je n'ai pas à parler de la jeunesse de M. Amédée Alluaud. Après avoir achevé à Paris les études qu'il avait commencées au lycée de Limoges, il était revenu dans

sa ville natale. A ce moment la Muse des arts ne l'avait pas encore touché de son aile : c'était un intrépide et infatigable chasseur, usant sans réserve de la santé robuste que la nature lui avait donnée, et ne s'occupant que de chevreuils ou de loups au milieu de ces bois et de ces coteaux du Limousin qu'il aimait tant, plus tard, à voir reproduits par la main des Corot, des André et des Dupré.

La chasse cependant ne pouvait suffire à une aussi vigoureuse et aussi vive intelligence : ennemie de ce repos, de cette oisiveté, qui sont trop souvent les écueils de la vie de province, avide de sensations et d'émotions nouvelles, elle cherchait d'autres excitations et des horizons plus vastes. C'est alors que M. Amédée Alluaud partit pour la Crimée en 1854. Au désir de voyager et de parcourir des contrées qui lui étaient inconnues se mêlait ce sentiment patriotique qu'il a conservé jusqu'à la mort. Il voulait voir cette armée qui, reprenant les traditions guerrières du commencement du siècle, étonnait l'Europe non-seulement par sa valeur, mais aussi par sa fermeté et sa constance. Il resta trois mois dans les tranchées de Sébastopol, supportant vaillamment les privations et les fatigues, et, sans chercher le danger, l'acceptant, quand il le fallait, avec autant de sang-froid que de bonne humeur.

Ainsi trempé et aguerri, il partit pour l'Algérie, et la parcourut jusqu'au désert, s'enivrant de cette vie aventureuse, au sein de laquelle se développait et s'agrandissait son esprit. A ce moment, l'amour de l'art s'est emparé de lui. Ce n'est pas en vain que ses yeux ont contemplé cette nature orientale si chaude, si colorée, si puissante : il la comprend, il l'admire, et, à peine revenu

à Limoges, le voilà tourmenté du désir d'aller achever en Italie l'éducation commencée dans les montagnes de la Kabylie. Ce nouveau voyage est pour lui une sorte de pèlerinage; il court à l'Italie comme à une « Terre-Sainte », à un « Campo Santo » : c'est là qu'il veut recevoir, pour ainsi dire, son baptême artistique.

Des mains amies nous ont confié les lettres qu'il écrivait de Rome, de Florence, de Venise, à sa famille. Ce sont de véritables volumes. Nous avons lu avec soin, avec respect, ces pages où notre ami racontait, tous les soirs, au courant de la plume, ses impressions de la journée. L'entrain et la verve y abondent, en même temps qu'on y retrouve à chaque pas cette netteté et cette méthode qui étaient, comme dirait M. Taine, « les facultés maîtresses » de cet esprit. Telles lettres sont de véritables catalogues, où chaque tableau est noté, classé par numéro, avec quelques lignes d'éloge ou de critique.

Il nous semble qu'il goûta peu Michel-Ange. Les conceptions gigantesques et le dessin parfois tourmenté du grand Florentin lui plaisaient moins que « la peinture douce et tranquille » de Raphaël, « où l'on ne trouve pas un sentiment exagéré, sans cependant qu'aucune expression y manque ».

« Après Michel-Ange, dit-il encore, ma vue se repose avec plaisir sur ces figures candides de Raphaël, sur cette peinture calme, douce, qui est tellement belle que du premier coup on ne peut l'admirer, tant elle est naturelle. Si elle manque d'aspect saisissant, elle répand une majesté harmonieuse qui vous invite à la regarder davantage, et vous inspire de bons sentiments : c'est comme la lecture d'un bon livre. »

Cette opinion qui ne ne s'appliquait alors qu'à la pein-

ture de Raphaël, M. Amédée Alluaud la généralisa plus tard, et l'appliqua à toute la peinture. Que de fois je l'ai entendu me dire : « Toute peinture doit exprimer une idée, une idée bonne et salubre à l'âme. Quand elle n'est qu'un assemblage de couleurs, elle peut certainement avoir de l'éclat et même du charme ; mais, dans ce cas, elle n'atteint pas pour moi son véritable but : elle doit avant tout élever et moraliser l'esprit. » Théorie rigoureuse sans doute, et qu'il poussait à l'excès, mais à laquelle, du moins, on ne reprochera ni vulgarité, ni bassesse.

Après Rome, Venise. Ici l'enthousiasme éclate : on dirait que cette magie de la couleur contre laquelle il se mettait sans cesse en garde l'a, en dépit de tous ses efforts, ébloui et vaincu ! « Pour n'avoir pas l'idée de voir Venise, à trente-six lieues de Paris, avec tout ce qu'elle renferme d'étrange et de merveilleux, il faut, s'écrie-t-il, avoir banni toute élévation de cœur, tout sentiment de reconnaissance pour le beau ! » Et plus loin encore : « J'aimais bien la peinture avant de venir en Italie, je la voyais avec plaisir ; mais je n'aurais jamais cru qu'elle dût me causer de pareilles émotions. C'est une nouvelle atmosphère de jouissance qui s'est ouverte à moi. Laissez-moi être heureux quelques instants ! les souffrances, hélas ! ne viendront que trop tôt ! »

Hélas ! en effet, les souffrances sont venues, et avec quelle rapidité pour lui, pour sa famille et pour ses amis !

C'est ainsi qu'il quitta l'Italie, « lui vouant une éternelle reconnaissance pour le bonheur qu'elle lui avait donné ». Les derniers mots de sa dernière lettre sont ceux-ci : « Voyez Venise, je vous en supplie, voyez Venise ! »

À son retour d'Italie, M. Amédée Alluaud entre de

plain-pied dans la vie artistique. Il y apporte ce mélange de passion et de raison qui était, ainsi que je l'ai déjà dit, le fond même de son caractère. Quoique son esprit soit encore rempli des souvenirs de Raphaël, de Corrège, de Titien, du Veronèse et du Guide, « son peintre favori », comme il le répète dans plusieurs de ses lettres, il se laisse aller peu à peu aux séductions de l'école française, et s'éprend tour à tour de nos grands maîtres. Au premier moment, c'est Delacroix qui l'emporte; puis c'est Diaz, chez lequel il retrouvait comme un reflet de Venise; dans ces derniers temps, il s'était laissé ravir par l'harmonieux et fin talent de Bouguereau. Nos paysagistes avaient aussi leur part: sincèrement épris du puissant et franc talent de Troyon et de Rousseau, il n'en avait pas moins une prédilection particulière pour l'élégante et vaporeuse peinture de Corot: elle exerçait sur lui le même effet que celle de Raphaël; c'était pour son esprit une satisfaction et un repos.

Il ne faudrait pas croire cependant qu'au milieu de ces entraînements la théorie de M. Amédée Alluaud se modifiât. Elle restait intacte, telle qu'il l'avait rapportée d'Italie. L'idée, toujours l'idée, c'était là ce qu'il cherchait avant tout dans un tableau. La peinture restait pour lui le plus élevé et le plus noble des enseignements. Nous ne saurions en donner une meilleure preuve qu'en citant le passage suivant du rapport qu'il lisait, au mois de décembre 1870, à la Société des Amis-des-Arts du Limousin, dont il était depuis huit ans le secrétaire :

« Le grand art, disait-il, dédaigneux des situations vulgaires, plane sans cesse dans les sphères les plus élevées.

» Les beautés saisissantes de la nature, la religion, la

philosophie, les grands dévouements, les épopées, sont les éléments où il se recueille, s'affirme, et d'où il se dégage assez sublime pour les idéaliser et les ennoblir encore.

» Le grand art est un livre splendide, toujours ouvert à ceux qui veulent bien apprendre à y lire. C'est un trésor inépuisable, une mine qui s'enrichit à mesure qu'on la creuse.

» Mieux qu'un livre, une toile suffit à caractériser une époque.

» Les chastes pinceaux du Fra Beato-Angelico et du Pérugin traduisent la sincérité naïve de la foi chrétienne au xv^e siècle, avant les doutes de la réforme.

» Plus tard, Ribera nous fait assister à l'ère de l'intolérance religieuse, aux horreurs de l'inquisition d'Espagne.

» Avec Terburg et Gérard Dow, nous apprenons que les bons Hollandais d'alors, comme ceux d'aujourd'hui, mettaient au-dessus de tout le calme de la vie intime et les joies de la famille.

» Les femmes superbes de Paul Véronèse, avec leurs cheveux d'or et leurs seins nus, montrent Venise riche, indépendante et fière au xvi^e siècle, sous un ciel de liberté.....

» L'œuvre de Boucher et de Watteau dévoile les mœurs frivoles de la fin du xviii^e siècle, et, quand, au musée du Louvre, on regarde en face la tête du *Cuirassier* de Géricault, ce sont quinze années d'héroïsme sublime et aussi de despotisme qui se dressent devant vous.

» Les grandeurs et les défaillances de notre époque, les ardues préoccupations sociales qui précipitent les révolutions, ce mouvement irrésistible qui entraîne notre

siècle à la poursuite d'un idéal qui s'éloigne dès qu'il semble atteint, se trouveront un jour interprétés par les conceptions grandioses, par l'exécution éblouissante et déchaînée, par le génie devancier d'Eugène Delacroix : d'un seul mot, *la Barque du Dante* dira aux générations futures les convulsions dans lesquelles nous voyons notre siècle se tordre. »

Ces paroles sont, pour ainsi dire, le testament artistique de M. Amédée Alluaud ; elles sont le résumé le plus net et le plus fidèle de ses théories et de ses opinions.

Ce travail serait incomplet si je ne disais que la grande peinture n'était pas, en fait d'art, la seule préoccupation de M. Amédée Alluaud. Placé à la tête d'une des plus importantes fabriques de porcelaine de Limoges, membre du comité-directeur de l'École gratuite des Beaux-Arts, il ne croyait pas que l'art dérogeât en s'alliant à l'industrie ; il pensait, au contraire, que dans cette union la céramique devait nécessairement trouver les combinaisons les plus variées et d'inépuisables ressources. Seulement là encore il avait sa théorie, et il l'appliquait avec sa vigueur et sa tenacité accoutumées. Il disait que, lorsqu'on avait sous la main une pâte telle que le kaolin, si pure, si blanche, si transparente, il ne fallait pas la faire disparaître sous un amas de couleurs, quelque brillantes qu'elles fussent. Le décor ne devait servir, selon lui, qu'à rehausser par quelques touches légères et fines l'incomparable blancheur de la porcelaine. C'est dans ce sens qu'il dirigeait ses recherches, et qu'il étudiait sans cesse les vieux maîtres faïenciers, pour tâcher de comprendre leurs procédés et de leur dérober les secrets de leurs ornements et de leur coloris.

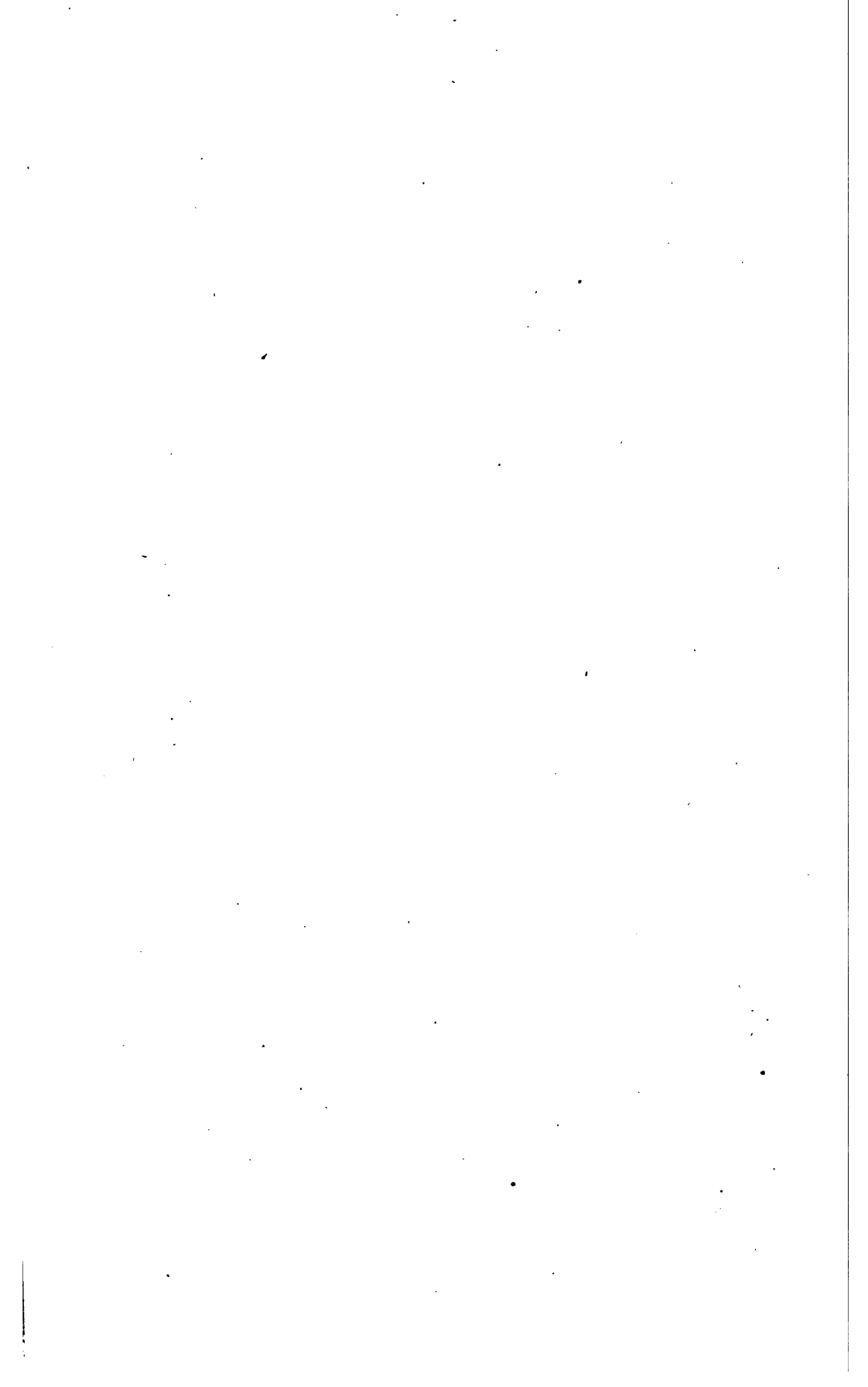
Ce n'est pas sans émotion que je me rappelle le jour où, pâli par la mort, qui déjà se penchait sur lui, il eut la force de se faire apporter des porcelaines décorées d'après le modèle qu'il avait lui-même donné. Il les examina longuement, indiquant à ceux qui l'entouraient les modifications qu'il jugeait nécessaires. Ce fut son dernier travail et son dernier effort.

Pardonnez-moi, Messieurs, de me laisser entraîner par mes souvenirs; mais l'homme dont je vous parle était pour moi un excellent ami, et, aujourd'hui que je ne puis plus le voir que par les yeux de la pensée, j'éprouve comme une sorte d'amer et douloureux plaisir à évoquer devant vous son image, à vous raconter tout ce que je sais sur cette remarquable intelligence si brusquement arrêtée par la mort dans tout son développement et comme en pleine course.

M. Amédée Alluaud n'est plus. Une longue et douloureuse maladie nous l'a enlevé dans la force de l'âge, à quarante-six ans. Sans doute, chez ses amis son souvenir ne s'effacera pas; mais je voudrais que ces quelques mots, inscrits dans les archives de notre Société, apprissent à ceux qui ne l'ont pas connu la perte que nous avons faite. Pour moi particulièrement c'était un devoir, pour nous tous c'était un hommage dû à l'homme qui a porté dignement un des plus illustres noms de notre Limousin.

ALBERT GUILLEMOT.

4 mars 1872.



M. TIXIER-LACHASSAGNE.

MESSIEURS,

Il y a bientôt douze ans, je faisais, à Paris, ma seconde année de droit, sous un maître que je n'oublierai jamais. Il traitait je ne sais plus quelle question controversée : nous écoutions avec un religieux silence l'exposition, aussi claire que lumineuse, de sa doctrine, lorsque, en terminant, il nous dit qu'elle s'appuyait de l'autorité d'un arrêt de la Cour de Limoges, et il ajouta ces expressions significatives : « Cet arrêt est d'autant plus remarquable qu'il a été rendu sous la présidence d'un homme éminent, M. Tixier-Lachassagne ». Je conçus dès lors le vif désir de connaître le magistrat dont les arrêts avaient tant d'autorité. Ce désir, il ne s'est pas réalisé ; mais j'ai du moins le bonheur d'entendre parler de M. Tixier, et de recueillir de la bouche de ceux qui l'ont connu, aimé, apprécié, l'expression unanime de leurs sympathies, de leur estime et de leur admiration. Cette grande figure avait d'ailleurs mille attraits pour moi : M. Tixier a été pendant vingt-sept ans le chef d'une compagnie à laquelle

j'ai l'honneur d'appartenir, et que j'aime de toutes les forces de mon âme; il était l'oncle d'un de nos jeunes magistrats, intelligence élevée, cœur d'élite, ami sûr, auquel j'ai voué un profond et inaltérable attachement. Et puis, est-il quelque chose de plus attrayant et en même temps de plus fertile en enseignements, pour celui qui est presque encore au seuil de la carrière, que la vie d'un de ses anciens qui a laissé dans la magistrature la trace lumineuse d'un beau caractère, d'une intelligence élevée, d'un incomparable bon sens? On éprouve à vivre par la pensée dans l'intimité de ces grands magistrats je ne sais quelle douceur, quel charme et quel sentiment de fierté jalouse. Chaque famille a ses ancêtres : la nôtre, — car la magistrature est une famille, — la nôtre a des aïeux dont elle s'honore à juste titre, et dont les nobles exemples servent de modèle aux générations qui se succèdent, hélas ! avec tant de rapidité, et qui sont en même temps pour elles un éternel sujet d'admiration. Enfin, Messieurs, des liens qui sont toujours biens doux à vos cœurs rattachent à vous M. Tixier : il a été membre de votre Société depuis 1847 jusqu'en 1869.

M. TIXIER-LACHASSAGNE (Joseph-Charles) est né, le 16 juin 1795, à Bourganeuf, du mariage contracté, en 1790, par Antoine Tixier avec Marie-Rose Aubusson de Soubrebost. La famille Tixier est l'une des plus anciennes et l'une des plus honorables de la Creuse. Originnaire de Felletin, elle a occupé d'importantes fonctions. En 1621, Jacques Tixier était syndic de la ville de Felletin ; c'est lui qui en restaura le collège. En 1639, on cite, parmi les élèves les plus remarquables du collège, les trois frères Tixier : l'un, d'abord prieur de Lyon, fut élu prieur et

général de la Grande-Chartreuse, où il a laissé la trace ineffaçable de sa piété, de son savoir et de la supériorité de son intelligence. Les religieux montrent avec piété, dans la salle du grand-conseil, aux fidèles qui viennent les visiter, le portrait de celui qui fut l'une des lumières et l'une des gloires du monastère (1). Le second des frères Tixier fut prieur de Toulouse ; le troisième, de Cahors. Un oncle de M. Lachassagne était président au présidial de Guéret. Il avait la réputation d'un homme distingué. Son père fut trésorier des finances à Bourgneuf ; il était avocat en parlement de Paris. C'était un homme aussi remarquable par l'intelligence que par les sentiments élevés du cœur. Un cousin germain du premier-président, M. Tixier de La Chapelle, a été député de la Creuse sous la Restauration.

C'est à Bourgneuf que M. Tixier passa les années de son enfance, entouré des soins et des tendresses d'une excellente mère, témoin de l'estime et de la sympathie qui furent la récompense des vertus de son père. Les jours qui s'écoulaient au sein des douces affections de la famille sont bien rapides, et à peine avons-nous goûté ces premières délices de la vie qu'il faut entendre les leçons des maîtres former et assouplir nos caractères dans la société de nos semblables : le jeune Tixier fut obligé de se séparer des siens. C'est au collège de Magnac-Laval, alors très-florissant, qu'il puisa les leçons et les enseignements qui furent pour lui la source des plus délicates jouissances, et en même temps le secret des forces et des grandeurs de son intelligence. Instruit par les maîtres les plus distingués, nourri des doctrines

(1) Il occupe le quarante-unième rang après celui de saint Bruno.

les plus pures et les plus chrétiennes, initié à l'art de bien penser et de bien dire, il aimait son collège, ses professeurs, ses camarades. Il laissa à Magnac le souvenir d'une grande affabilité de caractère, d'une maturité précoce de jugement, d'une intelligence élevée. A treize ans, il était en rhétorique ; à quatorze ans, en philosophie. Au collège de Magnac, il avait remporté d'éclatants succès : il en remporta également à l'institution Sainte-Barbe de Paris, où il redoubla sa rhétorique et sa philosophie.

La nature l'avait merveilleusement doué, et partout il devait révéler ses heureuses dispositions. C'est à Paris qu'il fit son droit, à une époque où l'on n'avait guère le temps d'apprendre et d'étudier : c'était dans les années 1813, 1814, 1815. Les événements se précipitaient alors avec une effroyable rapidité ; la France presque tout entière était sous les armes, dans les camps, sur les champs de bataille, aussi héroïque dans la défaite que dans la victoire. La jeunesse, pleine d'ardeur, d'enthousiasme, d'abnégation, suivait nos vieux soldats, épuisés de fatigues, qui n'avaient plus la force que de bien mourir. M. Tixier songea à entrer à l'École polytechnique ; son esprit eût été d'ailleurs merveilleusement préparé pour ces sciences dont l'exactitude est la règle, et la logique la puissance ; mais la France ne pouvait plus combattre : elle fut obligée de se reposer. La Restauration vint, à deux reprises différentes, pour réparer nos maux et cicatriser nos blessures ; la paix fut définitivement conclue, et l'on put enfin se livrer avec sécurité aux nobles travaux de la pensée.

M. Tixier quitta Paris, et se fit inscrire au barreau de Limoges. Ses débuts comme avocat furent remarquables. En même temps qu'il se livrait à l'exercice de la plaidoirie,

il se formait à la pratique dans l'étude d'un avocat, praticien consommé, M. Ballet, qui avait été avocat général à la Cour. Les hommes d'affaires ne s'improvisent pas ; le droit exige des études longues, difficiles, ardues, quelquefois même pénibles : elles ne rebutèrent pas le jeune avocat, et il mit à dépouiller les dossiers, à creuser les questions, toute l'ardeur de son zèle, toute l'activité de son intelligence. Un avoué de la Cour a eu entre les mains un grand nombre d'actes écrits de la main de M. Tixier et de mémoires composés par lui.

Des débuts heureux au barreau, une remarquable sûreté de jugement, une grande dignité de caractère, attirèrent bien vite l'attention sur lui. La magistrature aime à recruter dans son sein ces natures d'élite qui apportent, avec l'amour du devoir, le culte des saintes traditions, le sentiment de la dignité de la profession, les brillantes promesses de l'avenir : l'avocat devint magistrat. Il fut nommé conseiller auditeur à la Cour de Limoges le 2 octobre 1819. M. Meytadier, premier avocat général, en l'installant, ainsi que M. Grellet, s'exprimait ainsi : « M. Tixier-Lachassagne est jeune encore (il n'avait que vingt-trois ans), et cependant déjà l'étendue de ses connaissances, la justesse de son esprit, la droiture de son cœur, sont généralement appréciées. Il n'a pas besoin de chercher des exemples ailleurs que dans sa famille : que M. Tixier suive les exemples de son père, nous nous rappellerons toujours avec un sentiment d'orgueil que nous l'avons compté au nombre de nos plus honorables amis. » Puis, s'adressant aux deux nouveaux conseillers auditeurs, et retraçant la mission qu'ils auraient à remplir, il terminait ainsi : « En acceptant les fonctions qui vous sont déléguées, songez bien que vous êtes ins-

titués pour être en quelque sorte la partie active et toujours agissante de la Cour à laquelle vous allez être attachés. Susceptibles d'être associés à ses délibérations, à l'examen et même au rapport des affaires qui lui sont soumises, d'être accidentellement députés dans des tribunaux du ressort pour y activer le cours de la justice, vous pouvez être appelés à concourir aux travaux du ministère public. » M. Tixier fut attaché au parquet; il siégea quelquefois aussi à la Cour. Il fut le collaborateur de Martignac, un grand orateur et un grand citoyen, qui fut procureur général à Limoges depuis le 15 juillet 1820 jusqu'au 20 juin 1822. Le 24 mars 1824, il fut nommé substitut du procureur général. M. Guernon de Ranville, l'un des membres du dernier ministère de la Restauration, qui fut procureur général à Limoges du 16 avril 1823 au 21 juillet 1826, eut pour son substitut une estime et une affection toutes particulières. Il apprécia son talent, il aima les qualités de son cœur. J'ai eu entre les mains une lettre adressée par le procureur général à son jeune collaborateur : elle est exquise de simplicité, de gracieuse sympathie, de familière gaieté. Qu'ils sont doux et qu'ils sont forts les liens que nouent la bienveillance du chef et l'affectueuse déférence du subordonné !

Comme substitut du procureur général, M. Tixier eut l'occasion de porter la parole dans des affaires difficiles. Il étonna par la lucidité de son esprit, la pénétration de son jugement, et la netteté avec laquelle il exposait les affaires les plus compliquées. Les anciens se rallièrent plus d'une fois à son opinion, entraînés qu'ils furent par la vigueur de son argumentation. Il traita plusieurs questions de dotalité en juriconsulte et en praticien. C'est sur ses conclusions conformes qu'il fut décidé que l'art. 1450

du Code civil, qui rend le mari responsable du défaut d'emploi ou de remploi de l'immeuble aliéné avec son consentement, s'applique, sous le régime dotal, aux paraphernaux. C'est la doctrine de la Cour de cassation. L'article 1450 est un article général, tiré des entrailles même de la société conjugale. « Pouvez-vous mettre de côté, disait Lebrun, l'ascendant du mari, qui mène presque toujours la femme au point qu'il désire? » Les jeunes talents, lorsqu'ils joignent aux séductions du caractère l'ampleur de l'intelligence, ont le don d'attirer les sympathies : M. Tixier réussit à se faire aimer de ses collègues et estimer du barreau, qui se plaisait à rendre hommage aux facultés heureuses du jeune magistrat.

Il était apte aux fonctions du ministère public, car il avait, au suprême degré, le sens des affaires, la clarté de l'exposition, la logique du raisonnement. Cependant il avait un peu d'embarras dans la langue, et la parole en public lui inspira toujours des craintes et des appréhensions. Il demanda un siège de conseiller : il l'obtint le 8 mars 1829. Il fut immédiatement désigné pour la présidence des assises : esprit lumineux, parole serrée, nerveuse, concise, caractère ferme, il semblait que la nature l'eût prédestiné à ces délicates fonctions. Il excellait à faire l'analyse des éléments de l'accusation aussi bien que de ceux de la défense, à poser nettement les questions aux témoins, et à faire surgir la vérité de leurs contradictions. Ses résumés étaient des modèles de clarté, de simplicité, de précision, d'impartialité. On se souviendra longtemps, dans le ressort, de ses présidences.

Le 14 février 1833, il était nommé président de chambre. Nul ne s'étonna de la rapidité de son avancement : il était justifié par des qualités exceptionnelles.

Le 4 avril 1837, il était nommé premier-président de la Cour de Riom, en remplacement de l'illustre Grenier. Il n'avait que quarante-deux ans. Nul plus que lui n'était digne de recueillir l'héritage de l'auteur du *Traité des donations* et du *Traité des hypothèques*. Le procureur général, M. de La Seiglière, qui fut l'un de ses meilleurs collaborateurs et l'un de ses meilleurs amis, qui devint plus tard l'éminent premier-président de la Cour de Bordeaux, en recevant le nouveau premier-président, s'exprimait ainsi : « Lorsque je veux reporter sur vous la pensée de la Cour, une nouvelle émotion me trouble et m'arrête; un sentiment qui m'est trop doux, et dont je suis trop fier pour que j'essaie de le déguiser, m'impose une réserve que me commanderait d'ailleurs votre présence : je crains également de dire trop et trop peu, et j'éprouve à parler de vous cette sorte d'embarras qu'on éprouve à parler de soi-même. Conseiller en 1829, vous fûtes, à votre insu, élevé, en 1833, aux fonctions de président de chambre, élévation qui ne surprit que vous seul. »

Le discours que fit M. Tixier fut plein de simplicité, d'élévation et de mâle grandeur. Écoutez plutôt quelques passages : « Je ne connais pas de poste plus digne d'envie que celui que je viens occuper parmi vous, et cependant je trahirais la vérité si je disais que cette haute distinction n'a fait naître en moi que des sentiments de joie et de bonheur. Il s'y est mêlé plus d'un regret et plus d'une inquiétude. Et comment aurais-je pu m'éloigner sans douleur de cette cité aux mœurs si douces et si hospitalières qui m'avait adopté comme un de ses enfants les plus chers, et où j'ai passé vingt ans, entouré chaque jour de ces témoignages d'estime et de confiance qui ré-

pandent sur la vie tant de douceur, et qui sont, pour l'homme public, la plus précieuse récompense de l'accomplissement de ses devoirs ! Je serais bien ingrat aussi si j'avais pu me séparer avec indifférence de cette compagnie qui, dès mon entrée dans la carrière, m'a accueilli avec une indulgente bonté ; qui depuis, à chaque pas que j'ai fait, m'a constamment soutenu et protégé de son affection, et où je ne crains pas de dire que j'ai laissé autant d'amis que j'y comptais de collègues. Ce n'est pas non plus sans un sentiment pénible que j'ai vu reculer la distance qui me sépare des lieux où j'ai reçu le jour, et où la mémoire de mon père, toujours vivante, a eu assez de puissance sur mes concitoyens pour me faire décerner par eux l'honneur de les représenter dans les conseils de la nation. Voilà les regrets qui sont venus mêler ma joie de quelque amertume : je vous les confie sans crainte, sûr qu'ils ne peuvent éveiller dans vos cœurs que des sentiments de sympathie ; car vous prendriez de moi une opinion défavorable si l'honneur d'occuper cette place, quel grand qu'il soit, pouvait me faire oublier ce que je dois à la reconnaissance, à l'amitié, au pays natal. Aux regrets que m'a laissés ma situation passée sont venus se joindre des inquiétudes sur ma situation nouvelle. Je ne suis pas du nombre de ceux qui ne voient dans de hautes fonctions que des satisfactions d'amour-propre ou d'ambition : mon esprit est frappé avant tout des obligations qu'elles imposent, et vous concevrez aisément que, à la vue des devoirs qui m'attendent ici, j'ai dû éprouver de graves préoccupations..... Jugez de mes alarmes, à moi qui n'apporte au milieu de vous que le sentiment du devoir, qu'un zèle ardent et pur pour l'administration de la justice. Et combien ces alarmes deviennent plus vives,

quand ma pensée se reporte sur l'illustre magistrat qui a si glorieusement occupé le siège où j'ai, en ce jour, le dangereux honneur de m'asseoir auprès de lui. Je n'ai pas besoin de venir parmi vous pour apprendre à révéler le digne chef qu'un scrupule d'une admirable délicatesse éloigne de ce siège, et que vos regrets suivent dans la retraite qu'il a voulu s'imposer après une carrière si noblement remplie. Il y a longtemps que le nom de M. Grenier est pour moi l'objet d'un respect religieux. Ce sentiment a pris naissance lorsque, jeune encore, je recherchais l'esprit de nos lois dans ces grandes discussions qui ont produit l'œuvre immortelle du Code civil, et où le nom de M. Grenier tient une place si glorieuse à côté de ceux des Treilhard et des Portalis. Et depuis il n'a fait que se fortifier, lorsque, éprouvant le besoin de recourir à un guide sûr dans les travaux de notre profession, j'interrogeais chaque jour ces savants traités, devenus classiques dès leur apparition, et cités dans tous les tribunaux presque avec l'autorité de la loi elle-même. Pénétré de cette profonde vénération pour mon illustre prédécesseur, en venant occuper après lui un poste qu'il a rendu si difficile, je ne saurais me défendre de ce sentiment de crainte et d'inquiétude, si naturel chez le disciple qui vient s'asseoir à la place du maître..... » — Voilà, Messieurs, un beau langage et de magnifiques pensées.

M. Tixier ne devait pas rester longtemps premier-président de la Cour de Riom : tout l'appelait à Limoges, ses souvenirs, ses affections, ses amitiés. Le 1^{er} octobre 1837, il fut nommé premier-président de la Cour de Limoges. A Riom, il laissa de profonds regrets, d'unanimes sympathies. Ils sont exprimés avec un charme et une délicatesse exquis dans une lettre écrite à M. Tixier par un

des conseillers de la Cour : vous me permettrez de vous en citer quelques lignes : « Il faut, en vérité, mon cher et honorable premier-président, que vous ayez laissé ici de bien bons souvenirs pour qu'on ne vous maudisse pas, tant sont douloureux pour nous, pauvres amis du petit comité, les effets de votre passage. Vous arrivez un matin, on vous aime à midi, et vous nous quittez le soir : oh ! c'est bien triste ! Dites, les regrets qui nous mordent le cœur épargnent-ils le vôtre, et êtes-vous du moins heureux à Limoges du malheur que vous faites à Riom ? Notre Cour espère beaucoup en ce qu'on lui donne ; mais elle était contente et fière de ce qu'on lui ravit : elle portait, joyeuse comme une jeune fille, sa jolie couronne de bluets ; peut-être tremblera-t-elle comme un faible et imbécile vieillard sous sa couronne d'or. Vous l'avez voulu ! que Dieu vous bénisse ! car nous baisons encore la main qui nous frappe ; mais au moins reportez-vous quelquefois par la pensée vers ce petit monde où votre présence était si fêtée, et où votre place restera vide si longtemps. Dites-nous donc aussi quelque chose de votre vie de Limoges, puisque finalement vous l'avez préférée à la nôtre, et croyez, aimable et cher président, qu'il nous serait doux d'apprendre qu'une petite part y est réservée à notre souvenir. Adieu ! Votre successeur s'annonce pour le milieu de la semaine prochaine : vous êtes cause que nous ne l'aimerons pas du tout, et que nous ferons mauvais visage à son installation. Méritiez-vous cela ? Il le faut, puisque c'est ainsi, et que j'ai un si véritable plaisir à ne pas emprisonner dans les formules de respect le sentiment de bonne et franche amitié dont ma lettre vous portera l'expression. »

C'est le 16 novembre 1837 que M. Tixier fut installé à

la Cour de Limoges. Ce fut une véritable fête de famille. De toutes parts éclatèrent les sentiments de joie, d'estime, de sympathie. « Venez, disait M. le président Lavaud-Condât, occuper ce siège, que je suis si heureux de vous céder, que je serai fier de voir si dignement rempli ; venez prendre place à la tête d'une compagnie qui a souri à vos premiers pas dans la carrière, et qui va se glorifier de marcher sous la direction d'un chef qu'elle a pour ainsi dire formé dans son sein. »

M. Coralli, bâtonnier de l'ordre des avocats, se fit l'interprète des sentiments du barreau : « A nous aussi, disait-il, il appartient de faire entendre notre voix dans cette imposante cérémonie, qui, malgré toute sa solennité, n'en a pas moins pour nous tous le charme d'une fête de famille. C'est avec joie que nous voyons reparaître dans cette enceinte, revêtu de hautes et éminentes fonctions, un magistrat que nous savons en être digne, et dont l'absence momentanée nous fut longue et pénible... Qui donc mieux que nous, en effet, pourrait rendre témoignage de ce que fut, dans les diverses fonctions où son mérite judiciaire l'a appelé, le magistrat que le choix éclairé du pouvoir vient de placer à la tête de la Cour royale de Limoges ? Né en quelque sorte dans nos rangs, nous ne l'avons jamais perdu de vue : avocat, il a laissé à nos anciens le souvenir de ses débuts, qui présageaient un brillant avenir ; membre du parquet, il s'est trouvé tout naturellement, et par son organisation heureuse, à la hauteur de ses difficiles fonctions ; conseiller, il prit place parmi vous, Messieurs, votre égal par le rang et par la science ; président de chambre, nous n'avons oublié ni son exactitude, ni sa consciencieuse impartialité, ni la lumineuse concision de ses arrêts. Nous n'avons pas

oublié surtout la bienveillance de ses relations avec le barreau, ce qui, autant que tout le reste peut-être, assure au magistrat un respect d'autant plus durable et sincère qu'il se fonde sur un échange réciproque de rapports honorables, et que la dignité du magistrat gagne toujours à conserver intacte la dignité du barreau. Le passé nous répond donc de l'avenir. »

Maintenant, Messieurs, comment vous retracerai-je l'image complète de ce grand magistrat? comment vous exprimer la finesse de son esprit, la bienveillance, la fermeté, l'indépendance de son caractère, la pénétration et la sûreté de son jugement, les dons heureux de sa mémoire, la sensibilité de son âme? Que de fois, dans le cours de mes études, j'ai regretté de n'avoir pas connu M. Tixier. Mon esquisse eût peut-être été plus fidèle, et ma tâche mieux remplie. Parmi ceux qui m'entendent, il en est qui ont eu le bonheur de voir de près cette imposante figure : ils suppléeront à l'insuffisance de mes paroles, et, aidés de leurs souvenirs, inspirés par leur cœur, ils ajouteront tous les traits qui pourraient manquer à mon tableau.

Il y a dans le domaine du droit, comme en toute science, la théorie et la pratique : la théorie, qui s'inspire de la philosophie, de l'histoire, de l'économie politique, des principes; il y a la pratique, qui met de côté les abstractions, suit les lumières du bon sens, et va droit à la difficulté. Le juge qui allie la théorie et la pratique, la science et le bon sens, rendra toujours les meilleures décisions. M. Tixier connaissait assurément les textes de nos lois; mais il avait plutôt l'intuition, la divination du droit, que la science proprement dite. La nature l'avait doué d'un incomparable bon sens et d'une merveilleuse pénétration.

Quelqu'un me disait : « Son jugement valait un code » Rien ne lui échappait dans les affaires les plus délicates. Il écoutait les avocats avec une religieuse attention, et ne les interrompait jamais. Entre mille arguments, il savait toujours choisir le meilleur, le retenait, et se l'appropriait. Après les plaidoiries, il était heureux d'entendre la parole calme, impartiale, désintéressée du ministère public ; mais il voulait que le membre du parquet étudiât soigneusement le dossier pour apporter, soit le lendemain, soit plusieurs jours après, le résultat de ses recherches et de ses méditations. Et, quand l'avocat général avait donné ses conclusions, il lui arrivait parfois de le consulter, de lui demander de nouvelles explications, de creuser à nouveau avec lui les questions du procès. Il tenait énormément à rendre bonne justice : c'était l'objet de ses constantes préoccupations.

A travers l'exposé le plus embarrassé, les détails les plus compliqués, et les mille circuits d'une argumentation subtile ou captieuse, il allait droit à la difficulté, la saisissait et la dénouait ; et, lorsque la Cour était rentrée dans la salle des délibérations, il l'étonnait autant par la lucidité de ses expositions que par la vigueur de ses raisonnements. Il parlait, et la vérité jaillissait lumineuse comme son intelligence, droite comme son jugement, ferme comme sa conviction, juridique comme le droit lui-même, dont elle était l'expression la plus simple et en même temps la plus éclatante consécration. Dieu me garde de pénétrer dans le secret des délibérations ! Mais ce que je puis dire, parce que je ne suis que l'écho fidèle des hommages que la Cour se plaisait à rendre à l'autorité et à l'influence du chef qui la présidait, c'est que M. Tixier éclairait les doutes, dissipait

les incertitudes, et ralliait plus d'un dissident à son opinion, autant par la puissance de son argumentation que par l'exquise urbanité de son langage et la déférence qu'il avait pour les avis de ses collègues. Dans les affaires les plus compliquées, il trouvait une solution tellement simple qu'elle paraissait un miracle.

Mais je n'ai pas tout dit encore ! La Cour rentre en séance : M. Tixier va prononcer son arrêt. Oh ! que ne m'a-t-il été donné d'assister à ce spectacle ! Les bruits s'apaisent, les chuchottements s'évanouissent, le silence le plus profond règne bientôt dans la salle ; les regards, les esprits, les oreilles, sont tout à la parole qui va tomber des lèvres du premier-président. Il appuie ses deux mains sur son bureau, il commence à parler. Écoutez-le, car il semble qu'il est comme possédé du Dieu intérieur : sa langue, qui, d'ordinaire, a je ne sais quelle lourdeur et quel empâtement, se délie ; les principes se posent ; les raisonnements se suivent, se pressent, s'enchaînent, et la solution en découle claire, lumineuse, juridique et toujours pratique. Chose singulière ! il paraît que, lorsque l'arrêt qu'il avait prononcé était étendu par lui sur le papier, il n'avait plus tout-à-fait le même relief, la même force : la lave s'était refroidie, l'inspiration qui avait jailli à l'audience avait faibli dans le silence du cabinet. Mais que dis-je ? est-ce que ce n'est pas là encore l'un des signes de la supériorité de M. Tixier ? Les grands orateurs ne sont vraiment beaux, n'impressionnent vivement, que lorsqu'ils sont entourés de leurs auditeurs, excités par leurs regards, grandis par leurs passions, enflammés par les effluves magnétiques qui circulent entre l'homme qui parle et celui qui écoute. Ainsi en est-il peut-être du juge qui communique et fait parler sa

pensée : elle n'a toute sa pureté, tout son éclat, toute sa grandeur que dans l'inspiration de l'audience.

J'ai parcouru les innombrables arrêts que M. Tixier a rendus. Quelle œuvre et quels modèles ! quelle sûreté de doctrine ! quelle lucidité d'exposition ! quel ordre, quelle méthode, quelle fermeté de pensée ! quelle concision de style ! C'est la force, la logique, la simplicité ; c'est la solution qui semble la seule vraie, tant on la sent prise dans les entrailles même de la question posée, tant le sens pratique y a sa large part, tant le bon sens la pénètre et l'inonde de ses radieuses clartés. Aussi M. Tixier avait un ascendant immense sur la Cour, et sa réputation dépassait les limites du ressort. M. Tixier-Lachassagne ! ce seul nom éveillait dans les autres ressorts je ne sais quoi d'imposant. A mesure que les années s'ajoutent aux années, cette figure devient comme légendaire. Le physique avait, chez lui, je ne sais quelle harmonie avec le moral ; sa physionomie saisissait. Tête large, carrée, œil profond, jetant parfois la flamme et l'éclair, corps robuste : on devinait le maître. M. Delangle disait, en parlant de lui : « Le premier des premiers ». On répète au palais, et même en dehors du palais, que M. Lachassagne n'a jamais eu d'arrêt cassé par la Cour suprême : il est vrai que, à entendre les malins, — il y a des malins partout, — il rédigeait ses arrêts de manière à éviter les censures de la Cour de cassation ; lorsqu'il les redoutait, il motivait en fait, et passait sous silence la difficulté juridique.

Tout découlait naturellement de cette belle intelligence. Quand il dictait à son secrétaire, il n'y avait ni temps d'arrêt dans la formation de sa pensée, ni hésitation dans la formule qu'il voulait y adopter : la pensée était toujours

nette, l'expression forte, concise. Rien n'échappait à sa mémoire, ni les noms, ni les faits, ni les dates.

M. Tixier avait une grande activité. Il était levé à cinq heures en été, à six heures en hiver : à ces heures du jour, le travail est plus agréable, plus facile, plus fructueux. Il se rappelait alors les plaidoiries, les discussions de la veille ; il puisait ses recherches dans les livres, les recueils, les arrêts, et nul n'allait plus vite que lui et n'était plus heureux dans ce travail ; puis il rédigeait ses arrêts. A huit heures, M. Tixier avait toujours terminé sa tâche : alors il pouvait recevoir ses collègues, ses amis, tous ceux qui avaient besoin de recourir à ses lumières et à ses conseils. Qui de vous n'a entendu parler de la grâce de son accueil, de la simplicité de ses manières, de sa réserve, de sa dignité, de sa bienveillance ? Qui ne sait ses sollicitudes pour tous les membres de la magistrature, sa famille, comme il l'appelait souvent ? Il aimait à la réunir autour de lui, ménageant les susceptibilités, entretenant la concorde, resserrant avec un soin jaloux les liens de cette confraternité qui est le charme et la force des compagnies auxquelles nous avons l'honneur d'appartenir.

Je vous ai dit que M. Tixier avait plutôt l'intuition du droit que la science elle-même : il ne faudrait pas exagérer ma pensée. M. Tixier lisait nos vieux auteurs, nos coutumes, tous les travaux qui élèvent et fortifient l'intelligence du jurisconsulte. Un jour, quelqu'un, en entrant dans son cabinet, le surprit occupé à lire dans un grand livre : ce livre était Domat. M. Tixier avait pour les œuvres de ce grand esprit une prédilection qui s'explique facilement : la pensée philosophique, dans Domat, éclaire et domine les principes ; elle les féconde, parce qu'elle les

fait remonter à la source divine d'où ils émanent ! Le premier-président aimait à remonter à l'origine des lois, et, tout en leur donnant leurs applications les plus pratiques, il en découvrait les lumineuses raisons. Il se mettait soigneusement au courant des mouvements de la jurisprudence. Ceux qui ont pénétré dans son cabinet ont pu voir, placé sur son bureau, un vieux Code civil. C'est sur des feuilles blanches intercalées qu'il mentionnait les lois nouvelles, les doctrines et les arrêts importants. Par malheur, M. Tixier avait une écriture presque illisible, et ce n'est qu'à grand'peine que l'on parvient à lire ses nombreuses observations. Il écrivait si mal, qu'un Garde des sceaux mettait malicieusement sur les dépêches ou les rapports qu'il lui adressait ce seul mot : « *A traduire* » ; et il ne lisait que lorsqu'on lui avait recopié la prose du premier-président. M. Tixier se servait de plumes d'oie, qu'il ne taillait jamais lui-même, et il écrivait sur le dos de la plume. Il avait de la peine à écrire : sa correspondance était toujours concise, soit qu'il éprouvât une difficulté matérielle à tracer les caractères, soit que son esprit préférât les formules brèves.

Il excellait dans les allocutions qu'il adressait lors de l'installation d'un nouveau procureur général. Je les ai toutes lues. Quel tact et quelle mesure ! quelle simplicité dans l'expression ! quelle élévation dans la pensée ! Les adieux, les regrets, les souvenirs et aussi les espérances et les bienvenues, tout est ménagé avec un art et une finesse incomparables. La louange était discrète, les adieux touchants, la bienvenue affectueuse et cordiale. On accourait pour entendre le premier-président.

M. Tixier-Lachassagne n'a laissé aucun écrit : nous n'avons de lui que ses arrêts et ses allocutions. Je me

suis demandé pourquoi ce magistrat éminent, ce praticien consommé, cet esprit si élevé et en même temps si charmant, avait gardé pour lui le trésor de ses méditations. Il semble que le public soit jaloux des richesses que possède une grande intelligence : il veut recueillir, comme une à une, toutes les parcelles de cette pensée, rayon de l'intelligence divine. M. Lachassagne était simple avant tout : il ne voulait pas qu'on s'occupât de lui, qu'on parlât de lui ; la publicité, son éclat, ses bienfaits et aussi ses périls, il les eût redoutés ! Je me trompe : son sens éminemment pratique rejetait tout ce qui ne rentrait pas directement dans la sphère de ses fonctions de magistrat, d'homme public, de jurisconsulte. Il poussait même si loin l'abnégation, le désintéressement, j'oserais dire l'horreur de la personnalité, qu'il faisait jeter au feu les brouillons de ses arrêts : toutes les fois qu'un greffier lui remettait un de ces papiers sur lesquels il avait jeté, comme dans un moule, la vérité judiciaire, il répondait : « Jetez-le au feu : que voulez-vous que j'en fasse ? »

M. Tixier a été mêlé aux affaires du pays. Lorsque la révolution de juillet éclata, une commission provisoire fut chargée de l'administration de la Haute-Vienne : il en fit partie. Elu deux fois à la Chambre des députés pour l'arrondissement de Bourgneuf, son mandat ne finit que parce qu'il se déroba aux suffrages de ses électeurs. Modéré d'opinion, libéral par conviction, mais de ce libéralisme qui n'est que le respect scrupuleux de l'ordre et de la légalité, attaché au régime parlementaire comme au régime qui lui paraissait le mieux approprié au tempérament, au caractère, aux institutions de la France, il était comme ces magistrats de nos parlements qui

savaient allier aux idées de conservation et de soumission aux lois du pays les principes du libéralisme le plus éclairé. Ses votes furent toujours inspirés par le patriotisme et par une sage entente des intérêts du pays. Parmi les députés, il y a ceux qui parlent : ceux-là rendent d'incontestables services, lorsque leur parole n'est que l'expression calme et mesurée d'une pensée utile, ou l'élan d'une conviction profonde, ou le cri généreux d'une âme enflammée de l'amour de la patrie ; il y a aussi les députés qui ne parlent pas : parmi eux se trouvent parfois des hommes d'affaires consommés, qui apportent dans les délibérations du Parlement, au sein des commissions, les lumières précieuses de leur intelligence, de leur savoir et de leur expérience. M. Tixier était de ce nombre. Doué admirablement par la nature, ayant l'esprit vif, l'expression toujours facile, juste, appropriée à la pensée, il avait cependant, vous le savez, je ne sais quel embarras dans la langue qui lui aurait fait redouter les abords de la tribune ; l'extrême simplicité de son caractère répugnait d'ailleurs aux éclats et au retentissement de la parole publique. Plusieurs de ses rapports furent remarqués.

M. Tixier fut l'homme du monde le plus recherché et le plus apprécié. Dans les conversations intimes, il était exquis de bonhomie, de grâce, de saillie, de bienveillance, de gaîté contenue. Ce n'était plus le magistrat imposant, grave, austère : c'était le collègue, l'ami, le camarade. Rien n'échappait à l'œil scrutateur du premier-président : il avait, au suprême degré, l'art d'interroger ; don précieux, surtout pour un magistrat.

Il aimait beaucoup la causerie comme on ne la pratique plus guère de nos jours, la causerie simple, familière, pleine d'abandon.

Son cœur était à la hauteur de son intelligence. Il avait le culte de la famille et l'amour du pays qui l'avait vu naître. Il avait le sentiment de piété filiale dans son expression la plus touchante et la plus exquise. Il avait été fier de son père, et il eut pour sa mère un respect qui a été le sujet de l'admiration de tous ceux qui en ont été les témoins. Morte presque centenaire, il l'a entourée, jusqu'à ses derniers moments, de ses soins, de ses tendresses, de ses sollicitudes. Toutes les fois qu'on réveillait devant lui le souvenir de sa mère, il s'attendrissait, et il versait des larmes.

Il aimait cette Creuse si pittoresque par le paysage, si abrupte par ses montagnes, si originale par les mœurs de ses habitants, mais en même temps si douce, si poétique, si bienfaisante pour ceux qui savent sentir dans les spectacles merveilleux de la nature la grandeur et la toute-puissance de l'Ouvrier suprême. Il aimait sa ville natale, Bourganeuf, où il avait passé les années les plus charmantes de sa vie, entre les saintes tendresses de sa mère, qui avait formé et développé son cœur, et les nobles exemples d'un père dont les mâles vertus l'avaient initié au secret du bien faire et du bien penser. Il s'était attaché vivement au collège de Magnac-Laval, témoin de ses premiers travaux, de ses premiers triomphes et de ses amitiés les plus précieuses. Il a, pendant toute sa vie, entretenu les relations les plus cordiales et les plus affectueuses avec ses camarades de collège ; il les recherchait, les attirait à lui ; il avait pour eux des prédilections, j'allais dire des faiblesses, qui faisaient leur charme et leurs délices. Parmi ses papiers, reliques de son âme, confidences intimes de son cœur, déposés dans un endroit caché, son neveu a trouvé le couvert en argent qui lui

servait au collège de Magnac-Laval. M. Tixier tenait fortement à ce souvenir de son enfance : il y rattachait sans doute les joies les plus pures qu'il eût éprouvées dans sa longue et laborieuse existence. Oh ! Messieurs , c'est qu'ils sont bien forts les liens qui nous unissent à ceux que nous avons connus à l'aurore de la vie. Les camarades , le doux nom ! La sympathie nous les a faits , l'étude nous les a fait apprécier , et à peine les avons-nous vus que nous les quittons , et , malgré les distances , les séparations , parfois les contrariétés de sentiments , les divergences d'opinion , nous nous plaçons à reporter sur eux nos pensées et nos souvenirs ; nous les retrouvons avec bonheur , nous leur serrons la main avec une sorte de joie radieuse et émue , nous les embrassons comme les êtres que nous chérissons le plus ; et , quand les jours de tristesse arrivent , quand le malheur nous accable , quand l'âge s'appesantit sur nous , ils sont là , près de nous , pour consoler nos peines , essuyer nos larmes , charmer notre solitude , et faire rayonner à nos yeux fatigués je ne sais quelle poétique image d'un temps qui n'est plus.

C'est dans l'amitié que M. Tixier-Lachassagne avait trouvé ses plus délicates jouissances ; il en avait le culte , la passion , le fanatisme. Il a été l'ami le plus fidèle , le plus dévoué , le plus chaleureux. Heureux ceux qui ont vivace au cœur le sentiment de l'amitié , le plus doux de tous les sentiments , celui qui est de tous les âges de la vie , qui naît avec nous , qui meurt avec nous ! C'est le sentiment qui prouve le mieux la générosité du caractère , la bonté de l'âme , la grandeur de l'intelligence. L'amitié n'est pas seulement le bien le plus précieux pour la vie d'ici-bas : elle est la meilleure préparation pour la vie qui ne finira jamais. C'est Bossuet qui a émis cette pensée

profonde : « L'amitié est un commerce pour s'aider à mieux jouir de Dieu ».

M. Tixier avait beaucoup de modestie : il ne parlait jamais de lui, et, si quelqu'un se hasardait à lui adresser un compliment ou un hommage un peu flatteur, il le redressait avec une fine bienveillance, ou détournait la conversation vers un sujet qui n'était pas le moi humain. Il s'intéressait aux autres, jamais à lui ; ses lumières, son savoir, son expérience, il les mettait au service de tous. Que d'intérêts il a conciliés ! que de dissentiments il a apaisés ! que de peines il a adoucies ! J'ai recueilli, en maint endroit, l'expression du bienfait, du souvenir, de la reconnaissance. Il n'avait qu'une crainte : c'était de froisser. Il était bon, affectueux, familier, sans jamais rien perdre de sa dignité. — La bonté n'exclut pas chez l'homme le sentiment de ce qu'il doit à lui-même et à ses fonctions. Il tenait à ses prérogatives, à celles de la magistrature dont il était le chef. C'était l'un des derniers jours du mois de février 1848 : la république venait d'être proclamée ; un *Te Deum* allait être chanté à la cathédrale de Limoges. A la Préfecture, se formait le cortège. La scène est encore présente à la mémoire de quelques-uns d'entre vous : les chants, les cris, les bravos, se font entendre ; on se presse, on se pousse dans les salles, dans la cour, aux abords de la Préfecture. La Société populaire s'agite, crie, gesticule ; elle est impatiente de se montrer à la tête du cortège ; elle veut, du moins, marcher à côté de la Cour, et se mêler à ses rangs. La Cour est calme, ferme, impassible. M. Tixier est entouré de toutes parts : on le prie, on le presse, on l'adjure de céder aux sollicitations de la Société populaire, et de confondre sa compagnie avec la foule qui l'entoure. Rien ne l'émeut !

Il eût fallu l'entendre répondre à ceux qui le pressaient de céder. Quel calme, quelle fermeté et quelle indignation contenue ! « Entrez comme vous le voudrez, disait-il ; mais j'entrerai à la tête de la Cour, et personne ne se mêlera à nos rangs ! » M. Maurat-Ballange, qui remplissait alors les fonctions de commissaire général, fut plein de dignité : il ne voulut user de ses pouvoirs que pour faire respecter les droits de tous, et surtout ceux de la magistrature, qui est la personnification la plus élevée de la loi. En vain ces hommes à la tête exaltée lui demandent d'intervenir, et d'assigner un rang, une place, aux autorités : « Je n'ai pas à intervenir, répondait-il : l'ordre des préséances est réglé par les lois : je n'y porterai pas atteinte ». Cependant les portes de la Cathédrale s'ouvrent, la foule se précipite dans l'église ; la Société populaire se place ; le premier-président est à la tête de la Cour, qui se groupe et se serre autour de son chef : nul n'ose s'introduire dans les rangs des magistrats, et les hommes à la parole menaçante qui, quelques moments auparavant, voulaient imposer leurs lois à la magistrature, semblent maintenant, par leur attitude réservée, s'incliner devant elle, subir sa loi, et respecter la mâle fermeté de son chef. Messieurs, qu'il est beau ce trait de la vie de M. Tixier ! Ainsi les magistrats de nos parlements résistaient aux injonctions des rois et des peuples, et faisaient respecter la majesté de la justice.

La manière dont M. Tixier a pratiqué la charité se rattache à la simplicité et à la modestie de son caractère. Il était inépuisable dans ses aumônes. Sa porte, sa bourse, son cœur, étaient ouverts à toutes les tristesses, à tous les malheurs, à toutes les infortunes. L'institution des Sœurs de la Charité était l'objet de ses préférences. J'ai causé

récemment avec une de ces filles de la Charité, anges du ciel, dont la seule vue inspire la sympathie, le respect, l'attendrissement. M. Tixier l'avait choisie comme la distributrice de ses libéralités. Elle m'a tout conté, cette respectable sœur; elle m'a fait pénétrer dans les intimités de cette grande âme; elle m'a dévoilé l'étendue de ses bienfaits, la multiplicité de ses largesses, et surtout la bonté souriante qui en relevait l'inappréciable mérite; enfin elle m'a dit qu'on ne saurait jamais tout le bien qu'avait fait M. Tixier. « C'est bien de lui, a-t-elle ajouté, qu'on peut dire que la main gauche ignorait ce qu'avait donné la main droite. » Qu'elle est grandiose et qu'elle doit être agréable à Dieu la charité qui se voile et qui se dérobe! Comme elle doit peser d'un lourd poids dans les balances de l'éternelle Justice!

Il manquerait un trait essentiel à mon esquisse si je n'essayais de surprendre et de mettre en relief le sentiment religieux qui se cachait au fond de l'âme de M. Tixier. Il était né à une époque où la foi s'était altérée; sa jeunesse, son âge mur, s'étaient écoulés dans le milieu mi-parti religieux, mi-parti sceptique, qui mêlait aux croyances du passé les incrédulités et les sourires du présent. Le xix^e siècle se ressentira toujours de la fin du xviii^e; Voltaire, avec son rire et ses moqueries, a ébranlé pour longtemps les douces croyances, les pieuses convictions, la foi naïve et ferme de notre vieille France. Il semblait à ceux qui n'ont eu d'ailleurs que des relations passagères avec le premier-président qu'il avait une légère teinte de scepticisme : ceux qui l'ont vu de plus près, ses amis les plus intimes, savent, au contraire, que sous les dehors de l'indifférence il cachait le sentiment religieux dans ce qu'il a de plus noble et de plus élevé. Il avait le respect

des choses saintes, et ne souffrait pas qu'en sa présence on se moquât d'une croyance, d'un culte, ou de l'une de ces institutions dont la charité est la grandeur. Il lui a manqué la pratique, — le baume, la force, et la consolation des âmes.

Mais voilà que cette belle intelligence va s'éteindre. Au mois d'avril 1861, M. Tixier est frappé d'une attaque d'apoplexie. Il lutte en vain contre le mal : sa santé est vivement ébranlée, ses facultés s'altèrent, les expressions lui manquent. On dirait un grand chêne que l'orage a foudroyé. Depuis 1861, il ne siègea plus qu'à de rares intervalles. D'honorables scrupules le déterminèrent à se retirer, et, le 19 avril 1864, il fut nommé premier-président honoraire. Les regrets, les sympathies, les déférences, le suivirent dans sa retraite. Toutes les fois que, dans ses promenades, il rencontrait un magistrat, un ami, un ancien camarade, sa figure s'illuminait, ses yeux lançaient parfois des éclairs; il se souvenait, il souriait, et serrait affectueusement la main; souvent même l'émotion le gagnait, et il pleurait.

Cependant la mort arrivait à grands pas. M. Tixier restait toujours ferme et courageux : la veille même de sa mort, le 18 février 1869, il se leva à six heures. Le 19, il voulut encore se lever : on l'en empêcha; ses forces l'abandonnèrent, son intelligence se voila, et il s'éteignit doucement, entouré d'une famille qui l'aimait tendrement. Il avait reçu, la veille, les consolations de la religion. Il s'était souvenu des enseignements de sa pieuse mère; sa foi s'était conservée, à travers les phases diverses de sa vie, discrète et voilée comme tout ce qui touchait aux intimités de son cœur, mais robuste comme tout ce qui touchait aux convictions de l'homme. Il demanda, pour

l'assister à ses derniers moments, le curé de sa paroisse; il eut le temps de verser dans le sein du prêtre ses confidences les plus intimes, et d'élever son âme vers le Dieu des inépuisables miséricordes.

Messieurs, aimons, respectons, honorons ces nobles et imposantes figures de magistrats qui ont continué la grande tradition de la magistrature française, et qui, par leurs exemples, leur fermeté, leur mâle indépendance, laisseront d'impérissables souvenirs ! Vétérans de la science et du devoir, ils ont blanchi sous la robe; ils ont acquis, au prix du labeur de tous les jours, l'estime, l'autorité, l'honneur, qui s'attachent aux fonctions de la justice; ils ont contribué à accroître le trésor précieux de la jurisprudence moderne; ils ont donné à la science du droit sa formule la plus simple et en même temps la plus élevée. Honneur encore une fois à eux ! car ils ont bien mérité de l'humanité. C'est un bien grand privilège, Messieurs, n'est-il pas vrai ? que d'être associé à l'œuvre de la justice, cette science du juste et de l'injuste, cette connaissance des choses divines et humaines, suivant la magnifique expression du jurisconsulte romain, qui touche à tout, s'étend à tout, et nous élève jusqu'à la source suprême de toute vérité, de toute lumière et de toute justice !

LÉONCE DE FONTAINE DE RESBECQ.

FRANÇOIS ALLUAUD.

I.

Limoges n'a pas toujours été assez fière de ses enfants. Il y a bientôt sept ans que la mort nous a pris un homme qui avait été pendant plus d'un demi-siècle l'honneur de ce pays. C'est venir tard pour en parler, et c'est peut-être témérité d'en parler quand on ne l'a pas connu (1). Mais il ne faut pas se laisser aller à l'oubli des morts et à l'ingratitude, et je veux ressaisir une souriante et grave figure qui se détache du milieu de sa génération dans une vive empreinte, et, pour parler comme les anciens, avec le signe au front. Je ne crois pas d'ailleurs qu'il y ait au monde quelque chose de meilleur que de dire du bien d'un homme quand on le pense. N'y a-t-il pas pour les vivants des enseignements dans le récit de ces existences écoulées; et, pour ceux qui sont morts, le souvenir n'est-il pas encore la vie ?

François Alluaud le savait si bien qu'il avait, aux jours

(1) M. Othon Peconnet s'était chargé de faire ce travail : on sait que la mort l'en a empêché.

de la vieillesse, commencé à écrire son histoire. Il s'est arrêté aux années de l'adolescence, et il faut s'en plaindre. C'est un vaillant capitaine de Gascogne qui l'a dit : « Plût à Dieu que nous prissions cette coutume d'écrire ce que nous voyons et faisons ! il me semble que cela seroit mieux accomodé de notre main que par des gens de lettres, car ils déguisent trop les choses, et cela sent son clerc. » Je vais essayer de ne pas trop encourir ce reproche de Montluc, et, si je sens le clerc, je n'aurai du moins rien à déguiser.

II.

Dans la nuit du 21 au 22 septembre de cette année 1778 qui avait vu mourir Voltaire et Jean-Jacques, François Alluaud naquit à Limoges, dans une maison de la rue du Clocher où déjà Vergniaud était né. Le dernier coup de minuit sonnait lorsqu'il vint au monde. Qui aurait osé prédire alors que, treize ans après, à l'heure même de la naissance de cet enfant, la royauté s'écroulerait en France, et que la république y serait proclamée ? On le baptisa, au point du jour, à l'église Saint-Michel-des-Lions. Il avait pour marraine sa sœur aînée, et pour parrain un oncle de sa mère qui avait fait la guerre de Hanovre sous le maréchal de Saxe, dom Vergniaud, devenu prêtre bernardin et prieur de l'abbaye de Saint-Léonard-des-Chaumes, proche La Rochelle, de l'étroite observance de Cîteaux, dont quelques abbés avaient porté des noms illustres : saint Vincent de Paul, Hurault de l'Hôpital, et Jean VIII, de la famille des Mallebranche. Quand François naquit, la maison prit un air de fête ; trois filles étaient nées avant lui : on avait craint que la race ne tombât en quenouille. Sa mère voulut le nourrir.

Il faut l'entendre, aux derniers jours de sa vie, s'attendrir et s'écrier à ce souvenir : « Le ciel l'en a bénie en fortifiant sa santé, et, malgré mes quatre-vingt-trois ans, je lui conserve encore la plus vive gratitude de m'avoir fait sucer, avec le lait, les sentiments chrétiens qui ne se sont jamais effacés de mon cœur ». Après lui, sa mère eut encore huit enfants.

Les premières années s'écoulaient dans la maison de la rue du Clocher. Le père de François, ingénieur-géographe du roi, faisait bâtir alors sa maison de la place Dauphine, et c'est François qui en posa la première pierre. On le mit à l'école pour lui apprendre à lire le petit livre qu'on appelait si bien, en ce temps-là, « la Croix de Dieu ». C'est avec toute la fraîcheur renaissante de l'enfance qu'il revenait, dans sa vieillesse, sur ces douces journées de l'école, sur le travail, les punitions, les récompenses et la gaieté de cette troupe bruyante. A sept ans, sa mère lui apprit qu'il entraît dans l'âge de raison, et on fit des prières en famille pour que la vie fût légère à celui qui allait y entrer.

Dom Vergniaud quittait quelquefois son couvent de Bernardins pour se retremper dans le climat du pays natal. C'était un événement et une joie au foyer. On n'y servait pas le festin de l'Enfant prodigue; mais on y mangeait des « canoles », ces gâteaux d'autrefois, auxquels les vieux Limousins avaient donné la forme tortueuse des jambes du général Canole, en mémoire de ses cruautés et de la haine du peuple et des bourgeois. Les traditions se perdent, et les *canoles* ont disparu peu à peu avec la renommée légendaire du farouche lieutenant du prince Noir.

L'enfance allait finir, et François apprit le latin. Le

maître de latin était un curé de La Bregère, emporté, bossu et méchant, qui donnait des leçons dans sa chambre ; il était d'une rude école, impatient, violent, ne souffrant ni observations, ni ignorance, et donnant des coups d'étrivière aux écoliers. François, qui avait été battu comme les autres, redoutait les arguments de ce terrible maître, qui ne s'adoucissait que devant les fils des nobles. Dans ces pages écrites au courant de la plume et des souvenirs de ce temps éloigné, je trouve ces lignes que je cite : « Le parchemin des enfants nobles leur servait de bouclier : les rigueurs sans pitié de notre précepteur étaient réservées pour les enfants de la bourgeoisie ». Il ajoutait en riant : « Peut-être les aimait-il mieux que ceux de la noblesse, et se croyait-il obligé, à ce titre, de les châtier à raison de l'intérêt et de l'affection qu'il leur portait. Quoi qu'il en soit, c'est une chose curieuse de lire dans l'épître d'Horace le récit des souvenirs cuisants que les vers de Livius avaient laissés dans son esprit depuis que son maître d'école Orbilius les lui dictait, les verges à la main. Ainsi, depuis le règne des Césars jusqu'au siècle dernier, les précepteurs n'avaient rien trouvé de mieux que les verges d'Orbilius. Dieu sait comme ils y ont réussi ! »

Le curé de La Bregère s'était trompé d'époque : le temps n'était plus aux privilèges et aux faveurs de la noblesse. Déjà la nation était entraînée vers cette furieuse tempête qui allait passer sur elle, et l'abbé Siéyès, dans un accès de fierté bourgeoise et vraiment française, avait fulminé sa fameuse maxime : « Qu'est-ce que le tiers-état ? Rien. Que doit-il être ? Tout. » Le tiers-état, la plus puissante et la plus persévérante des forces du pays, s'était déclaré Assemblée nationale, et la Bastille était tombée. L'enfant

avait grandi, et nous sommes en 1789. Le royaume est soulevé, et la révolution éclate. Tout-à-coup la peur se répand d'un bout de la France à l'autre : les noms des brigands qui avaient ensanglanté les émeutes de Paris étaient dans toutes les bouches, et leurs poignards dans toutes les imaginations. Sur chaque point de la nation on annonçait leurs brigandages, comme autrefois la Saint-Barthélemy ou les Vêpres siciliennes. La peur n'épargna pas Limoges ; François Alluau la raconte ainsi :

« A l'heure de midi, un jour de juillet, des cris terribles : *Les voilà ! les voilà ! Aux armes ! aux armes !* retentirent à la fois dans toutes les rues. Chacun s'arma de tous les moyens de défense dont il pouvait disposer. Les femmes cachent l'argent et les bijoux ; quelques-unes font bouillir de l'eau dans de grands chaudrons pour la jeter sur ces invisibles ennemis. Les hommes courent aux casernes, enfoncent les portes de l'arsenal, s'emparent des armes et des canons, qu'ils braquent à l'entrée des faubourgs. Qui pourrait dire toutes les scènes sérieuses, grandioses ou burlesques de cette journée ? Midi venait de sonner : la famille était à dîner. Aux cris d'alarme, chacun se lève : mon oncle le prieur, vieux soldat de Fontenoy, s'arme d'une épée, et court sur la place publique, où il essaie vainement de mettre de l'ordre dans les rangs. Ma mère enfouit l'argenterie dans la pâte à porcelaine des magasins. Mon père, qui était allé visiter ses carrières de Marcognac, rentra en ville au milieu de l'émotion générale, et, en sa qualité d'ancien ingénieur, prit la direction de quelques pièces d'artillerie en fonte, qui furent chargées à mitraille. Tous les habitants s'étaient armés, et gardaient les issues de la ville, le fusil sur l'épaule. Et maintenant, vent-on savoir celui de la famille

qui conserva le plus de sang-froid ? Ce fut mon frère Joseph, âgé de quatre ans, qui resta seul à table, sans s'inquiéter du dehors, mangea tout ce qu'on avait laissé, et ne sortit qu'après avoir tout fini. »

Les vacances arrivèrent : on congédia le curé de La Bregère, et l'enfant fut mis au collège. Il y eut les prix de version, de travail et d'excellence, et chaque mois il apportait des certificats de ses maîtres, dans ce style républicain : « Je suis content du citoyen François. — Je certifie que François s'est soumis aux lois de la société. » — Il y en a un que je ne saurais oublier : « Je crois que le citoyen François est doué des qualités requises dans un bon législateur ». Le citoyen François avait alors quatorze ans.

La révolution troublait et agitait les écoliers et les maîtres. C'était le moment où l'Assemblée législative discutait la Constitution civile du clergé. Les prêtres fidèles à l'Eglise suivaient le courant de l'émigration. Afin de ne pas prêter serment à la Constitution, les professeurs du collège émigrèrent, et leur départ amena un orage dans les classes. Les bancs furent brisés, et ce petit peuple, c'est François qui le dit, « ne tarda pas à offrir l'image de la division et des haines qui devaient bientôt s'étendre dans toute la France ». On remplaça les vieux prêtres par des séminaristes ardents et amoureux des choses nouvelles : les enfants leur résistèrent : il ne fallut rien moins que les soldats du guet pour les mettre à la raison. On délaissait les livres pour l'exercice, casque de papier en tête et sabre de bois à la main : les plus grands, qui pouvaient porter le fusil ou l'épée, s'enrôlaient dans la compagnie des Jeunes-Patriotes, l'ancien Royal-Bourbon, dont le Dauphin avait été le colonel général. François en

était, et des plus adroits : il eut même, à un concours présidé par les vétérans, une carabine d'honneur.

Ces exercices n'étaient pas toujours des jeux d'enfants : la garde nationale avait ses patriotes et ses aristocrates. Il y avait entre eux tout un abîme. On voulut désarmer les aristocrates assemblés sur la place d'Orsay : ce fut un grand tumulte dans la ville, et le sang y fut versé. Un prêtre, l'abbé Chabrol, insulta les patriotes : on l'entoura, on le traîna au corps-de-garde de la place Dauphine et devant le juge de paix de la rue des Combes. La foule envahit la maison et enleva le prêtre : ceux qui voulaient le secourir cherchaient à le pousser vers la prison ; mais, à peine arrivé devant la fontaine des Barres, il fut massacré. François, qui raconte cette scène émouvante, ajoute : « La justice aurait voulu laver cette tâche ineffaçable par la condamnation des coupables : personne n'eut le courage de témoigner contre les accusés ; je me trompe, un seul témoin, mon père, eut le courage de dire la vérité et d'accomplir son devoir d'honnête homme ; mais, ce témoignage ne suffisant pas pour obtenir une condamnation légale, les accusés furent remis en liberté. »

La ville et la campagne étaient dans un désordre qui augmentait sans cesse. Les prêtres et les nobles quittaient la France, où la Terreur allait régner. On démolissait les châteaux, on s'agitait dans les clubs, on désertait les ateliers pour chanter dans les rues *la Carmagnole* et les airs républicains : la sédition était partout. L'heure n'était pas favorable aux études du collège : on supprima le collège. Les maîtres et les grands écoliers partirent pour la frontière.

III.

François s'achemina vers Paris. Son père le mit en pension chez Léonard Bourdon, dans l'ancienne abbaye de Saint-Martin-des-Champs, dont le clocher ressemblait à une tiare, et la ceinture de tours à une forteresse du moyen âge. Léonard Bourdon, lié avec les patriotes les plus exaltés, s'était battu à la révolution du 10 août; on l'accusa même d'avoir poussé aux massacres de septembre. Député à la Convention, il devint un des plus cruels persécuteurs de Louis XVI, et fut nommé plus tard président des Jacobins, en récompense de son ardeur à seconder le triomphe de la Montagne, au 31 mai 1793. Par corruption de son prénom de Léonard, on l'appelait « le Léopard ».

Quand François entra à Paris, la caserne des Suisses, incendiée par le peuple, fumait encore, et, sur la façade des Tuileries, trouée par les boulets, on lisait l'inscription fameuse : « Le 10 août 1792, la royauté a été abolie en France : elle ne se relèvera jamais ». — « O vanité humaine ! s'écrie François Alluaud : depuis ce temps, elle est tombée et s'est relevée bien des fois pour bien des dynasties différentes ! »

La guerre éclata brusquement en Vendée et à toutes les frontières de la nation, que quatorze armées défendaient avec un courage héroïque contre la plus formidable des coalitions. Les orphelins étaient nombreux : la Convention décréta que la patrie adopterait les enfants des soldats morts sur les champs de bataille. La pension de Léonard Bourdon fut choisie pour les recueillir : la vieille abbaye de Saint-Martin-des-Champs fut transformée en

classes, en dortoirs, en ateliers, où s'abritèrent des centaines d'enfants de toutes les conditions. On laissa les langues mortes pour apprendre le français et les langues vivantes, et pour inaugurer le plan d'éducation imaginé par le président Le Peletier de Saint-Fargeau. Cette pension devint « la Société des Jeunes-Français ». On était alors à cette année troublée et impie où les noms des Saints étaient remplacés sur les calendriers par les noms des plantes : François s'appela *Cerfeuil*, et son frère *Sureau* ; ses camarades l'appelèrent aussi *la Moëlle*, en signe de son air robuste. Un autre Limousin, Tharaud-Minvielle, en souvenir de son origine, reçut le nom de *Châtaignier*. L'étude des Droits de l'homme remplaça les Commandements de Dieu et le Catéchisme. Il n'y eut plus ni prières, ni culte, mais un club où l'on dissertait sur les droits et les devoirs des citoyens. Là se bornait l'éducation morale. Chaque élève devait apprendre un état : François apprit l'état de menuisier, à l'imitation l'*Emile* de Jean-Jacques. Son premier essai ne fut pas heureux : il se blessa au doigt d'un coup de rabot. On en fit alors un graveur.

A cette époque, où courait partout un souffle de révolte et d'anarchie, les écoliers auraient manqué à ce mouvement qui emportait la nation, s'ils n'avaient tenté une réforme dans leur régime. La pension de Léonard Bourdon discuta une constitution intérieure, un code de délits et de peines, et la formation d'un tribunal et d'une cour. Une sorte de pouvoir exécutif devait veiller à l'observation des jugements et des arrêts. Quelques députés assistaient à ces singulières séances, et retenaient à peine leurs éclats de rire. Chaque jour amenait une refonte dans la constitution de l'école, qui épuisa, en quelques mois, toutes les formes du gouvernement républicain.

La Révolution, qui avait fait monter Louis XVI sur l'échafaud, allait y envoyer les Girondins. L'oncle de François, le frère de sa mère, Vergniaud, fut jeté dans les prisons de la Force. Il écrivit un jour ce billet à son neveu :

« Ne viens pas encore, mon cher Francis : tu ne pourrais pas me voir. Fais passer ce billet à ton père : « Mon » cher Frère, je vous écris de la Force, où je suis aussi » bien qu'on peut l'être en prison. Je ne suis inquiet que » pour la chose publique. Puissent mes persécuteurs la » sauver ! Je leur pardonne tout le mal qu'ils me font. » Adieu, mon frère, j'embrasse votre femme, vos enfants » et l'oncle Vergniaud. »

Quelques jours après, son domestique, Coton, vint chercher François pour aller à la Force. Je le laisse parler :

« Nous étions habillés en sans-culottes : une ceinture rouge nous ceignait le corps, et un bonnet rouge nous couvrait la tête. C'est dans ce costume que j'allai voir mon oncle avec le fidèle Coton. Au besoin, je devais passer pour un parent du chef-infirmier de la prison, dont Vergniaud occupait l'appartement. En traversant le guichet de la prison, l'un des gardiens du greffe s'écria : « A la bonne heure ! voilà un bon républicain ! » Enhardi par cette parole, Coton répliqua : « C'est le neveu » de Vergniaud, qui l'a mis au pensionnat de Léonard » Bourdon, et qu'on accuse de manquer de civisme. — » Tant mieux pour lui ! dit un autre greffier. » Et je passai sans opposition.

» Les pièces occupées par les Girondins étaient au premier étage de la première cour de la prison. J'arrivai aux appartements de l'infirmerie : à ce moment Ver-

gniaud se faisait coiffer, et, aussitôt qu'il m'aperçut, il m'embrassa et me dit : « Eh bien ! Francis, veut-on aussi me tuer à ta pension ? » — Quand sa toilette fut terminée, nous passâmes dans une pièce à côté, dont les murs étaient simplement blanchis à la chaux, et qui servait de salle à manger et de salon aux malheureux Girondins. La conversation des huit ou dix compagnons de Vergniaud roula sur les malheurs de la France et sur leur douloureuse destinée. Un dîner frugal fut servi à deux heures, et, sur la fin du repas, on apprit la condamnation du général Custine, et on disait : « Les services rendus à la » patrie ne sont plus comptés : nous subirons le même » sort ». L'un d'eux, en s'entretenant de Léonard Bourdon et de moi, dit à Vergniaud : « Votre beau-frère ne peut laisser là cet enfant ».

La journée s'avancait ; j'avais le cœur ulcéré de ce que j'avais vu et entendu. Mon oncle me donna congé, et je l'embrassai pour la dernière fois. Mon père était inquiet à Limoges, comme suspect de fédéralisme. Ma mère était dans la désolation, et, pour calmer sa douleur ou lui faire diversion, il m'invita à revenir au plus vite. Après avoir pris congé de mes camarades, mon regret fut de n'avoir pas essayé de revoir Vergniaud avant mon départ. J'étais si heureux de rentrer au sein de ma famille, d'y revoir mon père et ma mère, que je partis dans les vingt-quatre heures. »

Sa mère lui avait écrit, vers le même temps, une lettre pleine de tristesse et d'attendrissement, qu'elle signait : « Vergniaud-Alluaud ». Elle disait : « Nous désirons votre bonheur ; mais il faut travailler et savoir souffrir. La misère est partout, et plus dans notre pays. Le prix du pain qu'on trouve se vend 35 sous la livre, 20 à 25 la

tourte, et ainsi du reste. Vous voyez que nous sommes bien pauvres, mais il faut de la patience ». Elle était bien la sœur du Girondin, fille de 89 et de 91, frappée au cœur par la Révolution, mais patiente jusqu'au bout et ne la maudissant pas.

IV.

Quand François rentra à Limoges, sa famille avait quitté la place Dauphine pour l'hôtel de la Monnaie. Son père en avait été nommé directeur sous le ministère Clavière. On n'y fabriquait que des sous et des pièces de quinze et de trente sous. Le lendemain de son arrivée, François alla au club de la Société populaire, dans la salle du réfectoire du collège. Son sans-culotte bleu, sa ceinture rouge et son bonnet phrygien attiraient les yeux. Un membre du club demanda pour lui les honneurs de la séance : sa motion fut applaudie, et l'enfant, conduit par deux membres de la Société populaire, entra dans l'enceinte et monta au bureau, où il reçut l'accolade du président Brigueil, qui le mit à sa droite, aux applaudissements des tribunes. Un membre de l'assemblée lui ayant demandé des renseignements sur la pension de Léonard Bourdon, François promit de faire un rapport au club. Il le fit, en effet, quelques jours après. A ceux qui auraient été surpris de voir un enfant parler ainsi devant un club, François, neveu de celui qui fut Vergniaud, aurait pu répondre, comme M. d'Andilly en parlant du talent précoce du grand Arnauld, qu'il n'avait pour cela qu'à parler la langue de sa maison.

Un soir, on apprit, à Limoges, la condamnation et la mort des Girondins. La famille de Vergniaud le pleura en

silence. Le peuple respecta cette grande douleur ; mais, afin de donner des gages à la Terreur, le père envoya de nouveau François et un de ses frères à la Société des Jeunes-Français de Léonard Bourdon. Voici comment on lui écrivait en l'attendant :

« C'est avec un vrai plaisir que nous avons reçu l'assurance de ton retour avec ton frère. Nous le recevrons avec bonheur, parce que sans doute, comme toi, il aime sa patrie, l'étude et le bon ordre de la société. Depuis ton départ, il ne nous est arrivé que six jeunes républicains de dix à quatorze ans ; mais nous comptons avoir les élèves de Popincourt, nouveau moyen d'émulation dans l'étude des sciences, des arts, et surtout de l'art libéral. »

C'était le temps où la Convention décernait les honneurs du Panthéon à Rousseau. Une députation des Jeunes-Français de Léonard Bourdon alla à Ermenonville chercher les cendres de Jean-Jacques, et les accompagna au jardin des Tuileries, où le cercueil fut un moment déposé, au bruit de la chanson fameuse : « *Je l'ai planté, je l'ai vu naître !* » et des plus doux airs du *Devin de village*. Les enfants étaient de toutes les fêtes républicaines imaginées par le génie tragique de Chénier. Le jour où la Convention célébra la fête de l'Être suprême, à la clarté du soleil du 20 prairial, les écoliers de Léonard Bourdon, couronnés de violettes et de myrte, se mêlèrent aux théories de cette fête, qui croyait relier le ciel à la terre. « Nous portions, dit François, un immense cordon tricolore avec lequel nous entourâmes les Conventionnels. Il me souvient de l'instant où Robespierre, poudré à blanc, et tenant un énorme bouquet à la main, parut aux Tuileries, sur le perron du pavillon de l'Horloge, annonçant à la France qu'elle reconnaissait l'Être suprême et l'immor-

talité de l'âme. Des Tuileries nous allâmes, au Champ-de-Mars, entendre les hymnes de Méhul et les discours prononcés sur la montagne, à la place de l'ancien autel de la patrie. »

La pension de Léonard Bourdon voulut avoir son théâtre. On lui donna les décors du théâtre de Trianon. Les écoliers jouèrent *la Mort de César*, et François eut le rôle de Cassius. Leur succès fut si grand qu'on leur fit jouer plusieurs pièces, à l'Odéon et à l'Opéra, au profit des veuves des défenseurs de la patrie. Sur la même scène, son frère, plus adroit et plus vigoureux, soutint, au son de la musique, une lutte de pugilat. Quant aux études, elles étaient entièrement tournées vers les travaux des fortifications.

Le moment approchait où la tyrannie de Robespierre allait être abattue. La journée du 9 thermidor se leva sur la France épuisée de proscriptions et de sang. Les colères, longtemps étouffées, firent explosion, et Tallien, brandissant le poignard sur la poitrine de Robespierre, donna le signal des représailles. Au bruit du tocsin de Notre-Dame, François courut avec ses compagnons d'âge à la place de Grève, hérissée de canons. La nuit tombait, et nul ne savait encore si la victoire resterait à la Commune ou à la Convention révoltée contre le despote. Léonard Bourdon, brouillé avec Robespierre, conspirait dans l'ombre, et avait associé sa fortune à celle de Tallien, de Barras et de Fouché. Entouré de ses élèves, il marcha ce jour-là à la tête de la section des Gravilliers, et ne s'arrêta que devant les batteries prêtes à balayer les quais. La section des Gravilliers fraternisa avec les canonniers d'Henriot, qui se débandèrent. On apprit tout à coup l'arrestation de Robespierre. Léonard Bourdon, en costume

de conventionnel, franchit le grand escalier de l'hôtel de ville, et, saisissant la main d'un gendarme armé d'un pistolet, en dirigea le canon sur Robespierre. La balle perça la lèvre et fracassa les dents. En même temps, François voyait s'ouvrir une fenêtre de l'hôtel de ville, et Robespierre le jeune tomber sur les épaules du maître de musique de sa pension. Une autre fenêtre s'ouvrait, et Coffinhal jetait Henriot sur le pavé. Le lendemain, les têtes des deux Robespierre et d'Henriot roulaient sur l'échafaud.

Léonard Bourdon, ivre de triomphe, ramena ses élèves dans la rue Saint-Martin, et leur enleva le bonnet rouge, image de la terreur. François fut fêté à la pension : on venait voir le neveu de Vergniaud ; les Parisiens n'avaient plus peur de la mort en s'approchant des familles des victimes. On se retrouvait, et on vivait.

Là s'arrêtent les notes du vieillard, qui voulait écrire sa vie. Il avait trop tard entrepris cette tâche : la mort l'a surpris aux premières pages, et nous avons ainsi perdu de curieux et dramatiques souvenirs. Nous ne savons plus rien de cette forte et rude éducation des choses pour cet enfant qui assistait à ce terrible cours d'histoire et de philosophie. On aurait pu lui appliquer le mot de Dupin aîné à M. Molé, en lui rappelant son enfance tourmentée : « Vous avez fait comme nous, Monsieur : vous avez commencé ».

Les prisonniers et les proscrits de la Terreur reparurent dans les sections, pour dénoncer et poursuivre les comités révolutionnaires. Léonard Bourdon, repoussé par la réaction, se jeta dans le parti qu'on appela « la Queue de Robespierre ». Il fut arrêté à son tour, et renfermé au fort de Ham, d'où il ne sortit qu'à l'amnistie de brumaire.

Son institution des Jeunes-Français fut dissoute : les écoliers se dispersèrent. Paris, alors menacé de la famine, n'était plus qu'une ville inhospitalière : François regagna le pays natal.

Il était à Limoges pendant le Directoire, travaillant et écoutant de loin les agitations de la capitale et les bruits de la guerre. Il assistait aux fêtes républicaines et faisait son service dans la compagnie des « Jeunes-Patriotes de la garde nationale », ce qui lui valait des certificats de civisme où il était dit qu'il avait eu, « dès les prémices de son âge, les principes d'un vrai républicain ».

V.

Le temps s'écoulait : en l'an VII, François atteignit sa vingt-et-unième année. Après quelques journées de trêve, la guerre allait se rallumer en Europe : les puissances coalisées mettaient leurs troupes en marche. Nos armées étaient affaiblies par la désertion, la maladie et la mort : il fallut remplir les cadres par de grandes levées. On imagina la conscription, dont Jourdan fut le rapporteur au Conseil des Cinq-Cents. Deux cent mille conscrits furent appelés sous les drapeaux.

François Alluaud quitta Limoges le 11 vendémiaire an VII, et arriva le 16 à Paris : on l'enrôla dans le 10^e régiment de chasseurs, et il s'équipa à ses frais. Rien ne manquait à cet équipement du soldat en campagne ; on en retrouve les détails dans un petit livre où il notait fidèlement ses dépenses dans les villes qu'il traversait : « Le cheval, le chapeau gancé en or et plumé, les aiguillettes rouges, le sabre à fourreau de fer et les couvertures écarlates et vertes pour le cheval ». Il repartit de

Paris le 3 brumaire avec sa feuille de route, et arriva à Metz le 13, à Mayence le 23, à Wiesbaden le 24 et à Worms le 30 de ce triste mois de brumaire. En frimaire, il sortit du régiment de chasseurs pour entrer dans les guides de l'armée du Danube. Le hasard lui donna pour camarade de lit un autre guide qui portait un des noms les plus illustres des parlements, et qui devait bientôt remettre le sabre au fourreau pour prendre la robe et l'hermine de ses ancêtres : c'était le guide Séguier, à qui il prêtait souvent de l'argent, et qui devait être, un jour, le premier-président Séguier. En retour, c'était Jourdan qui prêtait de l'argent à François.

Jourdan commandait cette armée du Danube. Il avait débouché dans les défilés de la Forêt-Noire, et s'était établi entre le lac de Constance et le Danube. L'archiduc Charles s'étant porté sur ce point, le combat commença le 2 germinal, et fut des plus acharnés. Les forces de l'ennemi, supérieures en nombre, firent replier l'armée de Jourdan, qui s'était battue avec une opiniâtreté et une bravoure que le prince Charles avait admirées. Jourdan reprit l'offensive le 5 germinal, et mit les Autrichiens en déroute ; mais des renforts arrivèrent au prince Charles, qui chargea lui-même, et fit lâcher prise à nos troupes, malgré les efforts héroïques de leur général. Les guides se retirèrent, en désordre sur le Rhin. Jourdan perdit le commandement, et Masséna commanda à la fois les armées du Rhin et de la Suisse. Le régiment où était François Alluau se dirigea, au mois de floréal, sur Bâle et sur Zurich. Il était à la prise de Glaris, en fructidor.

Pendant ce séjour à Glaris, vers la fin de vendémiaire, François Alluau reçut la permission de rentrer dans ses foyers. Son père venait de mourir : il était à la tête

d'une fabrique de porcelaine, et François pouvait seul prendre sa place. Le général Jourdan le savait, et c'est lui qui lui fit expédier un congé de trois mois, signé de Bernadotte, ministre de la guerre, et daté du 26 thermidor an VII. On lui délivra sa feuille de route à Leutbourg, et il regagna le Limousin, à petites journées, en passant par Bâle, Soleure, Berne, Lausanne, Genève, Nantua, Lyon, emportant dans sa giberne un certificat « d'honneur, de probité et d'activité dans sa manière de servir » à l'armée ». Il ne devait jamais y revenir. Jourdan, après son échec sur le Danube, avait tourné toutes ses sollicitudes vers l'organisation militaire, au Conseil des Cinq-Cents et au Corps législatif. Il avait plus d'une fois aperçu, dans les rangs de l'armée, des hommes qui auraient mieux servi le pays à l'intérieur, et c'est lui qui fit édicter le mode de remplacement militaire. François Alluaud, devenu le soutien et le chef de sa maison, profita de la loi, et chercha un remplaçant. En ce temps-là, les soldats qui partaient pour l'armée n'en revenaient guère, et vendaient plus de trente deniers le prix de leur vie. L'ancien guide de l'armée du Danube a souvent raconté qu'on l'avait mis dans le plateau d'une balance, et que dans l'autre plateau on avait jeté des sacs de pièces d'argent. Il pesa douze mille francs.

Au lendemain de son retour à Limoges, un incendie éclata dans la ville. François Alluaud, par son sang-froid et son courage, arrêta les progrès du feu. Le préfet lui écrivit aussitôt cette lettre :

« Je viens d'être informé, Citoyen, que vous vous portâtes hier au soir, le premier, dans la maison du citoyen Dépéret, menacée par les flammes, et que votre exemple, en encourageant les citoyens présents au milieu de la

confusion et de l'embarras de ces tristes événements, contribua beaucoup à arrêter les progrès de l'incendie. La société tout entière vous doit des remerciements pour le service courageux que vous lui avez rendu, dans la personne d'un père de famille des plus estimables. Je m'honore, et je m'empresse d'en être l'organe. — Je vous salue.

» POUGEARD-DULIMBERT. »

VI.

François Alluaud allait entrer dans une vie nouvelle. En ces temps de révolutions, de souffrances et de guerres, l'âge mur arrivait vite, et la jeunesse s'enfuyait sans illusions et sans rêves. On avait la sagesse prématurée, et, selon le mot de Daunou, on s'établissait vite dans l'intelligence sérieuse et le devoir. C'était une rude tâche d'être à vingt-deux ans le chef d'une grande industrie. François Alluaud n'en fut pas effrayé : il se mit à l'œuvre avec les ardeurs et les espérances de son âge, étudiant la minéralogie et la chimie, et faisant creuser ses riches mines de Marcognac. Il savait que, Dieu aidant, les hommes sont les maîtres de leur destinée. Suivons-le donc dans ces années courageuses et fécondes où il a noblement porté le poids du jour, de la science et du travail.

Je n'entends pas faire ici l'histoire de la céramique : elle a été faite par un des nôtres, en ne laissant rien à glaner après lui : vous avez déjà nommé M. Henri Ardant, qui vous a donné en 1869 sa belle Notice sur l'art céramique et le musée de Limoges. Je ne veux parler que de la porcelaine limousine. Depuis que, dans un ravin des collines de Saint-Yrieix, Darnet avait trouvé les carrières

de kaolin, cette industrie est devenue la vie même de ce pays. Turgot, à qui le Limousin doit tant de choses, comprit vite que la province dont il était l'intendant devait être le centre naturel de la fabrication de la porcelaine, comme une suite naturelle de l'émaillerie, et c'est lui qui créa la première fabrique en 1773. Après dix ans de recherches et d'essais, les ouvriers arrivèrent, et les fabriques s'élevèrent dans les faubourgs. Une d'elles avait été achetée, au nom du roi, par l'intendant de la liste civile Dangervillers, pour devenir une annexe de Sèvres. Elle passa sous la direction du père de François Alluaud. Grâce à lui, l'industrie se transforma : l'ancienne manipulation fut corrigée, et le succès couronna ses efforts. La révolution ébranla le commerce et suspendit les travaux. Le trésor royal, obéré, ne pouvait venir en aide à la manufacture de Limoges. M. Alluaud la soutint au prix de sa fortune, et en conserva la direction jusqu'au jour où il entra à la Monnaie. A partir de ce moment, la ruine commence, les assignats paraissent, et la manufacture royale est vendue.

Quand la révolution fut apaisée, l'industrie de la porcelaine reprit son activité. Le père de François avait fondé une nouvelle usine. La mort le surprit en 1799. C'est alors que François revint de l'armée. Trois ans après, sa fabrique était en pleine prospérité : l'impulsion était donnée, et ce grand mouvement industriel allait, d'année en année, étendre ses progrès et répandre ses produits dans le monde entier. Avec Turgot et Dangervillers, les deux Alluaud peuvent revendiquer une large part dans la gloire d'avoir créé la céramique dans ce pays. Si le Limousin, dont Molière s'était moqué dans un moment de mauvaise humeur et de rancune, avait passé pour une contrée ennemie de l'art, la légende allait être rom-

pue : la céramique entrait dans son plein épanouissement. Molière n'avait fait d'ailleurs que méconnaître votre glorieuse histoire. Il y a bien des siècles que votre pays a conquis ses titres de noblesse. Dès le ix^e siècle, Limoges a été la cité hospitalière ouverte à tous les arts du moyen âge, si longtemps ignorés ou dédaignés. Elle avait sa ferronnerie, ses manufactures d'armes et de précieux tissus de soie, et sa célèbre école d'orfèvrerie, fondée par saint Eloi. Votre langue n'a-t-elle pas été celle des vieux trouvères ; cette langue *lemosina* de Bertrand de Born et de Bernard de Ventadour, aussi riche en romances et en chansons que la langue castillane ? Au xv^e siècle, Limoges est un foyer de vie artistique rayonnant en Europe : elle a ses émailleurs, ses peintres-verriers, ses enlumineurs, ses imprimeurs célèbres. Les Vénitiens eux-mêmes viennent y bâtir tout un quartier. Les émailleurs et les enlumineurs ont disparu ; mais la céramique, sortie de la terre limousine, vous a ramené la fortune et la renommée. La céramique ne peut aujourd'hui se séparer du mouvement qui emporte la société vers le progrès : les dessinateurs, les modeleurs, les peintres, les cuiseurs même, sont des savants et des artistes. Limoges a fait de la porcelaine sa conquête, ses fabriques l'ont mise au rang des grandes cités ouvrières ; la céramique a renoué ainsi la vieille tradition des siècles passés.

En l'an IX, au moment où François Alluand prit la place de son père dans sa petite fabrique à un four de la rue des Anglais, l'art céramique avait souffert comme tous les arts ; les artistes étaient enlevés à leur pays par les guerres de la République et du Consulat. Dès qu'il se fût mis à l'œuvre, il attira sur lui l'attention des savants par des articles publiés dans le *Journal de Physique*. En

l'an X, il entreprenait un voyage scientifique en Auvergne avec Strosmayer de Göttingue, Mergard de Copenhague, Brun, et Cordier, ingénieur des mines. François Alluaud écrivait à chaque étape le journal de ce voyage, regardant les rochers et les montagnes, non pas en touriste léger, mais en homme qui étudie les grains granitiques et les gisements au point de vue de la science. Les voyageurs firent l'ascension du Puy-de-Dôme, montèrent sur les plateaux de César, de Gergovia et du mont Dore, et visitèrent la sombre vallée de l'Enfer. Après avoir franchi toutes les montagnes du Cantal, ils se séparèrent au bourg de Vic. Alluaud passa par les plaines de cette Limagne dont Sidoine-Apollinaire disait que leur beauté faisait perdre aux étrangers le souvenir de leur patrie. Elles ne firent pas oublier Limoges à Alluaud ; mais il en garda un souvenir si cher et si profond qu'il se remit bientôt en route pour gravir d'autres montagnes d'Auvergne : la Vassivière, le Puy-de-Griou, le Lioran, le Luquet et les cîmes de Salers.

Ces notes rapides, écrites le soir après les fatigues de la journée, ont des qualités de finesse, de précision, de pénétration, d'analyse ingénieuse, et respirent un vif amour de la science. Un souffle généreux y a passé, le souffle qui animait la jeunesse de ce temps, au lendemain de la Terreur ; studieuse et pure jeunesse, qui explore en cette saison féconde tout ce qui la tente, et qui se livre tout entière à la muse sévère de la science et du travail. Ce savant de vingt-cinq ans, qui traversait avec tant d'ardeur les montagnes de l'Auvergne, à la recherche des gisements et des sources, n'était pas encore si loin du soldat de l'armée du Danube : il allait à la science comme il allait au feu. Qu'on ne cherche pas dans ces notes pres-

sées des échappées littéraires sur la nature, et de ces traits ornés qui marquent le chemin et arrêtent au passage : il ne quitte guère le marteau du géologue pour la plume ou le crayon, comme avait fait Ampère, quelques années avant, en regardant l'Auvergne du haut des pics du mont Dore. Il y a du moins des aperçus rigoureux et profonds, le sentiment des secrets de la nature et de ce monde minéral qui recèle tant de mystères, la foi dans l'étude et l'instinct des grandes découvertes dans toute sa force et sa première fleur. Ces notes n'ont pas été publiées : François Alluaud les avait gardées pour lui. En les relisant après tant d'années, on y retrouve, au milieu de leur aridité, une sorte de grâce courante qui les éclaire et les rajeunit. C'est vers ce temps qu'il fut nommé membre de la Chambre consultative des arts et manufactures de la Haute-Vienne.

Ces études de minéralogie et de chimie appliquées à l'industrie de la porcelaine allaient avoir leur récompense à l'exposition de 1806, la première qui ait été décernée à la céramique de Limoges. François Alluaud obtint une mention honorable pour la blancheur des pâtes et l'éclat de l'émail. On remarqua surtout son beau groupe des *Chevaux de Marly*. La Société Polymathique de Bordeaux l'admit aussitôt parmi ses membres correspondants.

Cette Société, marchant sur les brisées de l'Académie de Dijon en 1750, avait proposé cette question : « L'étude des sciences et des arts est-elle compatible avec l'esprit des affaires? » François Alluaud, qui n'était pas de l'opinion de Rousseau, et qui croyait que les sciences et les arts, loin de corrompre les mœurs, les avaient épurées, traita ce sujet en homme déjà rompu

aux pratiques de la vie, et jaloux d'élever son esprit plus haut que les choses matérielles. Les sciences étaient pour lui non pas un vain amusement ou l'objet d'une curiosité frivole, mais un puissant moyen d'accroître les ressources privées, de reconnaître les vices d'une industrie et d'en hâter les progrès. « Si Jean-Jacques, disait-il, était entré dans les ateliers d'un fabricant, et s'il y avait suivi l'ensemble de ses opérations, il n'aurait assurément pas avancé que tel qui sera toute sa vie un géomètre subalterne serait peut-être devenu un grand fabricant d'étoffes. Non, jamais il n'en fut susceptible. Rousseau, entraîné par son sujet, n'avait point réfléchi sur les connaissances qui lui étaient nécessaires. » Il se récriait surtout contre cette parole de Rousseau : « L'ignorance n'est-elle pas le seul lot de la vertu ? » Il en démontrait la fausseté par l'histoire des peuples, par la nature même de l'homme, et par le besoin d'opposer à ses passions les arts et les sciences, comme une digue pure et forte.

VII.

François Alluand était attiré par une pente toute naturelle vers la Société d'Agriculture de la Haute-Vienne, qui embrassait alors les sciences et les arts. En 1809, il en était le secrétaire général adjoint : c'est pour elle qu'il écrivit le *Mémoire sur la minéralogie et sur l'exploitation des mines de la Haute-Vienne*. Personne ne pouvait mieux que lui parler des découvertes nombreuses qu'il avait faites en parcourant ce pays. Certains minerais n'avaient jamais été observés avant lui : le quartz hyalin rhomboïdal et le quartz fœtide, l'étain oxydé, le cuivre arséniaté ferrique, le fer arséniaté et le scheelin

calcaire. Il avait aussi découvert deux roches inconnues dans le département : la chaux carbonatée nacrée et le scheclin de Werlier. Ce mémoire contient un savant et curieux chapitre sur l'industrie de l'étain. Il fut bientôt suivi d'un autre Mémoire plein d'aperçus ingénieux *sur les matières à porcelaine et la décomposition du feldspath*. En 1810, le clocher de Saint-Michel fut frappé de la foudre, et la flèche s'écroula sur une longueur de huit mètres. François Alluau publia sur cet événement un curieux article dans le journal de la Haute-Vienne. En 1812, il fit le rapport annuel à la Société d'Agriculture, et annonça la découverte, sur le plateau de Chanteloube, de la lépidolite, qu'on n'avait pas encore trouvée sur le territoire français.

Le monde savant allait bientôt s'émouvoir de la découverte des mines d'étain de Vaulry. Dans les montagnes de Bellac, sur un plateau qui se prolonge jusqu'à la rive gauche de la Glayeule, d'anciennes tranchées avaient été couvertes par les bruyères. Les habitants de la contrée croyaient que sous les herbes se cachaient les débris d'une ville brûlée, qu'ils appelaient « la Ville perdue ou la Ville de pierres ». Une vieille légende voulait aussi que saint Martin eût pris dans ces carrières la pierre qui avait servi à bâtir l'église Saint-Michel-des-Lions, et qu'on eût exploité la roche pour élever plus tard les arènes de Limoges. On croyait enfin qu'un trésor avait été enfoui dans la montagne. Toutes ces rumeurs étaient autant de chimères : il n'y avait eu là ni ville, ni trésor, ni les traces de saint Martin ou des ouvriers des arènes : ces tranchées devaient remonter à une époque antérieure à l'envahissement des Gaules par les Romains ; elles avaient été ouvertes pour l'extraction des minerais d'étain et de cuivre, bien

que Strabon ni Pline n'aient jamais parlé de l'étain gaulois. MM. Martin et de Villelume avaient trouvé un jour, dans ces rochers, du scheclin ferruginé : François Alluaud se joignit à eux, et tous les trois, fouillant les ravins et les escarpements, remirent au jour les tranchées séculaires et les filons d'étain. Le Mémoire publié en 1813 par François Alluaud sur les richesses de ces mines fut salué par la science comme un important service rendu à l'industrie de la nation.

A cette même année 1813, il entra au Tribunal de commerce de Limoges comme juge suppléant, et devenait maire de sa chère commune de Saint-Yrieix-sous-Aixe, où est le Mas-Marvand. Deux ans après, l'assemblée communale le confirma dans ces fonctions ; mais la ville de Limoges ne tarda pas à le prendre à Saint-Yrieix-sous-Aixe pour lui conférer les fonctions d'adjoint. Il allait être à quelques mois de là juge titulaire au Tribunal de commerce, membre de la Commission de l'Asile des aliénés, membre du Conseil académique et du Conseil général de l'agriculture, du commerce et des manufactures, et président de la Chambre consultative des arts et manufactures de Limoges.

Impatient de connaître, mais patient pour étudier, il était pressé de savoir, et plus encore de bien savoir. En 1822, il écrivit pour la Société d'Agriculture une *Notice sur la découverte de la marne dans la Haute-Vienne* ; une autre *Notice sur le mercure trouvé à Peyrat-le-Château*, dans un terrain où était autrefois un château de Gui de Lusignan ; des mémoires *sur la récolte des blés, sur les chèvres indigènes, sur les grès mollasses ou granits kaoliniques de Dignac*, des *Observations sur la culture de six variétés de turneps*. Il fut des premiers à mettre en

lumière l'heureuse influence des concours agricoles sur les populations rurales. Ce n'étaient pas à ses yeux des fêtes stériles, mais bien des moyens de rendre fécondes les forces vives du pays, et de forcer la nature à livrer tous ses trésors. Il pensait que tout se lie et s'enchaîne, et qu'en fertilisant les champs on propageait aussi l'instruction dans les campagnes.

Si les richesses minérales du Limousin commençaient à être connues, si elles figuraient dans les musées de l'Europe, cette célébrité de notre province était due à François Alluaud. Chaque année amenait la découverte de pierres nouvelles. En 1825 il signalait, dans le journal *les Annales des sciences naturelles*, l'existence de deux substances jusqu'alors inconnues en Limousin : le fer et le manganèse sulfatés. On lui doit un *Rapport sur la fonte et la préparation des acides margariques et stéariques*. Aux dernières années de la Restauration, il faisait un cours public de minéralogie, où il eut pour auditeur un procureur général de la Cour de Limoges qui allait attacher son nom aux fameuses Ordonnances de 1830, M. de Guernon-Ranville. Les sociétés savantes l'appelaient à elles : il devenait membre de la Société d'encouragement de l'industrie nationale, des Sociétés d'histoire naturelle de Hanau et de Paris, du Muséum d'instruction publique de Bordeaux, de la Société philomatique de Paris, de la Société polytechnique, de la Société des sciences physiques, chimiques, arts agricoles et industriels, de la Société géologique de France, à laquelle il était présenté par Brongniart et Constant Prévôt, de l'Académie d'archéologie de Belgique, de la Société de conservation des monuments historiques.

Tout à coup la révolution de Juillet éclate, et c'est

entre ses mains que sont remis à la fois les pouvoirs de maire de Limoges, de préfet de la Haute-Vienne et les pouvoirs militaires, que lui donna le maréchal-de-camp baron de Bruny. Quelques jours après, une ordonnance du roi lui remettait définitivement la mairie, qu'il devait garder trois ans.

VIII.

La mairie de Limoges allait le détourner de ses travaux scientifiques. La Révolution de 1830 avait pu briser le trône en trois jours ; mais le calme était lent à renaître , et le royaume eut longtemps ces secousses que laissent après elles les révolutions. La province s'agitait quand les émeutes grondaient à Paris ; la surface de la France pliait à tous les vents de la capitale. Limoges eut ses journées de trouble et de désordre : l'hôtel de ville n'était pas un poste sans danger ; il fallait apaiser cette cité remuante et populeuse, divisée par les partis et effrayée par la disette, durant ce long hiver qui suivit l'été de 1830 : rude tâche, qui exigeait une main adroite et ferme. Le préfet de ce temps, le baron de Théïs, le disait à François Alluaud dans un discours d'installation : « Vous êtes le seul qui puissiez être le maire de Limoges dans une semblable crise..... La population voulait un chef dont le patriotisme fût bien connu, entouré de l'estime publique, ayant du talent et de l'énergie : le cri public vous a appelé à ces fonctions. » Il n'hésita pas à sacrifier au bien public ses goûts scientifiques, ses travaux industriels et un repos qui lui était nécessaire : il accepta le fardeau.

Ce n'est qu'en parcourant les nombreuses délibérations du conseil municipal de 1830 qu'on peut comprendre les

sollicitudes du maire de cette époque agitée. Les ouvriers étaient sans travail ; le maire organisa des ateliers publics, et ramena la paix et le bien-être à tous ces foyers. Par ses soins, une banque de secours fut créée pour soutenir le commerce, et, à leur tour, les manufactures reçurent des avances du Gouvernement. Les souffrances revenaient plus grandes, le maire et M. de Salles de Beauregard, dont les noms ne sauraient être séparés à ce moment, établirent des secours pour la détresse publique. Une caisse fut fondée pour l'achat des grains ; les blés et les seigles arrivaient des provinces de l'Ouest et s'entassaient dans les greniers de l'hospice : le pain fut maintenu à un prix que les pauvres pouvaient aborder. La Corrèze, menacée de la famine, vint aussi demander secours à Limoges. Il arriva quelquefois que le peuple, amenté contre les boulangers, pillait les magasins et détruisait les fours ; la fermeté du maire contint le peuple, et dissipa les émeutiers. « Que chacun, disait-il dans sa proclamation, » retourne à ses travaux ! La subsistance ne manquera » pas au travail ; mais on ne doit rien à la paresse, et l'on » ne doit que des châtimens au crime. »

Les hommes s'en prennent souvent au Ciel des châtimens qui les frappent : quelques jeunes gens, à la nouvelle des insurrections de Paris, s'assemblèrent devant les églises et insultèrent le culte chrétien ; le maire mit fin à ces tumultes, et tout rentra dans l'ordre sous sa main, qu'un journal de Limoges appelait la main d'un bon père et d'un bon maître.

C'était le temps de cette renaissance féconde, où toutes les forces de l'esprit venaient d'éclater en France d'un même élan ; où, au bruit de l'éloquence politique retentissant à la tribune, l'histoire, la critique, la philosophie,

la poésie et les lettres se réveillaient et se renouvelaient à la fois. On vit afficher alors sur les murs de la ville, à côté des proclamations du maire, *l'Organisateur* et *le Producteur*, les deux journaux de la doctrine de Saint-Simon. De la fin de la Restauration et de la révolution de Juillet était sortie une école intrépide qui déchira tous les voiles, mit à nu les plaies de la société, et remua des théories mystérieuses et profondes, éternel écueil de l'orgueil humain. Au travers de quelques idées neuves, généreuses et justes qui n'ont pas été toutes stériles, la doctrine des Saint-Simoniens, pleine de chimères, d'extravagances et d'erreurs, proclamait une religion sociale fondée sur l'amour, l'organisation de l'industrie, et la rétribution de chacun selon sa capacité et ses œuvres. De même que les hérétiques du moyen âge, les Saint-Simoniens, avant de changer le monde, changèrent de costume, et se répandirent par tout le royaume, attirant à eux les poètes, les femmes, les artistes, les philosophes, les orateurs, tous les cœurs mystiques et résolus, toutes les imaginations inquiètes et enthousiastes, par les attraites de la science, du bonheur, de la renommée, de l'éloquence, de l'art et d'un gouvernement d'harmonie et d'amour. Revêtus de ce costume élégant et bizarre dessiné par Edmond Talabot et inauguré au bruit de la canonnade de Saint-Méry, le justaucorps bleu, la ceinture de cuir, la toque rouge, le pantalon blanc, le cou nu, les cheveux longs et la barbe à la manière orientale, Bazard, alors le plus cher disciple d'Enfantin, le Père suprême; Michel Chevalier, Moïse Retouret et Bouffard, parurent à Limoges pour prêcher l'avènement du Dieu père et mère et de la femme libre. Ces âmes ardentes eurent des prédications retentissantes et hardies : ils crurent un moment que leur

règne allait commencer. Le jour où Charles X sortait de France, les Saint-Simoniens firent leur appel au peuple, et déployèrent leur manifeste en face des proclamations de La Fayette et d'un appel à la branche d'Orléans. N'est-ce pas aussi le Limousin Moïse Retouret qui somma, un jour, Louis-Philippe de désertier les Tuileries, et de laisser le gouvernement à Bazard et à Enfantin ? Mais, dans un pays railleur comme le nôtre, où la déesse Raison et le souffle de Voltaire étaient passés, que pouvait cette religion d'illuminés ? Le peuple courait à ces spectacles nouveaux sans s'y arrêter. Limoges leur donna pourtant quelques disciples : l'un d'eux alla mourir, plein d'illusions et de rêves, sur la colline de Ménilmontant ; d'autres se sont égarés dans la vie ; mais ceux qui ont survécu n'ont rien perdu à ces rêves de leur jeunesse, et il ne leur a pas trop nui d'avoir prophétisé dans leur pays.

Au moment où les Saint-Simoniens arrivaient à Limoges, le baron de Théis quittait la préfecture de la Haute-Vienne, et cédait la place à Scipion Mourgues, qu'on accusait d'être hostile aux Polonais. Son entrée par la rue de Paris, dans une soirée de juillet, fut accueillie par des sifflets et des huées, et par des chansons révolutionnaires. La voiture du préfet fut entourée d'une foule irritée, qui proféra des injures et des cris de « *Vive la république ! Mort à Mourgues ! A bas le juste-milieu ! Mourgues à la lanterne !* » Les gendarmes et les hussards accoururent ; il y eut même du sang versé. A la demande du maire, le conseil municipal se déclara en permanence, et la générale fut battue dans les rues ; mais, l'heure du couvre-feu étant passée, on ne vit arriver que quelques gardes nationaux attardés : les autres dormaient ; ce qui fit dire gaîment à *l'Ami des Lois, Gazette du Limousin* :

« La garde dort, et ne se rend pas ». Le lendemain, elle se rendit en armes sur la place Royale, et dispersa la foule. Le désordre était fini. Deux jours après, on célébrait l'anniversaire des trois journées, et *la Gazette du Limousin*, qui ne les aimait guère, s'en amusait en disant : « La belle fête ! Quelques coups de canon, un carillon, un service funéraire, une revue, des fusées d'artifice qui n'ont pas réussi, une illumination de lampions éteints à neuf heures, la lune qui en a fait tous les frais, un bal de 250 fr., et voilà tout ! »

La garde nationale était le plus fidèle soutien du maire dans ces agitations : à chaque révolution, la garde nationale renaît brusquement de ses cendres, et reparait pleine d'une ardeur qui ne tarde pas à se refroidir. Celle de 1830 avait voulu ranger sous son drapeau tricolore un capitaine illustre qui avait conquis sa gloire et sa renommée sur les champs de bataille de la République : elle nomma le maréchal Jourdan *son premier grenadier*. Limoges devait bien ce souvenir à ce vaillant soldat de sa rue des Petits-Carmes, auquel elle avait jeté, après son échec à l'armée du Danube, ce grain de vieille malice gauloise trouvé dans le psaume de la sortie d'Égypte : « *Jordanis conversus est retrorsum* ». Jourdan pouvait en rire : pour avoir un jour battu en retraite, il avait bien des fois fait reculer l'ennemi devant son épée triomphante, et celui que les railleurs comparaient au Jourdain avait emporté dans sa course bien des armées en déroute : *Conquassabit capita in terra multorum*. Il avait vaincu à Wattignies, à Aldenhoven, à Charleroi, à La Roër, à Arlon et à Fleurus ; sa part de gloire était assez grande pour qu'il attendît de la postérité sa statue de bronze.

Celui qui représentait le maréchal à la garde nationale

était le docteur Mazard. Jourdan l'en remercia dans une lettre où il l'appelait : « Mon cher Camarade » ; il écrivit aussi au maire de Limoges :

« MONSIEUR LE MAIRE,

» J'ai reçu le procès-verbal de mon inscription sur les contrôles de la garde nationale, que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser. Les termes me manquent pour exprimer à mes concitoyens ma profonde reconnaissance des honneurs dont ils viennent de combler mes vieux jours. Si, dans le cours de ma carrière militaire et politique, j'ai eu le bonheur de rendre quelques services à la patrie, j'en reçois une bien précieuse et bien honorable récompense en cette occasion. Oui, Monsieur le Maire, je mets au premier rang des titres dont je suis revêtu celui de « premier grenadier » que la garde nationale de la ville qui m'a vu naître vient de me décerner. J'en suis d'autant plus glorieux que cette brave garde nationale se fait surtout remarquer par sa fidélité à la devise de son drapeau : « Liberté, Ordre public », et par son dévouement au roi placé sur le trône par le vœu de la nation. Si ce trône était menacé, si une nouvelle coalition tentait de nous ravir notre liberté et notre indépendance, j'en suis certain, la garde nationale de la Haute-Vienne serait une des premières à accourir à leur défense, et, dans ce cas, j'aurais encore un vœu à former : celui d'être appelé à l'honneur de la mener au combat et d'aider son jeune courage de ma vieille expérience.

» Je sens, Monsieur le Maire, que plus mes concitoyens me comblent d'honneurs, plus je contracte d'obligations envers eux. Aussitôt qu'il me sera possible de me rendre parmi eux, j'irai prendre possession du poste honorable

de premier grenadier, et leur témoigner, du mieux qu'il me sera possible, ma reconnaissance, mon attachement et mon dévouement. En attendant, ajoutez, Monsieur le Maire, à toutes les marques d'affection que vous m'avez données celle d'être auprès d'eux l'interprète de mes sentiments.

» Recevez, Monsieur le Maire, l'assurance du sincère attachement et de la haute considération de votre compatriote et ami,

» Maréchal JOURDAN,

» Premier grenadier de la Garde nationale de Limoges. »

Quelques jours après, la garde nationale se rangea en bataille sur la place Royale. Le maire arriva, portant un guidon orné de l'initiale du maréchal, entouré d'une couronne de chêne et de laurier à laquelle était suspendu le bâton de maréchal de France et la grand'croix de la Légion-d'Honneur. Le guidon fut salué par une foule immense, au bruit du canon et des tambours. Le maire le remit au docteur Mazard, et harangua la garde nationale, pendant que les drapeaux s'agitaient aux fenêtres, et que la musique des chasseurs jouait l'air : « *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille ?* » Quelques jours après, François Alluaud était nommé chevalier de la Légion-d'Honneur. Quand les fêtes de Juillet revenaient, on élevait un monument aux morts des barricades sur la place Dauphine, qu'on n'appelait plus que la place de la Liberté ; on passait des revues ; on donnait des épées d'honneur au colonel du régiment de chasseurs et au colonel de la garde nationale ; on mariait, aux frais des gardes nationaux, un grenadier sans fortune ; on inaugurerait à l'hôtel de ville un portrait du roi. Je trouve ce passage dans le discours du maire :

« Quelle ville est plus digne de cette marque de la bienveillance royale ? Je ne parle pas seulement de son admirable conduite dans ces trois jours qui fixèrent les destinées du pays, et où, sans autre guide, sans autre impulsion que le patriotisme de ses habitants, elle eut la gloire de donner un exemple que sa bouillante ardeur ne pouvait lui laisser attendre. Parcourez toutes les périodes de ce drame imposant que le soleil de juillet vit commencer en 1789 et finir en 1830 : toujours vous verrez vos concitoyens se distinguer par la sagesse et la pureté de leur patriotisme..... Quels que soient le lieu et la position où ils aient été appelés à servir la patrie, vous les retrouverez les mêmes partout.

» Il vous souvient de cette époque où, du haut de la tribune nationale, les paroles toutes-puissantes des orateurs qu'inspirait pour la première fois le noble sentiment de la liberté frappaient comme d'autant de coups de tonnerre le gothique édifice des privilèges féodaux ; de cette époque où, dans la patriotique ardeur du peuple qu'une lutte opiniâtre exaltait jusqu'au délire, il s'agissait, au milieu des discordes civiles, d'étouffer la sanglante anarchie que l'or de l'étranger excitait parmi nous : eh bien ! un fils de notre cité, que la Gironde associa aux siens pour ce périlleux mandat, épuisait tout ce qu'il avait d'âme, et, par le généreux sacrifice de sa vie, semblait vouloir accomplir, par sa propre destinée, ces paroles terribles, naguère échappées de sa bouche prophétique : « La Révolution, comme Saturne, dévorera ses enfants ».

» Et, lorsque, au bruit des périls dont l'étranger menaçait nos frontières, alors que la France multipliait ses phalanges et bravait de ses quatorze armées toute l'Europe conjurée, des bataillons nombreux, s'arrachant aux

douceurs du foyer, sortaient des rangs de notre garde nationale, et préludaient par d'héroïques travaux à la gloire immortelle de donner à la France le vainqueur de Fleurus. Tels étaient les soldats de la Haute-Vienne, tels ils se sont montrés dans les brillantes épopées de l'Empire, et tels, rappelant les souvenirs de leurs drapeaux et de leur vieille gloire, ont paru sous les feux de la citadelle d'Anvers nos braves Limousins du 19^e et du 57^e de ligne. Honneur à eux ! »

Vers le même temps, l'Ecole mutuelle fut organisée, et le maire de 1830 se détournait de ses travaux pour adresser aux maîtres et aux enfants des paroles auxquelles quarante années écoulées n'ont rien enlevé de leur sagesse :

« O mes enfants, grâce à l'instruction que vous aurez reçue et à la morale dont vos jeunes cœurs seront nourris, vous ne craindrez pas ces revers de fortune dont l'ignorance et la dissipation sont trop souvent les causes. Vous trouverez toujours en vous des ressources pour les mauvais jours. Et vous qui enseignez les enfants, qu'ils apprennent de votre bouche que l'homme vertueux est seul digne d'être libre ; que, sans morale chrétienne, sans vertus publiques et privées, il n'est ni liberté, ni institutions durables pour aucun peuple. »

IX.

Les fêtes patriotiques et les émeutes m'ont fait oublier les grands travaux de Limoges.

Nous ne sommes pas si loin de 1830 qu'on ne se souvienne d'avoir vu dans le quartier de la boucherie un abattoir à chaque porte, par une tradition perpétuée de siècle en siècle. François Alluau arracha du sol

limousin cette coutume étrange, et fit construire l'abattoir sur le plateau de l'ancien château de Beauséjour, en faisant habilement contribuer l'Etat aux dépenses de la cité.

Les prés humides et les champs du plateau inférieur de la ville se transformèrent, et devinrent le Champ-de-Juillet, où viennent aboutir de grandes voies, à la place de rues étroites ou de quartiers déserts.

Limoges n'avait pas un champ de foire assez vaste pour la population des campagnes : l'ancien cimetière des Pénitents-Gris, ce cimetière des Arènes où se promenaient les Limousins du temps de Molière, et qui n'était plus qu'une voirie, fut aplani pour être le champ de foire que nous avons aujourd'hui.

Les rues s'ouvraient dans des quartiers privés d'air et de jour, ou s'élargissaient selon les besoins publics : la rue de l'Amphithéâtre, sur un des côtés des arènes romaines ; les rues Croix-Mandonnaud et Pré-Papaud ; celles de la Terrasse, de la Courtine, de la Huchette, de Paris ; celle des Quatre-Chemins, qui vient d'échanger son nom contre celui de Petiniaud-Beaupeyrat, en souvenir d'un homme de bien ; les rues neuves des Augustins et de l'Évêché, des Carmes, de la Providence, des Carmélites. Le bassin de la rue des Tanneries était comblé, et c'est aussi François Alluaud qui fit couvrir l'égout de la rue Palvézy.

Vous n'aviez alors, pour franchir votre profonde et belle Vienne, que les vieux ponts de Saint-Etienne et de Saint-Martial : François Alluaud fit bâtir le pont Neuf, et percer les larges avenues qui y conduisent. La première pierre en fut posée dans l'été de 1832, et un jour, quand ses hautes arches auront vu passer, pendant des siècles, les

générations et les flots, on retrouvera la pierre scellée où est gravée cette inscription :

LE 27 JUILLET 1832, LE DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DU RÈGNE DE LOUIS-PHILIPPE 1^{er}, ROI DES FRANÇAIS, SOUS L'ADMINISTRATION DE M. D'ARGOUT, MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS; DE M. LE BARON DE THÉIS, PRÉFET DE LA HAUTE-VIENNE; M. ALLUAUD ÉTANT MAIRE DE LA VILLE; M. PIHET, INGÉNIEUR EN CHEF DES PONTS-ET-CHAUSSEES, LA PREMIÈRE PIERRE DU PONT DE LIMOGES A ÉTÉ POSÉE EN PRÉSENCE DE TOUTES LES AUTORITÉS, EN COMMÉMORATION DES JOURNÉES DE JUILLET 1830.

L'hospice était trop petit pour les vieillards et les malades : François Alluaud y fit ajouter des bâtiments nouveaux. La guerre était déclarée entre l'hospice et les évêques de Limoges, qui lui contestaient la propriété du grand et du petit Naveix : le maire trancha le différend, et enleva aux évêques ces terrains usurpés.

Il y avait des abus à détruire et des réformes à introduire dans l'administration intérieure de la ville. Toutes les fois qu'on porte la cognée à de vieilles coutumes entrées dans la vie des populations, il faut s'attendre à heurter bien des préjugés et des rancunes. L'amour du bien public donnait à François Alluaud la force de tout braver : il changea le mode de perception de l'octroi, et doubla, en quelques années, le revenu public. C'est de lui qu'émanaient les rapports sur les budgets de la commune et sur les réformes dans les budgets des fabriques des églises. Déjà, sous la Restauration, M. de La Bastide étant maire, il avait fait adopter, sur son rapport au Conseil municipal, le remboursement des dettes contractées par la ville pendant la révolution. Il n'avait pas

voulu qu'elle se couvrit de la prescription pour fonder sa prospérité future : il entendait la soumettre la première aux lois de la probité ; animé de la passion des grandes choses et des intérêts publics , il voulait les environner du respect des populations.

En trois ans, la ville avait pris une face nouvelle : l'apaisement se faisait dans les esprits, le travail reprenait dans les fabriques ; mais la tâche n'est jamais finie dans une ville où *le Contribuable*, dans des pages ardentes et généreuses, disait que le gouvernement était lourd à porter. Une santé chancelante et le souci de son industrie, qui grandissait sans cesse, le forcèrent à quitter l'hôtel de ville, « ne voulant pas, ainsi qu'il l'écrivait au Conseil municipal, conserver les honneurs d'une fonction dont il ne lui était plus possible de supporter les charges ».

Le Conseil municipal s'en émut, et adressa cette lettre à François Alluaud :

« MONSIEUR LE MAIRE,

» C'est avec un vif regret que le Conseil municipal a reçu, par votre lettre du 12 août dernier, la triste assurance que vous aviez donné la démission de vos fonctions.

» Elles vous avaient été déférées par acclamation, de la part de vos concitoyens, aux jours mémorables de Juillet : cet honorable choix avait été confirmé par le roi. Ce fut un double hommage rendu à vos principes et à vos talents. Trois caractères ont marqué votre administration : une haute capacité, un zèle actif, un dévouement généreux.....

» Vous alliez recevoir la plus douce récompense de vos labeurs et de vos soins, en voyant les heureux effets des travaux entrepris et achevés par vous et de ceux qui

étaient sur le point de l'être. Le Conseil s'en fût réjoui avec vous, car son concours ne vous manqua jamais pour réaliser vos vues utiles et bienfaisantes.

» Nul de vos concitoyens ne perdra la mémoire du bien que vous avez fait. L'unanimité des regrets qui vous accompagne dans votre retraite doit vous prouver que rien n'a pu altérer, dans leur esprit et dans celui de vos collègues, les sentiments que leur a inspirés votre dévouement aux intérêts de la commune, dans les circonstances les plus difficiles.

» Vous avez rendu la tâche de votre successeur pénible à remplir ; mais vous restez parmi nous et avec nous : vous l'aidez à suivre la carrière des améliorations progressives que vous avez fortement tracées. »

François Alluaud abandonna la mairie au mois d'août 1833.

X.

Si l'on pouvait croire qu'il déserta la chose publique, on n'aurait, pour revenir de cette erreur, qu'à relire les procès-verbaux du Conseil municipal de Limoges et du Conseil général de la Haute-Vienne, où il était entré en 1831. Durant de longues années, il se mêla à toutes les discussions qui touchaient aux intérêts du département et de la cité, apportant à ces débats sa droite raison, et regardant, par-delà les froissements ou les oppositions, la prospérité de tous et le jugement des générations à venir.

Le grand souci de sa vie était le bien-être des classes laborieuses et le succès de la céramique. On a de lui, dans les *Ephémérides* publiées en 1837, un article sur l'his-

toire de la porcelaine en Limousin, où il éclairait les progrès et les besoins de ce qu'il appelait « la source de la richesse du pays. » Quand le Gouvernement présentait des lois contraires à la fortune de l'industrie en France, il entraînait en lutte, et ce vif amour des classes ouvrières s'éveillait et se montrait. Au travers des vicissitudes des lois de finances, la législation des patentes avait résisté à l'épreuve de trente-cinq années ; mais les progrès de l'industrie commandaient une loi nouvelle. Le projet du Gouvernement était confus et incomplet : des réclamations s'élevant de tous côtés, le Ministre du commerce consulta le Conseil des manufactures. François Alluaud, chargé d'étudier cette question, formula des dispositions législatives dont le Gouvernement se servit.

La grande question du reboisement des forêts était, en 1845, une des sérieuses préoccupations de l'Etat. On avait demandé aux conseils généraux et aux sociétés savantes le concours de leur expérience et de leurs lumières. François Alluaud rédigea, au nom de la Société d'Agriculture de la Haute-Vienne, dont il était alors le président, un mémoire dont on a pu dire qu'il était l'œuvre d'une conscience forte et d'un esprit élevé. Ce n'était pas tout que de faire un saisissant tableau du déboisement depuis le ^{xv}^e siècle, brûlant et ravageant les bois sur les montagnes, jusqu'au décret de la Convention ordonnant d'incendier les forêts de l'Ouest et du Midi, qui servaient de retraite aux proscrits. Il fallait arrêter le déboisement.

Les moines, qui avaient défriché les forêts de la Gaule, étaient des pionniers plus intelligents et plus sages : ils laissaient les arbres sur les plateaux et les pentes stériles. Entre les Bénédictins et les chênes il y eut une sorte de

mystérieuse et poétique alliance. Ces saints envahisseurs, qui entraient dans les sombres futaies avec la hache et la croix, y traçaient des clairières où montait une nouvelle sève de fertilité et de vie. Avec une intrépidité dont rien dans notre siècle ne peut donner l'idée, ils frayaient un sentier à la civilisation chrétienne, entamant partout la sauvage nature, et y fondant des couvents et des villes. Le déboisement était alors une nécessité, de même qu'il est devenu une calamité au temps présent.

Dans les provinces voisines du Limousin, que sont devenues les belles forêts de Marmoutiers et de Villebion, qui ombrageaient la Sologne ? Les marais et les fougères ont envahi ces plaines sablonneuses ; il n'y a plus que des ajoncs et des bruyères dans les landes du Berri ; et ce plateau de Millevaches qui protégeait les sources de la Vienne n'a que des brandes sur ses rochers. Où sont ces bois du Limousin où saint Junien allait prier sous sa grande aubépine ? Avec les forêts disparaissaient les forges et les usines, qui ne marchaient plus à cause de la disette des bois. N'est-ce pas le célèbre potier de Saintes, Bernard de Palissy, qui s'écriait en voyant abattre les arbres séculaires de la Saintonge, où les branches avaient porté le gui sacré et rendu des oracles : « Malédiction et malheur à toute la France, parce que, après que tous les bois seront coupés, il faut que tous les arts cessent, et que les artisans s'en aillent paître l'herbe comme fit Nabuchodonosor ! »

Quelle était la digue à opposer à cette dévastation, et quelle loi était nécessaire pour repeupler ces forêts, que les anciens appelaient si bien les ressources de la guerre et l'ornement de la paix ? Les mesures proposées par François Alluaud étaient l'indivision des forêts, la faculté

d'exproprier les terrains que l'utilité publique obligeait de reboiser, et enfin l'association des propriétaires, des capitalistes et de l'État. C'était là un projet hardi, qu'il exposa avec une vigueur qui tenait d'une noble colère. Que lui importaient les froissements des intérêts privés en face des inondations, de la misère des pays dénudés, et de tous les fléaux sortis du déboisement? Pour lui, le reboisement était une œuvre patriotique; il savait bien que ses idées heurteraient des préjugés et de vieilles coutumes : il ne s'en inquiétait point, et il entra résolument dans cette voie courageuse, où le Gouvernement n'osa pas le suivre. L'avenir nous dira lequel des deux a eu raison.

XI.

François Alluand ne s'était pas donné tout entier à la Société d'Agriculture : il vous appartenait depuis longtemps; il a été votre président, et sa part a été large dans les recherches d'histoire et d'archéologie de notre Société. Il se mêla surtout aux discussions sur les arènes de Limoges et sur le combat de La Roche-l'Abeille. J'en passe et des meilleures. C'est lui qui présida le Congrès archéologique de 1847.

Il était attiré vers l'étude des monuments de votre belle et riche province, et il aimait à chercher la trace des hommes et des événements que chaque âge de la vie laisse sur le sol, en s'enfuyant dans l'éternité. C'est qu'à côté de l'histoire écrite il y a l'histoire monumentale, et que le bois et la pierre ont aussi leur langage. Ce n'est pas moi qui le dis : je l'ai trouvé dans l'Écriture; mais je n'ose pas affirmer que les prophètes aient voulu prédire les Sociétés archéologiques, en s'écriant : « *Lapis de pariete clamabit*,

et lignum quod inter juncturas ædificiorum est respon-
debit ! » — « La pierre parlera du haut de la muraille, et
le bois qui fait la jointure des édifices lui répondra ! »

L'édifice n'a pas toujours été détruit par le livre, et ce
serait s'égarer que de dire, avec le chapitre fameux de
Notre-Dame-de-Paris, que ceci a tué cela : les portails
gothiques et les piliers romans, les pignons aigus et les
vieilles statues, les flèches des clochers et les ogives qui
s'épanouissent aux voûtes des cathédrales en disent plus
que bien des livres passionnés ou confus. Il vaut mieux
soutenir que le livre a complété l'édifice.

Étudier l'histoire et l'archéologie c'est élargir l'ho-
rizon ; nous ne datons pas d'hier : par-delà le jour qui
nous éclaire, il y a de longs siècles où l'humanité a
creusé ses sillons. Chaque génération recueille l'héri-
tage des générations éteintes, et retrouve en elles les
croyances, les aspirations, la langue, les lois et les tra-
ditions des peuples ensevelis. Pour comprendre notre
temps, il faut ressaisir les années écoulées, et laissez-moi
dire cette présomptueuse parole : que ceux qui ont mal
parlé de nos travaux les ont mal connus. Nous ne faisons
de blessure à personne : nous augmentons quelquefois les
richesses nationales, et, n'eussions-nous dans nos recher-
ches qu'une diversion aux tristesses présentes, il faudrait
encore bénir le passé de les adoucir ou de les éloigner.

François Alluaud était de ceux qui ne dédaignaient pas
de fouiller les choses anciennes, et qui croient qu'un siècle
qui se couche explique et prépare un siècle qui se lève.
Il écrivit pour vous une *Etude sur les vases murrhins*,
ces vases qui datent du premier siècle chrétien et peut-
être du dernier siècle païen. Properce, Sénèque, Pline
l'Ancien, Martial et Juvénal en ont parlé. La défaite de

Mithridate les avait introduits à Rome, et Pompée en avait, dit-on, consacré plusieurs à Jupiter-Capitolin. Il venaient des fabriques de Sidon, ou de l'empire des Parthes, ou de la Carmanie. Leur prix s'éleva à des sommes vraiment fabuleuses : une de ces coupes, contenant à peine trois setiers, se vendit 70 talents, ou 387,800 fr. de notre monnaie. Néron paya de 300 talents un vase murrhin ; ce qui faisait dire à Pline, dans la description de ces vases merveilleux : « *Memoranda res tanti imperatorem, patremque patriæ bibisse !* » — « Chose mémorable, qu'un empereur, un père de la patrie, ait bu à si haut prix ! »

Un personnage consulaire, dans son amour pour sa belle coupe murrhine, et à force de boire, en avait rongé les bords. Les plébéïens enviaient ces vases aux patriciens, c'est Martial qui l'a dit : « Nous buvons dans le verre, Ponticus, et toi dans le murrhin. Pourquoi ? — Pour qu'une coupe transparente ne trahisse pas la différence de nos vins ». Il disait aussi : « Tu bois du vin de Sorrente : qu'est-il besoin de coupes d'or et de murrhin ornées de peintures ? Les coupes d'argile de Sorrente suffisent au vin de Sorrente..... Eros pleure lorsqu'il aperçoit des coupes de murrhin tachetées. »

Pline avait vanté le doux éclat de ces vases d'Orient et leur couleur rappelant l'arc-en-ciel. Properce avait chanté leur odeur dans l'*Anniversaire de Cynthie* :

« *Et crocino nares murrheus ungat onyx* » ;

« Et qu'une cassolette de murrhin imitant l'onix exhale ses parfums ».

Mais ni Pline, ni Properce, n'avaient parlé de la nature du murrhin ; la science-était incertaine sur ce point, et, au xvi^e siècle, Scaliger, Jérôme Cardan, et, après eux,

Saumaise, Mariette, Lagrange et Darcet, avaient prétendu que la pâte des coupes murrhines n'était que de la porcelaine ; d'autres soutenaient que le murrhin était la pierre de lard dont les Chinois font ces figures grotesques connues sous le nom de magots ; d'autres enfin le faisaient sortir de pierres précieuses dont quelques-unes étaient inconnues en Europe, ou de beaux coquillages, ou de la myrrhe, ou du verre, ou des émaux de Thèbes, la ville aux cent portes. Le *Digeste* lui-même, — qui le croirait ? — s'en était occupé : il y est décidé, sur l'autorité de Cassius, que la nature de ces vases ne devait pas être rangée parmi les gemmes, et le jurisconsulte Paul, adoptant l'opinion de Pline, affirmait que ces vases étaient rares et précieux entre tous. Les Romains en apportèrent dans les Gaules : on en a retrouvé des fragments dans la Corrèze, parmi les ruines de la ville de Tintignac.

N'allez pas croire que tant de citations ou de souvenirs historiques viennent de moi : je les rends à François Alluaud et à sa notice attrayante, fine et savante, qui se joue dans une dissertation, véritable petit chef-d'œuvre de charme et de savoir. Je n'ai fait que le suivre et que vous donner son reflet.

Mais enfin quelle était la nature du murrhin ? Selon François Alluaud, il y avait le murrhin fossile et le murrhin obsidienne. Le premier n'est autre que la concrétion silicieuse dans laquelle des zones d'améthyste alternent avec des zones de quartz blanc radié : les lapidaires de nos jours en taillent encore de petites coupes ; le second comprenait quatre espèces : les verres colorés, les émaux de Thèbes, l'obsidienne rouge et mate, qui est le grès cérame rouge et non lustré du Japon, et l'obsidienne blanche, qui est la porcelaine. La chute de l'empire romain interrompit

les relations des peuples de l'Inde avec l'Occident, et les vases murrhins que Rome avait connus disparurent au milieu de l'invasion barbare.

XII.

Les souvenirs de l'antiquité ne faisaient pas oublier à François Alluaud le mouvement de notre siècle et les progrès utiles à la vie de Limoges. Il concourait de tous ses efforts à la création du musée et à la fondation d'une école de modelage ; il demandait un musée céramique, dont il pressentait l'importance ; il traitait les questions de la plantation des routes, du drainage, de l'influence de la cuisson à la houille sur l'avenir des fabriques de porcelaine. On a de lui, sur ces questions, trois mémoires où se retrouve son esprit clair et pratique. Combien de travaux inachevés ont été perdus, et où la science aurait retrouvé la recherche ingénieuse et le relief ! Quand il allait au Mas-Marvand, il travaillait pour la commune de Saint-Yrieix-sous-Aixe, et j'ai eu sous les yeux une monographie manuscrite de cette contrée, examinée sous tous ses aspects avec un soin jaloux et une sorte de tendresse. Si chaque commune de France avait ainsi son histoire, que de choses curieuses seraient mises au jour, au lieu de s'effacer et de se perdre ! En feuilletant ces pages qui n'ont pas été publiées, on est pris du regret de les laisser dans l'ombre : elles auraient peut-être donné l'idée et le goût d'imiter cet exemple, qu'il faudrait encourager plus que jamais.

Les années avaient passé sur François Alluaud sans amortir le feu intérieur et l'amour des œuvres de l'esprit. En 1859, les assises du Congrès scientifique de France

s'ouvrirent à Limoges : la présidence lui en fut donnée , comme un hommage dû à son rang élevé dans la science. Qui aurait pu mieux que lui grouper dans cette ville hospitalière les éléments divers du Congrès ? Il en dirigea les travaux , et , pour sa part à l'œuvre , et comme s'il eût voulu serrer sa gerbe , il apporta l'*Aperçu géologique et minéralogique sur le département de la Haute-Vienne*. C'était le fruit de patientes études datant de la fin du siècle dernier , et embrassant le vaste plateau du Limousin avec les espèces multiples de ses roches. Sous ces gisements nombreux , François Alluaud avait découvert bien des minerais rares ou inconnus : le béril-émeraude , dont la duchesse de Nemours a porté un collier ; le malakon , la bayérine , l'uranite , la ligourite ; je ne puis les nommer toutes. Ces découvertes sont citées par Havy , par Beudant , par Dufrénoy et par Brongniart. Au milieu de ces découvertes scientifiques , il en est une qu'il faut relever à l'honneur de celui qui l'a faite : c'est le triple phosphate de fer , de manganèse et de soude , qui a reçu de la science le nom d'alluaudite.

Il développa lui-même ses observations devant le Congrès , aux applaudissements de ceux qui l'entendirent. Tant qu'on recherchera les gisements de cette contrée , on puisera à cette source profonde : les pages de cette étude , nourrie à la meilleure science , sont de celles qui bravent la mer et le temps. Ceux d'entre vous qui assistaient à ces fêtes de l'intelligence se souviennent que leur président , au sortir d'une séance où sa verte vieillesse avait étonné les plus laborieux et les plus jeunes , fut reconduit en triomphe et pleurant de joie , et que la couronne de la science fut , ce jour-là , posée sur la couronne de ses cheveux blancs.

XIII.

En parlant du savant, j'ai presque oublié le grand industriel ; mais l'un et l'autre se tiennent et se confondent. François Alluaud avait fait bâtir sa fabrique des Casseaux et ses usines sur la Vienne, qui ont pris d'immenses développements, grâce au concours de ses fils et d'Amédée Vandermarcq, cet autre savant esprit qui vient de s'éteindre, et dont le nom ne peut plus se séparer de celui des Alluaud. Aux expositions de la France et de l'étranger, leurs porcelaines ont trouvé leurs récompenses ; à celle de 1858, elles eurent la grande médaille d'or. C'est alors que François Alluaud reçut la croix d'officier de la Légion-d'Honneur.

Ce qui était sa plus chère récompense et son plus doux orgueil était l'amitié de Brongniart, l'illustre directeur de la manufacture de Sèvres. Dans son *Traité des arts céramiques*, Brongniart avait souvent parlé des découvertes de François Alluaud, de ses usines, qu'il appelait « des mieux montées », de leur ingénieux appareil propre au raffermissement des pâtes de porcelaine par la pression atmosphérique ; il l'a cité « comme un homme aussi instruit, aussi éclairé en physique et en sciences qu'il était habile praticien », et comme un de ceux qui avaient donné à la céramique la plus féconde impulsion, et enrichi la science de procédés inconnus et de connaissances nouvelles. Il lui marquait sa place parmi les grands géologues et les maîtres de l'art céramique. Ils se connaissaient et s'aimaient. Quand François Alluaud avait fait quelque découverte, il la signalait à Brongniart, qui le remerciait et lui demandait des conseils. Ils s'entretenaient de leurs

projets, de leurs succès et de leurs mécomptes; ils se prêtaient même leurs instruments de travail, et Brongniart envoyait à Limoges son gendre Saint-Evre, habile en chimie industrielle, pour y faire des expériences dans les fours des Casseaux. Puis il lui écrivait : « Venez nous voir à Sèvres, vous nous ferez grand plaisir, et, je n'ose pas ajouter une pensée d'égoïste, vous nous serez bien utile. En attendant, recevez la nouvelle assurance de tout mon attachement. »

Les réponses de François Alluaud n'étaient pas armées à la légère. Écoutez ce que lui écrit Brongniart : « Le seul inconvénient des grandes lettres, telles que celle que vous m'avez adressée, si remplie de faits, d'observations et de réflexions intéressantes, c'est de devenir une espèce de mémoire scientifique qui exige, pour y répondre, des recherches et des sortes de travaux qu'on ne peut faire ni suivre au moment où on les reçoit. Tel a été le sort de votre lettre : je l'ai lue en la recevant, mais depuis je l'ai étudiée. » Et Brongniart, qui s'occupait alors du *Traité des arts céramiques*, posait à François Alluaud questions sur questions pour compléter son livre, et lui disait : « J'ai besoin de secours, et de secours de personnes qui, comme vous, sont éclairées en science et expérimentées par la pratique. Or il n'y en a pas beaucoup qui, comme vous, réunissent ces deux conditions. »

Une autre fois, après avoir exposé tout un système de cuisson, Brongniart écrivait : « Ma dernière lettre était bien longue, et, si votre santé n'est pas bonne, je regrette d'abuser ainsi de votre temps et de vos forces; mais votre correspondance m'est si précieuse que je ne puis y renoncer. Vous êtes, Monsieur, le seul fabricant français qui possédiez la théorie des sciences physiques et chimiques

et la pratique de l'art..... Je poursuis activement mon *Traité des arts céramiques* ; j'y mets beaucoup de figures ; mais, avant d'en augmenter la collection, je veux vous consulter. Je ne vous en dirai pas davantage aujourd'hui, j'attendrai de vos nouvelles : je veux savoir, avant de continuer, si je ne suis pas importun ; je me borne à vous souhaiter bonheur et santé. » Brongniart finissait en l'engageant à aller le voir à Paris et à Sèvres ; mais la santé chancelante de François Alluau le retenait à Limoges, et l'empêchait bien des fois de resserrer davantage ces nobles liens de l'amitié de Brongniart.

La vieillesse n'avait pu l'abattre : elle était descendue sur lui comme un jour qui baisse et sans ombre. Il voulut pourtant nous quitter, et il sortit aussi, à l'âge de quatre-vingt-six ans, du Conseil général, dont il avait été longtemps le vice-président, « tenant, disait-il, à donner une dernière preuve de patriotisme en laissant la place à de plus jeunes que moi ». En entendant cette lettre émue, M. de La Guéronnière, qui présidait le Conseil général, se leva, et dit :

« Il me semble que notre procès-verbal serait incomplet s'il ne contenait en même temps un souvenir exceptionnel pour l'ancien collègue que sa retraite volontaire éloigne de nos travaux. M. Alluau a été longtemps vice-président de cette assemblée ; depuis plus longtemps encore, il siégeait au Conseil général : tous ceux d'entre nous qui ont été ses collègues savent quelle vive intelligence, quel esprit tout à la fois élevé et pratique, quel ardent patriotisme il apportait dans nos délibérations.

» On peut dire que cette carrière si bien remplie, et à laquelle, nous l'espérons, la Providence accordera encore de longs jours, est le noble modèle de ces existences où

le devoir parle plus haut que l'ambition, et qui résume si bien le patriotisme local.

» C'est par l'union de trois grandes choses : la probité, l'intelligence et le travail, que M. Alluaud est arrivé à la situation qui a élevé son nom à la hauteur de la confiance et de la reconnaissance de ses concitoyens. Je suis sûr d'être votre interprète en faisant arriver jusqu'à la retraite de notre ancien collègue ce témoignage de notre estime et de notre affection. »

XIV.

François Alluaud s'éloignait ainsi des bruits de la vie, en attendant l'heure d'expirer doucement dans la paix promise aux hommes de bonne volonté. Il avait traversé, sans y laisser ses croyances chrétiennes, cette société française si ardente et si tourmentée de la fin du XVIII^e siècle et du commencement du XIX^e, où tant de croyances avaient sombré. Que de choses s'étaient accomplies depuis que son enfance avait été bercée par dom Vergniaud, le prier des moines bernardins : la Révolution française, le Directoire, le coup d'Etat de brumaire, le Consulat et l'Empire, les Cent-Jours, les deux Restaurations, la Révolution de juillet, la Révolution de février, la seconde République et le second Empire ! Il a su mourir à temps pour ne pas assister à nos douleurs et à nos désastres. En s'engageant dans les régions de la science, au travers de tant d'élévations et de tant de chutes, il avait gardé dans son cœur un lointain retentissement des vérités sacrées. Quand il sentit que la route allait finir, il ouvrit l'*Imitation* à côté de son livre d'*Heures*, pour y trouver les divines espérances et la force des séparations dernières.

En regardant en arrière, il pouvait regretter la vie : il devait sentir, après tout, qu'il avait été heureux. Il avait embrassé, par l'étendue et la curiosité de son esprit fin, pénétrant et d'un grain rare dans la science, des connaissances et des découvertes qui lui ont donné son cachet et marqué sa place. Il avait, à vingt ans, respiré cet air fortifiant qu'on respire en France, et qui est l'amour des choses de l'intelligence et du savoir ; il eut ces belles journées que la Grèce appelait des jours ornés, et qui comptent dans la vie. C'est bien de lui qu'il a pu dire un jour : « Et quand, parvenus au terme de nos travaux, nous céderons la place aux générations qui nous pressent, nous aurons la douce satisfaction d'avoir fait humainement ce qui dépendait de nous pour laisser notre souvenir ».

Après plus d'un demi-siècle de services publics dans les fonctions toujours gratuites qu'il avait remplies, il pouvait, en se reposant, peser son existence, et la trouver pleine d'œuvres et de jours. Par un vif et rapide éclair de sentiment, et par un retour de tendresse vers les choses scientifiques, il légua sa riche collection de minéralogie, amassée pierre à pierre durant tant d'années, à celui de ses petits-enfants qui se vouerait aux mêmes études, et prendrait, en véritable héritier de sa race, le drapeau qu'il avait si longtemps porté. Si ses petits-enfants ne recueillaient pas cet héritage, c'est à la ville qu'il reviendra.

Il aurait voulu laisser aussi à ses enfants l'histoire des événements qu'il avait traversés : j'ai déjà dit que la mort l'avait surpris aux premières pages ; il voulait même écrire pour eux la vie de son père, sur laquelle il revenait aux doux et mélancoliques rayons de sa vieillesse. Voici la page commencée :

« *A mes Enfants.*

» L'un des plus doux souvenirs de ma jeunesse a pour objet l'empressement tout filial avec lequel je me plaisais à recueillir les principaux actes de la vie de mon père. Peu d'existences avaient été plus honorablement et mieux remplies que la sienne, et, bien que je pusse m'enorgueillir du résultat de mes recherches, je les poursuivis dans un but plus noble et plus élevé que celui de la satisfaction de mon amour-propre.

» La vie de l'homme est courte, les individus disparaissent, mais les générations se succèdent et continueront à se succéder jusqu'à la fin des temps. Pour l'homme, cette succession ne se borne pas à la transmission de la vie matérielle, comme chez les êtres d'un ordre inférieur. L'homme a reçu de son divin Créateur une vie spirituelle, une vie intelligente, qui lui impose de grands devoirs, dont il devra lui rendre compte. »

Il s'est arrêté là, à cette pensée du terrible compte à rendre par la créature au Dieu qui sonde les reins et les consciences. De même qu'il avait su vieillir, il s'achemina sans peur vers la mort. Il attendait son heure, animant sa maison de sa gaieté douce et de cette grâce de parole que la bonté seule donne et conserve, ayant retrouvé cette enfance de cœur qui va si bien à la vieillesse, jouant avec ses petits-enfants et les aimant chaque jour davantage, comme pour se consoler, par de plus vives tendresses, de la rapidité de l'entrevue. Pour être plus prêt à sortir de ce monde, où il avait passé quatre-vingt-huit années, vieux pèlerin parvenu au bout des horizons terrestres, il voulut recevoir le viatique des chrétiens touchés par la mort. Il se releva pour bénir ses enfants, et réclama lui-même les derniers sacrements de la vie. L'année 1866

arriva, et, le 18 février, le vieil écolier de Léonard Bourdon, couronné de myrte et de violettes devant Robespierre proclamant l'Être suprême et l'immortalité de l'âme, celui qui avait embrassé Vergniaud aux prisons de la Force et au milieu des Girondins prêts à monter sur l'échafaud de la Terreur, l'ancien soldat de l'armée du Danube, le maire de 1830, le grand industriel, l'ami de Brongniart, le doux vieillard pliant sous les années, s'éteignit sans secousse, dans son apaisement et dans sa foi, et s'endormit du sommeil qui attend la résurrection.

Vous avez vu cette triste journée, et vous savez comment la mémoire de François Alluaud se réveilla à Limoges dans un grand cri. On sentit vite toute la perte que le pays avait faite, et je n'ai rien à vous apprendre en vous parlant du deuil public et de ces funérailles où la ville entière était pressée. Les ouvriers le portèrent dans la terre où il est couché; dernier et touchant hommage, plus attendrissant que la voix même de la gloire, à celui qui avait travaillé pour eux pendant tant d'années. Mais, si lourde et si bien scellée que soit la pierre qui couvre une poussière humaine, elle n'emprisonne pas plus l'âme que la renommée, et le nom de François Alluaud restera comme une saisissante image d'un vif esprit, d'une noble conscience et d'un patriotique dévouement à la science et au travail. Son œuvre ne sera pas perdue : elle peut affronter l'œuvre de l'avenir.

Ai-je tout dit ? On a prodigué, de nos jours, bien des triomphes ; mais, à voir la trace qu'a laissée François Alluaud, n'a-t-on pas été ingrat envers lui ? Ne faudrait-il pas inscrire son nom sur les murs d'une ville qu'il a agrandie et transformée, et pourquoi ne pas appeler la place où il a vécu la place François Alluaud ?

Je n'ai pas beaucoup l'espoir d'être entendu, dans notre temps où l'avenir incertain et attristé fait oublier le passé ; j'ai voulu du moins payer, au nom de notre Société, la dette de la reconnaissance à cette grande et chère mémoire : un jour peut-être, la ville paiera la sienne à sa manière. La postérité n'est pas toujours injuste, et c'est en elle qu'il faut espérer. Je n'ai plus maintenant qu'à saluer ce maître dans l'art céramique, dont j'ai pris ici la place, par ce vers que le Dante adressait à l'ombre de celui qui le guidait par les régions de l'air et de la lumière :

« Tu duca, tu signore, e tu maestro » :

« Vous êtes mon guide, vous êtes mon seigneur, et vous êtes mon maître ».

DUBÉDAT.



M. ÉMILE RUBEN.

M. RUBEN (Jean-Baptiste-Émile) naquit, à Limoges, le 15 avril 1823. Après avoir fait de bonnes études au lycée de Limoges, il alla faire son droit à Poitiers, puis à Paris, où il prêta serment comme avocat vers 1849. A la fin de 1852, il fut nommé chef du bureau des contributions à la mairie. Du 1^{er} octobre 1853 au 10 février 1855, il fut chargé de la direction du bureau de statistique et de la conservation des archives municipales. Son aptitude pour ces dernières fonctions lui valut, de la part de M. Armand Noualhier, alors maire de Limoges, d'être nommé bibliothécaire de la ville, en remplacement de M. Léon Duboys, qui venait de mourir.

A peine nommé, il s'occupa d'organiser la bibliothèque. « En vingt mois, comme il l'écrit lui-même dans sa *Notice sur la bibliothèque communale de Limoges*, le nombre des livres de la bibliothèque fut porté de 13,912 à 14,895 volumes, près de mille volumes d'augmentation. Au moment de sa mort, le chiffre des volumes atteignait 23,000.

M. Ruben faisait partie de la Société Archéologique

depuis 1854. Le 24 janvier 1856, cette Société le nommait secrétaire-archiviste, et plus tard, le 30 mai 1862, secrétaire général, fonctions qu'il a occupées jusqu'à sa mort. La Société Archéologique rendait hommage à ses connaissances bibliographiques et philologiques si solides et si variées toutes les fois qu'elle en trouvait l'occasion; c'est ainsi qu'elle lui accordait le prix quinquennal en 1866, et qu'elle le chargeait, vers la même époque, de diriger la publication des *Registres consulaires de la ville de Limoges*, qu'il avait eu le premier l'idée de publier.

Au surplus, voici la liste, écrite par lui, des ouvrages qu'il a publiés :

1^o *Notice historique sur la bibliothèque communale de Limoges.* — Limoges, Chapoulaud frères, 1857, brochure in-8^o (1).

2^o *Catalogue méthodique de la bibliothèque communale de Limoges.* — Limoges, Chapoulaud frères, 1858-63, 3 vol. in-8^o (2).

(Le premier volume, *Histoire*, parut en 1858; — le deuxième, *Polygraphie, Belles-Lettres*, en mars 1860; — le troisième, *Sciences et Arts*, en août 1863; — le quatrième, *Religion et Histoire du Limousin*, était en préparation au moment de sa mort : le quart du catalogue *Religion* est transcrit, et la partie *Histoire du Limousin* est terminée.)

(1) Cette notice a paru dans le *Bull. de la Soc. Arch.*, T. VI, p. 194.

(2) M. Brunet, l'auteur de la *Bibliographie de la France*, a réservé aux catalogues de M. Ruben *seuls*, dans sa nomenclature des catalogues de la France, cette mention : « Catalogue fort bien rédigé ». Voir dans le *Bull. de la Soc. Arch.*, T. X, p. 60 et suiv., une excellente appréciation des catalogues de M. Ruben, par M. d'Hugues, alors professeur au lycée de Limoges.

3^o *Registres consulaires de la ville de Limoges, 1504-1581.* — Limoges, Chapoulaud frères, 1867-69, 2 vol. in-8 (1).

(T. I (1504-52), T. II (1552-81); le T. III (1592-1662) est sous presse. — Ce T. III (1592-1662) a été transcrit et annoté *entièrement* par M. Ruben.)

4^o *Annales manuscrites de Limoges, dites Manuscrit de 1638, avec de nombreuses annotations.* — Limoges, V^e Ducourtieux, 1871, 1 vol. in-8 (2).

5^o J. FOUCAUD : *Poésies en patois limousin*, édition philologique, complètement refondue pour l'orthographe, augmentée d'une Étude sur le patois du Haut-Limousin, d'un Essai sur les fabulistes patois, d'une Traduction littérale, de Notes philologiques et d'un Glossaire. — Limoges, H. Ducourtieux, et Paris, Firmin Didot, 1866, grand in-8^o (3).

6^o *De quelques imitations patoises des fables de La Fontaine.* — Limoges, Chapoulaud frères, 1861, 1 vol. in-8^o (4).

7^o *Ce que coûte une réputation.* — Paris, Michel Lévy, 1864, 1 vol. grand in-18 (5).

(1) Voir *Almanach limousin*, 1867, p. 50.

(2) Les notes de cet ouvrage sont en effet très-nombreuses. M. Ruben a été obligé, presque à toutes les pages de cet ouvrage, de se livrer à des recherches historiques et bibliographiques considérables. M. Félix Achard a collaboré à cet ouvrage pour les premières feuilles : son départ de Limoges l'a empêché de prêter son concours à M. Ruben jusqu'à la fin.

(3) Il a paru une appréciation de Foucaud dans l'*Almanach limousin*, 1866, p. 70, et dans le *Courrier du Centre*, fin de 1865.

(4) Ce travail a paru aussi dans le *Bull. de la Soc. Arch.*, T. X. — Voir, pour les appréciations, le *Courrier du Centre*, n^o du 29 mars 1861, et l'*Almanach limousin*, 1862, p. 51.

(5) Voir, *Almanach limousin*, p. 74, et 1865, p. 80.

8^o *Historiettes humoristiques*. — Limoges, V^e Ducourtieux, in-8^o pot vergé, et Paris, Degorce-Cadot, 1868, 1 vol. grand in-18.

9^o *Les Roués* (trois contes en vers). — Limoges, H. Ducourtieux, 1863, grand in-18 de 68 pages.

(Le volume *les Roués* se compose de quatre contes au lieu de trois : *Un service d'ami* ; — *Louise* ; — *le Bouchon* ; — *le Képi*. — La *Revue fantaisiste*, journal bi-mensuel de Paris, a publié, dans ses trois premiers numéros (février et mars 1861), *Louise*. Dans les numéros suivants, ce journal annonçait comme devant paraître : *le Bouchon*, *les Pantoufles*. Ce dernier conte n'a jamais paru nulle part, que nous sachions.)

Depuis 1866, M. Ruben était éditeur de l'*Almanach limousin*. Il y a publié non-seulement des revues littéraires et des revues d'années, mais encore plusieurs croquis limousins en patois, qui sont de petits chefs-d'œuvre. Nous citerons *Brancassou* (1863), — *La vesta de Jantou* (1864), — *Fi countre fi* (1865), — *Notre Toino* (1866), — *Lou relei de lo Vilo ô Bru* (1867), — *Notro-Damo de Preservaci* (1869).

Enfin M. Ruben a publié dans divers journaux plusieurs articles de critique littéraire, entre autres : *Essai sur l'administration de Turgot dans la généralité de Limoges*, par Gustave d'HUGUES (*Courrier du Centre*, 1859) ; — *Mélanges*, par le docteur MANDON (*Lettres Charentaises*, 1871).

M. Ruben est mort le 18 décembre 1871, à la suite d'une longue et douloureuse maladie.

MONOGRAPHIE

DU

CANTON DE BESSINES.

ASPECT GÉNÉRAL DU PAYS. — Ce canton est très-montagneux. Le plus souvent son altitude est entre 300 et 400 mètres au-dessus du niveau de la mer, mais à Chanteloube elle s'élève jusqu'à 520 mètres. L'aspect de ses montagnes est assez triste en hiver : elles conservent longtemps leur manteau de neige ; mais, lorsque le printemps les couvre d'un peu de verdure, leurs nombreux accidents les rendent très-pittoresques. Des points de vue très-étendus s'y rencontrent à chaque pas, et les étangs assez considérables qui existent encore doublent la beauté du paysage.

RIVIÈRES. — La Gartempe traverse ce canton de l'est à l'ouest, et reçoit sur sa rive gauche, entre Bessines et Folles, l'Ardoure. La Couse, autre affluent de la Gartempe, passe dans les communes de Razès et de Saint-Pardoux. Sur la rive droite, on trouve la Semme, qui prend

sa source dans la commune de Fromental et sur les limites du département de la Creuse, et qui, avant de verser ses eaux dans la Gartempe, traverse tout le canton de Bessines et de Châteauponsac.

NATURE DU SOL; ÉLÉMENTS QU'IL FOURNIT A L'INDUSTRIE.

— Le sol est granitique dans toute son étendue; il offre quelques particularités qui ont rendu ce canton célèbre au point de vue géologique et industriel.

Aux environs de Chanteloube, une variété de roche est encaissée dans le granite à gros grains: c'est l'argilophyre de Brongniart, ou porphyre argiloïde de Cordier.

Les filons de cette substance ont une épaisseur d'un à deux mètres. Les couleurs de l'argilophyre sont le brun-rougeâtre, le brun-grisâtre, et quelquefois verdâtre. L'odeur argileuse qu'on en dégage par l'insufflation décèle la nature de la pâte, plus compacte que grenue. En l'examinant à la loupe, on y reconnaît de petits cristaux de feldspath et quelques cristaux de pinite encore plus petits. Cette roche se divise en petites masses amorphes, à surface plane et à arêtes droites, à la manière des basaltes. Ces masses atteignent rarement un volume de plus de dix décimètres cubes. Dans quelques parties des filons, la roche est désagrégée, mais non décomposée. La roche désagrégée se réduit en poudre qui ne s'agglutine point dans l'eau à l'état pâteux. La roche non altérée est susceptible de recevoir un assez beau poli. On pourrait en façonner des serre-papier et autres menus ouvrages d'un effet agréable. A défaut de meilleurs matériaux, l'argilophyre a été employé, pendant plusieurs années, à l'entretien de la route entre Bessines et Razès.

On désigne sous le nom de granite à grandes parties

une formation qui, entre Bessines, Chanteloube, Razès et Népoulas, occupe une surface de plusieurs kilomètres carrés.

Ce granite diffère autant du granite commun par sa composition que par l'état d'agrégation de ses principes constituants.

L'albite grenue et l'orthose sont associées au quartz et à du mica de plusieurs espèces. Les deux premières substances sont les plus abondantes. L'albite, d'un blanc grisâtre, quelquefois granuliforme et baccillaire, est rarement cristallisée. L'orthose laminaire rose s'y trouve plus souvent cristallisée sous différentes formes, et ses cristaux atteignent parfois le volume extraordinaire de près d'un décimètre cube. Le quartz hyalin, rarement limpide, le plus ordinairement d'un blanc laiteux, d'un gris enfumé, translucide et parfois d'un beau noir, a offert des variétés de forme prismée, bipyramidée et sphalloïde. Des masses de ces quartz présentent un clivage fort curieux : elles se divisent parallèlement aux faces du rhomboèdre primitif, et d'autres fois en couches parallèles tabulaires, qui donnent aux masses qui jouissent de cette propriété une structure laminaire. Dans quelques parties de ces masses, le quartz gris et le quartz brun enfumé dégagent un gaz très-fétide, non par un simple frottement, mais par percussion, sous le choc du marteau.

Outre le mica blanc argentin, ces granites renferment du mica noir ferrifère en grandes lames contournées qui enveloppent le quartz ; le même mica rhomboédrique, dont il suffit de chauffer les lames pour les rendre attirables, et leur communiquer le magnétisme polaire ; du mica violâtre manganésifère, du mica brunâtre testacé, du mica verdâtre talqueux, et enfin du mica lithique et lépidolite, parfois violet et plus souvent gris.

L'état d'agrégation dans lequel ces substances se sont unies pour constituer le granite à grandes parties a cela de particulier que, au lieu de s'être mélangées confusément, comme dans le granite commun, chacune de ces substances forme des masses séparées dont les dimensions s'élèvent jusqu'à environ dix mètres cubes.

Dans d'autres parties, ces substances, sous un moindre volume, présentent une agrégation globale dont voici un exemple : un noyau d'orthose est entouré d'albite grenue, mélangée de couches concentriques micacées, et comme entrelardées dans le sens de ces couches de quartz fragmentaire, de forme irrégulière et d'un volume variable dépassant rarement deux ou trois centimètres de côté.

Depuis que M. Alluaud a fait connaître ces intéressants gisements, ils sont devenus l'objet de plusieurs exploitations importantes : l'orthose et l'albite sont recueillies pour la fabrication de la pâte et de l'émail de porcelaine ; l'albite la plus fusible est plus particulièrement réservée pour la fabrication des boutons, qui en consomme une très-grande quantité.

Ces exploitations ont enrichi la minéralogie d'un grand nombre d'espèces rares et d'espèces entièrement nouvelles. Ces découvertes ont donné une sorte de célébrité aux carrières de Chanteloube. Ces espèces, qui sont tantôt disséminées et tantôt pelotonnées dans les masses du granite à grandes parties, sont :

1° Le *bénil-émeraude*, qui s'est trouvé en amas si volumineux au commencement de ce siècle que la route de Limoges à Paris en a été littéralement macadamisée dans la traversée du vallon de Barot jusqu'à Chanteloube.

L'*émeraude* est en masses tantôt blanches opaques, tantôt verdâtres et translucides, clivable parallèlement

aux faces des prismes, qui forment ainsi une sorte d'agglomération de cristaux.

Les cristaux les plus purs, les mieux conformés, sont enchâssés dans le quartz, où ils ont laissé leur empreinte. Quelques-uns, assez limpides pour être comparés à l'aiguemarine de Sibérie, ont offert les formes primitive, annulaire et pyramidée.

Une masse d'émeraude enveloppée par l'albite s'est transformée en kaolin par la perte du silicate de glucine et par l'hydratation du silicate d'alumine. L'existence de ce nouveau kaolin a été constatée par les analyses de M. Damour.

2° *Grenat spessartine*. — Cristaux d'un brun-rougeâtre, mélangés avec l'apatite compacte terreuse et avec le wolfram, formant des masses indépendantes agglomérées dans l'albite.

3° *Malakon* (hydro-silicate de zircon). — Substance d'un brun-cannelle, très-rarement cristallisée, et se trouvant en lames minces interposées entre celles de la baïérine.

4° *Philipsite*. — Cuivre pyriteux panaché, amorphe, disséminé dans le quartz en petites masses de moins d'un décimètre cube. Très-rare.

5° *Mispikel blanc*, — en petits nids irréguliers dans le quartz.

6° *Mispikel gris-noirâtre*, — qui ne contient qu'une faible partie de soufre, et se trouve aggloméré en masses de plusieurs décimètres cubes.

7° *Wolfram cristallisé tantalière*. — Noirâtre, en lames peu éclatantes, disséminé dans l'albite.

8° *Columbite*. — En fragments ordinairement irréguliers, ayant rarement un centimètre cube, offrant quelques

lames cristallines, inégalement disséminé à d'assez grands intervalles dans l'albite.

9° *Étain oxydé tantalifère*. — Cette substance a été recueillie pour la première fois par M. Descloiseaux, dans le déblai d'une des carrières des Hureaux. Les analyses de M. Damour y ont constaté la présence du tantale.

10° *Baïérine*. — Cette substance, qui n'avait encore été trouvée qu'en Amérique et à Bodenmaïs, en Bavière, se trouve ici disséminée, dans le voisinage de la columbite, en cristaux aplatis, pyramidés, à bases rectangulaires. Le malakon, intercalé entre les lames de cette substance, ajoute à l'intérêt de cette découverte, et les échantillons qu'on y a recueillis permettront d'étudier les propriétés des deux nouveaux métaux : le mobium et le pelopium, que M. Rose, de Berlin, a découverts dans la baiérine de Bavière, et dont M. Damour a reconnu la présence dans celle de Chanteloube.

11° *L'apatite*. — Chaux phosphatée, compacte, que nous avons vu envelopper le grenat spessartine et le wolfram, a encore été trouvée en cristaux verdâtres, translucides, enchassés dans le quartz.

12° *L'uranite*. — Phosphate d'urane; a été observé en lames minces tapissant le quartz. On l'a recueilli également dans les joints du granite à gros grains de Chanteloube, et non loin du granite à grandes parties de la même localité.

Les six phosphates que nous allons décrire, et dont quelques-uns ont été retrouvés depuis à Bodenmaïs, sont autant d'espèces nouvelles qu'on a observées pour la première fois dans les carrières de Chanteloube.

13° *Triplite*. — Substance d'un brun clair et quelquefois très-foncé, presque noir ou rougeâtre, formant dans

l'albite et l'orthose des masses donnant des indices de clivage parallèlement aux pans du prisme rectangulaire. Cette substance, d'un éclat assez brillant, se compose d'un double phosphate de fer et de manganèse, dont la surface des morceaux, en s'altérant à l'air et à l'humidité, perd son éclat et passe à l'état terreux.

14° *Hétérosite*. — Substance gris-bleuâtre et d'un beau violet, d'un éclat gras, et devenant terne dans les parties altérées; clivage en prisme rhomboïdal oblique. Cette espèce forme encore un double phosphate de fer et de manganèse, dont les proportions diffèrent de celles de la triplite, avec laquelle on la rencontre assez ordinairement dans les mêmes amas.

15° *Tryphiline*. — Substance d'un gris-bleuâtre et blanchâtre, quelquefois cristallisée et d'un éclat gras, se clivant comme l'hétérosite, et formant un triple phosphate de fer, de manganèse et de lithyne.

16° *Alluaudite*. — Substance tantôt noirâtre, tantôt verdâtre, à cassure lamellaire, peu éclatante; se compose, d'après une analyse de M. Damour, qui a dédié cette espèce à M. Alluaud en lui donnant son nom, d'un triple phosphate à base de fer, de manganèse et de soude.

17° *Hureaulite*. — Substance d'un brun-jaunâtre et rougeâtre, à cassure vitreuse, et cristallisant en prismes obliques, rhomboïdaux, surmontés par des sommets dièdres. Cette substance est un hydrophosphate de fer et de manganèse, qui se trouve ordinairement associé à l'hétérosite et à la tryphiline.

18° *Dufrenôite*. — Substance brune ou verdâtre, fibreuse, souvent radiée, d'un éclat satiné. C'est un hydrophosphate de fer qui se trouve souvent uni aux autres espèces.

19° Nous signalerons enfin l'hydrophosphate de fer

bleu, *vivianite*, qu'on trouve dans les cavités des espèces précédentes, et qui semble résulter de leur décomposition.

La richesse des gisements de Chanteloube y attire chaque année des minéralogistes et des géologues. Heureux ceux qui peuvent y recueillir quelques échantillons des rares substances que nous venons d'indiquer (1) !

PRODUITS NATURELS DU SOL. — On cultive beaucoup le seigle, le froment dans plusieurs endroits, mais surtout à Folles, Fromental. Le sarrasin y est aussi en abondance.

Le chêne et le châtaignier sont les arbres les plus répandus ; on remarque de bouleaux sur les sommets, et des aulnes le long des ruisseaux. Le noyer, le peuplier, le hêtre et le frêne y sont peu abondants.

Sur les bords de la Gartempe, vers Bessines et Pierrefitte, même commune, et à Morterolles, les botanistes trouvent l'*Adenocarpus parvifolius*, D. C. ; à Folles, *Pimpinella magna*, L., etc.

LANGAGE. — Outre le français, les habitants de la campagne se servent surtout de l'idiome local : c'est un mélange du patois limousin et marchois, où le premier domine cependant.

MŒURS. — On ne trouve ici que les habitudes des pays d'émigration.

COMMERCE. — Le commerce comprend la vente des pro-

(1) *Aperçu géologique et minéralogique sur le département de la Haute-Vienne* ; par M. ALLUAUD.

duits de la campagne et des matières premières pour la fabrication de la porcelaine. A Bessines, le 11 de chaque mois, et à Razès, le 23, il y a des foires assez considérables. On trouve également dans ces deux localités quelques magasins de quincaillerie, de mercerie et de nouveautés, mais qui n'ont pas une grande importance.

INDUSTRIE. — L'industrie est peu développée : on ne peut signaler que l'exploitation des carrières et la vente de leurs produits.

INSTITUTIONS. — Bessines possède un bureau de poste, une station de chemin de fer, deux notaires, un agent-voyer, une brigade de gendarmerie. Morterolles et Razès ont un bureau de distribution de lettres. Cette dernière commune a, de plus, un notaire et une brigade de gendarmerie. Fromental a une station de chemin de fer. L'instruction est donnée dans chaque commune par un instituteur communal. Des sœurs du Sauveur sont institutrices à Morterolles depuis 1868. Il y a une institutrice à Saint-Pardoux, à Razès et à Bessines.

VOIES DE COMMUNICATION. — La ligne du chemin de fer de Poitiers à Limoges vient se réunir à celle de Paris à Agen, par Limoges, dans la commune de Folles, près le pont de Rocherolles, sur la Gartempe. Une seule station, dite de Bessines, placée à égale distance de Morterolles et de Bessines, dessert ce canton pour la ligne de Poitiers. Sur celle de Paris, il y a la station de Fromental, à quatre kilomètres du chef-lieu de cette commune.

La route nationale (n° 20) de Paris à Toulouse, par

Limoges, traverse du nord au sud les communes de Morterolles, Bessines et Razès.

Il n'y a pas de routes départementales.

Les chemins de grande communication sont : n° 1, de Saint-Junien à Bénévent par La Traverse, commune de Fromental ; n° 19, qui passe à l'extrémité de la commune de Folles, au village de Fremarais, allant de Laurière à Fursac (Creuse) ; n° 27, de Saint-Junien-sur-Vienne à Laurière par Bessines : passe dans cette dernière commune à La Roche, et dans celle de Saint-Pardoux ; n° 44, qui passe à Saint-Pardoux et à Razès ; n° 50, part de Razès, passe au village de Chanterannes : est classé, mais à construire ; n° 51, de Bessines à La Souterraine : construit entre la station de Fromental et la limite de la Creuse ; à construire entre Bessines et La Traverse, où il emprunte le chemin n° 1 jusqu'à la station de Fromental.

Les chemins d'intérêt commun sont : n° 1, qui traverse la commune de Saint-Pardoux ; n° 14, d'Azat-le-Ris à Laurière : construit dans la commune de Fromental ; à construire dans celle de Folles.

Viennent ensuite les chemins vicinaux ordinaires, assez nombreux, servant à établir les communications communales et d'importance purement locale.

SOUVENIRS ET MONUMENTS HISTORIQUES. — 1° A l'époque gauloise se rapportent les dolmens de Fromental et de Folles, ainsi que le poignard trouvé dans la commune de Razès ;

2° Pour l'époque gallo-romaine, nous n'avons à signaler que quelques débris de la voie romaine ;

3° Le moyen âge nous offre les églises des différentes paroisses, les châteaux de Monime et de Fromental, et les ruines de ceux de Razès et de l'Age-Rideau.

COMMUNES. — Ce canton se compose des communes de Bessines, Folles, Fromental, Morterolles, Saint-Pardoux-Rancon et Razès. Sa superficie est de 15,763 hectares 56 ares, peuplés de 8,982 habitants.

Bessines. — Bessines était une ancienne cure unie à l'archiprêtré de Rancon, ou, comme nous le dit le *Pouillé* de Legros, c'était le titre d'un archiprêtré annexé à celui de Rancon. Le patron est saint Léger. Les nominations à cette cure étaient faites par l'évêque de Limoges. Voici les noms des titulaires que nous avons trouvés; ils prennent, comme ceux de Rancon, le titre d'archiprêtre.

En 1419, Simon de Cramaud, quoique archevêque de Reims et patriarche d'Alexandrie, ne dédaigne pas l'église paroissiale de Bessines, décorée dès lors du titre d'archiprêtre;

Louis Cybot, archiprêtre de Rancon et curé de Bessines (1668-1673);

Jean Martin, *idem* (1686-1691);

N..... Bavallon (ou Barallon), *idem* (1711);

Jacques de Bosredon-Baubière, *idem* (1719);

Annet de Miomandre, *idem* (1746);

Léger Brissaud, *idem* (1784) : refusa le serment schismatique, et mourut en Espagne, en 1795.

Il y avait dans cette église deux vicairies, qui étaient toutes deux à la collation de l'évêque de Limoges. Une était appelée de Saint-Blaise, et l'autre de Saint-Antoine.

L'église de Bessines est un monument de l'époque de transition : sa nef, qui est formée de quatre travées, conserve sa voûte aux nervures prismatiques, aboutissant

sur des colonnes cylindriques à demi-engagées et sans chapiteaux. Il en est de même dans les deux chapelles latérales. Mais le transept et l'abside ont des nervures rondes. Dans la chapelle septentrionale, qui était celle des seigneurs de Monime, on trouve à la clef de voûte, sur la porte et au contrefort, les armes des Razès-Monime, qui sont : *pallé d'argent et de gueules, à sept piles, au chef d'or.*

A l'extérieur de l'église, on remarque, au côté nord du chevet, une pierre calcaire d'environ 0^m 60 centimètres carrés : elle représente une main bénissante adossée à une croix. Dans la partie supérieure sont l'A et l'Ω, et au bas les mots : *Dextera Dei vivi*. Le vers suivant entoure cette sculpture :

Quod fuit, est, et erit, per me constare docetur.

Ce vers est emprunté à Hildebert du Mans, auteur du xi^e siècle. C'est peu de temps après cette époque, que l'église a dû être construite.

A la croix qui est derrière le chevet on trouve encore l'inscription : P. DE LEOBARDIE, 1762.

Dans le mur d'enceinte du cimetière on a trouvé une figure en granite, qui représente un sphinx à demi-couché. Cette curieuse sculpture, dont l'antiquité est incontestable, est aujourd'hui au musée de Limoges.

Dans ce cimetière était une chapelle ayant une vicairie ; elle était dédiée à saint Michel.

En sortant de Bessines, dans la direction de Château-ponsac, on trouve un vieux pont jeté sur la Gartempe, connu sous le nom de pont des Bons-Hommes. Il est ainsi nommé parce qu'il a été construit par les moines de Grandmont, qui étaient connus sous ce nom.

La commune de Bessines compte actuellement 2,701 habitants, et son étendue est de 4,167 hectares.

Pour les richesses minéralogiques qu'elle possède, voir l'article : *Nature du sol*.

Les villages qui la composent sont :

Avant.

La Bergerie.

Le Barost.

Bois-du-Mont.

Brugeaud. (Ce nom est aussi porté par plusieurs familles.)

Bussière (moulin de la), sur la Gartempe.

Chassagnat.

Châtenet-Marty.

La Croix-du-Breuil. — Manoir situé sur la route de Limoges à Paris, à l'angle de celle de Châteauponsac. — Une lettre inédite de Henri IV, datée de Limoges, le 21 octobre 1605, et rapportée à l'article : *Morterolles*, nous fait connaître le passage de ce roi, qui vint chasser à la Croix-du-Breuil, propriété de M. Sornin, seigneur de Morterolles. Le roi quitta Limoges le 25, et vint coucher à la Croix-du-Breuil; il y fut reçu par la noblesse et la bourgeoisie des environs, et harangué par le chevalier Sornin de la Plagne, auquel il répondit de la manière la plus gracieuse; il accepta chez lui l'hospitalité. Un tableau, envoyé quelque temps après, a conservé ce souvenir si glorieux pour la famille. C'est une peinture sur bois, ayant environ un mètre de largeur : elle resta longtemps placée dans le donjon, à la tête du lit où coucha Henri IV. A droite on voit le blason des Sornin de la Plagne : *d'argent à la bande de sable accompa-*

gnée de trois étoiles à dix raies posées 1, 2, au chef cousu d'or et de gueules. Le Christ occupe le tiers du tableau. Sur la table même où se trouvent les restes du repas, est ouvert le *Missel* du roi, dans lequel il lit ses prières, agenouillé et les mains jointes. Le carreau dont il se sert est tellement élevé, qu'il paraît presque debout. Sornin de la Plagne, derrière lui, tient de la main droite une épée de combat, nue et haute. Sa main gauche, appuyée sur le siège royal, touche presque Sa Majesté. On lit dans ses yeux, qui brillent d'un éclat extraordinaire, le bonheur qu'il éprouve d'héberger son maître bien-aimé. Il porte le manteau d'écarlate. De la bouche du roi part une bande qui s'élève jusqu'au haut du tableau, sur laquelle on lit : *Filius redemptor mundi, Deus, miserere nobis*. Un peu au-dessous : *Datum ami Sornin de la Plagne*; et sous les pieds du chevalier : *Adieu éternel!* Dans un coin du tableau est écrit : *Enterré à La Souterraine, avril 1640*. Une longue inscription basque est écrite au bas du tableau, en caractères romains blancs sur fond noir. Nous ignorons comment ce tableau passa entre les mains d'un brocanteur, qui le céda à M. Charpentier de Blanzac. Ce dernier le conserva précieusement dans son château. A sa mort, son gendre, M. Genty de la Borderie, l'a transporté à La Glayolle, où il est aujourd'hui.

Chez-Dussy.

Le Fénieu. — C'est probablement ici le lieu d'origine de la famille du Fénieu, qui a longtemps habité Châteauponsac.

La Forge.

Le Fraisse.

La Gerbe (moulin de), sur la Gartempe.

Grammont-Lavaud.

Jalinour.

Landeix.

Lavaud-Grasse. — Au nord-est de ce village on trouve la Belle-Pierre ou Pierre-Magne. Elle n'a assurément aucun rapport avec les monuments préhistoriques; mais, ayant été signalée comme telle, il est bon de dire ici ce qu'elle est : c'est une coupe de forme ronde, en granite du pays, qui a plus de cinq mètres de diamètre intérieur, et plus de quinze mètres de circonférence, avec un mètre de profondeur. Je suis persuadé que nous possédons là un de ces vastes bassins que les consuls ou les gouverneurs de Limoges aimaient à faire tailler pour décorer leur ville et recevoir les eaux de ses fontaines. Le bassin de la fontaine de Saint-Martial, existant encore, a douze mètres de circonférence; on croit qu'il fut élevé par Pierre Audier, sénéchal de la Marche et du Limousin, vers 1206. Celui de la fontaine de Saint-Pierre-du-Queyroix, enfoui au milieu de la place, et plusieurs autres avaient une origine semblable. Celui qui nous occupe aurait été abandonné à cause d'une fente qui s'y est déclarée avant son achèvement complet, et qui est en ce moment très-visible.

Cette coupe majestueuse n'est pas parfaitement posée d'aplomb : elle est inclinée d'un côté. La légende s'est chargée d'expliquer pourquoi. « Six fées, dit-elle, voulaient porter ce monolithe; réunies autour, elles se disposent à le soulever sur leurs robustes épaules. Trois d'entre elles ont recours à la sainte Vierge pour obtenir son aide : les trois autres s'en moquent. La punition de leur impiété ne se fait pas attendre, car, au moment où leurs efforts réunis le soulèvent, les trois premières se dressent facilement; mais les trois autres sont écrasées par la chute de cette

coupe, qui est restée inclinée pour attester aux générations futures que les impies et les blasphémateurs sont souvent punis dès ce monde. »

Les eaux pluviales qui s'y conservent sont aussi la source de cette autre légende : les habitants du lieu prétendent qu'il doit toujours y avoir de l'eau, et que, si elle venait à sécher, il pleuvrait immédiatement. Souvent cependant on voit des enfants occupés à la tarir, non pour faire mentir la légende, mais pour recueillir quelques pièces de monnaies jetées par des visiteurs superstitieux.

Lavaud-Pacaud.

Magnelles (Les Grandes-).

Magnelles (Les Petites-).

Marcoueix.

Le Mas.

Mas-Barbu.

Mas-Beix.

Mazataud.

Mazaud.

Monîme. — Ce château fut bâti au milieu du xv^e siècle par un seigneur de Razès. Dès 1356, on trouve Guy de Razès, seigneur de Monîme. Cette terre, après avoir été possédée longtemps par cette famille, en sortit de la manière suivante : Edme-Léonard de Razès, seigneur de Monîme, colonel du régiment de Champagne, mourut à Utrecht de ses blessures. Sa veuve, Elisabeth Le Marchand, se remaria avec Louis de Béthune, mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie, et mourut le 7 décembre 1704, laissant la terre de Monîme à son second mari. Une lettre écrite par le marquis de Béthune, en 1705, porte, sur son cachet : *une croix pommetée accompagnée de quatre croisettes*. N....., marquis de Béthune, la ven-

dit à Jean Barbou, libraire de Paris, originaire de Limoges, qui la céda à ses parents de Limoges. Les Barbou portent : *d'azur au dextrochère d'argent tenant une plume et une épée d'or, surmonté d'un croissant de même*. Devise : *Meta laboris honor*. En 1789, N..... Barbou avait vendu cette terre à dame veuve Dorat de Faugeras et à son fils, N..... Dorat, écuyer, seigneur de Faugeras, La Gardelle et Monîme. Pendant la tourmente révolutionnaire, ce château fut confié au fermier Duroux. Au commencement de ce siècle, M. de Rocard, dont la mère était une demoiselle Dorat, en était propriétaire. De Rocard des Dauges, en Limousin, porte : *d'azur au pairle et au chevron d'or entrelacés*. Enfin tout récemment cette propriété a été achetée de M. de Garsignies, époux de M^{lle} de Rocard, par MM. Sauvanet et consorts, qui la vendent en détail.

Ce château, tel qu'il est aujourd'hui, est une vaste construction rectangulaire, entourée de fossés et flanquée de deux fortes tours rondes. La façade, qui a plus de trente mètres de développement, a pour entrée principale un perron relativement moderne, et qui doit être une réparation faite par la famille Barbou, car l'on voit sur l'imposte en fer la date 1738. A côté, existe une porte plus petite, mais dans le beau style du xv^e siècle. Au milieu de son tympan, abrité sous plusieurs voussures, on trouve un écusson *parti au 1^{er} de Razès, au 2^e de....., à une tour en chef et un lion en pointe*.

A l'intérieur, les immenses salles du moyen âge, quoique démeublées et dégradées, existent encore. Sur la cheminée d'une chambre, on trouve sculptées des armes qui ont été peintes *de gueules à trois coquilles de Saint-Jacques d'azur*. Ce sont peut-être les armes de la famille de David, dont plusieurs branches étaient très-répandues en Limousin.

Les terrasses, les pièces d'eau, le parc et les garennes qui l'entouraient ont été détruits et vendus par morceaux ; mais le château, quoique détérioré, existe dans son entier. Sa masse, toujours exposée sur le versant occidental des montagnes, produit encore un de ces effets grandioses dont nos architectes modernes ont perdu le secret.

Montinassaciot.

Pierrefiche.

Planches (moulin des), sur le ruisseau de Sagnat.

Puymouchet.

Puyteigneux.

La Roche.

Sagnat, avec un bel étang du même nom.

La Valette.

Vaucouse.

Ville-Nichel.

Folles. — Jadis Foules, *de Folis, Favolis, Faulis et Faholis*. C'était un prieuré-cure qu'on trouve encore appelé *de Fagis*. Il avait pour patrons saint Blaise, du 3 février, et saint Bonaventure, cardinal. L'abbé de Bénévent y nommait le titulaire de 1564 à 1771. Il existait avant la Révolution quatre vicairies :

1° Une fondée par Jean de Fremarez (*de Frigido Mari*) à l'autel de Sainte-Madeleine. N..... de Fremarez y nommait le titulaire en 1554 ; ce fut l'évêque de Limoges en 1574, puis ensuite le plus proche parent du fondateur. C'est peut-être la même que la chapelle signalée au village de Fremarez.

2° La seconde était fondée à l'autel de Saint-Bonaventure. Aymar de Chouppes, écuyer, baron du Fau, comme tuteur des enfants de Jacques du Vignaud, écuyer, sieur

des Vories, y nommait en 1703 ; ce fut, en 1722, François-Gaspard du Vignaud, écuyer, seigneur des Vories et du Vignaud ; puis, en 1772, Gaspard-François-Louis du Vignaud.

3^e Il y en avait une troisième qui était dite des Morterols.

4^e La dernière avait été fondée par Jeanne du Vignaud, veuve de noble Gui du Châtenet et femme de Balthazar Déoux, écuyer, seigneur du Chambon, Noailhes et l'Age, paroisse de Bersac, par son testament du 23 novembre 1601. La nomination des titulaires de cette dernière vicairie était réservée aux héritiers du fief du Chambon portant le nom de Déoux ou du Vignaud.

En 1662, il existait dans cette paroisse une confrérie sous le nom de Notre-Dame-de-Lorette.

L'église fut terminée peu avant 1490. Elle est précédée d'un porche que surmonte le clocher ; sa porte, qui rappelle le style roman, est formée de trois voussures avec des chapiteaux empruntant leur ornementation au règne animal. Le style gothique flamboyant domine dans l'intérieur, formé de trois travées. Dans le pavé, du côté de l'évangile, une pierre tombale laisse encore distinguer une croix accostée de deux écussons : l'un est chargé de trois oiseaux et l'autre de trois mains.

Guillaume Malherbaut est né dans cette paroisse. Il fut docteur de Sorbonne, chanoine théologal de Limoges en 1570, principal du collège de Chartres, et plus tard de celui de Limoges. Il publia : 1^o en 1566, les *Légendes* de saint Pierre attribuées à saint Lin, successeur du prince des apôtres ; 2^o en 1575, un *Ordo* perpétuel pour l'office divin.

Au xvii^e siècle, Gabriel Foucaud, seigneur de Saint-

Germain, avait à Folles une ménagerie considérable de bêtes fauves, et de temps en temps il en faisait conduire à son château de Saint-Germain-Beaupré, pour donner au peuple le spectacle de leurs combats.

La commune de Folles, qui compte actuellement 1,739 habitants, et qui a 3,117 hectares d'étendue, comprend les villages suivants :

Ars, où il existait une ancienne chapelle qui est quelquefois désignée sous le nom de prieuré.

Aupiège.

Bellevue.

Le Bouchet.

Bourat (moulin de), sur la Gartempe.

La Bussière.

Le Cluseau. — Dans un champ portant le nom de Goudour, près de ce village, à droite du chemin qui conduit à Folles, est un dolmen qui n'a pas encore été signalé. Sa table, détériorée, se partage en deux morceaux, et bientôt on n'y rencontrera plus que des débris.

Cornebeuf, *alias* Ecornebeuf.

Coulerolles.

Dussaut (moulin de), sur la Gartempe.

Fraimareix, *alias* Fremarez et Frais-Marais. Auprès de ce village existaient cinq *tumuli* presque complètement détruits. Un seul est encore conservé. En 1851, en travaillant à la route de Laurière à Fursac, on en ouvrit un qui était resté intact. On trouva au milieu un vase en poterie rouge qui contenait des cendres. Il a été cassé. On signale aussi quelques souterrains qui ont une ouverture dans les jardins de ce village.

La chapelle dédiée à sainte Madeleine qui existe près du village de Fremarez est évidemment celle qui avait

été interdite en 1744 par Mgr Coëtlosquet, évêque de Limoges, sous le nom de chapelle des Brousses, à Folles.

En 1709, on trouve Philippe de Léobardy, sieur de Frémareix.

Fursanne.

Gachereau.

Les Gouttes.

Lavaud-Montjourde.

Maletterie.

Masure-de-Bourneuil.

Mazéras.

Montjourde.

Le Monteil. — Il y a un beau dolmen sur une élévation au nord-est de ce village, presque en face du grand viaduc de Rocherolles ; sa table, longue de quatre mètres, en a trois dans sa plus grande largeur et deux dans la plus petite ; elle porte à la partie supérieure trois petites cavités, qui me semblent la place des coins en fer qu'on a cherché à y introduire pour la casser. Et c'est probablement pendant qu'on travaillait à cet acte de vandalisme que l'un de ses quatre supports s'est incliné à l'intérieur. La table, le suivant alors dans sa chute, a basculé, et ne porte plus aujourd'hui sur le pilier de devant, qui est du côté de l'ouest. Ces quatre piliers, d'une forme assez régulière, ont en moyenne un mètre de hauteur sur un mètre dix centimètres de largeur.

Moulin-Neuf.

Le Nouhaut.

Pont-à-l'Age.

La Ribière.

Rocherolles. — C'est près de ce village qu'on a construit, sur la Gartempe, le magnifique viaduc qui a pris ce nom.

Commencé vers la fin de 1852, on y a travaillé pendant deux ans. Il a huit arches de quinze mètres d'ouverture à l'origine de la voûte; la hauteur de son parapet est de cinquante-quatre mètres soixante-cinq centimètres au-dessus du niveau de la vallée.

Venassier.

La Villette.

Les Vories. — 1^o Ithier du Breuil était seigneur des Vories en 1323; 2^o Pierre du Breuil, seigneur dudit lieu, paroisse de Saint-Sulpice-Laurière, épousa, vers 1366, Jeanne de Razès, dame des Vories; 3^o Albert, sieur des Vories, en 1424; 4^o Jacques du Vignaud épousa, peu après 1500, Madeleine du Breuil des Vories, et devint seigneur des Vories; ce fief est resté dans cette dernière famille jusqu'à la Révolution.

Fromental. — Fromental était, au siècle dernier, une cure de 980 âmes, qui avait pour patron saint Martin de Tours. L'évêque de Limoges y faisait les nominations depuis 1558. Actuellement c'est le chef-lieu d'une commune de 1,364 habitants, qui a une étendue de 2,453 hectares.

L'église paroissiale, commencée en 1764, a été terminée en 1770 : c'est une construction sans style, où règne le plein-cintre, réparée récemment et pourvue de vitraux de couleur.

Le château est une belle résidence, bien conservée, avec fossés remplis d'eau et tous les accessoires d'une maison seigneuriale. Il est composé d'un donjon central, que flanquent deux corps de bâtiment. Ses mansardes, élevées au-dessus de deux étages, annoncent la Renaissance, et sa porte principale est ornée en style de la même époque.

Le portail de la cour est aussi décoré d'une mansarde de même style : on voit au-dessous un écusson dont les pièces ont été effacées ; la date 1670 est gravée à côté. Deux tours rondes étaient aux angles des murailles, une seule est restée debout. Voici les noms des différents seigneurs qui l'ont possédé :

1° Antoine-Hélie de Pompadour, seigneur-baron de Fromental, qui en fit hommage au roi Louis XII, le 17 mars 1483 (*Nobiliaire*, art. *Hélie*) ;

2° Bertrand de Maumont était seigneur de Fromental après 1484 (Archives de Fromental) ;

3° Jean Bermondet, chantre de l'église de Limoges (1552), avec Susanne de Bermondet et son mari Jean de Meyrignac, vendirent cette terre à Jean Pouthé, seigneur du château de Dompierre en Marche (*Nobiliaire*, art. *Fromental*) ;

4° Jean de Sanneterre et Madeleine de Roffignac, sa femme, la vendirent à Guillaume de Verthamon, le 8 octobre 1573 (*idem*) ;

5° Guillaume de Verthamon la vendit, le 9 mars 1583, pour 5,000 écus sol, à Paris de Buat (*idem*) ;

Léonard de Buat, seigneur de Fromental, était mort le 1^{er} mai 1609 ;

6° François Pot (*idem*), ou mieux François Pouthé, seigneur de Fromental, épousa avant 1640 Françoise de Châlus (*Nobiliaire*, généal. *La Roche-Aymon*) ;

7° Jean Morel, baron de Fromental, en 1650 : elle n'est plus sortie de cette dernière famille.

Les villages qui composent cette commune sont :

L'Age.

Bagnol (Grand-).

Bagnol (Petit-). — Au moyen âge, ce village était

appelé Bagnoux. C'était un prieuré, ou une aumônerie, ou même une commanderie, qui avait pour patron sainte Madeleine. Le prieur de la Maison-Dieu de Montmorillon y nommait le titulaire en 1566 et 1578. Les bâtiments étaient en ruine à la fin du siècle dernier.

Un beau dolmen existe, à l'est de ce village, sur le bord de la route. Sa table, longue de 3 mètr. 80 cent. et large de 2 mètr. 50 cent., est placée sur quatre piliers fortement inclinés à l'intérieur. Dans sa plus grande épaisseur, qui est du côté de l'orient, la table a 0 mètr. 80 cent. Chaque support a environ 1 mètr. 50 cent. de hauteur.

La Beige.

Bord.

Champcomtaud. — En 1491, *Campus comitalis*. — C'était une préceptorerie ou prieuré, qui avait pour patron saint Claude (ou saint Cloud), sainte Madeleine et saint Antoine. Le prieur de l'Artige y nommait le titulaire de 1422 à 1566. Ce fut le recteur des PP. Jésuites de Limoges en 1697; puis l'évêque ou le bureau du collège de Limoges.

Champ-Martin.

La Chapelle, dépendant de Champcomtaud.

Chanliat.

Chégurat ou Chigurat.

Les Chers.

Lacoux.

Lord-du-Puy, autrefois L'Auaur.

Malval.

Millat. — Un éboulement fit découvrir, il y a quelques années, un souterrain qui s'étend jusque sous ce village. Le propriétaire l'a converti en cave dans une longueur de dix mètres environ. Pour cela, il a recouvert l'ouverture qui donne dans son jardin, et qui était l'entrée primitive,

et, à l'autre extrémité, il a muré une galerie qui tournait à angle droit. — Plus loin, sur le coteau attenant au village, deux autres éboulements se sont produits un peu plus tard, et ont de nouveau indiqué l'existence de ce souterrain, qui paraît s'étendre fort loin.

Montautre (château de), possédé par la famille de Mondain.

Montautre (moulin de), sur un ruisseau qui se rend dans la Semme.

Le Nouhaud.

Pierres-Folles.

Les Plats.

Puy-Maud.

La Roche.

La Traverse.

La Tuilerie.

Les Tuileries.

En face de la station du chemin de fer, on trouve, à 0 mètr. 20 cent. sous le sol, une couche de macadam en pierres roulées. Les deux routes ouvertes pour le chemin de fer le mettent à nu sur plusieurs points. On pourrait croire à l'existence en ce lieu de la voie romaine se rendant à Breth, en passant par le camp de Malouse; mais la nature de cette construction ne le permet pas. De plus, d'après les anciennes cartes, on voit que c'est le chemin qui conduisait au château de Montautre.

Morterolles. — Jadis Morteyrol ou Morteroulx, et aussi Morterol-la-Marche, était une commanderie pour un chevalier de justice. En 1282, elle dépendait des chevaliers du Temple, puis de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. — Guy de Blanchefort, neveu de Pierre d'Aubusson,

chargé par son oncle de garder le prince Zizim dans la tour de Bourganeuf, était commandeur de Morterolles en 1482 ; il fut élu grand-maître de Rhodes en 1512.

François de Faron (ou Favon), chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, commandeur de Morterolles, décéda au lieu de l'Étang-Saint-Hilaire, et fut enterré dans l'église de Morterolles le 8 janvier 1694.

Jean-Baptiste Rigaud de Laigue-Sarrazin, chevalier, capitaine de vaisseaux du roi, était commandeur de Morterolles en 1745. — N..... du Deschaud, en 1785.

Sidoine de Bosredon fut nommé commandeur de Morterolles en 1788.

Au-dessus de la porte d'entrée d'une maison qu'on dit être l'ancienne commanderie, transformée aujourd'hui en maison d'école pour les petites filles, on remarque deux écussons chargés d'*un chevron accompagné de trois étoiles*. Cette porte est ornementée en style de la Renaissance. Ces armoiries sont probablement celles de la famille Laurens de La Besge, seigneurs de Lorange près Morterol, de Lascour, du Chiron, de La Besge et de Bagnol, qui avait trois alliances avec la famille Sornin ; elles sont *d'argent au chevron de gueules, accompagné en chef de deux étoiles d'or, et en pointe d'un croissant de même*.

La cure de Morterolles, en 1470, était pour un frère de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, et avait pour patrons sainte Anne et sainte Croix. Le commandeur de Morterolles y nommait le titulaire de 1470 à 1676.

Il y avait une vicairie fondée par Jacqueline Le Borlhe, veuve d'Audoin Gros, en l'honneur de saint Jacques. Le commandeur de Morterolles y nommait en 1597.

L'église paroissiale est une construction romane qui avait un pinacle pourvu de deux baies pour des cloches.

A l'époque des guerres, on éleva les combles pour la fortifier, et ce pinacle, encore très-reconnaissable, fut noyé au milieu des travaux. Une ceinture de modillons romans règne à la hauteur de sa toiture primitive. Elle a reçu des réparations récentes. L'autel, en style du ^{xv}^e siècle, a été sculpté par Nalbert.

Au siècle dernier, il existait une chapelle dans le cimetière.

En 1371, les Anglais gardaient à Morterolles les prisonniers qu'ils avaient fait l'année précédente, en saccageant la cité de Limoges.

Henri IV, à son passage à Limoges, écrivait, le 21 octobre 1605, à M. Sornin de Morterolles, seigneur de La Croix-du-Breuil :

« MON CHER SORNIN,

» Je me rendrai chez toi après-demain. Préviens-en Chamborant de Droux et les autres gentilshommes du pays, qu'ils amènent leurs chiens : nous ferons ensemble une partie de chasse. »

On raconte dans toute la contrée l'anecdote suivante : Pendant le dîner, Henri IV dit à son hôte : « Dis-moi donc, Sornin, comment donc as-tu fait pour devenir si riche en si peu de temps ? — Sire, en achetant cher et en vendant à bon marché. — Ventre-saint-gris ! explique-moi cette énigme. — Quand les grains sont à vil prix, je les achète au-dessus de leur valeur, et quand ils se vendent cher, je les donne au-dessous du cours. »

On conserva longtemps à La Croix-du-Breuil (commune de Bessines) une peinture sur bois rappelant cette visite.

En 1814, le Souverain-Pontife Pie VII, ramené en Italie, entra dans le diocèse de Limoges le jeudi 27 janvier. Il s'arrêta à Morterolles pour y coucher. Le souvenir de ce passage n'a pas été perdu : le propriétaire de la maison où il séjourna a consacré l'appartement qui le reçut par une inscription commémorative de ce fait. On y lit en effet, en lettres d'or, à côté des insignes de la papauté : *Chambre de Pie VII. — 27 janvier 1814.*

La commune de Morterolles a 1,053 hectares d'étendue, compte 577 habitants, et comprend les villages suivants :

La Borderie.

Le Breuil.

Chez-Canard.

Chez-Doussaud.

Chez-la-Forge.

La Coulérouse.

Chez-Maillard.

Moulin de Morterolles, sur la Semme.

Le Pin.

La Tache.

Saint-Pardoux-Rancon, ou Saint-Pardoux-près-Razès, et même Saint-Pardoux-près-Thouron, était une cure de l'ancien archiprêtré de Rancon, ayant pour patron saint Pardoux, abbé. Elle était très-anciennement à la nomination de l'évêque de Limoges. Regnaud de La Porte céda ses droits aux doyen et chapitre de la cathédrale en 1295. Jean Barthon de Montbas confirma cette cession en 1483. Aussi, depuis cette époque, l'aquaire de la cathédrale nommait le titulaire, qui était présenté par le chapitre.

Il y avait dans cette paroisse deux vicairies : une, dite des Coulx, fondée en 1571 par Madeleine Faulcon de Mon-

thaurand, paroisse de Nantiat, épouse de N..... Boutin, marchand ;

L'autre était fondée par sentence du vice-sénéchal de Limoges, de l'avis du présidial du 18 décembre 1640, pour réparation de l'assassinat de Philippe de Douhet, écuyer, seigneur de Saint-Pardoux, commis par Pierre Faulcon, écuyer, seigneur des Lèzes, dans une chapelle qui devait être bâtie à La Croix-de-Chasseneuil, paroisse de Saint-Symphorien. Mais, par transaction du 25 janvier 1687, Marie Faulcon, épouse de Gabriel Picon, écuyer, sieur de Chasseneuil, trésorier de France en la généralité de Limoges, s'oblige à payer le vicaire qui dira les messes ordonnées dans l'église de Saint-Pardoux, où repose le corps de l'homicidé, et elle fut déchargée de bâtir la chapelle. Les descendants du défunt nommèrent le titulaire de cette vicairie. C'était, en 1687, Françoise de Douhet, dame de Saint-Pardoux, veuve de François du Pouget, chevalier, marquis de Nadaillac, La Villeneuve, paroisse de Valières en Haute-Marche; et, en 1738, Antoine du Pouget, baron de Saint-Pardoux.

L'église paroissiale de Saint-Pardoux a une longueur totale de trente mètres; elle est formée d'une seule nef composée de cinq travées. Sous sa voûte en ogive, on trouve des baies à plein-cintre; les arcs-doubleaux et les nervures reposent sur des piliers engagés dans la muraille, formés de trois colonnes réunies. Les chapiteaux sont sobrement ornés.

François du Pouget de Nadaillac, abbé de Notre-Dame du Palais, fut enterré dans cette église le 30 juillet 1707.

Le château, dont il ne reste aucune ruine, occupait un emplacement carré, entouré de fossés. Ces derniers, encore bien conservés, reçoivent l'eau du grand étang, au

moyen d'un aqueduc voûté. Un vaste parc, attenant au château, s'étendait sur le coteau voisin ; aujourd'hui , il est changé en terres labourées. Voici les noms des propriétaires de ce château :

Foucaud Bernard de Copiac , sieur de Saint-Pardoux et de Saint-Sylvestre , qui épousa , vers 1232 , Almodie de Razès ;

Guillaume de Lastours , damoiseau , seigneur de Saint-Pardoux (1337) ;

Jean Faulcon , chevalier , seigneur de Thouron et de Saint-Pardoux (1475) ;

François Faulcon , écuyer , seigneur de Saint-Pardoux (1594) ;

Pierre de Douhet , seigneur de Saint-Pardoux et de Puy-Moulinier , époux de Françoise de Miomendre , était consul de Limoges , et se trouvait à la tête de la milice bourgeoise de la ville en 1605 , pour recevoir Henri IV ;

Philippe de Douhet , écuyer , seigneur de Saint-Pardoux , assassiné en 1640 ;

François du Pouget , chevalier , seigneur de Nadaillac , épousa Françoise de Douhet , dame de Saint-Pardoux , fille de Philippe , qui avait été homicidé ; les armes de cette famille sont : *d'or au chevron d'azur accompagné en pointe d'un mont de six copeaux de sinople* ;

Antoine du Pouget , baron de Saint-Pardoux (1738).

En 1569 , le duc d'Anjou campait avec son armée à Saint-Pardoux ; il en partit la veille de la Fête-Dieu , et se rendit à Couzeix , où il était le 11 juin.

Cette commune compte 1,194 habitants ; son étendue est de 2,482 hectares ; elle comprend les villages suivants :

La Brandouille.

Champcommunal.

Chanteau. — Sur un coteau au nord-est de ce village, on trouve les traces d'anciennes constructions; la tradition locale leur a conservé le nom de *couvent*.

Chateignol.

Châtenet-Colon.

Chez-Beigeas. — Un acte qui était conservé au terrier de Monfme rapporte qu'en 1505 un terrain situé près le château fut donné en colonage perpétuel au nommé Beigeas dit le Soldat. Telle est l'origine de ce village.

Les Coux, *alias* Mas-de-Coux.

Fougerolles.

Friandour. — Un champ attenant à ce village a conservé le nom de *Las Vias-Forodas*. — Un éboulement fit connaître, il y a quelques années, l'existence d'un souterrain. L'ouverture qui se produisit alors fut comblée peu après. — C'est dans ce village qu'est mort, le 29 octobre 1824, l'auteur de l'*Essai sur la Sénatorerie du Limousin*, M. Jacques Duroux. Il était âgé de soixante-sept ans, et remplissait les fonctions de maire de Saint-Pardoux depuis 1817.

Gorce (Moulin de La), sur la Couze. — Ce village, qui appartenait jadis aux seigneurs de Monfme, a été joint à la commune de Saint-Pardoux lorsqu'on forma les départements; mais il est resté, comme par le passé, de la paroisse de Saint-Symphorien. Il est situé peu au-dessous de la chaussée de l'ancien étang. Cette chaussée, qui est très-considérable, fut emportée en 1623 par une forte crue d'eau : elle n'a pas été rétablie depuis.

Mazernaud.

Perche (moulin de la), sur la Couze.

Puy-Bison.

Puy-Jouard.

Puy-Périer.

La Ribière.

Vauguenige. — On trouve, au siècle dernier, Antoine de Père, écuyer, sieur de Vauguenige, qui épousa : 1^o, en 1736, Anne de La Loue, et 2^o, en 1761, Marie-Anne de Roffignac. Aujourd'hui Vauguenige est une belle construction contemporaine.

Villarcain. — Un peu avant 1830, un éboulement survenu dans un champ, pendant qu'on labourait, fit connaître l'existence d'un souterrain. Il est situé près du village, sur le bord du chemin de Saint-Pardoux. Ce trou fut bouché quelque temps après. Nous ignorons quelle est son étendue et sa forme.

Une tradition locale rapporte qu'il existait autrefois un village dans le bois Garroux, qui est à la limite sud-ouest de cette commune. Nous y avons en effet constaté les restes d'anciennes constructions. Il portait le nom d'Arzat.

Razès. — Une erreur historique s'était répandue à propos du bourg de Razès : elle consistait à y voir l'ancienne ville de *Ratiastum*, dont parle Ptolémée. Au point où en sont aujourd'hui les recherches, cette opinion n'est plus soutenable. D'abord, Ptolémée place cette ville en Poitou, non loin de l'embouchure de la Loire ; ensuite il a été démontré par les *Itinéraires* qu'elle ne pouvait pas être dans la Marche ni le Limousin ; enfin plusieurs auteurs, même des époques les plus reculées, ont toujours désigné Rezé (Loire-Inférieure, arrondissement de Nantes). C'est là, en effet, que d'intelligentes recherches mettent actuellement à jour les substructions d'une grande ville gallo-romaine. Dans notre localité, au contraire, nous ne trouvons aucune trace de cette époque reculée, et c'est

faire une œuvre d'imagination que d'appuyer une semblable hypothèse sur la ressemblance qu'on découvre dans les noms (1).

Les auteurs du nouveau *Gallia christiana* ont pensé que le mot Carennac (*Carentenacus*), signalé dans un diplôme de l'an 817, désignait Razès. Mais cette attribution, que les savants bénédictins n'ont appuyée d'aucune preuve, est inadmissible ; car, pour former le mot Razès, il faudrait supprimer la syllabe initiale de *Carentenacus* ; ensuite Razès, dans un acte du *xr*^e siècle, est appelé *Castrum de Resesse*, et, dans un diplôme du *xii*^e siècle, *Reses*. Voici le passage en question, rapporté par un autre auteur : « L'an 818, Louis le Débonnaire approuva la donation faite à Regempart, évêque de Limoges, par Mathusalem, diacre de l'église canoniale de Saint-Etienne, de *la Celle* de Carantenago, devenue plus tard l'église paroissiale de Razès ».

Au siècle dernier, Razès était une cure de 1,700 âmes, ayant pour patron l'Exaltation de la Sainte-Croix, et jadis saint Sauveur. L'archidiacre de Limoges, qui avait la baille de Razès en 1222, présentait le titulaire de cette cure, et le chapitre la conférait. De 1482 à 1748, le chapitre de la cathédrale présentait le titulaire, et l'aquilaire le nommait.

Il y avait dans cette paroisse une vicairie fondée par Pierre du Brouilhet, écuyer, seigneur du Bon-Repans ; elle était à l'autel de Saint-Pierre, *alias* de Saint-Jean.

(1) M. DELOCHE (*Géographie des Gaules*) et M. DE CESSAC (*Peuplades gauloises*) ont prouvé d'une manière irréfutable ce que nous avançons.

Noble Pierre de Nougret , seigneur du Bon-Repans , héritier de nobles Pierre et François du Broulhet , y nommait en 1564. C'était l'évêque de Limoges en 1654 , et le curé de Razès en 1723 et 1740.

L'église est une construction romane en forme de croix , avec coupole et clocher à l'intersection du transept. Plusieurs parties ont été reconstruites en style gothique. Le sanctuaire a ses baies ogivales et des nervures rondes à sa voûte , pendant que la travée qui le précède est ornée de nervures prismatiques. La nef et les deux chapelles latérales ont conservé le style roman. Cette réparation ou reconstruction gothique a été faite , selon toutes les apparences , par M. Jean Gayot , qui était curé de Razès en 1482 ; il fut élu grand-chantre de la cathédrale de Limoges en 1502 , était professeur en l'un et l'autre droit , et mourut en 1516. Il fut enterré dans la chapelle de la cathédrale , où il avait fondé une vicairie. On y lisait jadis son épitaphe sur une plaque de cuivre. A Razès , après avoir terminé cette réparation de l'église , il voulut encore l'orner de vitraux. On voyait au siècle dernier , dans la vitre du sanctuaire , du côté de l'évangile , l'inscription suivante :

*Johannes Guayotti de Bastida pbr. capellan'. pnt. ecclie
vitram feri fecit.*

Laurent de La Cour , sieur de Pezard et de Forestvieille en partie , par son testament du 29 mars 1627 , veut être enterré à Razès , dans le tombeau de ses prédécesseurs.

A côté du presbytère est un emplacement appelé *las Claustras* , c'est-à-dire le Cloître , ce qui suppose qu'il y avait ci-devant une communauté.

Le cimetière était aussi près de l'église , mais il a été

transporté entre le village et le bourg. Une des pierres tombales provenant de l'ancien, et qui se trouve aujourd'hui dans le nouveau, conserve une riche ornementation. Sur un de ses côtés, le sculpteur a représenté une épée de chevalier avec trois écussons aux armes de la famille de Razès ; mais il en est un qui a le chef chargé de trois besants.

Une chapelle rurale, sous le patronage de sainte Anne, avait été bâtie, en 1556, à Razès-la-Poste, par Guillaume Vauzelle.

On distingue dans cette paroisse Razès-Bourg et Razès-Village. La position de ce dernier, sur la route de Paris, lui a aussi valu le nom de Razès-la-Poste. Il était encore connu autrefois sous le nom de Razès-Château, parce que c'est en ce lieu qu'était situé le château de la famille de ce nom.

Aimeric, seigneur du château de Razès, avec sa femme Sibelle, donnèrent la chapelle de ce château à la cathédrale de Limoges, du temps du roi Lotaire (entre 954 et 986). Aimeric et Guillaume, leurs enfants, confirmèrent cette donation le 18 mars 1087 ou 1092.

En 1210, Hélie de Razès, seigneur de Montcocu, était couché dans la tour de Razès lorsqu'elle s'écroula en partie, et l'écrasa sous ses décombres avec plusieurs de ses enfants. Sa fille, Almodie de Razès, était veuve de Bernard, seigneur de Saint-Pardoux, vers 1280.

Nous pensons que, dans les cas précédents, il s'agit du château qui était situé au village actuel de Razès, et dont les antiques ruines forment un monticule dominant au loin la vallée de la Couze. Ce monticule a été signalé à tort comme étant un tumulus. D'autres constructions beaucoup plus modernes ont aussi été appelées le château :

elles sont situées à peu de distance de l'église, et ne renferment rien de remarquable.

Cette famille de Razès, qui s'est ensuite transportée à Monîme (commune de Bessines), s'est divisée en plusieurs branches, telles que celle du Pin-Bernard, commune de Saint-Priest-le-Betoux ; de Chez-Galais, commune de Roussac, et même en Poitou. Ses armes sont : *pallé d'argent et de gueules de sept pièces* (alias *de six*) *au chef d'or*.

Au XVIII^e siècle, nous trouvons ensuite les Roulhac seigneurs de Razès.

La commune de Razès compte 1,407 habitants ; elle a 2,489 hectares d'étendue, et comprend les villages suivants :

L'Age-Rideau. — Le château de ce nom appartenait à la famille Dumont, dont les membres portaient le titre de seigneurs de L'Age-Rideau au moins depuis 1500. Marie Dumont, qui était veuve de François Méricot, seigneur de Sainte-Feyre en 1698, le transporta dans la famille de son mari. Nous voyons encore, au moment de la Révolution, Alexandre-Philippe-François Méricot, chevalier, marquis de Sainte-Feyre, seigneur de L'Age-Rideau, qui était sénéchal et grand-bailli d'épée de la Marche. — Ce château, qui paraissait être très-ancien, possédait, dans une de ses salles, une grande quantité de cuirasses, de cottes-de-mailles, de casques, etc., qui furent dispersés à l'époque de la Révolution. Il était encore assez bien conservé en 1837. Aujourd'hui il n'en reste plus rien, si ce n'est un monticule central autour duquel on distingue encore les fossés.

L'Age (moulin de), sur la Couze.

Augère.

Champour.

Chanteloube. — Voir à l'article *Nature du sol* les richesses minéralogiques de cette contrée. — Entre Chanteloube et Razès, au lieu dit L'Eaubarot, on a trouvé, il y a quelques années, environ deux cents barbarins. Ils portent la légende : S. E. S. MARCIAL., qui peut se traduire par : *Signum ecclesie Sancti Martialis*. Cette légende entoure la tête de saint Martial. Au revers est le mot LEMOVICENCIS. (*Bull. Soc. Arch.*, T. XIII, p. 218, et T. IX, p. 56.)

Charansanne.

Les Chatres.

Ecouat (moulin de l').

Le Fraixe.

Gammarde (moulin de).

Grangette.

Jalinour.

Lavaud-Bourgoin. — A sept ou huit cents mètres au sud de ce village, sur le penchant d'un de ces vastes coteaux complètement incultes, on remarque un grand nombre de blocs granitiques dressant leur tête souvent majestueuse au-dessus des bruyères et de quelques arbres rabougris. Un de ces blocs porte le nom de Pierre-Branlante. Le touriste qui le voit pour la première fois, après avoir examiné ses points de contact avec le sol, reste persuadé que cette énorme pierre est aujourd'hui immobile, si jamais elle a remué. Mais qu'il veuille bien la pousser dans la direction du nord au sud, et, après quelques efforts, il sentira ce bloc s'animer sous la pression de sa main, et mollement se balancer dans la direction indiquée.

Cette pierre affecte la forme ovoïde. Son plus petit axe est de quatre mètres environ, pendant que le plus grand, dirigé de l'est à l'ouest, en a près de cinq. Elle semble

toucher le sol seulement par deux points placés dans la direction de son grand axe, aux foyers qui serviraient à tracer le contour de son ovale.

Sur le côté méridional, un autre rocher sortant de terre s'élève à un mètre près du bloc mobile, et forme dans toute sa longueur une espèce de barrière contre laquelle ce dernier vient frapper lorsqu'on l'agite fortement. A l'état de repos, il en est éloigné de 10 cent.

C'est peut-être ici le seul lieu du département de la Haute-Vienne où la légende populaire rapporte qu'un trésor est caché sous cette pierre. Cette légende est cependant très-commune dans plusieurs provinces du centre de la France.

Lavaud-Jaloulaud. — Sur une hauteur au nord de ce village, entre Razès et l'étang de Couze, nous avons étudié des rochers qui nous avaient été signalés comme les débris d'un dolmen. Il ne serait pas impossible qu'un grand bloc cassé en deux ait formé la table, pendant qu'un rocher encore debout faisait l'un des supports. Mais nous devons laisser cette indication à l'état d'hypothèse, car il n'en reste aucune preuve certaine.

Le Malabard.

Puy-Vedrineau.

La Roche. — Ce village doit son nom à de beaux rochers couverts de bassins plus ou moins bizarres, de rigoles plus ou moins profondes. Tout cela peut intéresser le touriste qui cherche le pittoresque, mais non l'archéologue étudiant le passé sur les monuments faits de main d'homme.

Roudeix (moulin de).

Santro.

Silor. — On aurait, dit-on, trouvé dans ce village des

souterrains en forme de four. La forme de ces souterrains et le nom même du village nous font penser aux *silos* dont se servaient les Gaulois pour cacher leurs grains, et qui se rencontrent encore aujourd'hui en Afrique.

Silor (moulin de), sur un petit affluent de la Couze.

La Soumagne. — En 1777, François Labuxière était notaire royal et sieur de La Soumagne.

On a trouvé dans cette commune, mais nous ignorons en quel endroit, un très-joli poignard gaulois : il est décrit et reproduit dans le *Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Limousin*, T. IX, p. 133. La poignée de bronze représente à son extrémité la tête d'un lion. La lame de fer est enchâssée dans une forte bande de bronze. Le bout de sa gaine métallique est aussi en bronze. Vers le milieu est représenté debout une figure d'homme, au-dessus de laquelle on lit le mot : IRAC.

A. LECLER.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

SÉANCE DU 30 JANVIER 1872.

Présidence de M. DUBÉDAT, président.

Sont présents : MM. Dubédat, l'abbé Arbellot, l'abbé Grange, l'abbé Tandean de Marsac, Guillemot, Thézard, Aubépin, Pichon, Ducourtieux, Nivet-Fontaubert, et Garrigou-Lagrange, secrétaire général.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. l'abbé Poulbière, professeur de seconde à Servièrè (Corrèze), un des rédacteurs de *l'Art catholique*, demande à faire partie de la Société en qualité de membre correspondant.

Conformément au règlement, la Société décide qu'il sera statué sur cette demande à la prochaine séance.

M. Victor Alluaud, fabricant de porcelaine, demeurant à Limoges, et M. René Francez, demeurant à Limoges, faubourg Boucherie, n° 16, demandent à faire partie de la Société comme membres résidants.

M. l'abbé Pinot, curé de la paroisse de Saint-Michel-des-Lions, demeurant à Limoges, fait la même demande.

La Société statuera sur ces diverses demandes à la prochaine séance.

M. le président met aux voix l'admission de MM. Sengensse, Léonce de Fontaine de Resbecq, Sénémaud, Baju, Ardant, Tandeau de Marsac et Romanet du Caillaud comme membres de la Société.

Ces messieurs obtiennent l'unanimité des suffrages, et sont proclamés membres résidants de la Société.

M. Dubédat continue sa lecture d'une notice biographique sur M. Allou, avocat près la Cour d'appel de Paris, originaire de Limoges. Il suit l'avocat dans les diverses phases de sa carrière judiciaire ; il rappelle les grandes luttes oratoires auxquelles a pris part ce maître du barreau, et, évoquant ces grandes causes qui ont retenti dans le monde entier, et qui ont passionné les contemporains, il nous fait assister aux succès et aux triomphes de l'orateur. Cette notice, dans laquelle l'élégance du style s'allie à la justesse des appréciations, est écoutée avec le plus vif intérêt par la Société, qui remercie M. Dubédat, et envoie son travail au Comité de publication.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

.....

SÉANCE DU 4 MARS 1872.

Présidence de M. DUBÉDAT, président.

Sont présents : MM. Dubédat, Arbellot, Tandeau de Marsac, Grange, Lecler, Hervy, Linard, Thézard, Sen-

gensse, de Fontaine de Resbecq, Ducourtieux, Baju, Ardat, Nivet-Fontaubert, Pichon, Aubépin, Lemas, et Garrigou-Lagrange, secrétaire général.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président met aux voix l'admission de M. l'abbé Poulbrière comme membre correspondant de la Société, et de MM. Victor Alluaud, René Francez et Pinot comme membres résidants.

Ces messieurs obtiennent l'unanimité des suffrages, et sont proclamés membres de la Société : le premier comme membre correspondant, et les trois autres comme membres résidants.

M. le Président donne lecture d'une lettre du 23 février dernier, par laquelle M. le Ministre de l'instruction publique lui annonce qu'une réunion des délégués des sociétés savantes, pour les travaux scientifiques seulement, aura lieu, à la Sorbonne, les 1^{er}, 2 et 3 avril prochain.

M. de Fontaine de Resbecq est délégué par la Société pour la représenter à cette réunion.

M. l'abbé Rougerie, professeur au petit-séminaire du Dorat, offre à la Société un exemplaire de son dernier ouvrage, intitulé : « *Vies de saint Israël et de saint Théobald* ».

La Société charge M. de Fontaine de Resbecq de faire un rapport sur cet ouvrage.

M. Guillemot écrit à M. le Président pour le prévenir qu'un deuil de famille l'empêche d'assister à la séance, et pour le prier de vouloir bien lire, en son absence, une notice biographique qu'il lui envoie sur feu M. Amédée Alluaud.

La Société charge M. Sengensse de lui faire un rapport sur une brochure traitant des *Tumuli*, par M. Philibert Lalande, de Brive.

M. Allou, avocat à la Cour d'appel de Paris, demande à faire partie de la Société comme membre correspondant.

MM. Rogues de Fursac, juge au tribunal civil de Limoges ; Astaix, pharmacien ; Louis Guibert, homme de lettres ; Saint-Avid, conseiller près la cour d'appel de Limoges ; Camille Jouhanneau, avocat, et Vergues, ingénieur de la compagnie des Charentes, demandent à faire partie de la Société comme membres résidents.

La Société décide que, conformément à son règlement, il sera statué sur ces diverses demandes à la prochaine séance.

M. le Président donne lecture d'une notice biographique écrite par M. Guillemot sur M. Amédée Alluau. L'auteur y retrace la vie entière de M. Amédée Alluau, depuis sa jeunesse de chasseur intrépide jusqu'au jour où, dans la force de l'âge, il a été enlevé à l'affection de sa famille et de ses amis. Il nous le montre visitant tour à tour, et en artiste, la Crimée, l'Algérie, l'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne, et rapportant de ces voyages ce goût épuré qui en faisait un si judicieux appréciateur des œuvres d'art, et il rend ainsi un dernier hommage au souvenir d'un homme qui a porté un des plus beaux noms de notre Limousin.

La Société remercie M. Guillemot de cette lecture, et envoie sa notice au Comité de publication.

A ce propos, la Société exprime le regret qu'aucun de ses membres n'ait songé jusqu'à ce jour à écrire la biographie de M. François Alluau père, l'un des fondateurs et l'un des membres les plus distingués de cette Société. M. le Président annonce que cette lacune regrettable va être remplie, et qu'il se charge de faire ce travail.

M. l'abbé Lecler lit un travail intitulé : *Armorial général des évêques de Limoges et de Tulle*, avec planches coloriées. La Société remercie M. l'abbé Lecler, et envoie son manuscrit au Comité de publication.

M. l'abbé Arbellot dit quelques mots sur le tome XXI^e des *Mémoires de la Société archéologique de Touraine*, traitant des origines chrétiennes de la Gaule, notamment des origines de l'église de Tours, et dans lequel M. l'abbé Chevalier soutient l'opinion, fondée sur un passage de Grégoire de Tours, qui fait venir saint Martial en Gaule au III^e siècle, contrairement à la tradition, d'après laquelle il y serait venu au temps des apôtres. M. l'abbé Arbellot rappelle, à ce propos, ce qu'il a dit sur cette matière à la séance du 27 décembre 1871 ; il ajoute qu'il a collationné, à la Bibliothèque nationale, dix passions de saint Saturnin de Toulouse ; que, sur ces dix, huit ont été interpolées, et que l'erreur de Grégoire de Tours provient de ce qu'il s'est appuyé sur une de ces passions interpolées ; qu'en outre il a collationné deux passions de saint Denis à Paris, une à Turin et une à Florence ; que toutes portent que saint Denis était Denis l'aéropagite, tandis que les autres passions contestent l'aéropagitisme de saint Denis. Ce débat, qui divisait les savants du XVII^e siècle, divise encore les savants de nos jours. M. Arbellot se propose de traiter cette grande question au point de vue critique, et de rechercher les origines chrétiennes jusqu'aux extrémités de la tradition écrite, jusqu'aux limites de la tradition orale, c'est-à-dire jusqu'à Constantin.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 29 AVRIL 1872.

Présidence de M. DUBÉDAT, président.

Sont présents : MM. Dubédat, l'abbé Arbellot, l'abbé Tandau de Marsac, Brisset, Thézard, Sengensse, Lansade, Chapoulaud, Hervy, Nivet-Fontaubert, l'abbé Grange, Le Sage, de Fontaine de Resbecq, Francez, Lemas, Henri Tandau de Marsac, Guillemot, et Garrigou-Lagrange, secrétaire général.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président met aux voix l'admission de MM. Victor Rogues de Fursac, Astaix, Louis Guibert, Saint-Avid, Camille Jouhannaud et Vergnes, comme membres résidents de la Société.

Ces messieurs obtiennent l'unanimité des suffrages, et sont proclamés membres de la Société.

M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Francis Bleynie, docteur-médecin à Limoges, demande à faire partie de la Société.

MM. Godefroy, architecte de la ville de Limoges, et Faure, chef de division à la préfecture, par l'intermédiaire de M. Nivet-Fontaubert, demandent aussi à faire partie de la Société.

Conformément au règlement, il sera statué sur ces deux demandes à la prochaine séance.

M. Victor Alluau écrit à M. le Président pour s'excuser de ne pouvoir assister à la séance.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. Baylac,

modeleur, demeurant à Limoges, au lieu de la Font-Péchiade, près le pont Saint-Martial, par laquelle cet artiste offre à la Société, moyennant le prix de 60 fr., soixante photographies représentant les diverses parties du jubé de la cathédrale de Limoges.

La Société charge M. Brisset, son trésorier, d'acheter, au prix de 60 francs les photographies présentées par M. Baylac ; elle le charge aussi d'acheter, au prix de 100 fr., trois monnaies d'or fin, du ^{xiv}^e siècle, trouvées récemment au lieu du Glandier (Corrèze).

M. le Président donne lecture d'une lettre dans laquelle M. Eugène Ardant exprime le regret de ne pouvoir, en raison de ses occupations, assister aux séances et prendre part aux travaux de la Société, et le prie de recevoir sa démission de membre résidant, à partir de la fin de l'année courante.

M^{sr} Duquesnay, évêque de Limoges ; M. Teisserenc de Bort, député de la Haute-Vienne, ministre de l'agriculture et du commerce, et M. Allou, avocat, ancien bâtonnier de Paris, sont, sur la proposition de M. le Président, nommés, à l'unanimité, membres honoraires de la Société.

La parole est ensuite donnée à M. de Fontaine de Resbecq, pour faire lecture de son rapport sur l'ouvrage de M. Rougerie : « *Vies de saint Israël et de saint Théobald* ».

Dans ce rapport, M. de Resbecq résume les impressions que lui a laissées la lecture de l'œuvre si intéressante de M. l'abbé Rougerie, et captive l'attention par l'élévation des sentiments dont il s'inspire, au souvenir de ces héros du christianisme qui ont passé sur la terre en faisant le bien, et qui, après avoir été la providence de leurs contemporains, ont laissé derrière eux, comme pour éclairer

les siècles à venir, la trace lumineuse de leur piété, de leur science et de leur charité.

M. de Resbecq, dans cette rapide analyse, retrace à grands traits la vie de saint Israël, né vers l'an 950, dans le comté de la Marche, près de *Scolorium*, aujourd'hui Le Dorat : sa pieuse enfance, sa jeunesse studieuse, son dévouement durant le cours de ce fléau terrible qu'on a appelé « le mal des ardents » ; plus tard ses succès à l'école du palais épiscopal, où Hilduin, évêque de Limoges, l'avait appelé comme maître ; les dignités dont il mérita d'être revêtu ; son séjour à la cour du roi Robert, en compagnie de son évêque ; ses saintes œuvres comme grand-chantre de l'église du Dorat et comme prévôt de l'église de Saint-Junien, et le suit ainsi jusqu'à sa mort, arrivée le 31 décembre 1014.

Il nous montre ensuite saint Théobald, né à Chaix, paroisse de La Bazeuge, vers l'an 990, le disciple et l'ami de saint Israël, son émule dans la science et dans les œuvres de charité. Il rappelle son humilité, sa piété, ses austérités, ses extases dans la prière, et enfin sa mort, le 6 novembre 1070, suivie, comme celle de son maître, de nombreux miracles qui attestent la sainteté de leur vie.

M. de Resbecq passe ensuite à la partie du livre de M. Rougerie qui rappelle le culte et la vénération pieuse que conservent encore les habitants du Dorat pour leurs saints patrons Israël et Théobald, et qui contient, dans sa partie finale, une notice historique sur la ville du Dorat. Il rend hommage au talent avec lequel l'auteur a traité son sujet, et au zèle qu'il a mis à exhumer de la poussière des bibliothèques ces précieux monuments du passé. Il termine en remerciant la Société de l'avoir admis

au nombre de ses membres, et en lui promettant un concours aussi actif que dévoué.

La Société remercie M. de Resbecq de cette lecture.

La Société décide que, à l'avenir, les séances auront lieu à huit heures précises du soir.

La séance est levée à neuf heures et demie.

Le Secrétaire général,

GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 29 MAI 1872.

Présidence de M. DUBÉDAT, président.

Sont présents : MM. Dubédat, président; l'abbé Tandeau de Marsac, Maurat-Ballange, l'abbé Lecler, Brisset, Jouhanneaud, Georges Ardant, Guibert, Ducourtieux, de Fontaine de Resbecq, Paul Lagrange, Henri Ardant, Guillemot, Sengensse, Adrien Dubouché, Linard, Astaix, et Garrigou-Lagrange, secrétaire général.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

MM. Godefroy, architecte de la ville de Limoges; Faure, chef de division à la préfecture, et Francis Bleynie, docteur-médecin, sont, à l'unanimité des voix, admis comme membres résidants de la Société.

M. le Président donne lecture de trois lettres par lesquelles M. Teisserenc de Bort, ministre de l'agriculture et du commerce; M^{re} Duquesnay, évêque de Limoges, et M. Allou, avocat, ancien bâtonnier du barreau de Paris,

remercient la Société de les avoir mis au nombre de ses membres honoraires.

M. Henri Mazeaud, substitut de M. le procureur général près la cour d'appel de Limoges, demande, par lettre adressée à M. le Président, à faire partie de la Société comme membre résidant.

Conformément au règlement, il sera statué sur cette demande à la prochaine séance.

M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle le président de l'Académie nationale, agricole, manufacturière et commerciale, fondée à Paris, le 26 décembre 1830, propose à la Société de prendre un abonnement aux publications de ladite Académie.

La Société décide qu'on proposera à l'auteur de la lettre l'échange de notre Bulletin avec lesdites publications.

M. Adrien Dubouché fait don à la Société d'un certain nombre de médailles modernes.

M. le Président met sous les yeux de la Société une médaille d'or du ^{xviii}^e siècle, trouvée à La Souterraine, et que le propriétaire propose de vendre à la Société. La Société charge M. Brisset, son trésorier, d'acheter cette médaille au prix de 50 fr.

La parole est donnée à M. Sengensse, qui lit un travail sur les fouilles pratiquées, sous ses yeux et par ses ordres, dans un tumulus de sa propriété de Lavernouille (Corrèze). En fervent adepte de la science, M. Sengensse a tenu à suivre pas à pas la pioche de ses travailleurs. Il raconte avec quel intérêt et quelle émotion il a pénétré dans ce vieux monument des temps primitifs, et nous fait assister à toutes les phases de ses investigations et de ses découvertes.

Parvenu à une certaine profondeur, M. Sengensse a

reconnu et signalé tous les indices qui révèlent une ancienne sépulture, et il a rencontré trois grandes dalles de pierre, éléments probables d'un dolmen, sous deux desquelles il a trouvé : une pointe de flèche et un fragment de couteau, le tout en silex non poli ; un large vase, en forme de plat, pour les usages culinaires, d'argile brunâtre, non calcaire, très-cuite, paraissant avoir été vernissée en noir, et présentant à l'intérieur un dessin argenté ou nacré ; une autre petite poterie, aussi gracieuse que délicate et d'un dessin pur et correct, conservant encore quelques traces de vernis, et paraissant avoir servi de coupe à boire ; un bracelet en bronze, un fragment de dague ou lance en fer, de vingt centimètres de longueur, et un fragment de fer recourbé dont on ne peut conjecturer l'usage.

M. Sengensse a joint à son travail un dessin fidèle et soigné qu'il a fait des objets par lui découverts. Il pense que ce tumulus appartient à l'époque de transition où le métal n'avait pas encore complètement remplacé la pierre.

La parole est ensuite donnée à M. Adrien Dubouché, directeur du Musée céramique. M. Dubouché expose qu'avant la guerre le Gouvernement avait manifesté l'intention de distribuer entre les villes de province les nombreuses toiles qui sont entassées dans les greniers du Louvre ; qu'on reprend aujourd'hui ce projet ; que huit ou dix villes sont désignées comme centres artistiques, et que Limoges est une de ces villes ; qu'on lui a même promis que Limoges obtiendrait une large part dans cette répartition d'œuvres de grands maîtres ; mais que notre ville manque d'un local pour les recevoir et les placer convenablement. M. Dubouché ajoute qu'il y a urgence à aviser au moyen d'installer les trésors qu'on nous offre,

car déjà plusieurs villes ont reçu les tableaux qui leur étaient destinés, et nous ne recevrons rien tant que nous ne pourrons pas loger ceux qu'on est si bien disposé à nous donner.

En conséquence, M. Dubouché demande que la Société exprime le vœu qu'un local soit, dans le plus bref délai possible, disposé pour recevoir les tableaux que le Gouvernement a promis de nous envoyer, et qui sont de quatre cents environ.

La proposition de M. Dubouché est accueillie à l'unanimité par la Société, qui formule le vœu suivant :

« La Société Archéologique et Historique du Limousin émet, à l'unanimité, le vœu que l'Administration municipale de la ville de Limoges établisse, dans le plus bref délai possible, un local capable de recevoir les tableaux et objets d'art qui lui seront envoyés de Paris par M. le Directeur des Beaux-Arts ».

La Société charge son président et M. Dubouché de se rendre près de M. le Maire, pour lui faire connaître le vœu qui précède.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 25 JUIN 1872.

Présidence de M. DUBÉDAT, président.

Sont présents : MM. Dubédat, l'abbé Arbellot, l'abbé

Tandeau de Marsac, Vergnes, Chapoulaud, Brisset, Francez, Georges Ardant, Émile Pouyat, Ducourtieux, Nivet-Fontaubert, Faure, Thézard, Sengensse, Hervy, Saint-Avid, Henri Ardant, Guibert, Astaix, Victor Alluaud, et Garrigou-Lagrange, secrétaire général.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président met aux voix l'admission de M. Mazeaud, substitut de M. le procureur général, comme membre résidant de la Société. M. Mazeaud est admis à l'unanimité.

M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. A. Blanc, rédacteur en chef du journal *la Discussion*, demande à faire partie de la Société comme membre résidant.

Il sera, conformément au règlement, statué sur cette demande à la prochaine séance.

M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. de Longpérier, divers autres membres de l'Institut, et plusieurs membres de la Société des Antiquaires de France, demandent que la Société émette le vœu que le Gouvernement français fasse l'acquisition du médailler gaulois formé par M. de Saulcy, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

La Société, considérant que les médailles gauloises présentent le plus sérieux intérêt au point de vue de l'histoire nationale de la France ;

Considérant qu'il serait trop malheureux de voir disperser ou passer à l'étranger ces précieux documents sur les origines de notre pays ,

Émet, à l'unanimité, le vœu que le Gouvernement fasse l'acquisition de la collection de médailles gauloises formée par M. de Saulcy.

M. de Resbecq s'excuse, par lettre écrite à M. le Président, de ne pouvoir assister à la séance, par suite d'un deuil de famille.

La parole est donnée à M. l'abbé Arbellot, qui pose à M. Vergnes la question de savoir si les Romains ont construit des aqueducs à Limoges. Cette question, dit M. Arbellot, fut posée au Congrès scientifique tenu à Limoges, et il y fut alors répondu négativement. Cependant M. Fayette, architecte du département, a signalé des aqueducs, notamment l'aqueduc des Arènes, dans lesquels on a trouvé des monnaies romaines. D'autre part, Grégoire de Tours parle d'une fontaine existant encore de son temps à Limoges, dont la source était à trois milles de la ville, et dont les eaux, très-abondantes, produisaient des merveilles de fécondité dans les jardins. Enfin la fontaine d'Aigoulène paraît provenir d'un aqueduc romain ; mais cet aqueduc est creusé dans le tuf. Malgré ces indices, la question reste encore douteuse, et M. l'abbé Arbellot voudrait savoir si, dans les tranchées ouvertes pour l'établissement du chemin de fer d'Angoulême à Limoges, M. Vergnes a découvert des vestiges ou des restes certains d'aqueducs romains.

M. Vergnes répond que, en creusant la tranchée d'Encombe-Vineuse, à cinquante mètres environ de l'entrée du tunnel, il a découvert un aqueduc en dalles taillées, qui semble très-ancien, et qui présente toutes les apparences d'un aqueduc romain. Les vestiges qu'il en a trouvés et la direction qu'ils affectent lui font penser qu'il devait y avoir, à Limoges, un système d'aqueducs divisés en deux branches, dont l'une drainait le versant de la Vienne et l'autre le versant de l'Aurance. Les Romains conduisaient dans leurs villes d'immenses quantités d'eaux. Tout

indique qu'ils avaient dû établir ces deux réseaux d'aqueducs, qui paraissent se réunir au centre de la ville ancienne, centre qui devait se trouver au Piaulaud, ainsi que le révèlent les nombreuses traces de constructions romaines qu'on y rencontre. Il peut se faire que ce réseau, établi par les Romains, ait été restauré et complété au moyen âge.

M. Vergnes a étudié d'une manière spéciale le système des aqueducs romains, en Italie et surtout à Palerme, et il promet à la Société de lui faire un rapport sur la question des aqueducs romains à Limoges.

M. l'abbé Arbellot demande si, en faisant le tracé du chemin de fer d'Angoulême à Limoges, on a retrouvé des traces de la voie romaine de Limoges à Chassenon (*Cassinomagus*).

M. Vergnes répond qu'on n'a pas remarqué d'autres traces que celles qui sont signalées, depuis longtemps, par les auteurs, telles que celles qu'on retrouve au pont de Pilas, sur la Vienne, au-dessous de la Gabie; dans la forêt d'Aixe et dans la commune de Cognac. Il explique que, en ce qui concerne les recherches des travaux anciens, on ne se préoccupe généralement pas assez de la théorie et de la topographie. On croit communément que les Romains faisaient des routes quelconques, sur une direction donnée : c'est une erreur. Ils appliquaient une théorie; ils suivaient les plateaux, et passaient du versant d'une rivière sur l'autre versant pour en franchir la vallée; et si, tenant compte de cette théorie, on étudiait topographiquement une voie, on en retrouverait assurément les talus et les remblais.

A ces observations M. l'abbé Arbellot ajoute que, pour faire cette étude, on a encore les documents historiques,

et les étymologies des noms des localités que traversait la voie, quoique cependant, dit-il, il ne faille pas abuser de ces étymologies. C'est ainsi qu'il croit que la voie de Limoges à Chassenon passait aux Vaseix, dans la commune de Verneuil, parce que le mot *vaseix*, qui signifie tombeaux, indique que c'était là un lieu de sépulture.

La Société prie M. Vergnes de vouloir bien lui faire connaître toutes les antiquités romaines qui pourraient être découvertes pendant l'exécution du chemin de fer d'Angoulême à Limoges.

M. Vergnes promet à la Société de la tenir au courant des découvertes qu'il pourrait faire.

M. l'abbé Arbellot fait connaître le résultat des recherches qu'il a faites à Chassenon : il y a découvert un puits funéraire, et un temple dédié à la Lune, exactement construit sur le modèle du temple de Vesta, à Rome ; construction circulaire, entourée d'une colonnade. Il en a rapporté des fragments de bas-reliefs et des sculptures, dont il se propose de faire don au musée.

La parole est ensuite donnée à M. Victor Alluaud, pour une communication à faire à la Société.

M. Victor Alluaud raconte que M. Vatel, avocat à Paris, s'occupe de réunir tous les documents qui se réfèrent à la mémoire de Vergniaud. M. Vatel était depuis longtemps à la recherche d'un portrait, d'un buste, ou d'une statue du grand orateur girondin, et il vint récemment à Limoges dans le but d'y poursuivre le cours de ses investigations. Il savait qu'il avait été fait une statue de Vergniaud par Cartelier, et un buste par Dupaty ; mais il ne savait où retrouver ces deux œuvres. Lors de son passage à Limoges, il en parla à M. Victor Alluaud, qui lui remit une lithographie de la statue de Cartelier. Muni de cette

pièce, M. Vatel s'adressa en vain à tous les directeurs des musées de Paris pour retrouver l'original. Il pensa alors qu'il devait s'adresser aux gardiens plutôt qu'aux directeurs : il se rendit au musée du Luxembourg, demanda quel était le plus ancien gardien ; on lui en indiqua un qui était là depuis soixante ans environ. M. Vatel lui montra sa lithographie ; le vieux gardien reconnut immédiatement la statue de Vergniaud, et dit à M. Vatel : « Il y a quelques jours seulement que je l'ai déménagée : nous l'avons vendue, comme vieux plâtre, avec une foule d'autres qui encombraient nos salles ». M. Vatel s'informe alors du nom de l'acheteur, finit par découvrir son adresse, court à son domicile, et y trouve la statue gisant, dans la cour, avec d'autres, sur un tas de fumier. Elle était encore intacte, sauf un doigt brisé et un pied écrasé. M. Vatel la rachète, en confie la réparation, sur l'indication de M. Victor Alluaud, à notre compatriote Ferru. Après la restauration habilement opérée par Ferru, l'original a été mis à Versailles, où il fait pendant à la statue de Mirabeau.

M. Victor Alluaud en a fait exécuter plusieurs reproductions, dont une a été par lui offerte à la Société.

La Société accepte ce don avec reconnaissance, et en remercie M. Victor Alluaud.

La séance est levée à neuf heures et demie.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

~~~~~

SÉANCE DU 30 JUILLET 1872.

---

**Présidence de M. DELIGNAT-LAUAUD.**

Sont présents : MM. Delignat-Lavaud, Linard, Nivet-Fontaubert, Thézard, Sengensse, Mazeaud, Faure, Aubépin, Pichon, Godefroy, Guibert, Jouhanneaud, Bleynie, Hervy, Chapoulaud, Vergnes, et Garrigou-Lagrange, secrétaire général.

M. Dubédat, président, étant absent, M. Delignat-Lavaud, maire de Limoges, est prié de présider la séance.

M. Garrigou-Lagrange, secrétaire général, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté.

M. le Président met aux voix l'admission de M. A. Blanc comme membre résidant de la Société. M. Blanc est admis à l'unanimité.

M. Normand, officier d'académie, demeurant à Magnac-Laval, demande, par lettre, à faire partie de la Société comme membre résidant, et fait offre à la Société de son *Histoire du Collège de Magnac-Laval*.

La Société charge son secrétaire de remercier M. Normand du don qu'il vient de lui faire, et décide que, conformément au règlement, il sera statué, à la prochaine séance, sur l'admission de M. Normand comme membre de la Société.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes, annonçant qu'il vient d'attribuer à la Société une allocation de 300 fr.

La Société charge son secrétaire d'en remercier M. le Ministre.

M. de La Porte, médecin-major au 13<sup>e</sup> dragons, à Compiègne, envoie à la Société copie d'un acte qu'il a trouvé dans les archives de sa famille, et indiquant les conditions exigées, dans la langue d'Auvergne, jusqu'au siècle dernier, pour être admis dans l'ordre des chevaliers de Malte.

La Société remercie M. de La Porte, et envoie ce document au Comité de publication.

M. René Fage, avocat, demeurant à Tulle, demande, par lettre, à faire partie de la Société comme membre correspondant.

Conformément au règlement, il sera statué, à la prochaine séance, sur la demande de M. Fage.

A la suite d'explications données par M. Delignat-Lavaud, maire de Limoges, sur la fondation d'un musée et la création d'un centre artistique à Limoges, et après une longue discussion, à laquelle prennent part un grand nombre de membres, et notamment MM. Delignat-Lavaud et Nivet-Fontaubert, la Société décide que M. le Maire de Limoges écrira à M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes, pour lui demander quelles sont ses intentions et celles de M. le Directeur des Beaux-Arts au sujet de la création d'un musée de tableaux et d'un centre artistique à Limoges.

M. Delignat-Lavaud promet d'écrire incessamment en ce sens à M. le Ministre.

La séance est levée à dix heures.

*Le Secrétaire général,*  
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 26 AOUT 1872.

---

**Présidence de M. DUBÉDAT, président.**

Sont présents : MM. Dubédat, Astaix, Nivet-Fontaubert, Thézard, Rogues de Fursac, de Fontaine de Resbecq, Ducourtieux, Vergnes, Blanc, Maurat-Ballange, Brisset, Faure, Chapoulaud, Hervy, Godefroy, et Garrigou-Lagrange, secrétaire général.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président met aux voix l'admission de M. Normand, officier d'académie, demeurant à Magnac-Laval, comme membre résidant de la Société, et l'admission de M. René Fage, avocat à Tulle, comme membre correspondant.

M. Normand et M. Fage sont admis à l'unanimité des voix, le premier comme membre résidant, le second comme membre correspondant de la Société.

M. l'abbé Lecler, curé de Marval, écrit qu'il ne peut assister à la séance, et envoie à M. le Président :

1° Divers croquis de pierres sculptées et d'inscriptions du château et de l'église de Marval ;

2° Une note extraite du journal *l'Union nontronaïse*, numéro du 2 juin 1872, de laquelle il résulterait « que Richard Cœur-de-Lion aurait été blessé au siège de Nontron, en Périgord, le 26 mars 1199, et non au siège de Châlus, comme le rapporte Gervais de Cantorbéry, chroniqueur anglais contemporain, et qu'il serait mort à Châlus, des suites de cette blessure, le 6 avril suivant » ;

3° Une note sur la fondation et l'état actuel de la cha-

pelle de Saint-Eutrope, commune de Saint-Junien-les-Combes, près Bellac. — Cette chapelle, ruinée pendant la révolution, vient d'être acquise par M. le comte des Montiers-Mérinville, qui se propose de la faire réparer. — M. Lecler a lu de la manière suivante, sur une petite bande de parchemin trouvée, en 1846, sous l'autel de cette chapelle, l'inscription qui rappelle la consécration de cet autel : ANNO DNI M<sup>o</sup> CCCC<sup>o</sup> LX<sup>o</sup> DIE VERO IIJ M<sup>o</sup> S<sup>o</sup> AUGUSTI R<sup>ds</sup> IN X<sup>o</sup> P<sup>r</sup> ET DNS MICHAEL EPS NYOCEN CONSECRAVIT HOC ALTARE ET RECONDIDIT P<sup>r</sup>TES RELIQUIAS IN HONORE STI EUTROPII PONTIFICIS ET M<sup>r</sup>TYRIS. — M. Texier, dans son *Manuel d'épigraphie*, p. 261, avait laissé en blanc le nom de cet évêque. — Duroux, dans son *Essai historique sur la Sénatorerie de Limoges*, p. 100, avait lu : EPISCOPUS NOVIODUNENSIS (de Noyon). — La leçon de M. Lecler, EPISCOPUS NYOCENCIS, se traduisant par les mots : évêque de NICOSIE (en l'île de Chypre), est conforme à un passage d'un des manuscrits de Nadaud, dans lequel on lit « que, en 1454, Michel, évêque de Nicosie, visita, en partie, le diocèse, pour l'évêque de Limoges ».

La parole est ensuite donnée à M. de Fontaine de Resbecq, qui lit une notice biographique très-intéressante et très-complète sur M. Tixier-Lachassagne, premier-président de la cour d'appel de Limoges.

M. le Président, se faisant l'interprète de la Société, adresse des remerciements à l'auteur, et le prie de remettre son manuscrit au Comité de publication.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,  
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 29 NOVEMBRE 1872.

---

**Présidence de M. DUBÉDAT, président.**

Sont présents : MM. l'abbé Arbellot, Vergnes, l'abbé Pinot, Chapoulaud, Francez, Blanc, Guibert, Guillemot, de Fontaine de Resbecq, Faure, Georges Ardant, Nivet-Fontaubert, l'abbé Tandean de Marsac, Ducourtieux, Mazeaud, Lansade, Camille Jouhanneau, Henri Tandean de Marsac, Astaix, l'abbé Grange, Maurat-Ballange, Hervy, Saint-Avid, Aubépin, et Garrigou-Lagrange, secrétaire général.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Guibert offre à la Société la notice qu'il a publiée sur le château de Châlusset. La Société remercie l'auteur du don qu'il vient de lui faire.

M. l'abbé Lecler, curé de Marval, envoie à la Société une monographie du canton de Bessines.

M. Normand s'excuse, par lettre adressée à M. le Président, de ne pouvoir assister à la séance.

MM. Mallevergne, député à l'Assemblée nationale, président de chambre à la cour d'appel de Limoges; l'abbé Joyeux, curé de Surdoux; Larue, avocat-agréé près le tribunal de commerce de Limoges; Alfred Dubreuil, négociant à Limoges; Goursolle, bibliothécaire de la ville de Limoges; Vételay, avocat-général près la cour d'appel de Limoges; Ducoux-Lagoutte, avocat, et Charles Henry, propriétaire à Limoges, demandent, par lettres adressées à M. le Président, à faire partie de la Société comme membres résidants.



Conformément au règlement, il sera statué sur ces demandes à la prochaine séance de la Société.

La Société nomme M. Godefroy sous-directeur du musée, en remplacement de M. Émile Ruben, décédé.

La Société approuve les comptes de l'exercice 1871, présentés par M. Brisset, trésorier.

M. de Fontaine de Resbecq lit son rapport sur le livre de M. de Septenville : *Carvalho de Pombal, ministre de Joseph I<sup>er</sup>, roi de Portugal*. Cette lecture est écoutée avec le plus grand plaisir par la Société.

M. Aubépin, archiviste, est chargé de corriger, avec MM. Chapoulaud et Garrigou-Lagrange, les épreuves des *Registres consulaires*, en cours de publication.

M. Dubédat commence la lecture de sa biographie de M. François Alluaud. Cette première partie, qui contient toute la jeunesse de M. Alluaud, est écoutée avec le plus vif intérêt par la Société, qui remercie M. Dubédat du plaisir que lui a causé cette lecture.

La séance est levée à dix heures.

*Le Secrétaire général,*  
GARRIGOU-LAGRANGE.

---

#### SÉANCE DU 30 DÉCEMBRE 1872.

---

**Présidence de M. DUBÉDAT, président.**

Sont présents : MM. Dubédat, Sengensse, Pichon, Francez, l'abbé Tandeau de Marsac, Aubépin, Blanc, Alluaud, Nivet-Fontaubert, Charles Henry, Camille

Jouhanneaud, Lansade, Guillemot, Sénemaud, Ducoux-Lagoutte, Faure, et Garrigou-Lagrange, secrétaire général.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président met aux voix l'admission de MM. Mallevergne, député et président de chambre; l'abbé Joyeux; Larue, avocat; Alfred Dubreuil, négociant; Goursolle, bibliothécaire; Vételay, avocat-général; Ducoux-Lagoutte, avocat, et Charles Henry, propriétaire, comme membres résidants de la Société. Ces messieurs obtiennent l'unanimité des voix, et sont proclamés membres de la Société.

M. Tournois, sous-intendant militaire à Limoges, demande à faire partie de la Société comme membre résidant.

Il sera statué sur cette demande à la prochaine séance.

M. le Président met sous les yeux de la Société une monnaie d'or de Henri VIII, roi d'Angleterre, pesant 17 fr., sur laquelle on lit, d'un côté : *Henricus VIII, Dei gratiâ rex Angliæ et Franciæ*, et de l'autre : *Per crucem tuam salva nos, Christe redemptor*.

La Société autorise M. le Président à faire l'acquisition de cette médaille.

M. Ducourtieux fait offre à la Société d'un exemplaire des *Annales manuscrites du Limousin*, de 1638, qu'il vient d'éditer. La Société vote des remerciements à M. Ducourtieux, et charge M. Aubépin de faire un rapport sur cet ouvrage.

Sur la proposition de M. Garrigou-Lagrange, la Société décide qu'elle décernera, cette année, le prix quinquennal fondé en 1862, et qu'elle mettra au concours une question d'archéologie pour le prix annuel de 300 fr., fondé la même année. A cet effet, la Société nomme une commis-

sion, composée des membres du Comité de publication et de MM. Nivet-Fontaubert et l'abbé Tandeau de Marsac, qui sera chargée d'examiner les ouvrages présentés et de décerner les prix.

M. Dubédat continue et achève la lecture de la biographie de M. François Alluaud. Cette lecture est écoutée avec le plus vif intérêt, et le manuscrit est envoyé au Comité de publication.

La séance est levée à dix heures.

*Le Secrétaire général,*

GARRIGOU-LAGRANGE.

---

## LISTE

*Des dons faits au Musée pendant l'année 1872.*

---

Par M. JULLIEN , de Saint-Léonard : les sept objets ci-après :

- 1° Une *croix* provenant de la chapelle des Pénitents-Noirs de Saint-Léonard ;
  - 2° Un *panonceau* à hampe ;
  - 3° Un *panonceau* de cierge ;
  - 4° Trois *tringles de fer* ; au bout : agneaux portant leurs croix ;
  - 5° Un *Père éternel*, sculpture en bois , provenant de l'église de Saint-Léonard ;
  - 6° Une *Vierge* et *l'Enfant-Jésus* , en bois (chapelle de Saint-Léonard) ;
  - 7° Une *tête*, sculpture en pierre (église de Saint-Léonard).
- Par M. SORY, commissaire-priseur : un *buste*, sculpture en bois (saint Martial).

# LISTE

## DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

### POUR L'ANNÉE 1872.

---

#### BUREAU.

*Président-né.* — Bon COTTU, préfet de la Haute-Vienne

*Président.* — M. DUBÉDAT.

*Vice-Présidents.* — MM. ARBELLOT et LE SAGE.

*Secrétaire général.* — M. GARRIGOU-LAGRANGE.

*Secrétaire-bibliothécaire et archiviste.* — M. GUILLEMOT.

*Secrétaire-trésorier.* — M. F. BRISSET.

#### MEMBRES DU CONSEIL.

Armand NOUALHIER, \*, ancien député.

N.....

#### COMITÉ DE PUBLICATION.

*Présidents.* — MM. DUBÉDAT, ARBELLOT.

*Secrétaire général.* — M. GARRIGOU-LAGRANGE.

MM. GUILLEMOT, GRANGE et CHAPOULAUD (Alfred).

#### DIRECTION DU MUSÉE (1).

*Président.* — M. DUBÉDAT.

*Directeur.* — M. DUBOUCHÉ (Adrien).

*Sous-directeurs :* MM. MAQUART.

- GUILLEMOT (Albert).
- NIVET-FONTAUBERT.
- GODEFROY.
- LEMAS (Elie).
- LINARD (Albert).
- ARDANT (H).

(1) Par arrêté de M. le Maire de Limoges, les membres de la direction du Musée général ont été nommés directeurs du Musée céramique municipal.

MEMBRES RÉSIDANTS.

MM.

LE BON CORTU, Préfet de la Haute-Vienne.  
ALLUAUD (Victor), propriétaire.  
ARBELLOTT (l'abbé), archiprêtre de Rochechouart.  
ARDANT (Henri), fabricant de porcelaine.  
ARDANT (Georges).  
ASTAIX, pharmacien.  
AUBÉPIN, archiviste.  
BAJU (Henri), avocat.  
BARNY (Alexis), pharmacien.  
BLANC (Alphonse), \*, capitaine en retraite.  
BLEYNIE (Francis), docteur en médecine.  
BOULANGER, architecte.  
BOURDEAU DE LAJUDIE père.  
BRISSET (Frédéric), juge au tribunal civil.  
CHAPOULAUD (Alfred), imprimeur.  
DEBORT (Gabriel), négociant.  
DEIGNAT-LAVAUD, maire de Limoges.  
DUBÉDAT, conseiller à la Cour d'appel de Limoges.  
DUBOUCHÉ (Adrien), négociant.  
DUBREUIL (Alfred), fabricant de porcelaine.  
DUCOURTIEUX (Paul), imprimeur.  
DUCOUX-LAGOUTTE, avocat.  
DUVERT DE LA GABIE.  
FAURE, chef de div. à la préfecture.  
FIZOT-LAVERGNE, avoué.  
FONTAINE DE RESBECQ, substitut.  
FONT-RÉAULX (Théophile DE), notaire, à Saint-Junien.  
FONTANEAU, ancien officier de marine.  
FRANCEZ (René), propriétaire.  
GARRIGOU-LAGRANGE, avoué.

MM.

GOURSOLLE, bibliothécaire.  
GRANGE (l'abbé), vicaire à St-Pierre.  
GRAVES (le comte DE), propriét.  
GUIBERT, directeur de la Compagnie la Générale.  
HENRY (Charles), \*, avocat.  
HERVY (Émile), notaire.  
JABET (Edmond), propriétaire.  
JOUHANNEAUD (Camille), avocat.  
JOYEUX, curé de Surdoux.  
LA BASTIDE (le baron Hubert DE), \*, ancien capitaine d'état-major.  
LABONNE (DE), propriétaire, au château de Montbrun.  
LAGRANGE (Paul), négociant.  
LAMY DE LA CHAPELLE (Edouard), banquier.  
LANSADE, architecte.  
LARUE (Armand), docteur en droit.  
LECLER (André), curé de Marval.  
MALLEVERGNE, \*, député, présid. de Chambre.  
MAUBLANC (DE) fils, propriétaire à St-Junien.  
MAURAT-BALLANGE, conseiller.  
MAZEAUD, substitut.  
MOUGENC DE SAINT-AVID, conseiller.  
NORMAND, officier d'Académie, à Magnac-Laval.  
PERDOUX (Eugène), professeur de modelage.  
PICHON (François), avocat.  
PINOT (l'abbé), curé de Saint-Michel.  
POUYAT (Emile), \*, propriétaire.  
RECULES (François), ancien pharmacien.  
ROGUES DE FURSAC, juge au tribunal civil.  
ROMANET DU CAILLAUD, fabricant.  
ROUGERIE (l'abbé), curé de Magnac.

|                                                                      |                                                           |
|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|
| GODEFROY (Alexandre), directeur des travaux de la ville de Limoges.  | SÉNÉMAUD, greffier du tribunal de commerce.               |
| GUILLEMOT (Albert), rédacteur en chef du <i>Courrier du Centre</i> . | SENGENSSE, juge de paix.                                  |
| LEMAS (Elie), professeur de rhétorique au lycée.                     | TOURNOIS, sous-intendant militaire.                       |
| LE SAGE (Charles), *, ingénieur civil, ancien maire de Limoges.      | TANDEAU DE MARSAC (l'abbé), chanoine honoraire.           |
| LINARD (Albert), architecte du département.                          | TANDEAU DE MARSAC (Henri).                                |
| NIVET-FONTAUBERT, ancien négociant.                                  | TARNEAUD (Firmin), banquier.                              |
| NOUALHIER (Armand), *, ancien député.                                | THÉZARD, juge de paix.                                    |
|                                                                      | VERGNES, ingénieur en chef de la Compagnie des Charentes. |
|                                                                      | VÉTÉLAY, avocat général.                                  |
|                                                                      | VANDERMARCO (Eugène).                                     |

#### MEMBRES HONORAIRES.

##### MM.

CRUVEILHIER, O \*, professeur à l'école de médecine de Paris.  
DE MENTQUE, O \*, ancien sénateur, ancien préfet de la Haute-Vienne.  
MORISOT (Tiburce), O \*, ancien préfet de la Haute-Vienne, fondateur du Musée.  
SAINT-MARC-GIRARDIN, O \*, membre de l'Institut.  
MIGNERET, O \*, ancien conseiller d'Etat, ancien préfet de la Haute-Vienne.  
Mgr BERTEAUD, évêque de Tulle.  
DALESME, G O \*, général de division du génie.  
Mgr COUSSEAUD, évêque d'Angoulême.  
DE CAUMONT, O \*, fondateur de la Société Française, à Caen.  
Michel CHEVALIER, O \*, ancien sénateur, membre de l'Institut.  
Le vicomte E. DE KERCKOVE-WARENT, président de la Société Archéologique de Belgique.  
Le comte F. DE LASTEYRIE, membre de l'Institut.  
BOBY DE LA CHAPELLE, ancien préfet de la Haute-Vienne, à Quimper.  
LAROMBIÈRE, \*, conseiller à la Cour de cassation.  
TEISSERENC DE BORT, ministre de l'agriculture et du commerce.  
ALLOU, avocat, ancien bâtonnier à Paris.  
Mgr DUQUESNAY, \*, évêque de Limoges.

#### MEMBRES CORRESPONDANTS.

##### MM.

ALBRIER (Albert), à Dijon.  
BABAUD-LARIBIÈRE, préfet des Pyrénées-Orientales.  
BRUNET (Joseph), O \*, vice-président du tribunal de la Seine.

CARDAILLAC (le comte DE), ancien chef de division au ministère de la maison de l'Empereur.

CESSAC (DE), au château de Mouchetard près Guéret.

CORNUDET (le vicomte Alfred DE), à Paris.

COUSTIN DE MANADAUD (le marquis DE), au château de Sazerat.

DELOCHE (Maximin), \*, chef de bureau au ministère des travaux publics.

FAGE, avocat à Tulle.

GAY DE VERNON (le bon), \*, chef d'escadrons aux chasseurs d'Afrique.

GÉRY (Charles), \*, ancien préfet de la Corse.

JUILLAC-VIGNOLE (le vicomte Gustave DE), à Toulouse.

LAGARDE (Henri DE), C \*, inspecteur des eaux minérales, à Bagnères-de-Bigorre.

LALANDE (Philibert), à Brive.

LAPORTE (Armand DE), chirurgien-major au 9<sup>e</sup> dragons.

LAROUVERADE (DE), conseiller honoraire à la cour de Bordeaux, à Tulle.

MARTIN DE BRETTE, chef de bataillon d'artillerie, à Versailles.

NADAULT DE BUFFON, ancien procureur impérial, à Rennes.

POULBRIÈRE, professeur au petit-séminaire de Servières (Corrèze).

RANCOGNE (Gustave DE), archiviste de la Charente, à Angoulême.

SÉNEMAUD, archiviste du département des Ardennes, à Mézières.

SIMON-CLÉMENT, procureur impérial à Auch (Gers).

TANDEAU DE MARSAC, notaire, à Paris.

---

## LISTE

### DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

POUR L'ANNÉE 1872.

---

Société Archéologique de la province de Constantine.

Société Archéologique et Scientifique de Soissons (Aisne).

Société Historique et Archéologique de Château-Thierry (Aisne).

Société d'émulation de l'Allier, à Moulins.

Société des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Nice (Alpes-Maritimes).

Société des Arts, à Carcassonne (Aude).

Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, à Rodez.

Société de Statistique de Marseille.

Société de l'Union des Arts, à Marseille.



Société Française d'Archéologie de Caen (Calvados).  
Société Archéologique et Historique de la Charente, à Angoulême.  
Société Historique et Scientifique de la Charente-Inférieure, à Saint-Jean-d'Angély.  
Société Académique, Sciences et Arts de La Rochelle (Charente-Inf.).  
Commission historique du Cher, à Bourges.  
Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.  
Société d'Émulation du Doubs, à Besançon.  
Société d'Émulation, à Montbéliard (Doubs).  
Société Dunoise, à Châteaudun (Eure-et-Loir).  
Société Académique de Brest (Finistère).  
Société Académique du Gard, à Nîmes.  
Société Archéologique du Midi, à Toulouse.  
Commission des Monuments et Documents historiques de Bordeaux.  
Société Académique des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Bordeaux.  
Société Archéologique du Midi, à Montpellier.  
Société Archéologique de Béziers (Hérault).  
Société Archéologique de la Touraine, à Tours.  
Société des Sciences et Lettres de Blois (Loir-et-Cher).  
Société Archéologique de l'Orléanais, à Orléans.  
Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen (Lot-et-Garonne).  
Commission Archéologique de Maine-et-Loire, à Angers.  
Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts de Châlons (Marne).  
Société des Sciences et Arts de Vitry-le-Français (Marne).  
Société Polymathique du Morbihan (Vannes).  
Société Dunkerquoise, à Dunkerque (Nord).  
Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts, à Lille.  
Société Académique de l'Oise, à Beauvais.  
Société Académique de Boulogne-sur-Mer.  
Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau (Basses-Pyrénées).  
Société Littéraire de Lyon.  
Société d'Archéologie, Sciences, Arts et Belles-Lettres de la Mayenne.  
Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, à Chambéry.  
Société des Antiquaires de France, à Paris.  
Société de l'Histoire de France, à Paris.  
Société Française de Numismatique et d'Archéologie, à Paris.  
Société Havraise d'études diverses, au Havre (Seine-Inférieure).  
Société Archéologique de Rambouillet (Seine-et-Oise).  
Société d'Archéologie, Sciences, Lettres et Arts de Melun (Seine-et-Marne).  
Société Scientifique des Deux-Sèvres, à Niort.  
Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.  
Société Littéraire et Scientifique de Castres (Tarn).  
Société des Sciences et Belles-Lettres de Montauban (Tarn-et-Garonne).  
Société d'Archéologie et d'Études scientifiques de Draguignan.

Société des Sciences, Belles-Lettres et Arts du département du Var, à Toulon.

Société Académique du Var, à Cannes.

Société Littéraire, Scientifique et Artistique d'Apt (Vaucluse).

Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

Société d'Émulation d'Épinal.

Société des Sciences naturelles et historiques de l'Yonne, à Auxerre.

Société Archéologique de Sens (Yonne).

Société Académique d'Archéologie de Belgique, à Anvers.

Société Scientifique et Littéraire du Limbourg, à Tongres (Belgique).

Comité des Inscriptions funéraires et monumentales de la Flandre-Orientale (Gand).

Société Française de Numismatique et d'Archéologie, à Paris.

Société d'Histoire et d'Archéologie, à Châlon-sur-Saône.

Société d'Archéologie, à Rambouillet (Seine-et-Oise).

Société Parisienne d'Archéologie et d'Histoire, à Paris.

---

# TABLE DES MATIÈRES.

---

## MÉMOIRES.

|                                                  | Pages. |
|--------------------------------------------------|--------|
| M. Allou.....                                    | 5      |
| Monographie du canton de Châteauponsac.....      | 84     |
| Armorial des Évêques de Limoges et de Tulle..... | 133    |
| M. Amédée Alluaud.....                           | 160    |
| M. Tixier-Lachassagne.....                       | 169    |
| M. François Alluaud.....                         | 196    |
| M. Émile Ruben.....                              | 252    |
| Monographie du canton de Bessines.....           | 256    |

## PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

|                                         |     |
|-----------------------------------------|-----|
| Séance générale du 30 janvier 1872..... | 295 |
| — du 4 mars 1872.....                   | 296 |
| — du 29 avril 1872.....                 | 300 |
| — du 29 mai 1872.....                   | 303 |
| — du 25 juin 1872.....                  | 306 |
| — du 30 juillet 1872.....               | 312 |
| — du 26 août 1872.....                  | 314 |
| — du 29 novembre 1872.....              | 316 |
| — du 30 décembre 1872.....              | 317 |





